

Un mort, de nombreux blessés, près du « Mur des lamentations »

Un Nobel éloquent

L'explosion qui a ensanglanté mercredi 15 octobre à Jérusalem les abords du Mur des lamentations, haut lieu s'il en est de la foi israélite, n'était certainement pas nécessaire pour souligner à quel point le prix Nobel de la paix attribué à Oslo la veille à l'écrivain juif Elie Wiesel eût inséré dans l'actualité immédiate.

Le jour même du comité norvégien a mis cependant tout son talent — qu'il exprime généralement en français — au long de vingt-cinq ouvrages et de certaines d'interventions au service d'un peuple qui ne veut pas voir oublier son histoire cruelle. « Qui oublie l'Holocauste en trahit les victimes ! », a dit Elie Wiesel.

Or on a vu ces dernières années, au nom d'un « révisionnisme historique » qui ne dit pas son nom s'élaborer des thèses, notamment françaises, visant à mettre en cause l'existence des chambres à gaz nazies et peut-être au-delà le génocide juif lui-même. Le Turquo, dont certains dirigeants avaient reconnu dans un premier temps le génocide arménien, n'a-t-elle pas ensuite, et jusqu'à maintenant, nié contre tous les témoignages la réalité des massacres de 1915 ?

Et que dira de l'élection cette année à la tête de l'Etat autrichien d'un homme comme Kurt Waldheim, qui, malgré un passé de guerre peu clair, avait été durant près de dix ans à la tête des Nations unies ?

Elie Wiesel, à qui on a reproché sa « complaisance » à l'égard d'Israël — mais il a annoncé depuis longtemps qu'il ne critiquerait jamais l'Etat hébreu — a répondu, lorsqu'il se trouve sur son territoire, — même justement, comme Beate Klarsfeld ou Simon Wiesenthal, un combat sans concessions contre tout ce qui finirait par donner au nazisme ou à ceux qui s'en accommodent un visage humain.

Naturellement, même parmi ceux qui approuvent la lutte de l'écrivain juif américain découvert jadis par l'écrivain catholique François Mauriac, il en est qui lui font grief d'avoir trop tendance à transformer en « dolorisme » la douleur juive ou d'être devenu le grand-prêtre d'une « gestion planifiée de l'Holocauste ».

Mais il y a plus douloureux, tel ce quotidien algérien qui s'en prend à l'attribution du Nobel de la paix au « sioniste Wiesel » et parle de « la récupération à des fins politiques de la souffrance des juifs, [laquelle] sert à tranquilliser les consciences à propos du génocide palestinien »...

Le sionisme, après tout, n'est-il pas une idéologie à la fois respectable dans ses idéaux, tout comme l'arabisme et l'islamisme, et contestable, comme eux, dans certaines de ses applications. En attendant peut-être de contribuer un jour à l'émergence d'un « sémisme » qui réconcilierait les valeurs souvent semblables du judaïsme et de l'islam, c'est en faveur de la communauté juive d'Union soviétique que le prix Nobel de la paix va tenter d'utiliser son nouveau prestige. Elie Wiesel se rend la semaine prochaine à Moscou, où, depuis Lach Vala, on n'avait jamais sans doute été aussi « embêté » par une décision des jurés d'Oslo.

L'OLP revendique l'attentat de Jérusalem

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a revendiqué, au Caire, l'attentat perpétré dans la soirée du mercredi 15 octobre à Jérusalem, qui a fait un mort et une soixantaine de blessés non loin d'un des lieux les plus sacrés du judaïsme, le « Mur des lamentations ».

A Paris, le ministère des affaires étrangères a fait part de sa « très vive émotion devant cet acte odieux et criminel ».

Daos uoc déclaration à la presse, le représentant de l'OLP en Egypte, M. Tayeb Abderrahim, a affirmé que plus de deux cents Palestiniens avaient été appréhendés quelques heures après l'attentat.

Confirmant la responsabilité de son organisation, il a précisé que l'attaque avait été menée par un commando « Kamal Adouane », du nom d'un haut responsable militaire du Fatah — la principale composante de l'OLP — tué en 1973, lors d'un raid de l'armée israélienne à Beyrouth.

M. Abderrahim a assuré que « les territoires occupés seraient témoins dans les prochains jours d'une escalade militaire contre »

l'institution militaire israélienne ». La décision, a-t-il dit, en a été prise il y a dix jours à Bagdad par le conseil militaire de l'OLP.

Le fait que l'attentat de mercredi soit revendiqué par l'OLP à partir du Caire va placer le gouvernement égyptien dans une situation difficile vis-à-vis d'Israël : il y a à peine plus d'un mois, à Alexandrie, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès et le président Moubarak avaient décidé de « réchauffer » les relations entre les deux pays.

(Lire page 3, l'article de JEAN-PIERRE LANGELLIER.)

Le déficit du commerce extérieur

Exportations : le gouvernement donne la priorité à l'Europe

M. Noir, ministre du commerce extérieur, a entrepris, ce jeudi 16 octobre, un voyage en RFA. Le gouvernement veut développer les ventes de produits français dans les pays industrialisés et remédier au déséquilibre des échanges. En septembre, la balance commerciale a enregistré un déficit de 4,1 milliards de francs en données brutes et de 2,9 milliards en données corrigées des variations saisonnières en raison d'une forte poussée des importations.

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, préfère s'attaquer à Gulliver plutôt qu'à continuer à défier les Lilliputiens. Son voyage en RFA avec une vingtaine de représentants des fédérations professionnelles et de moins autant de journalistes ressemble plus, bien qu'il s'en défende, à un débarquement en force qu'à une visite touristique.

On ne saurait pour autant user de métaphores guerrières. En cette affaire, c'est la France qui a besoin de la RFA, et non l'inverse. Un seul chiffre suffit à montrer le gouffre qui sépare les deux pays : pour les huit premiers mois de l'année, la France affiche un déficit de sa balance commerciale de 2,4 milliards de francs en chiffres bruts, l'Allemagne fédérale, quant à elle, fait état d'un excédent de 222,4 milliards de francs. Pour l'année entière, l'excédent allemand pourrait atteindre 320 milliards de francs, alors que celui de la France pourrait ne pas dépasser les 10 milliards.

Les causes de cette disparité ont plusieurs fois été analysées (1). Rappelons que, pour l'essentiel, la RFA obtient le maximum de ses excédents sur trois ou quatre branches (biens d'équipement, matériel de transport, métallurgie et chimie).

FRANÇOIS SIMON

(Lire la suite page 39.)

(1) Voir le Monde du 27 mars et du 3 avril. Voir aussi l'analyse publiée en août 1986 (p. 230) dans le Bulletin économique de la Société générale.

Le choix des villes candidates

JO : le casse-tête de M. Samaranch

Le président du Comité international olympique (CIO), M. Samaranch, devait proclamer le vendredi 17 octobre, en début d'après-midi, le nom des villes retenues pour les Jeux d'hiver et d'été 1992 célébrant la vingt-cinquième olympiade et commémorant le centenaire de l'appel de Pierre de Coubertin. Avant de se prononcer, les quatre-vingt-six membres du Comité présents à Lausanne auront entendu l'ultime présentation des candidats, qui n'ont jamais été aussi nombreux.

LAUSANNE de notre envoyé spécial

Il y a les apparences. Apparemment donc, à Lausanne, 86 personnalités bien sous tous les rapports, ces messieurs du CIO, sont en train de choisir les palaces dans lesquels ils passeront deux semaines de vacances d'hiver et autant d'été en 1992. Ils ont reçu treize propositions. Et on leur fait mille grâces pour les convaincre

d'aller ici plutôt que là. Ils hésitent. C'est naturel.

Mais peut-on se fier aux apparences ? Le club fondé en 1892 à l'instigation de Pierre de Coubertin n'est pas un club de vacances pour milliardaires togés de sport. Et cela même si tous les quatre ans ses membres peuvent assister aux frais de la procession à quelques morceaux choisis d'athlétisme ou de natation par les plus grands champions du moment. En fait, le CIO est l'inventeur de ce qui est devenu la plus puissante entreprise médiatique moderne : les Jeux olympiques. Une entreprise que la dimension planétaire a fragilisée. Toute la question est de savoir aujourd'hui si le Comité peut rester propriétaire du formidable instrument qu'il a créé ou s'il doit être internationalisé.

Massacre de la délégation israélienne par un commando palestinien à Munich en 1972, boycottage des pays africains en raison des relations sportives de la Nouvelle-Zélande avec l'Afrique du Sud à Montréal en 1976, boycottage d'une partie des pays occi-

dentaux pour protester contre l'invasion militaire soviétique de l'Afghanistan à Moscou en 1980 : l'ocholochement de ces événements avait permis d'annoncer la fin des Jeux olympiques. Un pronostic conforté par des finances catastrophiques : les Jeux étaient devenus si chers que même une ville comme Denver (Colorado) avait dû renoncer à les accueillir.

Lorsqu'il succède à Lord Killanin à la présidence du CIO, au lendemain des Jeux de Moscou, M. Samaranch hérite donc d'un chef d'œuvre en péril. Le toit prend l'eau, les fondations sont minées. La Fédération internationale d'athlétisme vient d'annoncer la création pour 1983 d'un championnat du monde quadriennal qui entrera inéluctablement en concurrence avec les Jeux, jusqu'alors unique rendez-vous athlétique international. Mais M. Samaranch a l'opiniâtreté des Catalans. Premier ambassadeur de l'Espagne post-franquiste en URSS, il devient l'ambassadeur itinérant de l'olympisme.

ALAIN GRAUDU. (Lire la suite page 29.)

Le scrutin du 4 novembre aux Etats-Unis

« Guerre des étoiles »... électorale

WASHINGTON de notre correspondant

Trente-six heures seulement après avoir lancé, à la télévision, une formidable campagne visant à convaincre l'Amérique que le sommet de Reykjavik avait été un succès et non un échec, M. Reagan a placé, mercredi 15 octobre, la défense de son « bouclier » spatial antimissiles au cœur de la campagne pour les élections parlementaires du 4 novembre prochain. « L'initiative de défense stratégique », a-t-il déclaré à Baltimore où il était venu soutenir une candidate républicaine au Sénat, est la clé d'un monde libéré du chantage nucléaire : ne laissez pas les libéraux du Congrès le jeter par-dessus bord.

M. Reagan espère éviter par là que les électeurs n'envoient une majorité démocrate au Sénat (la seule des deux Chambres aujourd'hui contrôlée par les républicains), car il se retrouverait alors paralysé par un Congrès entièrement hostile, donc en posi-

tion de faiblesse face à M. Gorbatchev, puisqu'il aurait été désavoué au lendemain de leur désaccord sur cette même question de la « guerre des étoiles ».

L'enjeu de ce scrutin devient ainsi d'autant plus important que, parallèlement, les Soviétiques entretiennent une ambiguïté, très remarquée à Washington, sur l'attitude qu'ils entendent maintenant adopter. Alors que M. Gorbatchev déclarait mercredi au président argentin en visite à Moscou que les propositions qu'il avait avancées à Reykjavik étaient « inséparables les unes des autres », le chef de la délégation soviétique aux négociations de Genève, M. Victor Karpov, a, en effet, jugé « possible » — à Londres mardi, puis à Bonn mercredi — d'arriver à un accord sur les armes de moyenne portée qui ne soit pas lié à un compromis sur les armes spatiales et les missiles de longue portée.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 4.)

L'absence d'un gène à l'origine de certains cancers

Une équipe de chercheurs américains, dirigée par le professeur Robert Weinberg (Massachusetts Institute of Technology) a pu isoler un gène dont l'absence provoque le développement de certains types de cancer. Cette découverte devrait permettre la mise au point de nouvelles techniques de diagnostic et de prévention.

De quoi s'agit-il ? Jusqu'à présent, la compréhension des mécanismes de la cancérisation reposait en grande partie sur l'étude de l'action des oncogènes ou gènes du cancer. Présents de manière tout à fait normale dans les cellules de presque tous les organismes vivants, ces gènes, sont capables de provoquer, s'ils subissent une seule mutation, l'apparition d'un processus de cancérisation.

Les travaux américains, grâce aux fantasmagiques progrès de la cytogénétique, ont permis d'élucider un tout autre mécanisme de cancérisation. Ils ont pu établir que l'apparition de certains types — assez rares au demeurant — de cancer était due à l'absence d'un gène bien précis. Notamment pour le rétinoblastome, une tumeur de l'enfant.

Ce gène, normalement présent dans les cellules saines, et qu'on peut appeler « oncogène récessif », a été également isolé et cloné. Des lors tout est possible, en particulier la mise au point de méthodes de dépistage de ce type de cancer.

Selon le professeur Dominique Stehelin (Institut Pasteur de Lille), le premier chercheur au monde à avoir découvert en 1976 un oncogène, les Américains ont peut-être ainsi mis en évidence « une nouvelle catégorie de gènes capables d'empêcher la cancérisation ». A moins qu'il ne s'agisse que d'un répressur d'oncogène...

FRANCK NOUCLH



Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau

Le Mariage blanc

La vie quotidienne de deux ennemis intimes au nom de la Constitution.

DEMAIN À "APOSTROPHES"

GRASSET

هَذَا مِنْ أَلْصَافِ

Débats

LE TÊTE-A-TÊTE MITTERRAND-CHIRAC

Avec des ruses de Sloux, MM. Mitterrand et Chirac réussissent à préserver la coexistence, selon les vœux de la majorité des Français. Mais le ver est dans le fruit, estime Maurice Halff, et Daniel Amson pense que débute une nouvelle phase de la V^e République où le président n'aura pas plus de pouvoirs que ceux d'Autriche ou d'Irlande, élus eux aussi au suffrage universel.

Le retour des chrysanthèmes

Le rôle du chef de l'Etat sera surtout de représenter la nation

La V^e République a perdu, depuis quelques mois, l'impression que lui avait donnée le général de Gaulle, et rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit seulement d'un phénomène passager. Contrairement, en effet, à ce que la plupart des professeurs de droit ont enseigné depuis 1962, l'élection de chef de l'Etat au suffrage universel n'a pas suffi à assurer sa primauté. On avait écrit et répété que les « pouvoirs propres » que la Constitution lui attribuait – c'est-à-dire les pouvoirs qui n'exigent pas le contre-seing du premier ministre – lui permettraient, en toute hypothèse, d'orienter la politique de la nation ou, en moins, de ne pas « cautionner » des mesures qu'il réprouverait. On constate que, en restant en fonction après les élections de mars 1986, M. Mitterrand a, tout simplement, accepté de renouer avec la tradition des « présidents-arbitres » que le pays a respectés pendant toute la III^e et la IV^e République.

Sans doute conserve-t-il certaines attributions en politique étrangère. Mais tel était bien le cas au début du siècle, puisque, dès qu'un problème extérieur se présentait, Emile Combes, président du conseil, déclarait à ses ministres : « Laissez cela messieurs, c'est du domaine du président de la

par DANIEL AMSON (*)

République et du ministère des affaires étrangères.

Sans doute, également, le chef de l'Etat garde-t-il le pouvoir de ne pas signer les ordonnances et, peut-être également, les décrets qui lui sont présentés. Mais il ne faut pas oublier qu'Albert Lebrun, recevant Léon Blum avant de le charger de former le gouvernement de Front populaire, lui avait déclaré : « Sanctionnez-vous qu'il y a des choses que je ne signerai jamais. » Et le même Albert Lebrun, ne voulant pas que la France livrât des armes à l'Espagne républicaine, n'hésita pas à s'entretenir directement avec le premier ministre britannique pour bloquer les ventes d'avions décidées par Léon Blum.

Autorité morale

Certes, enfin, M. Mitterrand dispose de la sympathie d'une grande partie de l'opinion et, par là même, d'une autorité morale qui ne saurait être mise en doute. Mais tel était bien le cas de nombreux présidents de la III^e et de la IV^e République comme, par exemple, Emile Combes, Gaston Doumergue – rappelé de Tournai-

(*) Avocat à la cour.

feuille, où il s'était retiré, pour diriger le gouvernement en lendemain des événements du 6 février 1934 – et, plus près de nous, René Coty.

On peut penser, dès lors, que le rôle du chef de l'Etat a évolué sous la V^e République comme il l'avait fait sous la III^e. Thiers et Mac-Mahon – jusqu'au lendemain de la crise du 16 mai 1877 – ont dirigé la politique de la France en exerçant des pouvoirs importants. Mais ces pouvoirs sont, par la suite, tombés en désuétude. Et Jules Grévy, successeur de Mac-Mahon, devint le symbole de la « présidence en garniture » qui resta la règle jusqu'en 1940, avant d'être reprise par les constituants de la IV^e République.

Il est donc fort possible que M. Mitterrand ait fait entrer la V^e République dans une nouvelle période, où le rôle du chef de l'Etat sera moins de diriger la politique que de représenter la nation, sauf à rappeler de temps à autre son existence par le coup d'épingle d'un refus de signature qui ne saurait rimer avec le fond des choses. Le président de la République retournera ainsi « inaugurer les chrysanthèmes », comme en Autriche ou en Irlande, où il est pourtant élu au suffrage universel. La Constitution donnée à la France par le général de Gaulle aura alors définitivement vécu.

La deuxième alternance

La coexistence porte en elle tous les germes de la vulnérabilité

par MAURICE HALFF (*)

Il y a plus de six mois que le gouvernement est en place, et son expérience se déroule dans une ambiance de scepticisme. En dépit de la rigueur du programme mis en œuvre, les échecs en sont loin. La persistance du chômage, la vague des attentats font que l'opinion s'interroge sur la réalité du changement, tandis que la nature hybride de l'exécutif dégage un sentiment de confusion.

Pour tout analyste politique de bonne foi, l'œuvre accomplie par l'actuel gouvernement est considérable. L'essentiel des propositions présentées dans la plate-forme RPR-UDF est réalisé, sinon en voie de réalisation. Et pourtant, l'opinion ne le ressent point encore, à l'inverse du frémissement d'espérance lors de « l'état de grâce » socialiste et de commencement d'application du programme commun. C'est que, cette fois, l'action entreprise touche aux racines de longues traditions françaises. Il s'agit d'une libération du système économique et social : moins d'Etat, plus de concurrence pour plus d'initiatives avec, en fin de compte, la sanction de la loi du marché qui détermine ou non la croissance.

Mais les résultats ne sauraient être immédiatement perceptibles, car la sémence est nouvelle et ne peut germer qu'avec le temps. Or, en démocratie, surtout en France, l'électeur est impatient ; il n'a pas à la parenthèse socialiste pour que ses utopies soient instantanément efficaces et que s'épanouissent bien vite, en dépit de la dureté du monde, la prospérité et le plein-emploi. Les conditions en sont cependant défavorables, mais dans une perspective qui, dans les meilleures chances, ne pourra atteindre qu'à moyen terme, voire à long terme, l'objectif recherché. Cela, il faut le dire avec des mots clairs et simples, il faut sans doute le répéter. Nul doute que la récente intervention télévisée du ministre d'Etat, ministre des

finances, allait dans la bonne voie et était attendue avec curiosité, venant d'une personnalité quelque peu mystérieuse. Il reste qu'elle était teintée d'une certaine méfiance à l'égard de son propre discours, réservant au déroulement des faits leur véritable pouvoir de persuasion.

Quel qu'il en soit, des explications fréquentes et nécessaires à tous concernant la trame de l'action gouvernementale doivent être poursuivies. Mais il faut éviter dans ce domaine de la communication certains atomismes et maladrotes. En particulier trop de manœuvres vis-à-vis des vedettes de la télévision nommées et confortées par les gouvernements socialistes et qui commentent le déroulement actuel des faits avec la même faveur que celle accordée au régime précédent. Quel crédit apporter à leurs propos ?

Assurément, le changement des présidents dans de nombreux secteurs de la banque et de l'industrie était opportuniste et même nécessaire, mais il a moins touché le grand public que ne le ferait l'élection de certains témoins du petit écran.

Une divergence dissimulée

Bien qu'un exécutif bicéphale aux convictions le plus souvent contradictoires ne choque pas l'opinion, cette coexistence plus ou moins pacifique entre un président de la République et un premier ministre issus de deux majorités opposées n'en pèse pas moins sur le destin de la France. Chacun des deux protagonistes observe l'autre avec prudence et attentisme, tels ces coureurs cyclistes de vitesse qui retardent leur démarrage par un surplace prolongé aussi longtemps que le leur

(*) Président honoraire des Houillères de Lorraine.

permet la conservation de l'équilibre. C'est qu'en la circonstance le premier qui attaque perd la course.

Cependant voici que le programme d'action gouvernemental exige la décision. Le plus souvent le président, bien que celle-ci paraisse contraire à son sentiment ou à ses amitiés, ne lui oppose que des réserves verbales. Mais lorsque la question dont il s'agit peut faire l'objet de réactions émotives (ce fut le cas des privatisations), et de ce fait agiter l'opinion, alors vient le refus de signer l'ordonnance, quitte à s'indigner quelques jours plus tard devant le verdict de l'Assemblée. Récidive du ver de la nation, tandis que, singulièrement, la popularité du président ne fait pour l'instant qu'y gagner.

Strange tête-à-tête qui peut se poursuivre en termes de logique formelle des institutions, mais qui dans son essence porte les germes de sa vulnérabilité ; il risque, dans un climat d'incertitudes et de rumeurs, de se heurter à l'entêtement des faits et de faire trébucher la marche vers le redressement. Est-il sain que ce qui devrait être convergence pour l'intérêt national soit aux deux sommets du pouvoir une divergence dissimulée et peut-être un double piège ?

Devrait-on attendre six mois après que le ministre de l'Intérieur ait déclaré qu'il fallait « terroriser le terrorisme » pour reconnaître au plus haut niveau de l'Etat qu'on nous faisait la guerre, qu'on nous plaçait en un état de guerre qui exige de la nation tout entière détermination à se défendre et solidarité ? L'Espagne sur le rempart compte moins que la volonté de défendre ? L'antique sagesse de Thucydide demeure. La force de nos adversaires n'est-elle pas venue aussi de nos hésitations à réagir, de négociations embrouillées, de notre manque initial de fermeté, du comportement des faibles ?

Le statut des radio-répondeurs

L'article paru dans vos éditions du 11 septembre intitulé « Téléphones, répondeurs et minitel : roes » : fantasmes sur toute la ligne » a retenu toute notre attention, particulièrement pour sa partie concernant les « radio-répondeurs » (répondeurs téléphoniques) étonnantes présents sur le kiosque téléphonique.

En effet la Fédération nationale des radio-répondeurs – FN2R – syndicat professionnel des exploitants de radio-répondeurs (journaux d'information par téléphone), a réfléchi depuis longtemps au problème de la « responsabilité éditoriale » des messages présents sur ce média très spécifique et a proposé des solutions très précises.

Pour la FN2R le « radio-répondeur » doit être reconnu comme un média à part entière. Pour cela il nous semble indispensable de faire une distinction claire et définitive entre les répondeurs téléphoniques « domestiques », qui ne doivent être régis que par la réglementation concernant la « correspondance privée », et les « radio-répondeurs » qui doivent pouvoir bénéficier des avantages spécifiques

(TVA, accès au kiosque téléphonique, etc.) et être astreints aux obligations (responsabilité éditoriale) de la presse.

C'est essentiellement pourquoi l'actuelle volonté de la DGT de ne réserver qu'à la presse titulaire d'un numéro de commission paritaire l'accès au kiosque téléphonique (seul moyen de rémunérer les fournisseurs d'informations) nous semble particulièrement dangereuse et inefficace.

Les propositions de la FN2R ont le mérite du bon sens et de la simplicité : reconnaître aux acteurs du « média téléphonique » le statut d'entreprise de presse règle tous les problèmes sans qu'il soit nécessaire de bouleverser la législation existante.

BERNARD LOUIS, président de la Fédération nationale des radio-répondeurs FN2R.

La fin des pensions alimentaires

A propos des « pensions volages » (Le Monde du 2 octobre), pour que tout soit clair, il faut distinguer la

pension (ou rente) pour l'épouse de la pension pour l'enfant. La pension pour l'épouse est une survivance d'une époque révolue, celle au cours de laquelle le mariage avait pour objectif de permettre à la femme de s'attacher à l'homme qui subviendrait jusqu'à la fin de ses jours à ses besoins.

Qui peut prétendre que pour les jeunes d'aujourd'hui le mariage soit le fruit d'une préoccupation économique et perçu comme une assurance tous risques ?

La pension pour l'enfant, même si cela est de prime abord moins évident, est également l'héritage d'une société qui estimait que l'un des

parents (la mère) avait pour vocation de se consacrer totalement aux enfants et que l'autre parent (le père) avait pour mission par son travail de pourvoir ses enfants.

Mais, dès lors qu'il est maintenant admis que chacun des parents doit personnellement contribuer à l'entretien et à l'éducation de ses enfants, il n'est plus possible de

considérer qu'un seul des parents (celle-ci la mère) soit chargé de gérer le budget consacré aux enfants (...).

La suppression des pensions alimentaires et rentes est un sujet de réflexion dont il ne sera plus possible longtemps de faire l'économie.

JEAN-LUC SCHMEIBER, avocat (Paris).

Amphithéâtre

ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE

J.-M. Chevalier,
P. Barbet, L. Benzoni

Ouvrage imprimé par HARVARD L'EXPANSION

Histoire économique de la révolution industrielle à la Première Guerre mondiale

J.-Ch. Asselain

DALLOZ - PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

« L'HEURE DU MARCHÉ » de Suzanne de Brunhoff

Sous l'angle du marxisme

L'OUVRAGE de Suzanne de Brunhoff, considéré d'abord dans le cadre de l'ensemble de ses travaux antérieurs, apparaît comme un essai de mise en perspective de courants et illustre la cohérence d'une démarche nette et systématique. Ce dernier met s'entend comme un rattachement intelligent, tenace, aux modes de raisonnement de Marx. Téméraire remarquable à l'heure du marché, telle que sonnant du moins au niveau du verbe libéral.

Suzanne de Brunhoff, pour critiquer le libéralisme et ses « dogmes » d'un point de vue distancié par rapport à Keynes, tend à user de ce qui, dans le marxisme, est démarche rationnelle. Succèsivement à propos du marché et de ses crises ; de l'Etat-providence et du « corporatisme » (au sens actuel de ce terme) ; de la monnaie (ou plutôt des monnaies) ; du système du crédit et du capital financier (sans aucun clin d'œil, ici, à Hilferding malgré le vocabulaire utilisé) ; des politiques économiques des années récentes, l'auteur expose clairement, honnêtement, les thèses libérales en les opposant aux vues marxistes et marxistes. Sa critique des vues libérales aurait pu être, parfois, plus explicite, ainsi à propos de J.-B. Say, redécouvert aux Etats-Unis il y a peu et, du coup, importé en France comme du pain béni, et qui mériterait un traitement spécifique.

La marche n'a jamais cessé d'être, depuis bien des siècles. Mais l'heure du marché aujourd'hui, c'est celle du discours idéologique voulant justifier des pratiques de politique économique dont la préhistoire politique est longue. Fernand Braudel dirait qu'on ne peut traiter du « marché » sans le distinguer du « capitalisme », qui en est la partie supérieure et dominante, la « pointe de l'iceberg ». Façon d'historien qui évite aussi de tomber dans les pièges des discours sur le marché prétendant homogène, transparent, et s'autorégulant. Suzanne de Brunhoff incise systématiquement les à-peu-près, les contradictions, les limites du « libéralisme » en discours et en actes. Ses formules finales sont un bon écho de la gêne que l'on ressent à mesurer la distance qui sépare le discours libéral des hommes de plume de l'action effective des décideurs libéraux responsables du pouvoir politique : « Moins d'Etat, plus de marché. » Mais le Big Market ne peut gérer sa propre crise sans intervention de l'Etat. Sa volonté est à l'opposé de ce qu'annonce son discours théorique.

Demeure une interrogation, que posent tant de livres écrits : que passent les analyses critiques écrites devant la froide logique des rapports de force, tels qu'on les enregistre au quotidien ? L'intellectuel pose des questions, dont la solution lui échappe. Voilà bien sa grandeur, et sa faiblesse.

JEAN BOUVIER.
★ « L'HEURE DU MARCHÉ. CRITIQUE DU LIBÉRALISME », de Suzanne de Brunhoff. Presses universitaires de France, 154 pages, 80 francs.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs de Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS BP 507 09 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	254 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 069 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessony, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél : MONDIPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 285-911 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde c/o Speedprint, 46-48 33 st street, L.L.C. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint, L.L.C. P.M.C., 46-48 33 st street, L.L.C. N.Y. 11104.

هكمان المجلد

ISRAËL : l'attentat à Jérusalem

Un mort et des dizaines de blessés non loin du Mur des lamentations

Un mort, soixante-huit blessés, dont de nombreux militaires : Jérusalem a connu, mercredi 15 octobre, son plus grave attentat depuis deux ans et demi. L'attaque a eu lieu dans la soirée près de la porte des Lamentations - l'un des points d'entrée dans la vieille ville - et à quelque 300 mètres du Mur des lamentations.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Il était 20 h 30 lorsque trois grenades ont été jetées sur un parking au moment où plusieurs dizaines de militaires appartenant à la brigade Givati, une unité d'élite de l'armée israélienne, prenaient congé de leurs familles après avoir participé à une cérémonie rituelle de prestation de serment devant le Mur des lamentations, laquelle marquait la fin de leur période d'entraînement.

Certaines des grenades, rebondissant sur des ententes en stationnement, ont riposté en ouvrant le feu sur leurs agresseurs. Mais ceux-ci, probablement au nombre de trois, ont réussi à prendre la fuite en voiture vers le quartier arabe limitrophe de la ville du Cédron. Les forces de l'ordre ont instauré un couvre-feu sur une partie du secteur arabe de la ville et arrêté une trentaine de suspects. La victime, Dov Porat, quarante-six ans, originaire de Holon, près de Tel-Aviv, était le père de l'une des recrues. Parmi les blessés, dont l'un est atteint, très sérieusement, figurent aussi quelques civils arabes et une famille de touristes indiens.

Cette attaque est la plus grave survenue à Jérusalem depuis qu'une série d'attentats avait frappé la ville

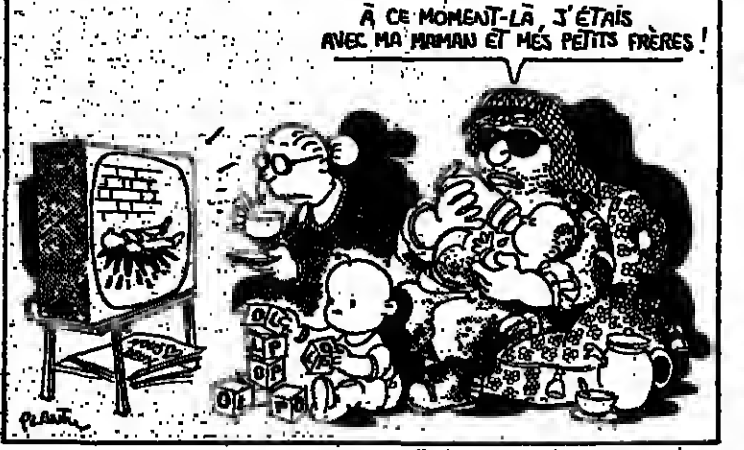
à la fin de 1983 et au début de 1984. En décembre 1983, l'explosion d'une bombe dans un autobus avait fait six morts et quarante-quatre blessés. En février et avril 1984, deux attaques avaient fait au total quelque soixante-dix blessés.

L'attentat de mercredi a été revendiqué par un porte-parole militaire de l'OLP au Caire. Dans un

d'une ville. Visitant les lieux de l'attentat, peu après, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, s'est employé à voiler cet aspect des choses : « J'ai du mal à croire que l'attaque visait précisément les soldats, s'il est déclaré. Ce n'est pas l'attentat en l'occurrence une cible assez facile, mais les victimes auraient pu être tout aussi bien en majorité civiles. Les terroristes de l'OLP

où s'enfuir à la faveur de la confusion et de l'obscurité. La police a retrouvé les cailloux des trois grenades utilisées par les attaquants. Les engins étaient de fabrication soviétique. Des cérémonies semblables à celle endeuillée mercredi sont organisées périodiquement et selon le même rituel par les unités d'élite de l'armée. Les recrues y font serment de défendre et servir leur pays, si nécessaire jusqu'à la mort. En frappant des militaires israéliens à deux pas du Mur des lamentations, les auteurs de cette attaque ont, à l'évidence, voulu lui donner un large retentissement.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



communié, ce dernier affirme que l'attaque a été perpétrée par « la cellule Kamal Adouane » en vertu d'une décision prise il y a dix jours à Bagdad par le conseil militaire de l'organisation « d'intensifier la lutte armée en Israël et dans les territoires occupés ».

Ce dernier attentat n'a pas la même nature que les actes terroristes commis ces dernières années en Israël. C'est, en effet, la première fois qu'une attaque vise spécifiquement des militaires à l'intérieur

cherchent à nous frapper partout et à tout moment.

Telle n'est pourtant pas l'opinion des experts militaires. Ceux-ci soulignent que l'attaque avait été préparée avec soin et ressemblait plus, par sa conception, à une opération de guérilla qu'à un acte terroriste aveugle. Les meurtriers savaient avec précision où étaient stationnés les autobus où devaient se regrouper les recrues et leurs familles, selon quel angle lancer les grenades pour faire un maximum de blessés et par

CHILI

Les mutations au sein du haut commandement renforcent la position du général Pinochet

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Le dialogue entre partis politiques et militaires n'a certainement jamais été aussi près de se jouer depuis 1973, mais ces deux factions n'ont pas encore franchi le pas décisif. D'après les forces armées, tout en mesure d'offrir aux civils.

Le général Pinochet a dénoncé les manœuvres des « secteurs politiques » qui se définissent eux-mêmes comme « résolus, au gouvernement ». Leur recherche d'un dialogue ne serait qu'une tactique pour dissimuler, sous une apparente modération, la responsabilité qui leur a incombé lors des derniers événements. « A-t-il dit. Une chose est certaine : le général n'accepte aucune négociation visant à réformer la Constitution et notamment les mécanismes de la transition.

Au sein des états-majors politiques, on conserve encore le souvenir cuisant du « dialogue » instauré entre les partis de l'Alliance démocratique et le ministre de l'Intérieur, M. Jara, en août 1984, et qui permit au général Pinochet de gagner du temps avant d'instaurer l'état de siège en novembre de cette même année. Le chef de l'État a-t-il dit. L'opposition modérée ? Il lui faudra en tout cas tenir compte de la pression en faveur de l'ouverture qu'exercent d'importants secteurs des forces armées.

Il reste que les récents changements au sein du haut commandement de l'armée de terre vont dans le sens d'une consolidation de la « ligne » Pinochet. Si le remplacement à la tête du général Canessa par le général Gordon, directeur de la Centrale nationale d'informations

(CNI), peut s'expliquer par l'âge, le départ de certains généraux, comme Diego, Foz et Medina Ribbe le chef de l'État, la présence de trois officiers réputés « indépendants ». De plus, le général Simón, qui passe pour être l'ennemi grisé de la présidence, se reconstruit dans ses fonctions de vice-commandant en chef.

Le cadre supérieur de l'armée de terre comprend maintenant cinquante-six généraux, soit le double de sa composition au moment du coup d'État. La plupart de ces officiers ont été promus entre 1951 et 1957, et comme l'a écrit dans ses Mémoires le général Carlos Prats, qui a été leur chef jusqu'en 1973, ils appartiennent donc à cette génération de militaires qui a été formée avec une mentalité résolument anticommuniste.

Recensements et révisions dans l'opposition

Dans les rangs de l'opposition de gauche, c'est aussi l'heure des recensements et des révisions. M. José Joaquín Brunner, sociologue de renom et militant du Parti socialiste-Nunex, est l'auteur d'un texte critique amplement commenté dans la presse. D'après M. Brunner, l'année terminée sur une victoire indiscutable du gouvernement. La stratégie de « pression-négociation » de l'Alliance démocratique s'étant révélée incompatible avec la « militarisation de la politique » imposée par le PC et l'extrême gauche, l'opposition de centre gauche doit, selon lui, rompre avec les formations « militaristes » et opter pour un dialogue basé sur le respect de la Constitution, avec les forces armées comme avec le pouvoir exécutif.

Plus étonnantes sont les négociations faites par l'ancien sénateur communiste, M. Alejandro Toro à plusieurs organes de presse, dont le *Mercurio*. Revenant sur ce que M. Andrés Bascuñán, secrétaire général du MIR, avait annoncé, il y a deux mois lors d'une conférence de presse clandestine à Santiago, à savoir que son mouvement ferait tout pour faire échouer « la manœuvre de l'impérialisme et de l'opposition bourgeoise pour remplacer Pinochet ». M. Toro a jugé ces propos « négatifs pour les forces démocratiques » et les a qualifiés même de « provocation ». Le MIR, ayant été relégué au second plan par le Front Manuel-Nodegruez, on est en droit de penser que M. Toro visait en réalité l'aile gauche de son propre parti. Le débat à l'intérieur du PC serait dans ce cas plus vif qu'on ne le pense.

Sur TF 1

La situation après l'attentat manqué

L'excellent reportage réalisé au Chili par Pierre Thivolle après l'attentat manqué contre le général Pinochet illustre bien les nuances et les paradoxes d'une situation complexe. Certes, la répression est sévère, brutale, parfois cruelle, surtout sélective, pour tenter de décourager les opposants, intimider une population qui souhaite, dans sa majorité, le retour des institutions démocratiques. Le général Pinochet, qui contrôle fermement une armée de terre formée à la prussienne - et dont le poids politique est déterminant au sein des forces armées - entend se maintenir au pouvoir, en tout cas jusqu'en 1989, et si possible au-delà.

Mais les oppositions, bien que divisées sur les moyens à utiliser pour mettre fin au régime, ont conquis des espaces de liberté et d'action. Des victoires difficiles, certes, mais irréversibles. L'armée apparaît de plus en plus comme une caste, bénéficiant de privilèges et coupée de la population. Dialogue de sourds : les partisans civils du régime célèbrent la tranquillité, « l'ordre et la paix », la « marche à la démocratie ». Les opposants, même modérés comme Gabriel Valdés, leader de la DC, dénoncent les violences de la dictature, les rafles dans les populations, la misère aggravée pour les plus pauvres. Et presque tous parlent de radicalisation croissante et dangereuse, de risques d'affrontements armés, d'un nouveau Nicaragua dans le Chili sud. - M. N.

* Magazine « l'information » de TF 1, jeudi 16 octobre, à 21 h 45.

Au cours de ces derniers mois

L'OLP a réduit sensiblement sa présence en Tunisie

TUNIS de notre correspondant

Si M. Yasser Arafat conserve son quartier général à Tunis, où ses séjours se font toutefois de plus en plus espacés, la présence palestinienne en Tunisie s'est considérablement réduite au cours de ces derniers mois.

Du millier de combattants - sans leurs armes - et des cinq cents cadres politiques et administratifs accueillis triomphalement à Bizerte, au mois d'août 1982, après leur évacuation de Beyrouth, il ne reste aujourd'hui que quelques deux cents personnes, toutes civiles. Elles appartiennent aux services dépendant directement de M. Arafat et de la direction du Fath, aux départements politique et économique de l'OLP, à l'agence de presse Wafa et à une représentation commune de diverses organisations socio-professionnelles palestiniennes qui avaient auparavant chacune leurs bureaux.

Quelques mois à peine après leur arrivée, les combattants, qui n'avaient pas la possibilité de s'entraîner militairement au camp de Oued-Zargher, à 100 kilomètres au nord de Tunis, où ils étaient hébergés, avaient commencé à repartir soit pour le Proche-Orient, soit pour Tébessa, en Algérie. Le camp a été restitué il y a un an aux autorités tunisiennes.

Un « modus vivendi »

La réduction progressive des effectifs palestiniens - surtout militaires - n'est donc pas toute réversible. Elle s'est toutefois beaucoup accélérée depuis le bombardement israélien, le 1^{er} octobre 1985, du quartier général de l'OLP et à la suite du détournement du paquebot italien *Achille Lauro*. L'implication dans cette affaire d'Abou Abbas, membre du conseil exécutif de l'OLP installé à Tunis, irrite au plus haut point les dirigeants tunisiens.

L'annonce de l'arrestation au Maroc, à la fin du mois d'août

dernier, d'un groupe de professionnels du terrorisme international composé de deux Tunisiens, d'un Palestinien et d'un Libanais d'origine palestinienne, tous quatre venus de Tunis, ne fit qu'accroître la mauvaise humeur du gouvernement.

Aujourd'hui, après de nouvelles assurances données par M. Arafat, un *modus vivendi* paraît avoir été trouvé : l'OLP conservera à Tunis le siège officiel de son commandement général, le strict minimum de ses services à caractère politique, diplomatique et administratif, en tout quelque deux cents personnes, qui ont reçu la consigne de se montrer aussi discrètes que possible. Les départs - parfois même par des vols de charbon - se sont précipités depuis la fin septembre, en direction principalement de l'Irak, du Nord-Yémen et du Soudan. C'est ainsi que les bureaux d'Abou Jihad, chef des services de sécurité, et d'Abou Hou, chef des services de renseignement, sont en voie d'installation à Sanaa, et à Khartoum. Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes chassées cet été d'Amman, établira probablement de façon définitive son état-major dans l'une de ces deux capitales, mais en tout cas pas à Tunis, affirment les Palestiniens.

Ces restrictions vont certainement handicaper, au moins pour un temps, les activités de l'OLP. Mais y avait-il une autre solution ? La Ceire et Bagdad auraient fait savoir à M. Arafat qu'elles l'accueilleraient volontiers, mais celui-ci ne tient pas à se « compromettre » d'avantage avec l'Égypte toujours au « ban de la nation arabe », et les incertitudes du conflit dans lequel est engagé l'Irak ne l'incitent pas non plus à répondre à son invitation. Alors mieux vaut adopter un profil bas et demeurer à Tunis, siège de la Ligue arabe, qui présente l'avantage de faciliter liaisons et relations avec le reste du monde, notamment avec l'Europe.

L'annonce de l'arrestation au Maroc, à la fin du mois d'août

MICHEL DEURÉ.

FRANCE HUSER

Colette aurait sans doute beaucoup aimé... Indécente, cette "Chambre ouverte" ? Oui, et même un peu plus que cela. Jean-François Jusselin / Le Nouvel Observateur

Les fêtes sensuelles du corps y sont sans cesse l'occasion d'une redécouverte éblouie de l'enfance. Lucile Laveggi / Le Point

Un auteur qui sait écrire vraiment la sensualité en une impudeur si pure. Françoise Xenakis / Le Matin

FRANCE HUSER

La chambre ouverte

Roman

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

75 F

S E U I L

Diplomatie

La prochaine visite à Paris du chef du mouvement rebelle angolais soulève de vives protestations

La venue en France, à la fin du mois, de M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, le mouvement rebelle angolais, provoque de multiples protestations, tant en France qu'à l'étranger. Les ambassadeurs des Etats de la « ligne de front » (1) ont été reçus, mercredi 15 octobre, au Quai d'Orsay et se sont élevés contre cette visite, indiquant : « Au moment où la France, comme ses partenaires européens, est engagée dans la lutte contre les terroristes, nous ne comprenons pas que le chef d'un groupe terroriste, instrument de l'apartheid sud-africain qui est mis au ban des nations, soit reçu, même s'il ne l'est pas officiellement. » Ces diplomates, qu'accompagnait l'ambassadeur du Nigeria, ont également protesté contre la visite éventuelle du président sud-africain, M. Pieter Botha, le 11 novembre, à Lougocaval (Somme), au mémorial des soldats sud-africains morts durant la première guerre mondiale.

Le secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), M. Ide Oumarou, le gouvernement zambien, le Parti communiste français et plusieurs organisations de gauche, ont également protesté contre la venue du chef de l'UNITA.

Celui-ci se rendra le 22 octobre à Strasbourg, à l'invitation de cent trois parlementaires européens appartenant à des groupes politiques de droite, notamment M. Olivier d'Ormesson (France) et M. Leuz Cornett (Luxembourg). Selon le représentant en Europe de l'UNITA, M. Gato, le chef de l'Assemblée européenne, M. Pierre Pflimlin, ainsi que par le maire de Strasbourg, le sénateur Marcel Rodloff (CDS). M. Savimbi, qui prononcera un discours devant les parlementaires européens, se rendra ensuite à Paris, où il séjournera jusqu'au 27 octobre.

Cette visite est embarrassante pour les autorités françaises. Au Quai d'Orsay, on indique que « rien n'est prévu » concernant une rencontre de M. Savimbi avec des responsables du gouvernement, mais M. Savimbi dispose de nombreux soutiens politiques en France, notamment au sein du RPR, et plusieurs personnalités s'efforcent depuis plusieurs jours de faire en sorte qu'il soit reçu par des responsables du gouvernement, même officieusement.

Le cas échéant, des entretiens ne pourraient, de toute façon, qu'être discrets, dans la mesure où le président angolais, M. Dos Santos, effectuera une visite officielle à Paris à la fin du mois. M. Jacques Chirac a en effet dépeché M. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique de Matignon, à Luanda pour transmettre une invitation au président angolais. Le gouvernement angolais, avec qui la France entend poursuivre de bonnes relations, apprécierait peu que le chef de son opposition armée soit reçu, à un haut niveau, à Paris. Mais, d'un autre côté, il paraît peu concevable que les autorités françaises ne profitent pas de la première visite en France de M. Savimbi pour échanger un dialogue avec le chef de l'UNITA.

L. Z.

(1) Angola, Botswana, Zambie, Tanzanie, Zimbabwe, Mozambique.

• Pas de visa obligatoire pour les habitants de Saint-Martin. — La légation de la République de Saint-Martin à Paris nous prie de rappeler que les ressortissants de ce pays qui souhaitent se rendre en France sont dispensés de l'obligation de produire un visa d'entrée dans l'Hexagone, à l'issue des pays de la CEE, de la Suisse et des principautés d'Andorre, du Liechtenstein et de Monaco.

« Guerre des étoiles »... électorale aux États-Unis

(Suite de la première page.)

La différence est capitale dans la mesure où l'URSS et les Etats-Unis ont déjà défini les grandes lignes d'un compromis sur les armes moyennes portées et qu'il pourrait donc y avoir à un moment de sortie de l'impasse sans trop grand délai, sans attendre, en tout cas, que soit résolu le différend de fond sur l'IDS.

Cette simplicité est étonnante puisqu'elle avait déjà été envisagée par Moscou avant Reykjavik. C'est, pour une large part, la perspective d'arriver à ce premier pas qui avait décidé M. Reagan à accepter un pré-sommet dont il avait auparavant deux fois refusé l'idée.

En réaffirmant, toutefois, une autre position qui a longtemps été celle de l'Union soviétique (le lien entre la solution des trois dossiers examinés à Genève), le secrétaire général empêche M. Reagan d'affirmer que tout ne va pas si mal. On peut penser que l'ambiguïté se sera pas clairement levée avant que ne soient connus les résultats des élections du 4 novembre, mais M. Shultz ne s'est pas privé d'affirmer, dès mercredi, que « Moscou pourrait avoir aboli ce lien » (entre les trois dossiers) et que c'était, en tout cas, sur cette hypothèse que travaillaient les Etats-Unis.

Cet optimisme est modéré par rapport au défilé de déclarations, interviews et conférences de presse de l'ensemble des responsables américains mobilisés depuis lundi soir par la Maison Blanche pour expliquer, à toute heure du jour et de la nuit et sous tous les feux des projecteurs, qu'on avait avancé à grands pas sur la route de la réduction des armements.

Tant du côté soviétique qu'américain, la guerre de propagande bat donc son plein. Ses résultats sont, aux Etats-Unis, très encourageants pour M. Reagan. A en croire des sondages rendus publics, mercredi, par les chaînes NBC, CBS et ABC,

il se trouverait en effet 71 %, 68 % ou 64 % — soit donc une écrasante majorité d'Américains — pour approuver l'attitude qu'il a prise à Reykjavik. Les pourcentages de ceux qui imputent l'échec des conversations à M. Gorbachev sont presque aussi élevés, et 50 % de la population ou plus serait favorable à une mise au point de l'IDS.

Les sondeurs de la Maison Blanche affirment de leur côté que la cote d'approbation de M. Reagan aurait bondi de 64 % à 72 % entre l'avant-Reykjavik et la fin de son discours de lundi soir. Parallèlement, le pourcentage des Américains pour lesquels l'IDS est une « bonne idée » serait passé de 62 % à 75 %. Ces chiffres sont peut-être un peu trop éblouissants pour avoir pas besoin d'être confirmés sous quelques jours. Les instituts du sondage soulignent que, au milieu d'une crise internationale, l'électorat américain reste toujours les rangs. Reste que les élections ont lieu dans trois semaines et que c'est le court terme qui compte.

« Ce serait une terrible tragédie pour ce pays et l'avenir de nos enfants si ceux du Capitole (les parlementaires) abandonnaient gravement à l'Union soviétique ce que nous avons refusé de lui céder à la table de négociations », s'est écrié M. Reagan à Baltimore. « L'IDS, a-t-il ajouté, est l'une des principales raisons pour lesquelles les Soviétiques sont venus au sommet et l'une des premières raisons pour lesquelles ils reviendront encore ».

M. Reagan a été très applaudi mais, dans cet Etat du Maryland, c'est la candidate démocrate qui est largement en tête et les derniers sondages disponibles — réalisés, il est vrai, la semaine dernière — laissent voir une érosion des positions républicaines. La meilleure défense est encore l'attaque.

BERNARD GUETTA.

Contradictions à Moscou sur le « paquet » des propositions soviétiques

La contradiction déjà signalée ici (le Monde du 16 octobre) dans les positions soviétiques à propos du lien à établir après Reykjavik entre les divers dossiers du désarmement n'a pas été dissipée, bien au contraire, au cours des dernières vingt-quatre heures.

Tandis que M. Alfonsi, président argentin, affirmait catégoriquement, au sortir d'une conversation avec M. Gorbachev, mercredi 15 octobre, que les propositions soviétiques « constituent un ensemble dont il n'est pas possible d'écarter un élément », M. Karpov, chef de la délégation de l'URSS aux pourparlers de Genève, réaffirmait à Bonn ce qu'il avait déjà dit la veille à Londres, à savoir que deux dossiers, celui des armes nucléaires et celui des armements intermédiaires en Europe (FNI), « ne sont pas liés à l'initiative américaine de défense stratégique » (IDS).

« Notre position », a dit M. Karpov, « a toujours été que les FNI ne sont pas liés à l'IDS, mais qu'un accord à part. Nous sommes prêts à discuter et à résoudre cette question séparément si cette question est posée en ce sens. » L'IDS, a

encore dit le négociateur soviétique, est en revanche liée au problème des armements stratégiques à longue portée, conformément à ce qui était la position officielle de Moscou jusqu'à Reykjavik. On note cependant que ses propos sur le sujet, plus d'ailleurs que ceux du président Alfonsi, n'ont été rapportés par l'agence Tass et les autres médias soviétiques.

A Genève, où les négociations soviétiques et américaines ont repris mercredi leurs travaux, M. Kampelman, chef de la délégation américaine, a résumé le bilan de Reykjavik en affirmant que Moscou a insisté pour « amener le traité ABM » (conclu en 1972 sur les satellites) afin de restreindre la recherche aux expériences en laboratoire. Rappelant que « ce n'est pas ce que dit le traité », et que les Etats-Unis désiraient « poursuivre leur programme de recherches en configuration avec ce texte », M. Kampelman a ajouté : « Je ne sais pas pourquoi M. Gorbachev a brusquement insisté pour faire quelque chose qui n'est pas prévu par le traité et pour lier cela, contrairement à ses engagements antérieurs, aux FNI. Peut-être pourrions-nous corriger les choses ici. » — (AFP.)

M. Raimond : « Une disparition totale d'Europe des armes nucléaires américaines serait redoutable »

M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères,

a déclaré mercredi que la France « est favorable à un accord sur les FNI (armes nucléaires) plus pour des raisons politiques que militaires, car elle estime redoutable la perspective d'une disparition totale des armes nucléaires américaines en Europe ». « Ce serait l'éclatement de l'alliance et affaiblirait la sécurité de l'Europe, d'autant plus qu'il faut tenir compte d'autres déséquilibres, comme celui des armes conventionnelles ou des armes chimiques », a dit le ministre devant l'Assemblée nationale, ajoutant : « Le nucléaire est une partie de l'équation de la sécurité en Europe, mais c'est cer-

tainement la partie la plus importante. »

Il a rappelé que les conditions de la France pour participer au désarmement « ne se résument pas à une diminution de 50 % des armements soviétiques et américains. La France doit tenir compte pour sa sécurité des forces conventionnelles et chimiques en Europe, mais aussi des éventuels systèmes défensifs qui pourraient être développés à ces forces nucléaires ».

M. Raimond a enfin estimé que « les Soviétiques pouvaient très bien reprendre séparément l'idée d'un accord sur les FNI » et réaffirmé qu'il fallait « relativiser ce qui a été présenté comme un échec » à Reykjavik.

POINT DE VUE

Autodécouplage

par Henri Froment-Meurice, ambassadeur de France

AVEC la bataille des Pershing, les Européens ont appris le mot « découplage ». Jusqu'ici, ils vivaient le couplage sans le savoir. Avec le danger, leur conscience s'éveille. Trois ans plus tard, cette conscience ne s'endort-elle pas à nouveau ? Un processus d'autodécouplage n'est-il pas en marche ?

A l'origine, le couplage, né d'un impératif de défense, s'est traduit politiquement par les engagements d'assistance mutuelle du pacte atlantique et militairement par un dispositif d'armement aux Européens, comme une sorte de couplage dans le couplage, le doublement d'une protection nucléaire et d'un engagement conventionnel des Etats-Unis. Ce sont les éléments politiques et militaires de ce couplage que menace une lente érosion.

Certes, le pacte atlantique n'est remis en question que par une minorité ouvertement neutraliste, dont les Verts allemands sont le parti le plus agissant. Mais, derrière le façade, il tend à se vider de sa substance sous l'effet conjugué de plusieurs causes. Venant d'Europe : ceux qui hurlent à l'impérialisme américain, ceux qui affirment que le pacte stratégique acquiesce par l'URSS en fait la protection nucléaire américaine, ceux qui prétendent que l'URSS est entrée pour longtemps dans une phase défensive et qu'il n'existe plus de menace soviétique, ceux qui — comme les socio-démocrates allemands — parlent d'une « européanisation de l'Europe », ce qui n'est pas loin en fait d'une Europe sans les Américains mais avec les Soviétiques, et tous ceux qui, après Reykjavik, vont hurler que seul M. Reagan est l'empêchement de danser en rond. Venant d'Amérique : ceux qui pratiquent l'unilatéralisme, ceux qui ne savent même plus que l'Europe existe, ceux qui le savent mais s'efforcent de l'insuffisance de l'effort européen de défense.

Sur le plan militaire, le couplage est non moins menacé.

Il est à l'horizon des négociations américano-soviétiques de Genève si, dans le cadre d'un package deal avec l'URSS, les Etats-Unis se laissent aller à accepter une « solution zéro » en Europe pour les fusées à moyenne portée. A Reykjavik, celle-ci semble avoir été formellement mise sur la table, voire acceptée. Elle peut donc

resurgir. Or il faut être clair à ce sujet : si l'on retire tous les Pershing et tous les missiles de croisière, il sera pratiquement impossible à l'avenir de faire revenir en Europe des armes nucléaires américaines capables d'atteindre l'URSS et d'assurer ainsi le couplage. Ce ne sont pas les forces nucléaires françaises et britanniques qui pourront exercer le même effet de dissuasion. Réduire, oui ; diminuer, non.

Il l'est si le développement d'armes défensives, autrement dit la « guerre des étoiles », accroît encore l'écart de vulnérabilité qui existe déjà entre Américains et Européens et si ces derniers ne réagissent pas en installant, eux aussi, sur leur territoire de telles armes pour protéger leurs moyens de défense contre les fusées soviétiques dirigées contre eux. D'autant que Paris, Bonn, Londres pour lancer un programme commun d'études ? Le débat de Reykjavik devrait leur démontrer qu'ils ne peuvent se permettre de faire l'impasse sur cette nouvelle dimension de la stratégie.

Il l'est enfin si les Etats-Unis viennent à considérer que leurs forces stationnées sur notre continent sont entourées de conditions de plus en plus défavorables. Prenons garde. Nous autres Européens, nous vivons dans la conviction que les menaces de retrait périodiquement formulées de l'autre côté de l'Atlantique sont autant de sautoires de bois et qu'elles ne seront jamais mises à exécution, tant il nous paraît de l'intérêt même des Etats-Unis de maintenir leurs troupes en Europe. Sans doute, et cependant ces troupes ne resteront pas dans n'importe quelles conditions. Cela signifie en particulier qu'elles doivent disposer d'armes nucléaires de champ de bataille et d'armes chimiques, ne pas être soumises à des attaques terroristes, être solidement épaulées par un dispositif européen capable de tenir le coup plus de quarante-huit heures en cas d'attaque. Satisfaire à ces trois conditions impose aux membres européens de l'alliance, que leurs forces soient ou non — comme celles de la France — intégrées, des devoirs : ne pas céder au courant antinucléaire, combattre le terrorisme en complète solidarité, remonter en puissance leurs forces classiques.

Les Européens ont tendance à penser qu'avec le temps les choses s'arrangent et que leur sécurité est mieux assurée aujourd'hui qu'à l'époque de la guerre froide. Rien n'est moins sûr.

LES BANQUIERS PARLENT AUX BANQUIERS

L'informatique répartie chez Paribas, le vade mecum de la sécurité, les crédits acheteurs à la Compagnie Bancaire, le vidéotex à la Morgan, un sondage Sofres exclusif, le transfert de fichiers à la BFOE, le financement des périphériques chez Vernes, l'industrialisation en kit aux Banques Populaires.

100 pages d'analyses et de reportages en couleurs sur l'informatique bancaire. Le n° 35 FF.

Ordinateurs et Banque
LE MAGAZINE MENSUEL DE L'INFORMATIQUE BANCAIRE

حکومت الامم

Europe

RFA : après l'assassinat de Gerold von Braunmühl

Le gouvernement veut renforcer la lutte contre le terrorisme

BONN
de notre correspondant

Le chancelier Helmut Kohl et les dirigeants des principaux partis politiques ont rendu un hommage solennel mercredi 15 octobre sous la coupole de la Beethovenhalle de Bonn au directeur politique du ministère des affaires étrangères, Gerold von Braunmühl, victime des terroristes de la Fraction armée rouge. L'assassinat du diplomate, vendredi soir 10 octobre devant son domicile de la capitale fédérale, avait été longuement évoqué le matin même par le conseil des ministres qui a décidé dans un premier temps un renforcement des mesures de protection contre les cibles potentielles du terrorisme.

Tout en évitant les grandes proclamations, alarmistes, le gouvernement entend agir rapidement pour renforcer la lutte antiterroriste. Le Parti libéral, qui s'était opposé avec succès depuis le début de la législature au durcissement de la législation en matière de sécurité - réclame depuis trois ans par le ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU) - risque d'avoir du mal cette fois à faire valoir ses positions. A quelques mois des prochaines élections législatives, et devant la nouvelle ampleur prise par l'action de la RAF, de telles prévisions deviennent difficiles à défendre.

Les libéraux ont ainsi donné leur accord de principe à un renforcement des moyens d'investigation des services de police et accepté la mise en place d'un groupe de travail gouvernemental chargé de faire des suggestions sur les modifications éventuelles à apporter à la législation.

Présidé par le ministre d'Etat à la chancellerie, M. Schäfer, ce groupe comprend des représentants des groupes parlementaires des trois partis de la majorité.

Le ton avait été donné la veille au Bundestag par les deux principaux partis de la coalition, la CDU et la CSU. Le catalogue des mesures envisagées par les parlementaires de la majorité reprend une grande partie des mesures réclamées par M. Zimmermann pour renforcer les moyens des forces de sécurité. Sont ainsi de nouveau évoqués le développement des opérations coup de poing et des méthodes d'infiltration, le renforcement de la coopération entre les services de police, l'utilisation accrue des médias audiovisuels. De même envisage-t-on sérieusement cette fois de réviser la législation sur le droit de manifestation, notamment pour rendre punissable le fait de rester dans une manifestation où des actes de violence viennent à être commis.

La coopération franco-allemande visée

Après la découverte mardi, dans la banlieue de Bonn, du véhicule volé utilisé par les assassins de M. von Braunmühl pour s'enfuir, les investigateurs tentent actuellement de reconstituer l'itinéraire des terroristes avant et après l'attentat. Si les premiers indices recueillis ont permis de confirmer l'implication du joyau noir de la RAF, l'importance des moyens de recherche déployés aussitôt n'a pu éviter que les deux auteurs du meurtre ne se volatilissent une fois de plus dans la nature.

Dans une lettre de revendication, la RAF reprochait à Gerold von Braunmühl d'être le représentant de

l'Allemagne fédérale au sein du comité de coopération politique européen, qui réunit les directeurs politiques des ministères des affaires étrangères de la CEE. « Nous avons abattu aujourd'hui, poursuivaient-ils, une des figures centrales de la détermination de la politique ouest-européenne dans l'ensemble impérialiste. (...) Notre assaut vise l'agressif appareil d'Etat ouest-allemand, qui joue un rôle-clé dans la politique ouest-européenne et la stratégie belliciste impérialiste. » Un verbiage qui semble faire référence à la méfiance que suscite dans une partie de la gauche ouest-allemande le développement de la coopération européenne et particulièrement franco-allemande en matière de défense, celle-ci étant soupçonnée de vouloir préparer l'émergence d'un troisième bloc militaire.

HENRI DE BRESSON.

« Un représentant de la Pologne en Israël. — Le chef de la nouvelle mission d'intérêt polonaise en Israël, M. Stefan Kwiatkowski, est arrivé mardi 14 octobre à Tel-Aviv. C'est le premier diplomate polonais à entrer en fonction en Israël, depuis la rupture des relations diplomatiques, en juin 1967, entre l'Etat hébreu et les pays d'Europe de l'Est, à l'exception de la Roumanie. L'arrivée d'un représentant polonais confirme que les « relations entre les deux pays sont sur la bonne voie », a estimé un porte-parole des affaires étrangères israéliennes.

Un diplomate israélien, M. Mordechai Paltzour, a été chargé de diriger la mission d'intérêt israélienne à Varsovie. Il doit rejoindre son poste dans les deux prochains semaines. — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE : le procès de l'auteur de la tentative d'attentat contre El Al

Nezar Hindawi revient sur ses déclarations mettant en cause les services secrets syriens

LONDRES
de notre correspondant

Terroriste, non, mais trafiquant de drogue, oui. Telle est la version qu'a lui-même développée, mercredi 15 octobre, Nezar Hindawi devant le jury de la cour criminelle de l'Old Bailey à Londres, où il est accusé de l'attentat manqué, en avril, contre un avion d'El Al à l'aéroport de Heathrow.

Hindawi plaide non coupable depuis qu'il est revenu sur ses premières et longues déclarations faites à la police après son arrestation. Il reconnaissait alors appartenir à un réseau terroriste dépendant des services secrets syriens et ayant pour but de s'en prendre aux objectifs israéliens en Europe (le Monde du 8 octobre). A présent, Hindawi ne met plus directement en cause les officiels syriens.

Apparemment détendu, parfois souriant, recountant ici ou là son récit précédent, il dit avoir été recruté à Damas en janvier, non plus par un membre des services de renseignements militaires, mais par un inconnu. Celui-ci, après plusieurs rencontres, lui a proposé, pour de fortes sommes d'argent, de convoier de la drogue et lui a fourni de faux papiers, un passeport de service, d'ordinaire utilisé par les fonctionnaires syriens en déplacement.

Début avril, le même homme lui aurait remis à Londres 15 000 dollars et un sac de voyage muni d'un double fond. Hindawi affirme maintenant avoir cru que ce sac ne dissimulait que de l'héroïne ou de la cocaïne. Dans le bagage se trouvait également une calculatrice de poche qui, lui aurait-on dit, masquait un dispositif destiné à brouiller les

moyens de détection dans les aéroports. C'est ce sac qu'il a confié à sa « fiancée », Ann Murphy, en l'accompagnant à Heathrow, et dans lequel les agents de sécurité d'El Al ont trouvé de puissants explosifs, la calculatrice en étant le détonateur.

« Je l'aime toujours... »

Alors que son avocat lui faisait remarquer que l'accusation lui reproche d'avoir délibérément envoyé à une mort certaine la jeune femme enceinte, à qui il avait promis le mariage, Hindawi s'est exclamé : « Ce n'est pas du tout vrai ». Il a ajouté plus tard : « Je l'aime encore, je l'aime toujours. » Pourquoi s'est-il rendu immédiatement

à l'ambassade de Syrie ? Il répond que son « contact » le lui avait conseillé au cas où il aurait eu des « ennuis ». C'est ce qu'il a fait quand il a appris par la radio la découverte de la bombe. « J'étais en colère, affolé, déclare-t-il, je voulais savoir ce qui allait se passer pour moi et mon amie. » Hindawi dit qu'il a alors raconté son histoire à quelqu'un qu'il pensait être l'ambassadeur. Il précise qu'il s'est « laissé » appréhender par les policiers de Scotland Yard parce qu'il craignait d'être poursuivi par les services israéliens. Ceux-ci, selon la thèse de la défense, auraient pu placer eux-mêmes la bombe dans les bagages de l'amie de Hindawi afin d'impliquer la Syrie.

FRANCIS CORNU.

POLOGNE

L'opposition demande au président Reagan la levée des sanctions économiques

Varsovie (AP, Reuter). — M. Lech Walesa et neuf autres dirigeants de l'opposition polonaise ont demandé mercredi 15 octobre au président Reagan de lever définitivement les sanctions économiques prises par les Etats-Unis contre la Pologne après l'imposition de l'état de guerre. « Pour aller de l'avant, estiment-ils, l'économie polonaise a besoin de stimulants externes autant qu'internes. » Le groupe de signataires, qui comprend le recteur de l'université de Varsovie, M. Grzegorz Bialkowski, et M. Jerzy Turowicz, directeur de l'hebdomadaire catholique *Przegląd Powszechny*, demande également au président

américain de rétablir pour la Pologne la clause de la nation la plus favorisée et un accès aux crédits « à des conditions raisonnables et justifiées économiquement ».

La déclaration reconnaît cependant l'existence de « divergences d'opinion » au sein de l'opposition sur l'attitude à adopter à l'égard du gouvernement, mais ajoute que l'« économie est la tâche la plus urgente ».

En 1984 le gouvernement américain avait déjà levé une partie des sanctions imposées en 1981 à la Pologne avec l'approbation du syndicat *Solidarność*.

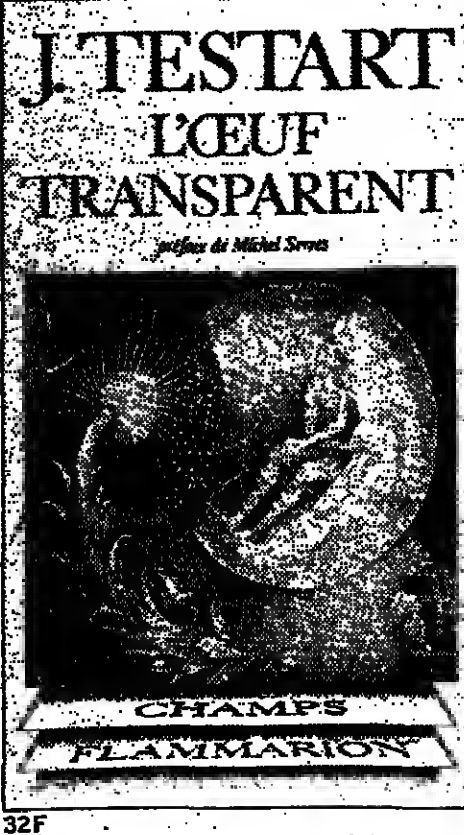
CHAMPS FLAMMARION. DE L'OR POUR VOTRE MATIÈRE GRISE.



2 VOLUMES, 32F CHACUN.



2 VOLUMES, 37,50F ET 41F.



Champs
Flammarion

Europe

TURQUIE

la démission
des membres
du gouvernement
La crise s'aggrave
au sein
du parti au pouvoir

ISTANBUL
correspondance

Les membres du gouvernement turc ont présenté leur démission au premier ministre, M. Turgut Ozal, qui les a acceptés et devait présenter ce jeudi 16 octobre, au président Kenan Evren, la liste d'un nouveau cabinet. Cette démission collective, ainsi que celle des membres de l'organisme dirigeant du parti au pouvoir, le Parti de la mère patrie (ANAP), est destinée à permettre à M. Ozal de procéder sans pressions partisanes à ce qu'il a qualifié de « léger remaniement ». Elle s'en constitue pas moins une nouvelle étape dans la crise que connaît l'ANAP depuis son échec aux élections législatives partielles du 28 septembre.

C'est l'initiative de M. Bedrettin Dalan, le très populaire maire d'Istanbul, qui a relancé la crise latente depuis la formation du parti en 1983 : après une réunion avec des ministres réputés libéraux, il a fait savoir la semaine dernière à M. Ozal son opposition à la nomination de postes ministériels, ou au maintien à la direction du parti, des chefs de file du courant religieux. Il s'agit, en particulier, de l'ancien maire de Konya, M. Mehmet Keçeciler, responsable de l'organisation du parti, homme de confiance de M. Ozal et candidat malheureux aux élections partielles.

Le raisonnement des libéraux est simple : l'ANAP est en perte de vitesse parce que son image de parti moderne est entachée par la présence dans sa direction d'hommes restés fidèles au courant intégriste. Elle n'a rien à gagner à leur maintien en fonctions puisque les élections ont montré que les voix intégristes qui s'étaient portées sur l'ANAP en 1983, à défaut d'une autre expression possible, sont retournées le 28 septembre au Parti de la prospérité, aujourd'hui légal.

L'argument peut se révéler dangereux pour le parti de M. Ozal : en demandant ainsi l'élimination aujourd'hui de l'un des courants rassemblés dans l'ANAP, il renforce la position de M. Cindoruk, président du Parti de la juste voie, soutenu par l'ancien premier ministre Süleiman Demirel, vainqueur des mêmes élections partielles. M. Cindoruk, qui conteste la légitimité du pouvoir, a invité les députés de l'ANAP proches du Parti de la juste voie à regagner leur ancienne maison, et a menacé de provoquer, par une démission collective, de nouvelles élections partielles au cas où M. Ozal tenterait d'empêcher ces changements d'étiquette. L'échec lors du premier vote d'une proposition de loi finissant adoptée mercredi et qui vise à satisfaire les barons de l'ANAP par l'augmentation du nombre des ministres d'Etat, l'appui de nombreux députés à la demande de suppression des interdits politiques frappant en particulier M. Demirel, tout indique que de nouvelles élections ne sont pas sans trouver écho auprès de députés déçus par l'impopularité croissante de M. Ozal. Celui-ci a été conquis lors d'une apparition publique et violemment attaqué par la presse après une série d'augmentations des prix particulièrement fortes.

MICHEL FARRERIA.



Vienne

10 vols par semaine
au départ d'Orly-Sud.
En Première classe
comme en classe Touriste,
Austrian Airlines
vous offre un service
de grande qualité.
Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : (1) 42.66.34.66

PHILIPPINES : le retour à la légalité

Le projet de Constitution sera soumis
à référendum le 23 janvier 1987

La présidente Aquino a fixé au 23 janvier la date du référendum sur un projet de nouvelle Constitution instaurant un système à l'américaine aux Philippines, auquel elle a donné son approbation mercredi 15 octobre. Le même jour, le vice-président Salvador Laurel s'est démarqué publiquement de M^{me} Aquino, en ne déclarant favorable à la tenue d'une nouvelle élection présidentielle dès 1987 « si le peuple la réclame ». L'adoption probable de la nouvelle Constitution dispenserait l'un et l'autre de se présenter à nouveau devant les électeurs. La présidente rejette

MANILLE
correspondance

Une étape a été franchie. Ce qui deviendra certainement la quatrième Constitution du pays est inscrit sur les tablettes et n'attend plus que la bénédiction populaire. Les travaux se terminent avec six semaines de retard. Mais, aux Philippines, où l'on était surtout préoccupé par la nécessité de légaliser le gouvernement révolutionnaire de M^{me} Aquino, peu de gens récriminent. Si son pouvoir issu d'un vaste mouvement populaire était bien perçu comme légitime par la majorité de ses compatriotes, les Philippines supportaient mal le « vide » constitutionnel créé lorsque M^{me} Aquino abrogea l'ancienne charte signée « Ferdinand Marcos », ainsi que le Batasang Pambansa, l'unique Chambre des représentants. Abrogations qui permit à certains d'accuser le président de vouloir éliminer les intentions « antidémocratiques ». La rédaction de la nouvelle Constitution ne s'est pas faite sans mal. M^{me} Aquino s'est vu reprocher de vouloir les quarante-huit commissaires au lieu de les faire élire, des élections étant peu souhaitables à ses yeux. Dans un pays encore sujet à de dangereuses passions. Le 2 juin 1986, la « Commission » (Constitutional Commission) siégea pour la première fois, ses membres, choisis « pour leur probité et leur nationalisme indiscutable », ayant accepté l'interdiction de briguer dans l'avenir toute fonction publique.

La commission a approuvé la recommandation selon laquelle les deux bases américaines de Subic Bay et Clark pourraient continuer à exister au-delà de 1991 (échec du traité accord bilatéral) mais seulement aux termes d'un traité entre les Etats-Unis et les Philippines, approuvé par le Sénat, qui pourra être soumis à un référendum populaire. Le projet laisse ainsi une certaine latitude à M^{me} Aquino lorsque celle-ci amorcera la négociation du renouvellement de l'accord en

Après de longues délibérations, le projet « amendé » fut finalement inclus dans le texte du préambule, une « directive constitutionnelle » unique au monde. Puis l'article 1 sur le « territoire national » fut repris sans l'ancienne revendication philippine sur l'Etat malaisien de Sabah : les « sages » venaient de résoudre le contentieux bilatéral le plus délicat hérité de l'ancien régime, ce qui permit l'annonce d'un dégel avec Kuala Lumpur.

Le projet rétablit la structure bicamérale prévalant avant la révolution : la législature sera composée de M. Marcos en 1971-1973. Le souvenir des années noires de la loi martiale était encore viv, la Constitution énoncée des « droits fondamentaux », parmi lesquels l'abolition de la peine capitale, le rétablissement « inaliénable » de l'acte d'habes corpus (sauf « en cas de rébellion ou d'invasion »). La nouvelle Constitution permettra au chef de l'Etat de décréter la loi martiale, mais celui-ci est tenu de faire entendre sa décision dans les quarante-huit heures par le Congrès, qui conserve un droit de veto.

La commission a approuvé la recommandation selon laquelle les deux bases américaines de Subic Bay et Clark pourraient continuer à exister au-delà de 1991 (échec du traité accord bilatéral) mais seulement aux termes d'un traité entre les Etats-Unis et les Philippines, approuvé par le Sénat, qui pourra être soumis à un référendum populaire. Le projet laisse ainsi une certaine latitude à M^{me} Aquino lorsque celle-ci amorcera la négociation du renouvellement de l'accord en

Asie

BANGLADESH : le général Ershad
conserve le pouvoirUn scrutin présidentiel largement entaché
par la fraude

DACCA
de notre envoyé spécial

Le scrutin présidentiel du mercredi 15 octobre au Bangladesh, entaché d'irrégularités, s'est traduit par une victoire massive du général-président Ershad, qui a obtenu dix fois plus de voix que l'ensemble de ses onze adversaires. Après les résultats partiels, publiés jeudi en petites annonces, les

« Elections dans des villes mortes » auraient pu tirer jeudi la presse bangladaise, si elle avait été libre de ses commentaires. Magasins et échoppes fermés, taxis, autobus et voitures particulières à l'arrêt, même spectacle inquiétant à Chittagong et dans les autres grandes villes du pays. Le mot d'ordre de grève et de boycottage lancé par les deux grands mouvements d'opposition a été largement suivi. En dehors de la police anti-émeutes stationnée à tous les carrefours, devant les bâtiments publics et les bureaux de vote, et mis à part quelques centaines de jeunes militants en quête d'affrontement les autres, il n'y avait quasiment personne dans les rues.

Depuis plusieurs jours déjà, des détonations troublaient régulièrement la quinzaine des cités surpeuplées. Les explosions de bombes artisanales — à mi-chemin entre le gros pétard et le cocktail Molotov — ont retenti, mercredi 15 octobre, tout au long de la journée. Près d'une centaine de personnes ont encore été blessées à Dacca et de brèves, mais violentes, émeutes se sont produites jusque tard le soir. « Dieu merci, se félicite néanmoins le ministre de l'information, il n'y a pas eu d'incidents sérieux ».

« Pourquoi, voulez-vous, demanda un étudiant, que les gens risquent leur vie pour aller voter alors que les résultats étaient acquis avant l'ouverture des bureaux de vote ? ». Excellent question à laquelle bon nombre d'« officiers électoraux », avaient répondu dès 11 heures du matin, mercredi, en annonçant des taux de

participation records, de 50 % et plus. Bulletins de vote pré-imprimés en faveur du général Ershad, listes entières d'électeurs coobés à la rubrique « a voté », avant même l'éventuelle visite des inscrites, urnes maladroïtement bourrées par des militants du Jaty, le parti du président, etc.

Les abus et les fraudes constatés par les observateurs lors du référendum de mars 1985 (!) se sont renouvelés sans volonté notable de chercher au moins à sauver les apparences.

Ailleurs, hors de la ville, une jeune paysanne aux pieds nus, déguisée avec d'autres femmes devant une urne, se déclare innocente. Les journalistes découvrent qu'elle est déjà votée (les votants portant sur la doigt une tache d'encre indélébile) : « Les officiers vous ont vu arriver, ils nous ont dit de nous mettre là, en rang. Non, non, je ne sais pas pourquoi... ».

Mercredi soir, comme prévu, Sheikh Hasina Wajed, chef de l'opposition parlementaire, a dénoncé le scrutin comme « rien de plus qu'une manoeuvre forcée » et appelé d'urgence le pays à une journée nationale de protestation pour le lendemain. Selon l'opposition, « par plus de 1 % » des quarante-huit millions d'électeurs ont effectivement pris part à ce que le général Ershad avait appelé « la phase finale de la transition vers la démocratie ».

Les observateurs impartiaux — journalistes et diplomates — se montraient cependant un peu plus généreux dans leurs estimations : entre 10 % et 15 % de participation. D'après la quasi-totalité d'entre eux, le général-président Ershad avait s'adresser jeudi soir au pays. Personne ne doutait qu'il se réjouirait alors de la « victoire massive » dont parlait dès le matin la presse nationale. Chacun reproduit bientôt ses activités, plus convaincu que jamais que, au Bangladesh, ce ne sont pas les urnes qui permettent de prendre ou de renverser un pouvoir en place.

PATRICE CLAUDE.

(1) 57 % de participation et plus de 90 % de « oui » au général.

AFGHANISTAN : le retrait partiel des troupes soviétiques

Une fascinante mise en scène dans le désert

Alors que le retrait partiel des troupes soviétiques s'amorçait en Afghanistan, le général Tchervov, porte-parole militaire soviétique, a déclaré, mercredi 15 octobre à Moscou, que le rapatriement de ces huit mille hommes « contribuerait à instaurer un climat politique favorable aux négociations afghano-pakistanaïses de

Genève ». Washington continue, cependant, de mettre en doute cette opération. M. Georges Shultz ayant encore estimé, mercredi, qu'il était difficile de déterminer clairement s'il s'agissait d'un « retrait net ». Quant au président Zia Ul Haq du Pakistan, il a affirmé que ses services secrets avaient détecté l'arrivée en Afghanistan

ces trois derniers mois de quinze mille soldats soviétiques. « Nous avons fait les frais d'une ruse tactique », a également estimé le général Zia, qui devait recevoir, jeudi soir, M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense, actuellement en visite officielle au Pakistan à la suite de ses séjours en Chine et en Inde.

SHINDAND
de notre envoyé spécial

L'Antonov-26 décrit des cercles au-dessus de cette bourgade et de son oasis situées à proximité de la frontière iranienne, à environ 660 kilomètres à l'ouest de Kaboul. A intervalles réguliers, l'appareil lâche des boules thermiques au phosphore, sorte de feux d'artifice destinés à attirer par leur chaleur d'éventuels missiles tirés par les moudjahidines. L'Antonov-26 finit par piquer brusquement vers l'aéroport de l'immense base militaire qu'on aperçoit à quelque distance de Shindand.

Pour la première fois de leur histoire, les Soviétiques ont invité une trentaine de journalistes occidentaux au cœur même de leur dispositif militaire. Nous avons pratiquement traversé l'Afghanistan d'est en ouest, de Kaboul à Shindand, à bord d'un appareil qui sert habituellement au transport de troupes. Outre notre groupe, une centaine de journalistes soviétiques et des pays de l'Est sont conviés à ce grand spectacle : le retour d'un régiment de blindés en URSS. Au total, cinq Antonov ont été mobilisés pour cette opération de relations publiques sans précédent et ont atterri, l'un après l'autre, à Shindand, protégés à l'arrivée et au départ par une noria d'hélicoptères de combat lançant eux aussi des « leurreurs ».

Le voyage lui-même, en avion militaire au-dessus de zones que les Soviétiques ne contrôlent pas pour la plupart et avec des accompagnateurs qui avaient parfois le rang de général-major (général à une étoile) de l'armée rouge et défilèrent courtoisement leur nom, voire se livraient à quelques explications techniques sur leur métier, avait quelque chose de fascinant pour qui vit à Moscou et connaît l'obligation du secret à laquelle est tenue toute la profession militaire en URSS. Mais ce n'était rien à côté de ce qui nous attendait.

A proximité de l'aéroport, un régiment entier de blindés était aligné en formation dans un décor digne du Désert des Tatars de Dino Buzzati. Sur fond de montagnes pelées, neuf cents hommes étaient en garde-à-vous devant quatre-vingt-quatre chars, une quinzaine d'automitrailleuses blindées, six engins blindés de reconnaissance et une centaine de véhicules de toutes sortes, des camions légers pour les unités de transport, des véhicules de transmission, des remorqueurs trainant des citernes, des véhicules du service de santé et... la cantine du régiment.

Tous étaient immobiles à notre arrivée. Un vent violent soulevait des nuages de poussière dans cette steppe seulement séparée de l'Iran par des montagnes taraboussées par l'érosion qu'on apercevait dans le lointain. Environ 250 kilomètres plus au nord, c'est la frontière soviétique que ce régiment, fiévreux au garde-à-vous, tous moteurs éteints, devait regagner dans les vingt-quatre heures.

En face de ces spectres enveloppés de poussière était dressée une ligne de blindés plus ou moins officiels : le numéro un afghan, M. Najib, le premier ministre, M. Sultan Kuchumand, l'ambassadeur d'URSS, M. Mojaev, le commandant en chef des forces soviétiques en Afghanistan, le général Viktor Doubrine, dont on apprendra pour la première fois le nom à cette occasion (voir encadré), et le général Alexandre Outchine, commandant la division dont fait partie le régiment retiré.

Le cérémonial commençait malgré le vent de sable qui battait la tribune. Conformément au règlement, le général Outchine s'adressait du bon état de ses troupes. Chaque bataillon tankiste répondait d'une seule voix par cet aboiement caractéristique des parades militaires soviétiques en souhaitant bonjour à son général. Ce régiment s'appelle « Prague » en souvenir du rôle qu'il a joué en août 1968 en Tchécoslovaquie.

Après les hymnes nationaux soviétique et afghan, exécutés par la fanfare militaire, venaient les discours. L'ambassadeur d'URSS, divers autres responsables militaires afghans et soviétiques, une institutrice de la région de Herat et un soldat tadjik soviétique ont tous plus ou moins dit la même chose : ce régiment a apporté une aide fraternelle désintéressée au peuple afghan.

Il restait maintenant chez lui, mission accomplie. « Nous sommes tristes de vous dire adieu, combattants amis, mais nous sommes heureux parce que vous resterez dans

notre pays », a résumé plus sobrement que d'autres un commentateur de l'Armée rouge. La vedette était évidemment M. Najib, secrétaire général du Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA).

Massif, le visage barré d'une grosse moustache noire, l'homme fort de l'Afghanistan, c'est à la voix ferme, n'est pas un orateur. M. Najib a affirmé que la décision du retrait avait été prise par M. Gorbatchev « en accord avec la République d'Afghanistan ». Le numéro un afghan a en cas de recours à une rétrograde très orientale. « Le récit de vos exploits restera éternellement dans nos cœurs, transmis de père en fils (...). Les années et les siècles passeront, mais le souvenir de ce que vous avez fait demeurera à jamais », a-t-il lancé aux tankistes soviétiques.

La « transparence » du général Bogdanov

SHINDAND
de notre envoyé spécial

Dès notre départ de Moscou, lundi 13 octobre, il était difficile de ne pas le remarquer dans le vol régulier d'Aeroflot Moscou-Kaboul rempli de journalistes. Un général soviétique en grand uniforme, même s'il n'a qu'une étoile, ne passe pas inaperçu.

Le général Bogdanov, qui appartient à l'état-major général mais dont les fonctions ne sont pas limpides, était également présent à la conférence de presse donnée à Kaboul. Mais c'est à son hasard de multiples conversations imprévisibles, qu'il a donné une foule de renseignements totalement inédits sur des sujets tabous.

Le général Bogdanov a d'abord révisé le nom et le grade du commandant en chef des forces soviétiques en Afghanistan. Il s'agit du général Viktor Doubrine qui n'a qu'une seule étoile mais devrait prochainement recevoir sa seconde. Cela paraît bien faible pour un tel poste, à la limite du bizarre. Le général Bogdanov a ensuite, avec un sourire de professionnel, décrit les chars du régiment « Prague » qui rentrent

en URSS. Ce sont des T-64 et des T-55, dont des modèles assez anciens.

Tranquille, ne cherchant nullement le contact avec les correspondants occidentaux mais toujours prêt à répondre à leurs questions, le général Bogdanov est décidément un oiseau rare. On comprend que l'état-major lui ait confié, au nom de la « transparence », des données soviétiques par M. Gorbatchev, le thème un peu surréaliste de donner paisiblement, aux journalistes présents, des informations considérées normalement comme relevant du « secret défense ».

Il y a cependant un hic. Dans une conversation avec un correspondant suédois, le général Bogdanov a — pour la première fois — avancé un chiffre concernant les effectifs soviétiques présents en Afghanistan. Les Américains, seuls possesseurs, en Occident, des antennes d'observation, nécessaires, grossissent fortement, selon lui, le total. Le véritable chiffre serait, « dès à présent », compris entre 80 000 et 90 000 et non autour de 115 000 comme on le dit à Washington. Il faudrait encore déduire les 9 000 soldats qui seront partis d'ici à la fin du mois.

Le général Bogdanov dit peut-être la vérité, mais il est permis de mettre sa parole en doute et d'envisager une possible opération de désinformation de sa part fort habilement conduite d'ailleurs.

Les tankistes du régiment « Prague » avaient eux aussi reçu pour consigne de répondre aux journalistes. La nouvelle ? Elle venait d'URSS, expliquait un Moscovite de vingt et un ans. Les week-ends ? Il y avait la cinéme. Les « ennemis » ? Il ne les a pas beaucoup vus... Un Tadjik d'Ouzbékistan disait ne pas comprendre la langue d'ici. Le général avait déjà accompli dix-huit mois de service, soit les trois quarts de leurs obligations. D'autres, encore, disaient qu'ils n'allaient jamais, même par petits groupes, à Hérat, distante de 100 kilomètres. Ce régiment de chars ne s'est en fait jamais, apparemment, mêlé à la population. Aucun tankiste n'a fait attention à des combats. Il faut croire que les camouflets de chars qui paraissent plusieurs fois sur la frontière sont classés à des chutes de météorites.

D. Dh.

کتابخانه

مكتبة النجف

••• Le Monde • Vendredi 17 octobre 1986 7

Avec le COMPAQ DESKPRO 386™, COMPAQ® va encore plus loin, là où les autres ne sont jamais allés. En effet, le dernier-né des ordinateurs de bureau COMPAQ est le plus évolué et le plus puissant du monde. Pour s'en convaincre, il suffit de découvrir ses caractéristiques qui sont autant d'innovations dans le monde de l'informatique.

UNE VITESSE QUI EN LAISSERA PLUS D'UN SUR PLACE.

Grâce à son microprocesseur 80386 32-bit à 16MHz, le COMPAQ DESKPRO 386 est 2 à 3 fois plus rapide que les micro-ordinateurs de type AT équipés du 80286 à 8MHz.

Il possède une mémoire vive extensible jusqu'à 14 mégaoctets! Avec le système intégré de gestion de mémoire

de 40, 70 et 130 mégaoctets, et cela 50 à 150% plus rapidement qu'avec un disque dur standard de 30 mégaoctets.

Sur une simple cartouche magnétique format de poche, vous pouvez stocker 40 mégaoctets soit l'équivalent de 20 000 pages d'informations.

UNE COMPATIBILITÉ CONJUGUÉE AU PRÉSENT ET AU FUTUR.

Il est entièrement compatible avec le standard de l'industrie et les logiciels actuels, permettant notamment aux utilisateurs de grands tableurs et de bases de données importantes de gagner un temps considérable. De plus, il ouvre la porte aux applications futures - CAO, intelligence artificielle... - . Jamais un micro-ordinateur n'a autant anticipé sur l'avenir.

En l'utilisant comme serveur de fichiers, il permet d'exploiter un réseau local. Il peut également opérer comme serveur dans un environnement multi-utilisateurs. Et tout cela à un prix 3 à 4 fois inférieur à celui d'un mini-ordinateur!

En plus d'un nouveau clavier à 102 touches aux normes IBM, le COMPAQ DESKPRO 386 est équipé (en option) d'un écran couleur, géré par la carte graphique couleurs COMPAQ type EGA qui peut afficher 16 couleurs à la fois à partir d'une palette qui en compte 64.

COMPAQ PLUS QUE JAMAIS N°2 MONDIAL DES ORDINATEURS PERSONNELS PROFESSIONNELS.

Aujourd'hui, COMPAQ vous propose la plus large gamme d'ordinateurs - de bureau et portables - issus de sa haute technologie. Enfin COMPAQ met à votre disposition en France un réseau de plus de 200 Revendeurs Agréés COMPAQ qui allient compétence et professionnalisme.

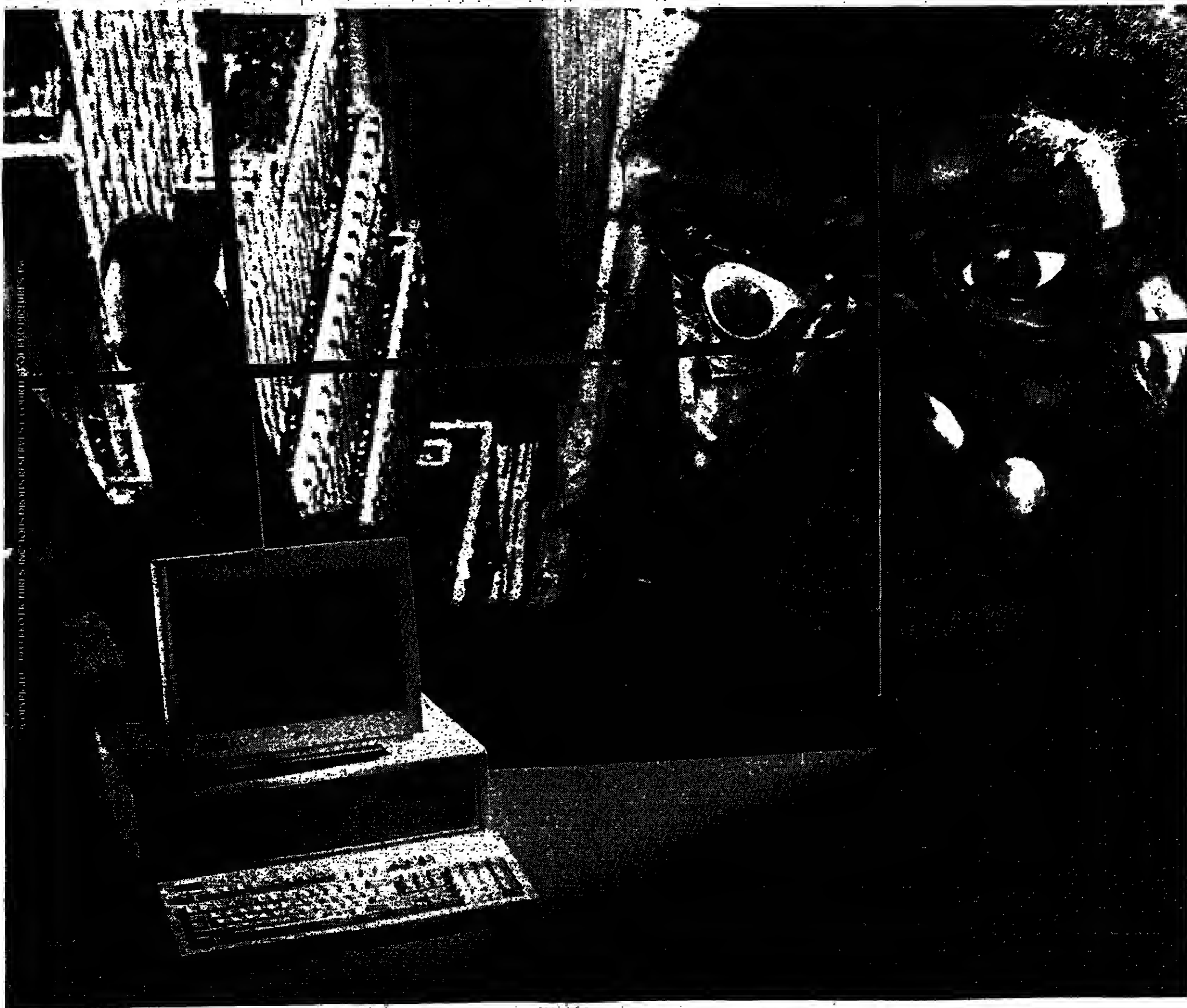
Il y a forcément un Revendeur Agréé COMPAQ près de chez vous. Pour le connaître, appelez COMPAQ au 16.1.64.46.36.25 ou écrivez à: COMPAQ, 5 avenue de Norvège, 91940 Les Ulis.

COMPAQ DESKPRO 386 UNE PUISSANCE INÉGALÉE.

étendue CEMM (Compaq Expanded Memory Manager) aux normes Lotus/Intel/Microsoft (LIM), il brise la barrière des 640K Octets imposée par MS-DOS.

UN DISQUE DUR DE 130 MÉGAOCTETS. VOUS AVEZ BIEN LU!

Le COMPAQ DESKPRO 386 donne accès à des milliers d'informations sur disques durs hautes performances



LES ORDINATEURS QUI ONT EMBALLÉ L'AMÉRIQUE.

COMPAQ™

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Laurent Fabius critique « l'injustice » de la politique fiscale de M. Edouard Balladur

La discussion générale du projet de loi de finances pour 1987 s'est ouverte le mercredi 15 octobre à l'Assemblée nationale. Les orateurs RPR ont totalement approuvé le budget mis au point par M. Edouard Balladur et Alain Juppé. Les socialistes, les intervenants de l'UDF, du moins les barbares, ont affirmé qu'ils ne feraient rien qui puisse mettre en péril l'union de la majorité, et ils ont approuvé les grandes lignes de la politique du

ministère de l'économie et des finances, mais en émettant de nombreuses réserves. Ils auraient souhaité en particulier un effort accru pour les entreprises, soit-ce au détriment des baisses d'impôts consenties aux ménages.

Les socialistes ont mis en avant le caractère « injuste » des réformes fiscales proposées par le gouvernement, qui vont surtout profiter, selon eux, aux familles les plus aisées en pénalisant les

travailleurs de revenus moyens. Leur principal orateur, M. Laurent Fabius, qui faisait sa rentrée à la tribune du Palais-Bourbon depuis son départ de l'hôtel Matignon, s'est livré à une critique très marquée à gauche de l'ensemble de la politique gouvernementale. Il a accusé celle-ci de sacrifier l'avenir et de ne se préoccuper que de sa clientèle électorale. M. Jean-Marie Le Pen a inauguré un nouvel art oratoire en concluant son intervention

par un air de la Fille de Madame Angot, la célèbre opérante : « C'était pas la peine assurément de changer de gouvernement ».

Les ministres vont devoir maintenant faire face aux demandes des membres de la majorité. D'abord dans l'établissement des recettes de l'Etat, puis, à partir de la semaine prochaine, dans la discussion des dépenses de chaque administration.

De nombreux orateurs ont pris part à cette discussion générale. Seul le RPR a apporté au gouvernement un soutien sans nuance. Encore que même au sein de ce groupe quelques demandes ponctuelles aient été formulées. Ainsi M. Jean-Marie Demange (RPR, Moselle), souhaite que soit « ramené » à l'injustice commise envers les préretraités de 1981 à 1986. M. Marc Bécam (app. RPR, Finistère), comme M. Jean Royer (NI, Indre-et-Loire), s'inquiète pour sa part, de la situation de la Caisse de retraite des agents des collectivités locales.

A l'UDF, au-delà d'une approbation globale, classée haut et fort, plusieurs points de divergence sont apparus. M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris) aurait préféré que la baisse des impôts soit plus sensible pour les entreprises que pour les ménages. Mais c'est à M. Bruno Desmurs (UDF, Nord), un proche collaborateur de M. Raymond Barre, qui émet le plus de réserves, tout en précisant que « les barbares ne feront rien qui sera de nature à ébranler la cohésion de la majorité », et que, donc, leur vote positif est acquis, « même si toutes nos suggestions, dit-il, ne sont pas entendues ». D'accord avec la suppression de la « sur-fiscalité » socialiste sur les ménages et l'aide aux familles, il aurait aimé que, pour le reste, l'essentiel portât sur une diminution de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle ainsi que sur la création d'un crédit d'impôt. Réprouvant aux arguments de M. Edouard Balladur, il fait remarquer que les autres pays occidentaux ont d'abord aidé l'investissement, et que ce n'est que lorsque celui-ci avait été relancé qu'ils ont procédé à une baisse « insidieuse » de l'impôt.

M. Juppé : la compétitivité de l'administration

Sur ce point précis sa critique rejoint celle des socialistes, mais pour le reste les divergences d'analyse sont totales. Ainsi, M. Christian Gont (PS, Var) juge « optimistes » les prévisions économiques du gouvernement, car pour lui, en 1987, il y aura un ralentissement de la demande. Il regrette qu'une « réelle priorité » n'ait pas été donnée à la diminution du déficit et constate que les prélèvements obligatoires resteront au même niveau, « ce qui est le seul le gouvernement de M. Fabius ayant réussi à les faire baisser ». M. Christian Piarret (PS, Vosges) fait remarquer que ce sont « les revenus élevés » qui vont essentiellement profiter des mesures prévues. Il s'inquiète aussi d'un risque de « dérive inflationniste ».

Répondant à tous ces orateurs, M. Juppé, ministre délégué au bud-

get, affirme se contenter de l'écart de prix avec l'Allemagne est resté constant en 1985 et en septembre. Il situe le cas de la Caisse de retraite des agents des collectivités dans l'ensemble des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales, le concours du premier aux secondes devant globalement augmenter de 4,98 %, « soit 2,5 fois plus que l'inflation ».

Présentant les grandes lignes du budget, M. Juppé explique qu'il conviendrait que « l'esprit d'entreprise saffle dans l'administration » et précise que la diminution des dépenses n'a pas été faite forfaitairement, mais en analysant chaque poste budgétaire. Il demande que l'on ne mesure plus « l'importance d'une priorité ou l'efficacité d'une politique à la seule aune du taux de croissance des crédits qui lui sont consacrés ».

« Les avoir expliqués que « la fiscalité ne doit pas prétendre orienter, voire régenter, toute la vie du pays », le ministre délégué déclare : « Comment peut-on affirmer qu'un budget qui exonère totalement deux millions de familles (de l'impôt sur le revenu) et allège de 30 % en moyenne la charge de deux autres millions de familles est un budget pour les riches ? » Reconnaissant qu'il y a un problème de répartition entre la fiscalité directe et celle sur la dépense, il affirme que « la condition préalable à un réajustement » est la « réduction des cotisations sociales ».

« Petites habiletés »

Les principaux porte-parole des groupes ne sont intervenus qu'après ce premier échange. Premier à le faire, M. Laurent Fabius (PS, Seine-Maritime) estime que plus de deux cents jours après l'installation du gouvernement, il y avait « un début de recul nécessaire » pour analyser son action. Il s'est attaché aux deux objectifs majeurs retenus par M. Jacques Chirac : l'emploi et la sécurité. Sur la seconde, il constate : « Par des déclarations intenses, vous avez certes encouragé les bonnes : vous avez mis en cause l'indispensable politique de prévention, vous n'avez pu empêcher le déclenchement d'attentats terroristes graves ». Il souligne aussi l'« échec » du gouvernement.

A propos du budget, l'ancien premier ministre a dit : « la baisse de l'impôt » car « pour la plupart de nos concitoyens la charge à payer sera plus lourde ». Quant à la réduction du déficit budgétaire, elle ne tient, dit-il, qu'à des « astuces comptables » et à l'utilisation du produit de la dénationalisation : « L'histoire est remplie de ces mesures prétendument historiques

qui ne sont que de petites habiletés ». Il ajoute : « Votre clientèle budgétaire, ce sont les cent à cent trente mille contribuables les plus riches. C'est pour eux que vous avez d'abord baissé votre budget. C'est pour eux-là que vous êtes là ».

Parlant des choix de dépenses, M. Fabius déclare : « Vous oubliez facilement que le service public est un instrument de lutte contre les inégalités ». Pour la recherche, les économies d'énergie et l'éducation, il estime que le budget a des « négligences envers l'avenir ». Il ne croit pas que la « nécessaire » augmentation des marges financières des entreprises ait automatiquement des conséquences heureuses pour l'investissement.

Puis le député de Seine-Maritime souligne les « deux conceptions des choses » qui opposent la majorité et les socialistes. Pour ceux-ci, « il faut une certaine organisation de la société, un certain rôle de l'Etat, une certaine planification des choses », alors que M. Fabius craint que le libéralisme de la droite « ne conduise à une société d'exclusion ». « Vous faites un cadeau de 7 milliards de francs au 1 % de Français qui gagnent plus de 5 millions de francs par mois, cependant que vous faites payer ces 7 mil-

liards aux 99 % restants (...). Vous parlez de l'idée qu'il faut accepter d'être finalement injuste pour être économiquement efficace (alors qu'il y a une meilleure justice fiscale et sociale est inséparable de l'efficacité économique) ». L'ancien premier ministre reproche aussi au gouvernement le « vide » de sa politique européenne et d'avoir « oublié Cancun, c'est-à-dire le tiers-monde, qui est en réalité le quart du monde ».

M. Jean-Marie Le Pen (FN, Paris) affirme que ce débat est « un simulacre institutionnel ». Puis le président du Front national reproche surtout à la majorité de ne pas diminuer les prélèvements obligatoires : « Vous faites moins bien, somme toute, que M. Berégovoy ». Il cite en exemple « la révolution fiscale qui est en train de secouer l'Amérique et qui depuis longtemps bouleversera le monde ». Il propose la suppression de l'impôt sur le revenu en cinq ans, car c'est un « impôt démotivant qui pénalise les locomotives de l'économie (...) qui pousse à l'insécurité ». Il ajoute que « les braves gens » du mouvement conjoncturel d'il y a trois ans ont « gagné par la révolution fiscale américaine ».

Donnant raison au gouvernement contre les barbares de refuser une aide fiscale à l'investissement, il conclut en clamant de la tribune un

La droite et la gauche

Sur la politique budgétaire aussi, d'apparences consensus peuvent cacher de réelles dissensions. Maitriser les dépenses publiques pour réduire le déficit, tout le monde est d'accord. Mais le débat se situe sur la façon de le faire, et quelle répartition, en revanche, privilégier. Là, il y a bien une droite et une gauche. Quand les socialistes donnaient la priorité à la recherche, la formation et la culture, leurs successeurs mettaient en avant la sécurité, la défense nationale, les départements et territoires d'outre-mer, fédérer les prébendaires des généraux ? Toutes les forces politiques, ou presque, partagent maintenant cet objectif. Mais les méthodes divergent. Avec les socialistes, les plus hautes dépenses et les tranches de capital avaient été, plus que les autres, privilégiées. Elles le sont encore, mais à des degrés divers.

« Vous faites un cadeau de 7 milliards de francs au 1 % de Français qui gagnent plus de 5 millions de francs par mois, cependant que vous faites payer ces 7 mil-

liards aux 99 % restants (...). Vous parlez de l'idée qu'il faut accepter d'être finalement injuste pour être économiquement efficace (alors qu'il y a une meilleure justice fiscale et sociale est inséparable de l'efficacité économique) ». L'ancien premier ministre reproche aussi au gouvernement le « vide » de sa politique européenne et d'avoir « oublié Cancun, c'est-à-dire le tiers-monde, qui est en réalité le quart du monde ».

M. Laurent Fabius (PS, Seine-Maritime) estime que plus de deux cents jours après l'installation du gouvernement, il y avait « un début de recul nécessaire » pour analyser son action. Il s'est attaché aux deux objectifs majeurs retenus par M. Jacques Chirac : l'emploi et la sécurité. Sur la seconde, il constate : « Par des déclarations intenses, vous avez certes encouragé les bonnes : vous avez mis en cause l'indispensable politique de prévention, vous n'avez pu empêcher le déclenchement d'attentats terroristes graves ». Il souligne aussi l'« échec » du gouvernement.

A propos du budget, l'ancien premier ministre a dit : « la baisse de l'impôt » car « pour la plupart de nos concitoyens la charge à payer sera plus lourde ». Quant à la réduction du déficit budgétaire, elle ne tient, dit-il, qu'à des « astuces comptables » et à l'utilisation du produit de la dénationalisation : « L'histoire est remplie de ces mesures prétendument historiques

qui ne sont que de petites habiletés ». Il ajoute : « Votre clientèle budgétaire, ce sont les cent à cent trente mille contribuables les plus riches. C'est pour eux que vous avez d'abord baissé votre budget. C'est pour eux-là que vous êtes là ».

La préparation du congrès du CDS

La dédramatisation permanente

« Si j'avais été à votre place, j'aurais guéri plus fort... » Cette confidence de M. Jacques Chirac aux dirigeants du CDS lors du déjeuner, le mardi 14 octobre à Matignon, des responsables du RPR et de l'UDF traduisait-elle le soulagement du chef de la majorité, ou le déspoillement du professionnel de la politique ?

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendue dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ÉNERGIE APRÈS TCHERNOBYL

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % de réduction, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Le premier ministre, une semaine après « l'affaire Stasi » peut cependant (discrètement) se féliciter que les centristes n'aient pas suivi son conseil. Mais en artillerie patinée de l'infanterie lourde politique, il ne peut pas ne pas être décontenancé par cette faculté naturelle des dirigeants centristes à encaisser, sans les rendre, les mauvais coups et à se poser comme les spécialistes du tir à blanc.

Certes, l'hypothèse d'un départ du président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, et de ses trois ministres bien connus. Les centristes l'ont laissé courir : elle les arrangeait. Mais bien vite, ils ont rassuré en couilles : « M. Méhaignerie est sérieux, il n'est pas démissionnaire sous les quatre matras... »

Le conseil politique du CDS du 11 octobre aura été un modèle de dédramatisation. Consigne : « Ce n'est pas parce qu'on nous a accusé de bouc émissaire qu'il faut déclarer la guerre atomique ». Malgré le confort du bain chaud, les dirigeants du parti se sont surtout employés à interdire le débat que les représentants de fédérations, plus vindicatifs et exigeants, tentaient d'instaurer. Un vibrant hommage familial fut rendu à la personnalité et à l'engagement de M. Stasi, une motion nette dans la forme sans beaucoup de

conséquences sur le fond fut votée. Mais ce travail de dédramatisation systématique, sous prétexte que le sujet ne figurait pas à l'ordre du jour de ce conseil politique, n'a guère été du goût de tous. Pour M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, il était inutile de « s'abstenir de faire le procès des responsables de la majorité à partir de quelques trahisons anonymes et individuelles ». Et pour M. Méhaignerie, il était indigne de poser des problèmes posés au pays, le CDS demeure « ferme et sérieux » et que les ministres centristes « poursuivent d'appliquer ce à quoi ils croient ».

Toucher au cœur du parti

Les responsables du parti paraissent avoir quelque peu sous-estimé le traumatisme à la base : « Toucher à Bernard Stasi, dit un militant, c'est toucher au cœur du parti ». Un choc, « une réaction d'indignité plus que de dépit », nous avons lu dans les journaux, « est inacceptable » : telles sont les réactions des fédérations. « Le plus mauvais coup, dit le responsable d'une fédération, c'est Chirac qui l'a pris. Qui maintenant craque en ses promesses ? » On aurait voulu réserver le CDS autour de Ray-

mond Barre, ajoute un autre, ce ne s'y serait certainement pas pris autrement.

D'autres encore sont davantage affectés par l'atmosphère qui règne au sein du groupe UDF, au point de remettre en cause l'appartenance du CDS à cette confédération. « Du RPR, cela ne nous étonne pas, explique-t-on, mais ces coups bas venant de gens avec qui l'on est normalement appelés à travailler sont plus difficiles à encaisser (...) ». Le problème est maintenant de savoir si on accepte tels que nous sommes, si on admet le principe que la majorité a besoin de Stasi comme elle a besoin de Pasqua, Podgorski, Grollier et tant d'autres.

Conclusion générale : « La campagne de l'élection présidentielle est désormais franchement ouverte ».

Heureusement pour les dirigeants du CDS, personne ne conteste encore leurs capacités de réponse. Celles-ci paraissent pourtant bien épuisées. M. Méhaignerie avait formulé précédemment des exigences et fait savoir, plus discrètement, qu'une retouche de la carte électorale au profit de quelques-uns des siens serait considérée comme une geste utile d'apaisement de la part de M. Chirac. Il a certes obtenu l'assurance que la discussion sur

l'acte unique européen sera engagée en novembre au Parlement (encore que M. Chirac ne sache guère comment se débarrasser de l'écroubant M. Debré), mais c'est, pour l'heure, la seule certitude. Concernant le redécoupage, la tendance serait plutôt à ne plus rien toucher.

La prochaine fois...

M. Méhaignerie veut encore exercer « une pression psychologique » pour engager le gouvernement à faire plus sur le terrain du social - chômage, lutte contre la pauvreté - et davantage en faveur de l'investissement des entreprises. M. Balladur pourrait lâcher quelques mots à l'Assemblée nationale. Reste enfin le problème Stasi : les centristes veulent le voir élu en session de rattrapage de printemps, le 2 avril prochain, à la présidence de la commission des affaires étrangères. M. Barrot dit qu'il n'y a même pas à discuter : « La procédure au sein du bureau du groupe UDF s'a pas à être recommandée parce qu'elle était régulière ». M. Chirac a promis que pas une voix RPR ne manquera. Mais le Parti républicain et M. Demin n'ont pas dit leur dernier mot.

Qu'arriverait-il si M. Stasi était une seconde fois évincé ? En réalité, les dirigeants du CDS n'ont plus que quelques semaines pour y songer. Les 7, 8 et 9 novembre, le congrès du CDS à Metz, qui s'annonce, comme les précédents, d'une tranquillité désarmante, pourrait bien être plus original. « Éviter Stasi », répond par avance le député centriste de l'Arèche, M. Jean-François Michel, une fois c'est une bavure, deux fois c'est de la déloyauté. Ce serait inacceptable car cela signifierait qu'on nous place en dehors de la majorité ». « Un second échec, ce sera le claquage », promet M. Pierre Ferrari, secrétaire de la fédération CDS de Moselle. Pour tous, il sera de la première urgence qu'un cours du congrès les dirigeants du parti soient capables d'apporter de leurs propres mains à expliquer à leurs troupes de quelle manière ils entendent « mener » cette affaire Stasi et agir au cas où ils n'auraient pas gain de cause. « On ne pourra repartir de Metz sans garantie », prévient un autre responsable fédéral, M. Barrot sembler d'accord. « De toute façon, le CDS ne se laissera pas monter sur les nerfs », prévient-il. Comme pour mieux s'en convaincre lui-même. La prochaine fois, c'est promis, on « gueulera » plus fort.

DANIEL CARTON.

مكتبة الشارقة

Politique

Le voyage du premier ministre dans l'océan Indien Gare aux matrones mahoraises

M. Jacques Chirac doit commencer, vendredi 17 octobre, un voyage de trois jours dans l'océan Indien. Le chef du gouvernement arrivera samedi à Saint-Denis de la Réunion avant de se rendre, dimanche, dans la collectivité territoriale de Mayotte, puis le même jour, à Moroni, capitale de la République islamique des Comores. M. Chirac regagnera Paris, mardi, après une deuxième journée passée, le lundi, à la Réunion.

L'amour-propre des Réunionnais doit-il en souffrir, il faut bien dire que la visite que M. Chirac effectuera à partir de samedi dans leur île aura moins de piquet politique que celle qu'il fera le lendemain à leurs cousins de Mayotte.

A la Réunion, le premier ministre sera d'abord en voyage de courtoisie. Il viendra honorer de sa présence le congrès de l'association des présidents de conseils généraux et ce sera pour lui l'occasion de traiter des problèmes des collectivités locales. Certes, M. Chirac en profitera pour répéter, devant les élus et les représentants des milieux professionnels locaux, que son gouvernement entend accorder une « priorité particulière » au redressement économique et social des DOM-TOM, mais il ne sera guère en mesure d'en dire beaucoup plus, sur ce registre, que le 23 septembre devant le Conseil économique et social, à propos du projet de loi de programme élaboré par M. Bernard Pons.

Le premier ministre réserve, toutefois, une bonne surprise aux Réunionnais.

Il n'aura pas le temps de leur dire qu'il leur a promis, lors de sa dernière visite, de leur faire connaître les conclusions de son voyage à Mayotte, qu'il leur a promis, lors de sa dernière visite, de leur faire connaître les conclusions de son voyage à Mayotte, qu'il leur a promis, lors de sa dernière visite, de leur faire connaître les conclusions de son voyage à Mayotte.

Un microcosme unique

A Mayotte, en revanche, la venue de M. Chirac constituera un événement véritablement extraordinaire. Pas seulement parce que c'est la première fois que cette petite collectivité territoriale de 374 kilomètres carrés et 55 000 habitants accueillera un premier ministre, dix ans après avoir opté pour l'appartenance à la France lancée que les autres îles de l'archipel des Comores accédaient à l'indépendance.

Peu banal, ce voyage le sera surtout parce que Mayotte représente un microcosme à lui seul. De toutes les collectivités de la France du grand large, la population mahoraise se révèle la plus occupée, celle qui a le plus d'activités, celle qui a le plus de vie, original brio à bric de règles coutumières, d'anciennes coutumes et de bribes de droit romain, elle apparaît souvent aux antipodes de tout ce qui est « hexagonal ».

Son attachement à la France est exacerbé par les revendications

permanentes de ses frères ennemis de la République islamique de Moroni, qui réclament son retour dans le giron comorien, avec l'appui des Etats africains, et il prend des formes exceptionnelles. Non content de toujours voter à près de 99 % pour le maintien de leur union libre avec Marianne, les électeurs mahorais ont pris le réflexe de se situer dans la majorité parlementaire quelles que soient les fluctuations de la vie politique métropolitaine.

Ils furent giscardiens tout autant qu'ils avaient été gaullistes. Quand la gauche l'emporta, en 1981, Mayotte sut opportunément se donner comme député un métropolitain ex-giscardien, miraculeusement touché par les vertus du radicalisme de gauche, M. Jean-François Hory. Puis, quand il fallut s'en retourner à droite, en mars dernier, la collectivité sacrifia sans hésiter ce député MRG au profit d'un nouveau venu, ancien conseiller technique de M. Valéry Giscard d'Estaing, d'origine martiniquaise, M. Henry Jean-Baptiste, membre du CDS. Toutes ces opérations étant organisées par le tout-puissant Mouvement populaire mahorais (MPM), champion de la revendication départementaliste, contrôlé par le sénateur communiste de la collectivité, M. Marcel Henry, et par le président du conseil général, M. Younoussa Bamana.

Un « lamentable passage éclair »

Malheur à qui méprise cette fervente tricolore ! Pour les Mahorais, superstitieux en diable, il ne fait aucun doute, par exemple, que les déboires de M. Christian Nucci étaient inscrits dans les sècles depuis qu'un jour de décembre 1983, pressé de rentrer en métropole, le ministre socialiste de la coopération, contraint de transiter par Mayotte, n'avait pas daigné accorder un seul regard à un seul sourire à la foule venue l'attendre à l'aéroport. « Tout le monde se souvient à-bas de ce « lamentable passage éclair ».

De même, il ne fait aucun doute pour les Mahorais que, si l'ancien ministre giscardien des affaires étrangères Louis de Guiringaud est passé prématurément de vie à trépas, c'est bien la preuve que le Ciel a voulu le punir d'avoir prétendu un jour que la cause de

Mayotte était « une affaire désolée ».

Au premier ministre les Mahorais, bien sûr, feront la fête. La population n'a pas oublié qu'elle doit son statut actuel au premier gouvernement de M. Chirac, en 1976. La fête sera même défilante. De l'avis des observateurs locaux, quelques débordements ne sont pas exclus de la part des femmes qui fournissent ici les bataillons militants et qui rivalisent d'autant plus d'enthousiasme, ce service de la mère patrie, qu'une branche locale du RPR tente depuis quelque temps de battre en brèche le quasi-monopole du MPM.

Cette concurrence a déjà donné lieu à des échanges musclés. Dans le village de M'Isangamou, dont le conseiller général est MPM mais le maire RPR, on a récemment les matrones du MPM et celles du RPR se creper le chignon, faute d'avoir pu se mettre d'accord au moment de savoir qui, de l'une ou des autres, devaient être les premières à orner de colliers de fleurs le cou du préfet de passage.

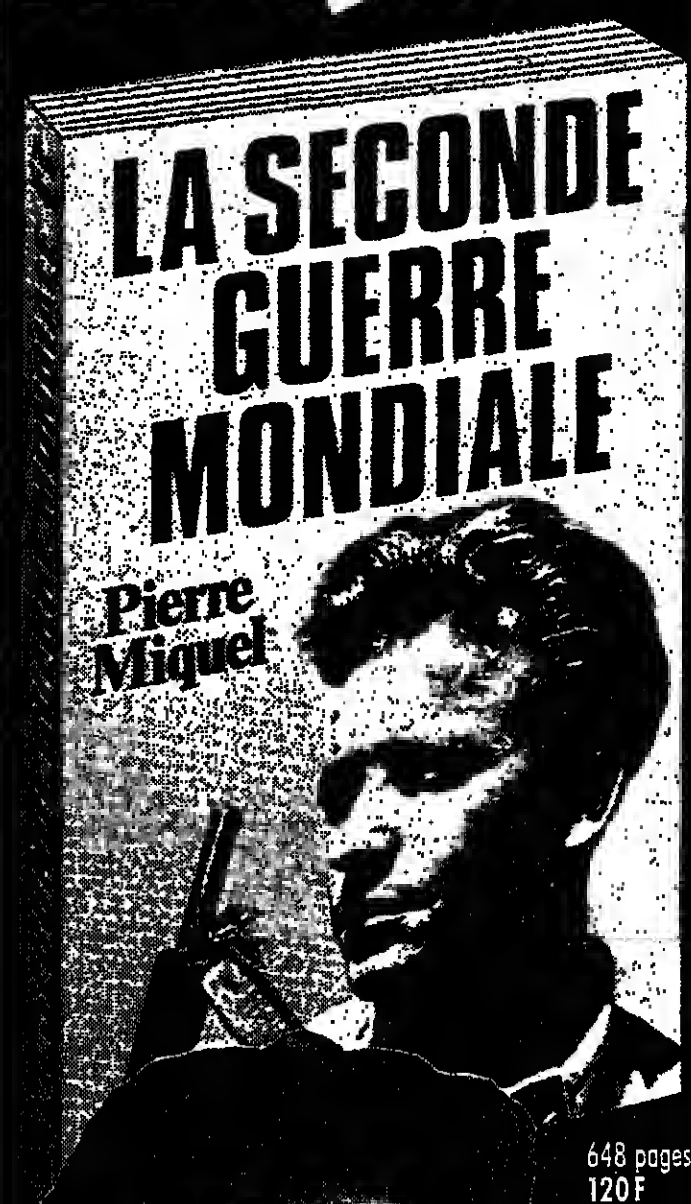
Ce sont ces femmes passionnées de politique qui jugeront M. Chirac. Ce n'est pas pour rien non plus que le devise de cette île aux parfums est « Ka hachiri » : « Nous sommes vigilants ». Vigilants et circonspects, les Mahorais le sont constamment parce qu'ils se sentent parfois encombrés par une métropole, tiraillée entre les nécessités de sa diplomatie africaine et la volonté de la collectivité territoriale, qui donne souvent l'impression d'être un « bébé » sur l'épaule de cette parcelle de terre si lointaine. Et ils constatent aujourd'hui que le gouvernement de M. Chirac ne se montre pas moins gêné que son prédécesseur socialiste. A Mayotte, tout le monde espère, en effet, que M. Chirac, contrairement à ses engagements électoraux, accélérera la promotion de la collectivité territoriale au statut de département. Or le gouvernement a très vite fait savoir, par l'intermédiaire de M. Pons, que la priorité devait être donnée ici aussi aux progrès économiques et sociaux. Les deux parlementaires, MM. Henry et Jean-Baptiste, ont aussitôt accueilli leurs pressions en réclamant que la population soit consultée sur le statut qu'elle souhaite (conformément à la loi de 1976 promulguée en 1979), en appelant « au respect de la parole donnée » et en exprimant leurs inquiétudes. En vain.

M. Chirac apportera aux Mahorais une réponse évasive. Il leur dira que la départementalisation demeure « la perspective la plus probable », comme on dit à l'hôtel Matignon, mais il insistera sur le préalable d'une « mise à niveau » préalable sur « trois ans », afin d'atteindre progressivement à Mayotte la législation et la réglementation métropolitaine. Vaste programme, au demeurant, car en ce domaine la collectivité territoriale bat tous les records d'anomalies : elle ne possède pas de préfecture, les codes de l'urbanisme, des marchés, du travail, n'y sont pas appliqués ; faute d'instruments juridiques cohérents, les textes législatifs relatifs à la décentralisation ne lui sont pas non plus. Ce qui se traduit par l'absence de certains crédits, tandis que diverses administrations centrales ignorent totalement l'île : « C'est le cas notamment du tourisme, de l'environnement mais aussi de l'EDF », souligne M. Jean-Baptiste.

Au bout du compte, ces carences apparaissent comme les conséquences de l'absence d'un statut clair. En privilégiant une politique de rattrapage, le gouvernement a donc le sentiment d'aller à l'essentiel. En finissant la question du statut, il risque toutefois d'entretenir l'incertitude. Un risque d'autant plus grand que le président comorien, M. Ahmed Abdallah, M. Chirac devra donc déployer tous ses talents de charmeur et de dialecticien pour que ses hôtes ne conservent aucun doute sur sa détermination à arrêter définitivement Mayotte à la France d'outre-mer. Sinon, gare aux matrones mahoraises !

ALAIN BOLLAT.

LE NOUVEAU MIQUEL



Tout ce qu'on ne savait pas sur la Seconde Guerre mondiale...

Un ouvrage fresque.

Annette Colin-Simard, *Le Journal du Dimanche*

Une chasse à l'homme, sauvage et technicienne, voilà le vrai sujet de ce grand livre...

La première édition d'un classique.

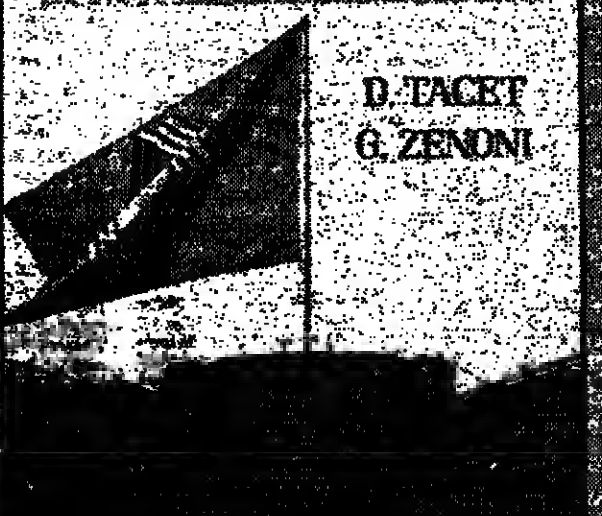
Fred Kupferman, *La Revue (Le grand livre du Mois)*

FAYARD

LA FIN DE RENAULT ?

Ne pas en parler est un scandale.
En parler, un scandale plus grand encore.

RENAULT
SECRET D'ETAT



DES RÉVÉLATIONS EXPLOSIVES.

ALBIN MICHEL

MONDES EN DEVENIR
LE TIERS MONDE
DANS LA VIE
INTERNATIONALE

Edmond JOUVE

2^e édition mise à jour

14x21 cm - 320 p. - 110 F

Berger-Levrault

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 30 OCTOBRE 1986, à 14 h, UN LOT
APPARTEMENT 3 P. PRINC.
au rez-de-chaussée, bât. A d'un immeuble sis à
MALAKOFF (92)
35 bis, boulevard de Stalingrad
et impasse de Ch. - MISE à PRIX : 28 000 F.
S'adr. à M^{rs} SARKOZY, av. en bureau
de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente après liquidation des biens
au Palais de Justice de NANTERRE (92)
le JEUDI 30 OCTOBRE 1986 à 14 heures
MAISON D'HABITATION
sur un terrain de 40 mètres carrés
L'Éclair - Le Bourg - à
ST-PIERRE-DE-CORMEILLES
(Eure)
MISE à PRIX : 90 000 F.
S'adr. à M^{rs} SARKOZY, av. en bureau
de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY
le MARDI 28 OCTOBRE 1986 à 13 h 30
APPARTEMENT à AULNAY-SOUS-BOIS (93)
de 3 pièces princ. au 3^e étage, bât. 17, av. Cuvier et parking
de 3 places princ. au 3^e étage, bât. 17, av. Cuvier et parking
MISE à PRIX : 100 000 FRANCS
M^{rs} EYENNE, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY
le MARDI 28 OCTOBRE 1986 à 13 h 30
120 VÉHICULES DE TOURISME ET UTILITAIRES
TOURISME : MERCEDES 280 SE auto. (01-1985), 11 700 km; PORSCHE 924 (1984),
20 300 km; PORSCHE 928 S (4-1985), 21 000 km; MERCEDES 240 D (1984); RANG
ROVER, RK 20 (10-1985); BMW 525 ET, 4 portes (1985), 6 500 km; RENAULT 25 GTX
(1985); BMW 728 (12-1984), 320 km; ROVER 213 (1985); RENAULT 5, 11, 13, 20,
30; FIAT PANDA, UNO, Regata, Ritmo 131; CITROËN CX, CXi; PEUGEOT 205, 205, 104,
604; SEAT; TOYOTA; ALFA-ROMEO; TALBOT; TRIUMPH; OPEL; etc. EXPO
(2-10-1986), 10 heures à 12 heures et 14 heures à 16 heures. CONTRÔLE DE SÉCURITÉ
APRÈS, 27 points. - Liste détaillée sur MINUTEL - Tél. : 36-15 + 1 VP BL M^{rs} C. MARINOT et
Y. SAVIGNAT, commissaires pris. aut., 3 bis, rue Saint-Martin - Tél. : (1) 20-31-01-83.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY
le MARDI 28 OCTOBRE 1986 à 13 h 30
UN PAVILLON D'HABITATION à NOISY-LE-SEC (93)
38, rue du 14-Juillet-1789
divisé sur sous-sol, garage, buanderie, rez-de-chaussée surélevé, salon, séjour, cuisine, WC,
cambres aménagées de 2 pièces, salle de bain, WC, cour, jardin, CONT. TOT. : 271 m²
M. à P. : 110 000 F
S'adr. à M^{rs} BOURGOISE, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY
le MARDI 28 OCTOBRE 1986 à 13 h 30 - UN LOT
UNE PROPRIÉTÉ à PIERREFITTE (93)
47, rue Pierre-Curie
divisée sur sous-sol, garage, chauffage, buanderie, avec puits artésien, d'un
rez-de-chaussée de 3 pièces princ., combles aménagés, sur un terrain d'une superficie
de 443 m²
M. à P. : 400 000 F
S'adr. à M^{rs} BOURGOISE, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris
le JEUDI 30 OCTOBRE 1986, à 14 h
APPARTEMENT - 67, rue PASCAL, PARIS-13^e
Mise à prix : 322 300 F - S'adr. M^{rs} M. MAAREK
avocat à Paris (17^e), 5, rue Marguerite, Tél. : 42-27-11-36. Tous avocats pris du
Tribunal de grande instance de Paris.

Vente sur saisie Palais Justice Evry (91), mardi 28 oct. 1986 à 14 h
PAVILLON D'HABITATION - Cce 14 à 44 ca
à ORMOY-LA-RIVIÈRE (91150)
6 bis, rue du Menil, divisé sur terrain d'un étage-garage et un bâtiment
indépendant fond du jardin pour garage 2 voit. et coller sur l'arrière.
S'adr. à M^{rs} R. GOTTVALES, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente sur saisie Palais Justice Evry (91), mardi 28 octobre 1986 à 14 h
PAVILLON D'HABITATION - Cce 8 à 73 ca
à D'HUISON-LONGUEVILLE (91590)
2, rue de la Mairie, Entrée, cuis., salon-salle à manger, w.c., s. bain, 4 ch.,
garage accolé, combles
sur terrain-plein
M. à P. : 450 000 F
S'adr. à M^{rs} R. GOTTVALES, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente Palais de Justice Evry, mardi 4 novembre 1986 à 14 h
APPARTEMENT à BRUNOY (91800)
22, rue de Maréchal-
Davout
M. à P. : 150 000 F
S'adr. à M^{rs} R. GOTTVALES, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL
le JEUDI 30 OCTOBRE 1986, à 9 h 30
UNE MAISON D'HABITATION sise à VILLIERS-SUR-MARNE (Val-de-Marne)
35, rue Stasche-Lindes
divisée sur sous-sol, garage, chauffage, buanderie, avec puits artésien, d'un
rez-de-chaussée de 3 pièces princ., combles aménagés, sur un terrain d'une superficie de 449 m²
M. à P. : 200 000 F
S'adr. à M^{rs} SARKOZY, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Paris, JEUDI 6 NOV. 1986 à 14 h en UN SEUL LOT
4 LOCAUX
à USAGE DE BUREAUX et 1 LOCAL SANITAIRE - 1^{er} étage
à PARIS (17^e), 9, AVENUE MAC-MAHON
S'adr. à M^{rs} W. DEQUEZ, av. en bureau, de Nantier, 188 bis, av. Chateaubriand
à NEUILLY (92) - Tél. : 46-34-05-13.
M^{rs} BRAZIER, av. en bureau, de Paris, y dem.
178, bd Haussmann - Tél. : 45-63-30-03.

Politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 15 octobre. À l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant la ratification de deux protocoles qui modifient la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour ces mêmes dommages.

LA PARTICIPATION DES SALARIÉS À L'ENTREPRISE

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le secrétaire d'État auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi ont présenté deux projets d'ordonnance établis en application de la loi du 2 juillet 1986.

L'ORDONNANCE RELATIVE À L'INTÉRÊT

L'objectif du gouvernement est de donner un nouveau sens à la participation des salariés au capital et aux résultats de l'entreprise. L'intervention de cette ordonnance accompagne le développement de l'actionnariat des salariés qui résultera de la privatisation des entreprises publi-

ques, dont 10 % des actions seront réservées à leur personnel. Le mécanisme de base de l'intérêt et de la participation a été conservé.

1) L'ensemble des dispositions existantes ont été simplifiées, actualisées et regroupées en un texte unique, afin de faciliter leur mise en œuvre.

2) La participation est intégrée à la politique contractuelle des entreprises.

3) Les salariés affectés à l'entreprise, qui subordonnent l'entrée en vigueur des accords d'intérêt et de participation à l'homologation des pouvoirs publics, sont supprimés.

4) Les salariés affectés à l'entreprise, qui subordonnent l'entrée en vigueur des accords d'intérêt et de participation à l'homologation des pouvoirs publics, sont supprimés.

5) L'accord de participation ou d'intérêt pour être proposé à l'approbation de l'ensemble des salariés à l'initiative conjointe de l'employeur et d'une organisation syndicale représentative.

6) Les sommes reçues par les salariés au titre de l'intérêt, investies dans un plan d'épargne d'entreprise, sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite de 57 000 francs par an réversibles.

La provision pour investissement constituée en franchise

d'impôt sur les sociétés, dont bénéficient les entreprises qui concluent des accords de participation allant au-delà du minimum légal, sera doublée.

7) Les sommes que les employeurs affectent chaque année, en franchise d'impôt, au plan d'épargne d'entreprise pour abonder les versements de 10 000 francs au lieu de 5 000 francs actuellement.

8) L'abandon de l'employeur pour aller jusqu'à 15 000 francs si les sommes versées au plan d'épargne d'entreprise sont investies en actions de l'entreprise. La réduction de prix que celle-ci peut consentir aux salariés pour l'achat de ses propres actions passera de 10 à 20 %.

9) L'ordonnance relative à la participation des salariés aux conseils d'administration des sociétés anonymes.

10) L'entrée des administrateurs salariés sera facilitée.

11) Le succès d'une telle formule dépend en effet d'une obligation imposée par l'Etat, mais de la volonté de l'entreprise.

12) La présence d'administrateurs salariés devra être expressément prévue dans les statuts de la société et, donc, acceptée par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité des deux tiers sur proposition du conseil d'administration.

13) Leur nombre sera de un à quatre dans la limite du tiers des autres administrateurs. Les cadres auront un représentant dès lors qu'il y aura au moins deux administrateurs salariés.

14) Les administrateurs représentant le personnel seront élus par les salariés eux-mêmes.

15) Les candidats seront présentés soit par les syndicats représentatifs dans l'entreprise ou au niveau national, soit par 5 % des salariés de l'entreprise.

16) Lorsqu'un siège au moins sera réservé aux ingénieurs, cadres et assimilés, les salariés seront divisés en deux collèges votant séparément. L'élection aura lieu au scrutin de liste à la répartition proportionnelle au plus fort reste dès qu'il y aura plus d'un siège à pourvoir. Dans les autres cas, le scrutin sera majoritaire à deux tours.

17) Les administrateurs élus par les salariés seront des administrateurs à part entière.

18) Leurs droits, leurs obligations et leur responsabilité seront identiques à ceux des autres administrateurs. En conséquence, la représentation du comité d'entreprise au conseil d'administration des sociétés sera fixée à une personne.

19) La révocation de ces administrateurs élus pour faute dans l'exercice de leur mandat et la rupture de leur contrat de travail ne pourra être prononcée que par le juge.

20) Ce mandat d'administrateur sera incompatible avec tout autre mandat de représentant du personnel au sein de l'entreprise.

Quatre nouveaux préfets de région

Le conseil des ministres du mercredi 15 octobre a adopté le mouvement préfectoral suivant :

RÉGION DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

M. JEAN CLAUDEL
M. Jean Claudel, directeur de cabinet de M. André Girard, ministre de la défense, a été nommé commissaire de la République de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en remplacement de M. Pierre Souville, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

[Né le 23 juillet 1924 à Montmery (Val-d'Oise), M. Jean Claudel, ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer, a été intégré au corps des administrateurs civils en 1958 après avoir servi au Mali et en Algérie. Secrétaire général de la Haute-Savoie, puis de la Haute-Corse (1968), il est nommé préfet du territoire de Belfort en 1972, avant de devenir, en 1974, directeur adjoint au cabinet de M. Raymond Marcellin, ministre de l'Industrie, et d'occuper les fonctions de directeur central de la sécurité publique. Préfet des Hautes-Pyrénées en 1975, puis de l'Essonne en 1978, il est nommé préfet de la région Picardie et du département de la Somme en 1980. Commissaire de la République de la région Aquitaine et du département de la Gironde en 1982, puis de la région Nord-Pas-de-Calais et du département du Nord en 1985, il est nommé préfet hors cadre en avril 1986 et occupe les fonctions de directeur du cabinet de M. André Girard, ministre de la défense depuis le 27 mars 1986.]

RÉGION BOURGOGNE

M. CLAUDIUS BROUSSE
M. Claudius Brousse, trésorier-payeur général du Morbihan, est nommé commissaire de la République de la région Bourgogne, en remplacement de M. Hubert Blanc.

[Né en 1931 à Vieux (Ain), ancien élève de l'ENA, M. Claudius Brousse débute dans la carrière préfectorale en Algérie en 1959. Nommé l'année suivante chef de cabinet du préfet de Tizi-Ouzou, il suit ce dernier, M. Pierre Poulet, lorsqu'il est nommé en 1962 conseiller technique au cabinet du nouveau premier ministre Georges Pompidou. Il y occupe jusqu'en 1968 des fonctions de chargé de mission. Il s'y consacre notamment aux questions relatives à l'information, aux sports et aux collectivités locales, et devient en 1967 administrateur de la SOFIRAD. En 1968, M. Brousse devient le plus jeune préfet de l'époque et est nommé en Lorraine. Préfet de la Dordogne en décembre 1971, puis de la Sarthe en avril 1975, il est nommé préfet de la région Auvergne et du département du Puy-de-Dôme en mai 1977. Il était trésorier-payeur général du Morbihan depuis le 7 avril 1982.]

RÉGION LORRAINE

M. CLAUDE BUISSIERE
M. Claude Buisserie, préfet hors cadre, est nommé commissaire de la République de la région Lorraine, en remplacement de M. Henry Gervay, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

[Né le 6 novembre 1929 à Clamecy (Nièvre), M. Claude Buisserie, licencié en droit, est successivement chef de cabinet des préfets de l'Orne (1952) et de l'Eure-et-Loir (1956) et sous-préfet au cabinet du préfet de police (1958) avant d'être nommé secrétaire général de la Haute-Saône en 1960. Sous-préfet de Lure (Haute-Saône) en 1962, puis de Toul (Meurthe-et-Moselle) la même année, il devient chargé de mission puis directeur adjoint du cabinet du préfet

de police en 1963. Sous-préfet de Reims de 1963 à 1972, il est nommé préfet délégué pour la police dans le Bouches-du-Rhône (1974), puis directeur du cabinet du préfet de police de Paris en 1976. Préfet de Val-d'Oise en 1978, il est nommé en cabinet de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, en tant que directeur adjoint au cabinet, en juillet 1981. Commissaire de la République de la région Haute-Pyrénées et du département de la Haute-Garonne en août 1984, il était placé hors cadre depuis le 11 juillet 1986.]

RÉGION PAYS DE LA LOIRE

M. JACQUES MONESTIER
M. Jacques Monestier, commissaire de la République de la région Poitou-Charentes, est nommé préfet de la région Pays de la Loire, en remplacement de M. Jean Chevance, qui était placé en service détaché pour exercer les fonctions de directeur général des services du conseil régional d'Île-de-France depuis le 24 septembre dernier.

[Né le 10 octobre 1927 à Castres (Tarn), M. Jacques Monestier est entré dans la carrière administrative en août 1950. En 1959, il est sous-préfet de Saint-Claude (Jura). Après avoir occupé divers postes dans la Vienne, il est nommé, en 1969, sous-préfet d'Argentan, puis il est en 1970 chargé de mission auprès de la direction générale de la sécurité publique. En 1973, après avoir été sous-préfet de Nogent-sur-Marne, il est nommé secrétaire général de la Seine-Maritime. Préfet de Ardennes en 1976, de Morbihan en 1979, il est nommé préfet de la région Poitou-Charentes et du département de la Vienne depuis le 27 juin 1984.]

DIRECTEUR DU CABINET DU MINISTRE DE LA DÉFENSE

M. HUBERT BLANC
M. Hubert Blanc, commissaire de la République de la région Bourgogne, est nommé directeur du cabinet de M. André Girard, ministre de la défense, en remplacement de M. Jean Claudel.

[Né le 5 octobre 1935 à Saint-Julien-Molay-Moëlle (Loire), M. Blanc a été en poste dans trois préfectorats, puis, en 1968, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'État à l'Information (M. Le Theule). En 1969, il devient chef de cabinet de M. Frey, ministre d'État chargé des relations avec le Parlement, puis conseiller technique, toujours au cabinet de M. Frey, devenu ministre d'État chargé des réformes administratives. En 1972, il devient chargé de mission auprès du commissaire au tourisme et en 1973 directeur du cabinet de M. Aimé Paquet, secrétaire d'État auprès du ministre de l'aménagement du territoire, conseiller technique au cabinet de M. Ginchard, ministre d'État, ministre de l'aménagement du territoire, en 1974. Il devient, en mai de la même année, directeur du cabinet de M. Anquetin, ministre du commerce et du tourisme. Chef de service d'information et de diffusion (service de premier ministre) en 1976, M. Blanc a été nommé préfet des Hautes-Alpes en 1978. Préfet des Vosges en 1980, puis chargé de mission auprès de M. Fernand Wibaux, haut-commissaire du Nord et de la région Bourgogne et du département de la Côte-d'Or depuis le 12 mars 1986.]

pour la première fois en français, une étude rigoureuse des « documents » sur lesquels se fonde la théorie du génocide arménien.

TRIANGLE

MANAGEMENT INFORMATIQUE APPLIQUE AU TOURISME ET À L'HOTELLERIE

L'Institut Supérieur de Tourisme et Nixdorf-Computer s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantation informatique, dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

formation en 1 année au
DIPLOME DE MANAGEMENT INFORMATIQUE
OPTION : TOURISME ET HOTELLERIE
2^e CYCLE D'ETUDES SUPERIEURES DE L'I.S.T.
ADMISSION
niveau BTS, DUT, DEUG ou LICENCE.
Financement à 100 % du montant des études.

**NIXDORF
COMPUTER**

IST
Institut Supérieur
de Tourisme

UN PARTENARIAT POUR VOTRE AVENIR

IST DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE
DEPARTEMENT INFORMATIQUE
71 Fg St-Honoré 75008 Paris
(1) 42 66 66 82

• Clôture des inscriptions fin novembre 86 • Retrait début décembre 86

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____ LOCALITE : _____
CODE POSTAL : _____
NIVEAU D'ETUDES : _____ TEL : _____

مكتبة النور

Justice

L'affaire du Carrefour du développement

« J'ai agi pour la France »

M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, risque de se trouver de nouveau sur la sellette dans l'affaire du Carrefour du développement. L'un des inculpés, M. Philippe Leroy, a, en effet, réaffirmé, mercredi 15 octobre, au juge d'instruction qu'il avait remis 500 000 francs en mains propres à M. Nucci, et il a annoncé qu'il disposait de l'enregistrement d'une conversation téléphonique avec l'ancien ministre. Or celui-ci déclarait le semaine dernière ne pas connaître M. Leroy.

Gérant d'une société de transit, la SOCOIRA, M. Leroy constituait le dernier rouage d'un mécanisme qui, de 1984 à début 1986, a permis au chef de cabinet du ministre, M. Yves Chelier — toujours en fuite — de récolter plusieurs millions de francs en espèces. M. Leroy se faisait régler de fausses factures par l'association Carrefour du développement, puis en restituait le montant, en liquide, mais diminué de sa commission, à M. Chelier dans les locaux même du ministère. La coopération, lui avait-on expliqué, avait besoin d'argent pour financer les opérations de services spéciaux à l'occasion du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984.

Mais fin 1985, c'est « pour la campagne électorale dans l'étranger » que M. Chelier — après avoir lui-même largement profité du système — avait demandé des liquidités au gérant de la SOCOIRA, selon les dires de ce dernier. M. Leroy affirme avoir alors remis, suivant le même mécanisme, de fausses factures, 200 000 francs au chef de cabinet, en décembre; puis 500 000 francs directement au ministre, dans son bureau, en janvier. « J'ai balancé les cinquante plaques sur la table, il a compté les billets », a-t-il déclaré au juge la semaine dernière (le Monde daté 12-13 octobre). Si M. Leroy ne se souvient pas, M. Nucci ne se souvient pas, en revanche, de la date exacte de la transaction supposée.

Dès que la teneur de la déposition de M. Leroy a filtré hors du cabinet du juge, M. Jean-Pierre Michau, l'ancien ministre de la coopération a demandé avoir reçu une telle somme en liquide. « Je ne connais pas M. Leroy », a fait savoir M. Nucci. Tout au plus, selon lui, a-t-il croisé le gérant de la SOCOIRA « dans un couloir » du ministère.

Lors de sa deuxième audition, le 15 octobre, M. Leroy a cependant récidivé. Il a affirmé avoir eu avec l'ancien ministre une conversation téléphonique après le début de l'affaire. La bande magnétique correspondante devait être déposée, ce jeudi 16 octobre, chez le juge d'instruction, par l'avocat de M. Leroy, Me Guérin. Celui-ci devait également transmettre au magistrat l'enregistrement de plusieurs conversations téléphoniques de M. Leroy avec « l'attaché parlementaire d'un député socialiste servant de contact » entre le gérant de la SOCOIRA et l'ancien ministre. Me Guérin n'a pas souhaité révéler, dans l'immédiat, le contenu de ces enregistrements, tous réalisés entre la fin du mois de juin et le 14 juillet 1986.

Deux fonctionnaires disciplinés

Inculpé d'abus de confiance, de faux en écritures de commerce et usage, et déchu depuis un mois, M. Leroy paraît, en fait, avoir cessé « d'ouvrir le parapluie » au début de l'affaire avant de décider de faire des « révélations » au juge une fois en détention. Gérant d'une petite SARL, qui aurait sans doute déposé son bilan si elle avait cessé d'alimenter le « circuit Cheliers », M. Leroy accuse l'ancien ministre pour sa défense.

Parmi les personnes inculpées pour avoir participé au même mécanisme de faux, le cours de l'affaire puisque c'est ce mécanisme qui a permis les détournements, — M. Leroy semble en

tout cas être le seul à mettre directement en cause M. Nucci, qui affirme avoir tout ignoré de la manière dont l'argent était collecté en espèces. Le lieutenant-colonel Victor Tito et le commandant à la retraite René Trillaud, ordonnateurs délégués du ministère, inculpés de faux en écritures, se gardent apparemment de toute accusation. En fonctionnaires disciplinés, tous deux, en fin de compte, n'ont fait que leur devoir. La brigade financière, qui a épluché leurs comptes personnels, n'a d'ailleurs pas pu trouver un centime d'argent public détourné.

Instigateur du système de sociétés-taxis et de fausses factures — puisqu'il fallait, devait-il expliquer, trouver de l'argent pour le sommet de Bujumbura, — le lieutenant-colonel Tito juge en substance avoir « agi pour la France ». Second de la mission militaire de coopération avant d'être nommé, le 1^{er} août 1984, chef de la mission militaire au Burundi, M. Tito établissait certains bons de commande qu'il transmettait à M. Chelier. Il a perçu à plusieurs reprises des fonds pour des « opérations ponctuelles » relevant toujours, assurait-il, de « l'intérêt de l'Etat ». Également inculpé de recel d'abus de confiance, il a été placé aux arrêts de rigueur.

Responsable de la section socialiste du ministère, accusé d'avoir initié la signature de la présidente du Carrefour du développement sur les devis de l'association, M. Trillaud estime, lui, avoir agi « pour le bien du service ».

En fin de compte, si M. Chelier n'avait pas « dérapé », il n'aurait pas profité de ce système pour se montrer aussi généreux avec son entourage familial, mais n'aurait sans doute su que la France avait eu besoin de monter un réseau de sociétés-taxis pour financer ses opérations parallèles au Burundi ou ailleurs en Afrique.

CORINE LESNES.

Au tribunal de Paris

Le directeur du « Nouvel Observateur » et M^e Terquem condamnés pour diffamation envers M. Pasqua

Prévenus de diffamation publique envers M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, M. Claude Fardel, directeur du Nouvel Observateur, et M^e Francis Terquem, avocat au barreau de Paris, ont été condamnés respectivement, mercredi 15 octobre, à 12 000 francs et 3 000 francs d'amende par la dix-septième chambre du tribunal de Paris, présidée par M^e Jacqueline Clavier.

Ces sanctions pénales sont la conclusion d'un long jugement qui ne tient pour défectueux qu'un seul paragraphe de l'article publié le 8 août par l'hebdomadaire parisien sous le titre « L'accuse Pasqua », alors que la chaire dédoublée par le parquet en visait la totalité. Le représentant du ministère public avait d'ailleurs conclu à la condamnation en prenant en compte l'ensemble de l'article (le Monde du 19 septembre). Pour le tribunal, en effet, la plus grande partie des accusations portées par l'article ont été présentées comme un texte de M^e Terquem, ne tombant pas sous le coup de la loi, soit parce qu'elles n'attribuent pas à M. Pasqua « un acte malhonnête ou déloyal », soit parce qu'elles expriment « l'opinion d'une opinion exprimée sous une forme déplaisante mais qui ne peut être pénalisée ».

L'affaire avait pour origine le contexte bien connu de la mort de William Norman, tué à Fontenay-sous-Bois dans la nuit du

31 juillet au 1^{er} août par un policier aujourd'hui inculpé. Avocat de la famille, M^e Terquem avait été choqué par la diffusion d'informations présumées fausses sur le jeune homme comme un voleur. Interrogé par le Nouvel Observateur, il avait alors exprimé les sentiments que lui inspirait ce procès et s'en était pris à M. Pasqua. De l'ensemble de ces propos, un journaliste devait tirer un article présentant comme ayant été rédigé par M^e Terquem lui-même, celui-ci ayant ignoré le contenu exact et dont chaque paragraphe commençait par un « J'accuse Pasqua de... ». Accusations multiples mettant en cause le ministre de l'Intérieur sur de nombreux chapitres : la bavure de Fontenay-sous-Bois, bien sûr, mais aussi celle de la rue de Mogador antérieure de quelques semaines, les assurances données aux policiers, leur faisant croire à l'impunité, l'incapacité du ministre à réprimer le grand banditisme comme le terrorisme, etc.

Un paragraphe de trop

C'est entre tous ces paragraphes que le tribunal a fait son tri pour ne retenir, en définitive, que le premier et prononcer la relaxe pour tous les autres.

Pourquoi le premier ? Parce que c'était celui qui proclamait que

M. Pasqua avait « par des fuites et des contre-vérités, tenté de discréditer le jeune William Norman ». Cette phrase-là, pour le jugement, ne met pas en cause le système policier, mais bien la personne même de M. Pasqua : « Celui-ci, apparaît, aux yeux du lecteur, comme un personnage politique peu fiable, transgressant les règles de la morale auxquelles il devrait être d'autant plus attaché qu'il assume de hautes fonctions. De même, ce qui constitue une atteinte à la considération, les agissements prêtés à ce membre du gouvernement étant précis, et le dépeignant comme quelqu'un qui ne craint pas d'altérer la vérité pour propager l'idée que l'homme blessé mortellement par un policier est un voleur recherché depuis de nombreux mois. »

La différence entre les peines prononcées (12 000 F d'amende contre M. Fardel, 3 000 F contre M^e Terquem) tient au fait que l'avocat ne fut pas l'auteur de l'article publié et qui lui fut pourtant attribué. Il ignora probablement, estime le tribunal, le tour agressif qui devait être donné à ses pensées.

Quant à M. Pasqua, il obtint le franc symbolique de dommages-intérêts qu'il demandait, sa constitution de partie civile qu'il conteste, la défense ayant été déclarée recevable.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

M. Chalandon remanie son cabinet

Des changements sont attendus au cabinet de M. Alain Chalandon, garde des sceaux (sa dernière édition). M. Jean-François Burgelin, directeur de cabinet, doit bientôt céder la place pour être promu, probablement, à la Cour de cassation. Son départ pourrait entraîner celui de deux autres membres du cabinet qui lui sont proches, M^m Philippe Léger, directeur adjoint, et Jean-Marie Cordes, conseiller technique chargé des services judiciaires.

Changement aussi au service de presse, où M^{me} Chantal Simond a remplacé M^{me} Florence Mahaux. M^{me} Simond, qui travailla auprès de M. Chalandon à l'époque où celui-ci était ministre de l'équipement et du logement, vient du cabinet de M. Michel Girard, président du conseil général d'Ile-de-France. Parallèlement est créé un service de communication confié à M. Jean-Claude Antonetti, magistrat, qui fut un collaborateur proche de M. Christian Dabene, à l'époque où celui-ci était le directeur de l'Administration pénitentiaire de M. Alain Peyrefitte. M. Antonetti est notamment assisté de M^{me} Mahaux.

Pour remplacer M. Burgelin à la tête du cabinet, le garde des sceaux

pourrait faire appel à M. Paul-André Sadon, actuellement conseiller du ministre.

Homme d'expérience et proche collaborateur de plusieurs gardes des sceaux avant 1981, M. Sadon a su faire oublier depuis cette date les philippiques dont il était coutumier comme procureur général de Paris, philippiques qui avaient provoqué sa disgrâce après la victoire de la gauche.

Nommé garde des sceaux à la surprise générale et à la sienne, M. Chalandon éprouve aujourd'hui le besoin, après une période d'apprentissage, de structurer son cabinet en fonction de l'expérience de ces sept derniers mois.

B. L. G.

Aux assises du Nord

Acquittement d'une mère ayant mis fin à sa fille malade

La cour d'assises du Nord a acquitté, mercredi 15 octobre, à Douai, M^{me} Jeannine Muller, quarante-cinq ans, qui, par désespoir, avait tué sa fille Laurence, onze ans, atteinte d'une maladie congénitale de la peau. Le drame s'était produit le 3 janvier 1983 à Escandouvres, près de Cambrai : M^{me} Muller avait tenté, en vain, de se donner la mort en retournant contre elle le fusil de chasse dont elle s'était servie pour mettre fin aux souffrances de sa fille.

Laurence souffrait d'une dermatose congénitale bulleuse, une maladie de peau héréditaire de sa mère et qui ne lui laissait qu'une « espérance de vie des plus limitées », selon les médecins. Déjà, la fille aînée de M^{me} Muller, Annie, avait été emportée, à l'âge de sept ans, par cette même maladie en 1969.



MA VIE C'EST AUSSI SA VIE

Nous, Médecins du Monde, luttons et témoignons, jour après jour, aux quatre coins du monde pour que la vie de chaque être humain soit partout respectée. Et nous continuerons de le faire. Parce que nous, en France, nous vivons en démocratie.

Notre démocratie est aujourd'hui attaquée. Le malheur est tout près de nous, dans nos rues. Nous devons réagir. Au nom des Droits de l'homme et de la Solidarité, notre devoir est d'aider immédiatement les victimes du terrorisme.

Dr Bernard KOUCHNER

AUX CÔTÉS DE SOS ATTENTATS*, MÉDECINS DU MONDE VERSE 1% DE SON BUDGET AU FONDS DE SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DU TERRORISME EN FRANCE, GÉRÉ PAR LA FONDATION DE FRANCE**, ET DEMANDE A TOUS LES ORGANISMES A BUT HUMANITAIRE, AUX ENTREPRISES ET AUX FRANÇAIS DE CONTRIBUER A CET EFFORT.

MÉDECINS DU MONDE
67, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE - 75011 PARIS

* SOS ATTENTATS, BOÎTE POSTALE 100 - 75060 PARIS CEDEX 2
** FONDATION DE FRANCE, 40, AVENUE HOCHÉ - 75008 PARIS

Société

L'enquête sur les attentats

M. Pandraud :
la famille Abdallah est « un groupement de tueurs »

La famille Abdallah est « un groupement de tueurs », selon M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Interrogé sur Europe 1, mercredi 15 octobre, M. Pandraud n'a pas démenti les informations selon lesquelles la mission de deux policiers et du juge Alain Mazaud à Chypre, début octobre, avait permis d'établir les voyages fréquents, en mai, juin et juillet derniers des quatre frères Abdallah (Joseph, Emile, Maurice et Robert), en France, via Larnaca. Contrairement à leurs dénégations, les frères Abdallah se seraient ainsi rendus à Paris récemment et, à plusieurs reprises, en ordre dispersé et selon des parcours divers (transit en Grèce ou en Autriche).

Cette mission à Chypre, estime M. Pandraud, « a été très heureuse et permet de démentir certaines allégations de cette famille, de cette tribu qui est, en définitive, un groupement de tueurs ». « Nous savons que la mouvance Abdallah avait mené et était rendue en France, a-t-il ajouté. En attendant que l'on donne des preuves de la responsabilité d'un Etat, nous n'accusons pas à la légère d'un problème aussi grave ».

A propos des missions de membres de la DST en Syrie, M. Pandraud a précisé : « Le message de fermeté (...), nous le faisons passer partout, et ce ne sont pas les fonctionnaires de la DST qui vont donner un ultimatum à la Syrie. Aucun ultimatum n'a été lancé ; il y a des échanges avec la Syrie, comme il y en a avec beaucoup d'autres Etats ».

Interrogé sur le rôle de M. Ahmed Ben Bella, l'ancien président de la République algérienne, aujourd'hui rattaché à l'intégrisme islamique et réfugié en Suisse, M. Pandraud a répondu : « Il n'a jamais abandonné ses tendances terroristes. Il a commandé par le terrorisme, il reste terroriste ». « Je crois, a-t-il ajouté, qu'il y a des réseaux armés en Europe occidentale, qui sont des réseaux algériens et préparés depuis l'Europe des mouvements contre l'Algérie. Nous ne voulons pas que la France serve de sanctuaire pour mener des opérations armées contre des pays amis ».

La réponse de M. Ahmed Ben Bella

De son côté, M. Ahmed Ben Bella a indiqué à Franco-Inter qu'il ne condamnait ni n'approuvait la récente vague d'attentats commis en France. A propos des accusations portées contre lui par le ministre français de l'Intérieur, M. Ahmed Ben Bella a ajouté : « Je ne totale pas cela et je demande à M. Pandraud d'apporter ses preuves. Je le mets au défi d'en apporter ». L'ancien président algérien a déclaré en conclusion qu'il « n'est pas de la France, vingt-cinq ans après l'indépendance de l'Algérie, traite la lutte qu'ont menée les Algériens de lutte terroriste ».

• Expulsion d'un Basque espagnol. — Augustin Azcarate Ibarondo, trente-quatre ans, Basque espagnol, a été expulsé, mercredi 15 octobre, et ramené aux autorités espagnoles selon la procédure d'urgence abusive. Originaire de Saint-Sébastien, il était établi depuis octobre 1977 en France où le statut de réfugié politique lui avait été refusé. Selon la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, Augustin Azcarate est un « militant actif d'un groupe armé ».

• RECTIFICATIF : Dans nos éditions datées du 5 octobre, nous indiquions que le professeur Bernard Sarron avait été nommé au poste de délégué général du Comité français d'éducation pour la santé. Le docteur Bernard Sarron nous demande de rectifier que ses fonctions sont celles de « docteur en médecine » et non de professeur.

LES PRIX NOBEL

- Physique : les inventeurs de la microscopie moderne
- Chimie : les mécanismes élémentaires des réactions

Le prix Nobel de physique 1986 a été attribué, mercredi 15 octobre, à l'un des pères du premier microscope électronique, l'Allemand Ernst Ruska, ainsi qu'à l'Allemand Gerd Binnig et au Suisse Heinrich Rohrer. Ces derniers, chercheurs au laboratoire de recherche européen d'IBM à Zurich (Suisse), ont mis au point un

microscope révolutionnaire permettant de voir les atomes un par un.

Celui de chimie est allé à l'Américain d'origine taïwanaise, Yuan Tseh Lee, à l'Américain Dudley Robert Herschbach et au Canadien John Charles Polanyi pour leurs travaux fondamentaux sur les mécanismes élémentaires des réactions chimiques.

Des atomes au bout du tunnel

En attribuant le prix Nobel de physique 1986 à Ernst Ruska, Gerd Binnig et Heinrich Rohrer, les membres du comité Nobel ont choisi de couronner des recherches dans le domaine de l'infiniment petit. Ils ont distingué le premier pour avoir construit en 1931 avec Knoll le premier microscope électronique, et les deux autres pour avoir conçu un microscope révolutionnaire — à effet tunnel. Contrairement à la plupart des appareils existants, ce microscope ne fait appel à aucune source de lumière, aucun faisceau d'électrons, aucun système de lentilles, mais offre des performances supérieures tout en occupant un volume quatre fois plus important que celui d'un poing (1). Les progrès accomplis dans cette discipline en un peu plus de deux siècles ont permis de passer de l'observation de bactéries et d'agents pathogènes réussie à la fin du dix-septième siècle par Antony Van Leeuwenhoek à la mise en évidence d'atomes isolés.

Ce domaine est celui de la physique atomique, où les distances se comptent en angstroms (dix millièmes de millimètre) et en fractions d'angstrom. Un domaine que les microscopes électroniques permettent déjà d'atteindre. Avec ces machines, analogues dans leur principe aux microscopes optiques, mais dans lesquelles les ondes lumineuses sont remplacées par des faisceaux d'électrons, il est en effet possible de distinguer couramment des détails de deux angstroms seulement. Et parfois moins, comme le permet le tout nouveau microscope électronique de centre d'études nucléaires de Grenoble dont M. Alain Bourret, responsable du groupe structuré au CENG, estime qu'il « peut descendre » jusqu'à 1,4 angstrom seulement dans certaines conditions.

Pour M. Frank Salvan, professeur de physique à la faculté des sciences de Luminy et chercheur au laboratoire de physique des états condensés, l'appareil de Binnig et Rohrer constitue « un progrès énorme, un outil fabuleux pour le physicien, car il a, dans une direction perpendiculaire à la surface des échantillons analysés, une résolution de moins d'un angstrom et d'un vingtième d'angstrom seulement dans une direction qui lui est perpendiculaire ». C'est dire qu'il devient possible de voir des détails à l'échelle atomique.

Mais, sans le fameux effet tunnel, phénomène de la mécanique quantique décrit dès la fin des années 20, les deux chercheurs du laboratoire de Zurich n'auraient jamais abouti. Ce phénomène complexe postule

que, dans un échantillon de matière, les électrons des noyaux atomiques appartenant à la surface de l'échantillon ont une certaine probabilité de se trouver en dehors de cet échantillon. Supposons alors, explique M. Frank Salvan (2), que, dans le vide, « on approche deux surfaces métalliques l'une de l'autre, à une distance d'environ un angstrom. Pour la physique classique, le vide est vide, les électrons sont dans leurs métaux respectifs et sous l'effet d'une différence de potentiel (tension électrique) appliquée entre les deux métaux, ils ne passent pas de l'un à l'autre s'il n'y a pas contact. Pour la physique quantique, en revanche, les électrons ont une certaine probabilité de se trouver dans l'interstice et donc de passer — par effet tunnel — d'un métal à l'autre ».

Ainsi, devient-il possible de tirer de l'information de cette situation. C'est ce que les deux chercheurs de Zurich ont fait. D'autres avant eux avaient tenté de le faire dans les années 70, mais s'étaient heurtés à des problèmes de vibrations mécaniques que Gerd Binnig et Heinrich Rohrer ont su résoudre offrant ainsi à la communauté scientifique un moyen d'observation de l'infiniment petit sans égal et dont se sont déjà dotés un petit nombre de laboratoires français comme celui de la physique des états condensés d'Albi-Marseille.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le dernier en date de ces microscopes construits pour les études sur les très basses températures tiendrait dans un cylindre de 2 cm sur 5 cm.
(2) La Recherche, n° 181, octobre 1986.

Quand une molécule rencontre une autre molécule

Les jurys de Stockholm ont décidé, cette année, de couronner des chercheurs qui étudient la matière au plus près, « plongeant » jusqu'à l'atome ou la molécule, soit pour observer, soit pour analyser les interactions, rôle dévolu aux chimistes.

Dudley Herschbach, Américain de l'université Harvard, Yuan Lee, d'origine taïwanaise, qui travaille à l'université de Californie (Berkeley), et John Polanyi, Canadien, de l'université de Toronto, ont tenu d'élucider les mécanismes des plus simples des réactions chimiques. Ils ont cherché à « voir très précisément comment les choses se passent » lorsqu'une molécule rencontre une autre molécule (ou un atome), comme l'explique Jean-Michel Mestdag, du service de physique des atomes et des surfaces du Centre d'études nucléaires de Saclay.

Eh oui, fallait-il être capable d'isoler les molécules ou les atomes

étudiés pour les soustraire à toute influence de l'environnement externe. Ce fut là l'une des principales contributions de Y. Lee. Reprenant des idées émises par D. Herschbach, avec lequel il a travaillé quelques années, Y. Lee a en effet développé la technique dite « des jets croisés ». Elle consiste à envoyer l'un contre l'autre deux faisceaux de molécules A et B tout en faisant en sorte que, au moment du choc, ait lieu une collision unique entre une molécule A et une molécule B. L'affaire n'est pas simple. Il a d'ailleurs fallu, pour cela, construire d'imposantes machines équipées de puissantes pompes.

Ce point étant acquis, il reste à analyser le résultat du choc, ce qui nécessite, là encore, une instrumentation spectroscopique et adaptée au phénomène. Les trois lauréats se sont livrés à cet exercice. Ils ont notamment observé et mesuré dans quelles directions, avec quelles vitesses et quelles énergies, appa-

raissent les produits de la réaction, avec, pour objectif ultime, la détermination des facteurs qui rendent cette dernière possible. John Polanyi a aussi entrepris, il y a peu, d'analyser les phénomènes qui interviennent pendant le milliardième de milliardième de seconde (picoseconde), voire moins, que dure la collision. Ces travaux, dont l'initiateur est Michael Polanyi, le père de John, et dont les premiers résultats remontent à une vingtaine d'années, relèvent de la chimie la plus fondamentale. Pour J.-M. Mestdag, ils ont notamment permis de « jeter un pont entre les concepts des physiciens et ceux des chimistes », les premiers ayant traditionnellement une vision élémentaire des processus chimiques, les seconds une vision plus globale. De cette manière, ces recherches ont joué un rôle moteur dans « l'apparition d'une nouvelle branche de recherche », qui a été depuis largement développée, en particulier en France.

ELISABETH GORDON.

Feu vert de l'Egypte

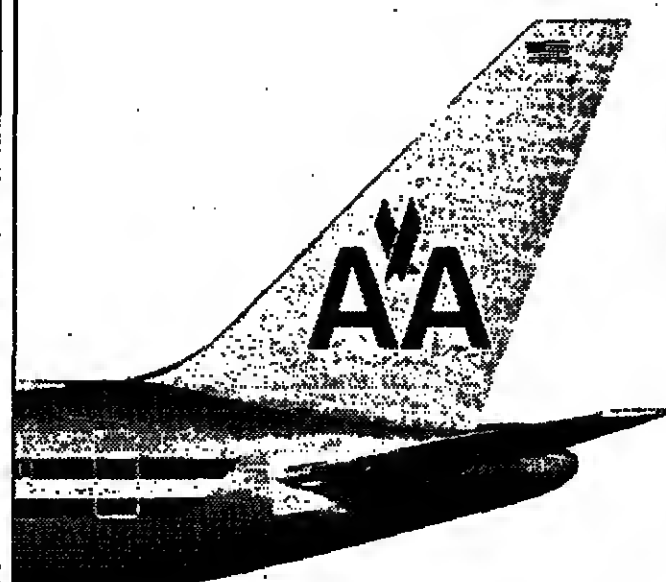
Les fouilles de Kheops pouront continuer

Un comité de quarante-cinq spécialistes égyptiens vient de donner son feu vert pour que les recherches sur les cavités inconnues de la pyramide de Kheops, qualifiées il y a peu de « grotesques » par un membre de la communauté égyptologique française, soient poursuivies. Ces nouvelles fouilles devraient permettre de confirmer les résultats enregistrés lors de la dernière campagne (Le Monde daté 7-8 septembre).

A cette époque, des spécialistes de la microgravimétrie, Jean-Claude Edling et Yves Lemoine, avaient, en se fondant sur les hypothèses de deux architectes d'Arras, conclu à l'existence d'une cavité « de taille significative », masquée par le mur onctueux du couloir conduisant à la chambre de la reine. Le matériel de forage utilisé s'était montré insuffisant, mais avait permis de révéler, au-delà de la paroi, la présence de blocs organisés et d'un sable rare, non utilisé habituellement pour le gros appareil des pyramides.

Les Egyptiens sont donc prêts à aller de l'avant. Les Français doivent à présent s'organiser pour proposer aux Egyptiens un plan de fouilles cohérent s'appuyant sur les moyens techniques les plus avancés, de manière à forer cette fois à coup sûr et sans risque pour ce qui pourrait être — n'est-ce pas trop rêver ? — contenu dans ce magasin.

J.-F. A.



Doyle Dane Barnbach

American Airlines. The American Airline.*

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : 47.23.00.35.

* La compagnie typiquement américaine.

Les Éditions Paule Marrot

Ouverture de leur première boutique

16, rue de l'Arcade - 75008 Paris. Tél. : 42-65-76-02

DU LUNDI AU VENDREDI 10 H à 18 H 30

Nappes, sets, quills, draps, trousses, parapluies, tables roulantes, etc.

Culture

MUSIQUE

Une œuvre de Betsy Jolas sauvée par le Festival d'Angers

La Belle au bois dormant

Création à Angers
de Motet II, de Betsy Jolas.
Cette commande de l'Etat,
depuis vingt ans, dormait.

Le festival Musiques du vingtième siècle, qui vient de s'achever à Angers, n'était déplacé cette année de juin à octobre. Ainsi cette manifestation soutenue par le ministère et la municipalité, dirigée par un membre de l'itinéraire, Roger Tessier, peut-elle apparaître désormais comme la petite cousine occidentale de Musica. Né la même année que le Festival strasbourgeois (1983), celui d'Angers n'est pas davantage parachuté. C'est dans la ville de Jean Monnier, maire socialiste pour qui « programmation de qualité » rime avec « public diversifié », que s'est implantée la Galerie sonore, ce parc d'attractions et d'animation composé d'instruments extra-crochés, dont Maurice Fleuret, déjà, avait eu l'idée. Mais si Strasbourg ratisse large, avec sa politique de grandes reprises, ses détours vers le cinéma, le cabaret, Angers décroche au bulldozer.

Cette année, par exemple, la boucle était bouclée en une seule soirée, depuis le chant grégorien (Ensemble Venance Fortunat) jusqu'à la parodie de variétés américaines (Quatuor « new wave a cappella » The Bobs), en passant par une très intéressante formation d'improvisateurs grenoblois et son curieux « folklore vocal urbain » (Les jeux de la tribu), dont il faudra reparler.

Mais le programme comprend aussi, pendant une grande semaine, des master-classes, des répétitions publiques, des rencontres avec les compositeurs, des harmonies, des fanfares, des concerts-promenades. Et, bien sûr, la balade! Randonnée gastronomico-touristico-culturelle, elle est devenue la tarte à la crème des festivals d'après 1981. Musica descend le Rhin. Musiques du vingtième siècle remonte la Loire (c'était l'an dernier). Ou bien (ver-

sion 1986) on monte très tôt dans un car, on se réchauffe comme on peut avant d'écouter un quatuor de clarinettes dans une abbaye, puis on se retrouve devant un merlu bourre blanc et face à un homme-orchestre qui a beaucoup travaillé sur les écrans de télévision, et auprès duquel Chantal Goya est un goéier. Celui-ci vous fait chanter en chœur « Il fait bon, il fait ploc, il fait tocatacaca-boun... » Vision grandiose que ces compositeurs, que cet adjoint à la culture, que ces mélomanes, que ces journalistes, enfumés dans une arrière-salle d'auberge par les regards du forcené. Personne n'a trop demandé s'il passait là par hasard.

Une « mélodie de timbres »

Musique de jour, de Betsy Jolas, jouée dans l'abbatiale de Cunault par un très jeune organiste, Pierre Boumard, allait dissiper toutes ces brumes : le goût des belles couleurs,

des belles matières, s'y affirme dans une « mélodie de timbres » usant de toutes les possibilités orchestrales de l'instrument à pédalier (l'œuvre, dédiée à Bernard Focroule, est peut-être destinée à un instrument plus puissant et plus ample que celui de Cunault). Mais on y entend surtout l'écho des grandes méditations pour orgue de Bach, avec un trajet similaire, passant par une amplification progressive des ornements et une dévotion perpétuelle de la pensée.

Le Groupe vocal de France, l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, l'ensemble vocal régional du Cimetière, la chorale Petit ensemble de grande banlieue, le hautboïste Guy Ramaud, dirigés par Claude Bardou, se retrouvent en effet au coude à coude pour une ultime création. Motet II, que le ministère avait commandé à Betsy Jolas en 1965, et qui n'avait jamais été joué, est une œuvre si surprenante, si belle, que tout le monde devait se séparer ému et ragailardi.

« J'étais pour enfoncer mon or, pour fermer tes yeux », dit le poème

de Jacques Dupin, dont la remplaçante d'Olivier Messiaen à la classe d'analyse du Conservatoire s'est inspirée, qu'elle a illustré, dans ce motet. Sombre, doré est en effet le timbre du hautbois baryton qui joue dans cette pièce le rôle de l'alto dans *Harold en Italie*, de Berlioz. Et singulièrement grave la couleur d'ensemble de la formation instrumentale (alti, contrebasses, trombones, bassons, cors anglais, mais aussi deux hautbois et trois trompettes, pour faire pendant aux soprano des chœurs). L'étrangeté de cette pièce vient de ce son de contralto généralisé dont la texture est absolument magnifique. Mais aussi des états successifs de cette texture, tendus à se déchirer dans l'épisode central (« Lutte avec les arômes, les vents, le torrent », dit alors le poème), mais dont le fil, comme dans les grandes rhapsodies romantiques, ne se perd jamais.

Motet II devait être redonné le lendemain à Nantes. Et après?

ANNE REY.



Betsy Jolas
avec
le chef
Claude Bardou.

Xenakis, Chopin et Scriabine à l'Orchestre de Paris

De la génétique à l'extase

Xenakis ne fait plus hurler les abonnés des concerts classiques. Pollini les fait toujours trépaner, même lorsque l'enthousiasme n'est pas de mise.

Après deux concerts superbes (Wagner et Chostakovitch), l'Orchestre de Paris nous offre un programme détonnant : Xenakis, Chopin, Scriabine, itinéraire plutôt abrupt, d'autant que la filiation Chopin-Scriabine, évidente pour les œuvres de piano, est totalement absente dans le *Poème de l'extase*. La présence de Xenakis s'explique par une association avec le Festival d'automne qui lui consacre un cycle de concerts sur plusieurs années depuis 1984. *Eridanos* est une œuvre pour huit cuivres et cordes, rarement jouée, que Daniel Barenboim a dirigée avec sa vigueur coutumière. Nous n'avons pas retrouvé cependant la belle impression, à la fois dynamique et lyrique, éprouvée lors de la création au Festival de La Rochelle 1979 sous la conduite de Michel Tabachnik. La partition semblait curieusement désintégrée. Est-ce d'avoir lu le programme surprenant donné par le compositeur : « L'idée centrale est la construction d'organismes à l'image des chaînes nucléiques de la génétique. Ici, c'est

un fragment de l'acide désoxyribonucléique (ADN), formé d'un sucre et d'acide phosphorique, etc. » ? Nous préférons nous en tenir au titre, qui emprunte le nom d'une rivière « asiatique d'Athènes, aujourd'hui disparue, et d'une constellation de l'hémisphère sud ».

Une satisfaction tout de même : Xenakis n'est plus l'objet d'un chahut systématique, comme c'était jusqu'alors le cas de la part des abonnés classiques. Ceux-ci ont eu leur part de gâteau avec le *Concerto en fa mineur* de Chopin, joué par Maurizio Pollini, qu'ils ont fébrilement applaudi. Nous ne le leur disputons pas, car le grand pianiste a paru étrangement absent : toucher durci, phrasé « objectif » dépourvu de vibration personnelle, d'accent et de charme, malgré l'ardeur de Barenboim tentant de l'entraîner plus avant, avec d'ailleurs quelque brusquerie et schématisation, et un orchestre mal remis de Xenakis.

Mais le chef et ses musiciens allaient se retrouver dans une interprétation flamboyante du *Poème de l'extase*, dont les impétueuses passionnées, les piétinements furieux, les grands mouvements d'une énergie irrésistible, emportés par l'immense désir mystagogique de Scriabine, conviennent admirablement au tempérament de Barenboim.

JACQUES LONCHAMPT.

* Programme repris ce jeudi 16 octobre et avec le *Sacré du printemps* à la place du *Poème de l'extase*, le 17, salle Foyat.

18 h 30
chanson jazz rock
mercredi 15 vendredi 17
samedi 18
MAURANE
mardi 21 mercredi 22
jeudi 23
STEPHAN EICHER
PRIX UNIQUE 48 F
LOC. 2, PLACE DU CHATELET
42 74 22 77

OPÉRA
DE PARIS
OPÉRA-COMIQUE
16 et 18 octobre à 20h
CONCERT
RICHARD STRAUSS
Orchestre National de l'Opéra
Direction musicale: Lothar Zagrozek
Renseignements: 42.96.06.11

ROCK

Le festival Bon Esprit
à la maison de la culture de Bobigny
Hors des sentiers battus

Organisé par le tonitruant Alain Maneval, le festival Bon Esprit rassemble une brochette de musiciens dont aucun n'est à négliger.

Il y a de tout dans la programmation du festival Bon Esprit, qui se déroule du 16 au 18 octobre à la Maison de la culture de Bobigny. De tout mais pas d'importance. Qu'ils soient américains, anglais, français, suisses ou africains, qu'ils jouent rock, pop, reggae, afro ou techno, tous ces groupes vont bien ensemble : ni stars ni débutants, ils sont grosso modo de même niveau et reconnus, chacun dans son style, pour l'exigence de leur création.

Ainsi, groupe mythique de San Francisco avec son rock atomique, ses dingeries et ses expériences de vidéo-art, les mutants de Residents répondront à la poésie douloureuse de Zorich Stephan Eicher, qui sera bientôt au Théâtre de la Ville, toujours seul, armé d'un ordinateur et d'une guitare, et donnant de sa voix abrasive. On connaît aussi, au sein de ce festival, le groupe de Mick Jones (ex-Clash) ne pouvant jouer que les mauvais esprits de ce festival.

Bon Esprit, ce sera aussi une ambiance, des mélanges avec des invités qui feront des apparitions surprises et décalées. Connaissant les difficultés de ce genre d'entreprise, les choix d'Alain Maneval, animateur sur Europe 1, trouvent une belle cohérence. Bien sûr on peut lui reprocher ses incursions dans le monde de la télévision, sa photo de plein pied et son nom en tête d'affiche, plus gros que ceux des musiciens, c'est un peu fort de café! — mais ce sont là sans doute les défauts de ses qualités. L'oreille aux aguets, Maneval a bon goût et le courage de vouloir créer un événement qui sort des sentiers battus.

ALAIN WAIS.

* A la maison de la culture de Bobigny, à 19 h 30, le jeudi 16 octobre : Stephan Eicher, The Residents, Fashion Soddie, le vendredi 17 : Mick Jones, The Boys, Louis Bertignone et les Visiteurs, Elli Medeiros, Working Week, Cyclope, le samedi 18 : Les Bandits, Carmel, l'Affaire Louis Trio, Tippi Ives, Ray Loma.

CONNAISSANCE DU MONDE
SPLendeur et Crépuscule des MAHARAJAS
Film de Vito de Gidday
UN FILM EXCEPTIONNEL SUR LES MAHARAJAS, UNE NOUVELLE VISION DU MONDE, UN DOCUMENT INOUPVABLE.

La mort de Jacqueline Picasso

Jacqueline Picasso
a mis fin à ses jours
le 15 octobre, dans sa villa
Notre-Dame-de-Vie
à Mougins, près de Cannes,
où Picasso était mort
en 1973

Être la femme d'un génie ne devait pas être simple, comme le faisait remarquer Roland Penrose, l'ami biographe de Picasso. Jacqueline avait fait face, attentive, dévouée, protectrice : on lui a assez reproché de faire le vide autour d'eux dans les dernières années de la vie du vieux taurin, et notamment d'empêcher les enfants du peintre de voir leur père. Être la veuve de ce génie, veillant sur sa mémoire, vivre comme elle l'a fait entourée de ses œuvres — dans quel étrange face-à-face avec elle-même, portraiturée cent fois? — ne devait pas être simple non plus.

Jacqueline Picasso, de plus en plus dépressive depuis la mort de l'artiste en 1973, et le partage difficile de son immense héritage, finalement a été dans la mort dans la villa de Mougins, près de Cannes, le 15 octobre, en se tirant une balle dans la tête. Elle avait cinquante-neuf ans.

Jacqueline Roque avait rencontré Picasso à Vallauris en 1953. Elle avait été la grande inspiratrice de la période de Cannes, des *Femmes d'Alger*; elle avait alors contribué au grand retour du peintre à l'activité picturale, et jusqu'à la fin avait servi de modèle dans de nombreuses toiles, dont beaucoup lui étaient offertes par le peintre. Elle les gardait, comme elle gardait son important, comme elle gardait son important part d'héritage, qu'elle projetait en partie de donner à l'Etat pour en faire, au château de Vauvenargues, près d'Aix, autre séjour de Picasso, où il est enterré, un musée. (Le Monde du 13 juillet 1982).

Qu'iront les Picasso de Jacqueline? C'est maintenant la question que l'on se pose, sans savoir quelles dispositions testamentaires ont été prises. Catherine Hutin, la fille du premier mariage de Jacqueline Roque, héritière-t-elle? Dans ce cas, on peut imaginer un nouveau processus de dation en paiement des droits de succession, ou bien ce sera la dispersion en vente publique. Mais Jacqueline Picasso pourrait aussi avoir fait une donation importante aux musées espagnols. A ce propos, il faut rappeler qu'une grande rétrospective Picasso doit être inaugurée le 25 octobre, à Madrid.

G. B.

DANSE

Les Ballets Jazz de Montréal

A la recherche d'un nouveau look. Les Ballets Jazz de Montréal ont représenté, et le début de programme laisse sur une impression mitigée. Fondés en 1972 par Genevieve Salbeing, principale danseuse du Théâtre de Casablanca, les Ballets Jazz de Montréal ne croient pas à la platitude; ils manquent d'énergie, de vitesse. On est loin de Twyla Tharp.

Tout change après le premier entracte. La troupe, très entraînée, très jeune, échappe aux stéréotypes « jazz » et assume brillamment un répertoire renouvelé et varié.

Apparaissent est un ballet sophistiqué de Lynne Taylor Corbett — qui interprète le premier rôle féminin dans *Chorus Line*. Le style glorieux et les costumes à transformations conviennent bien à la musique du groupe Pat Metheny. *Libertango* — création — est une œuvre d'atmosphère de l'Argentin Mauricio Wainrot qui réserve un superbe pas de deux à Lise Bernier et Manuel Molina.

Avec *Rad Blood*, on retrouve l'atmosphère onirique chère à

Ulysses Dove, qui a travaillé dans les années 70 avec la Compagnie Cunningham. Envoyement, transfert d'énergie, affrontements physiques, durs, soumettent six danseurs à un régime à haute tension sur une musique de Laurie Anderson.

M. M.

* Théâtre de Paris, 20 h 30, jusqu'au 19 octobre.

MODE

Été 87 : le rendez-vous de l'Ouest américain

Pour présenter la mode de l'été prochain, il faut parcourir un véritable marathon : cent vingt-trois défilés en dix jours. Beaucoup de créateurs se sont donné rendez-vous sous le signe de l'Ouest américain.

Elle est partout, elle vous arrache et vous crève et, avec cent vingt-trois défilés en dix jours, la mode de l'été 1987 s'abat sur Paris en une pluie de robes cloquées, de tailleurs stricts et de barboteuses. Hélas! entre le choc du nouvel architecture, le choc « jolies madames », les basques et les fronces, le rétro new-look et le look tout court, la créativité « définitivement parisienne » a choisi l'éparpillement et le rendez-vous bien : soixante-seize défilés organisés par la Fédération française du prêt-à-porter féminin; quarante-sept par la Chambre syndicale du prêt-à-porter, des couturiers et des créateurs de mode; plus une centaine de présentations en show room.

CAS Le marathon se transforme en jeu de piste, composé d'étapes classiques (hôtel George-V, Mon-

rice), gourmandes (Odile Lançon chez Angelina), culturelles (Helmut Lang aux Editions du Regard, France ABK 6 au Club 13), incontrouvables (Christine Marchese et Nina Klep au Palais). Attention, il y a des pièges, et la lecture attentive du carton d'invitation est parfois recommandée : Jean Colonna a présenté aux Bains sa collection, à travers des clichés de Bettina Rheims, Hans Mori organise dimanche une projection au musée des Arts décoratifs; Chantal Thomass s'est repliée, elle, dans ses nouveaux appartements, une angélique boutique-paquetot, à bastingage et à hublots, échouée rue du Cherche-Midi, où elle présentait abondance de robes à coques et de pantalons cornues. Quelques rédactrices ont failli rater l'embarquement. Exsangues et suant sous leurs rainures noirs, elles sont à peine assises que la cavalcade recommence. Heureusement, la fatigue du voyage s'atténue parfois. Car s'il faut courir, on atterrit souvent au même endroit.

C'est dans l'Ouest américain que beaucoup de créateurs semblent s'être vraiment donné rendez-vous : cache-pousière de l'un, inspirés du *Train sifflera trois fois*, de Marlene Beck, salopettes shepherdesses de Nadine et Marie Villa. Styliste, lui aussi, du groupe Media Styl', Paul de Comarmond a poussé la porte du saloon avec des robes de taffetas, de soie, brodées de fers à cheval et d'étoiles de sheriff en chevron de velours. Mais la vraie tendance est, paraît-il, du côté du continent africain : shorts de brocade et salopettes aux couleurs de poteries.

LAURENCE BENAIM.

حکایت از اهل

Le Monde DES LIVRES

Henry Miller le frénétique

A travers ses lettres
et son essai sur D.H. Lawrence
les appétits d'un écrivain
et d'un amoureux inépuisable

HENRY MILLER, on le sait, écrivait comme il faisait l'amour : abondamment, sans regarder à la dépense et jusque dans son grand âge. En témoigne la parution de ses lettres à Brenda Venus, une comédienne relativement obscure qui fut l'objet du vœu de Pacific Palisades, un rôle de muse malve et pulpeuse à souhait, assez pour entretenir entre 1976 et 1980 (Miller meurt à quatre-vingt-neuf ans) la flamme de sa chandelle verte. Comme le précise Lawrence Durrell, son ami depuis quarante ans, Miller n'est plus à l'époque qu'un vieux monsieur borgne, cloué sur son fauteuil avec un appareillage de tuyaux peu propice aux galipettes. Qu'importe, son cerveau est celui d'un adolescent en rut devant des photos lascives de sa bien-aimée.

Il écrit près de mille cinq cents lettres à sa Brenda, dont quelques-unes suffisent à donner le ton : paillard, érudit, parfois gâté, le plus souvent gai et débrouillé, à sa manière de toujours.

De l'ensemble on peut sauver deux lettres au moins, l'une où il raconte comment il faillit être condamné par la justice française, pour la publication de *Sexus*, et se fit pipi dessus en plein tribunal, l'autre où on le voit rendre plusieurs visites à la dénouille mortelle de sa mère (il l'avait toujours haïe), dont le cadavre, à chacun de ses passages, lève une paupière en un réflexe posthume et réprobateur que le croque-mort efface machinalement d'une main apaisante.

Un Panthéon qui a des allures de brocante

Au détour d'une missive, il se plaint de « ne pas avoir reçu de Dieu le don de parler de sexe dans [ses] écrits comme D.H. Lawrence ». L'admiration qu'il aura vouée toute sa vie à l'auteur de *L'Amant de lady Chatterley*, on peut la mesurer à l'ouvrage qu'il lui consacre, com-



Miller vu par Braconni (1932).

mencé en 1932 à la demande de Jack Kahane, l'éditeur de *Tropique du Cancer*, soucieux d'atténuer l'image « pornographique » de Miller en l'intellectualisant au contact de Lawrence (autant demander à un pompier de se recycler chez les pyramides), et poursuivi sur des années, jusqu'à sa mort. Lawrence y apparaît comme un « crucifié sexuel » ou « chaplinesque » au début, avant d'être hissé sur l'étagère spirituelle où règnent Platon, Jésus et Bouddha dans le Panthéon millérien, qui a parfois des allures de brocante.

Au fil des pages, on cueille dans l'excitation des déclarations

définitives — « La femme est, l'homme simule » — « Il n'y a pas de véritable folie chez les artistes contemporains, seulement de la névrose » — qui peuvent laisser au moins rêver. D'autres sentences passent moins bien, concernant notamment Joyce et Proust, le premier accusé de n'être qu'un « esprit médiéval », un vieux gâteux sec et compliqué pour nécrophages universitaires, le second d'être un « petit juif poussif » inapte à aimer véritablement la vie.

MICHEL BRAUDEAU.
(Lire la suite page 27.)

La bourse et la vie (éternelle)

Un essai de Jacques Le Goff :
le capitalisme s'est développé
quand l'Eglise a changé de doctrine
par rapport à l'argent

CENT pages : c'est en vitesse, au sprint, que Jacques Le Goff exécute « la triste postérité du marxisme » et toutes les tentatives de réduction de l'histoire à la théorie économique. Mais cent pages, il est vrai, suffisent lorsqu'elles plongent comme ici dans la vie même des acteurs de l'histoire : dans la pensée, la manière d'agir et les mentalités des hommes qui la vivent et la font, et non plus dans les constructions des idéologues qui la repensent.

La Bourse et la Vie développe un thème simple : depuis son triomphe politique et intellectuel aux alentours de l'an 1000, l'Eglise multiplie, par la voix de tous ses théologiens et de ses prédicateurs, une condamnation sans équivoque de l'usure. Le prêt à intérêt, c'est le Mal, c'est la Mort, c'est la promesse certaine de l'enfer pour celui qui le pratique. Or, au douzième et surtout au treizième siècle, la création de richesses nouvelles, l'établissement d'un ordre et de nouvelles valeurs permettent l'ébauche d'un certain essor économique dans lequel l'argent prend une place prépondérante. Une tension violente qui traverse chacune des consciences se produit donc entre la loi religieuse et l'espoir d'une vie terrestre un peu moins terrible. Le capitalisme ne pourra naître que lorsque l'Eglise aura accepté de mettre en action une nouvelle stratégie vis-à-vis de l'argent. Cette stratégie, loin de marquer un recul de l'emprise du religieux sur le temporel, installera au contraire son pouvoir au cœur même de l'individu.

Jacques Le Goff se méfie bien trop des systèmes et de toutes les tentatives d'explication de l'histoire par une cause unique et dominante pour donner à son récit la forme d'une démonstration. Il s'y prend, le rusé, à la manière d'un universitaire tout aussi érudit que dépourvu d'intention : il montre ses fiches, il fait parler les pères de l'Eglise, il résume des fabliaux, et certains de ces exemples que reprendront fidèlement les prédicateurs pour émouvoir et terroriser leurs fidèles. Cette accumulation possède une vertu pédagogique évidente : elle nous

plonge dans un climat mental qui nous détourne de toute tentation anachronique. Grâce à elle, nous comprenons que la justice est une valeur et non pas une idée, que le paradis, l'enfer, la damnation, le purgatoire sont des réalités présentes et vécues et point des symboles ou des images au caractère plus ou moins abstrait. Nous comprenons que l'usurier chrétien, sauf à se moquer du châtiment divin — ce qui est une hypothèse absurde — est un homme qui devient riche, certes, mais que sa conscience torture, qui se voit voué aux flammes éternelles de l'enfer, sans espoir de rémission, sauf à rendre avant de mourir tout ce qu'il a volé aux hommes et à Dieu — car, en spéculant sur le temps, le prêteur à intérêt s'approprie un bien supraterrestre.

Une vallée de larmes

Mais, grâce à la multiplication et au montage de ces exemples, nous comprenons également l'attitude d'une Eglise triomphante, encore dépourvue de toute pensée de l'économie et soucieuse avant toute chose de ne pas voir remettre en question les valeurs-clés sur lesquelles repose l'ordre du monde qu'elle administre. Or l'argent, la multiplication des rapports marchands, bouleversent cet ordre et le menacent. L'idée que la vie sur terre est une vallée de larmes dans laquelle l'homme accepte sa faute convenant parfaitement aux temps sans espoir de la barbarie. Elle résiste moins bien quand s'annonce la fragile promesse de jours moins épouvantables ; et le travail peut difficilement demeurer le simple résultat de la punition divine — tu gagneras ton pain à la sueur de ton front — quand il devient le gage d'une amélioration du sort quotidien. La vie ne commence plus après la mort.

Alors, c'est vrai, l'Eglise évolue, comme se transforment lentement les mentalités de la société qu'elle domine.

PIERRE LEPEAPE.
(Lire la suite page 25.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Impostures et séparations, de Natacha Michel
Histoires de bouches, de Noëlle Chatelet

Micro-ondes

EN littérature comme ailleurs, on n'en a pas fini avec le partage des tâches entre hommes et femmes, je le crains. C'est dans les têtes, en dépit des défis et défilés récents : l'héritage millénaire revient à l'allure du naturel, le galop. Tandis que les mâles de la tribu écrivaine continuent de se croire voués aux chants mirifiques, à apostropher le firmament et leur moi légendaire, les femmes reprennent l'antique tapisserie des nuances sentimentales, des micro-ondes de la sensibilité. Avec cette différence de taille : cette fois, elles ne sont pas dupes. Elles revendiquent le canton autrefois octroyé et mêlent à leurs analyses une intelligence qui, contrairement à celle des hommes, ne se croit pas obligée de parader...

Les maniques de la classification peuvent préparer leurs étiquettes en l'honneur de Nathalie Sarraute et de Marguerite Duras, un renouveau féminin de l'intimité à la française est en train de prendre corps sous nos yeux, avec des auteurs comme Florence Delay, Danièle Sallenave et bien d'autres. Témoins les deux recueils de nouvelles que voici. Au milieu des pavés alibis de l'autisme, ils font l'effet des échafaudages de sorbets que les grands cuisiniers servent en digestifs entre les plats trop musclés.

DE Natacha Michel, on a déjà lu, chez Gallimard, *La comédie* (1973), *Le Chien européen* (1975), *Le Repos de Parthénopée* (1980). Le titre qu'elle donne à ses neuf nouvelles, rebaptisées « courts romans », risque d'égaler, de même que le texte de couverture, passablement abstrait, « L'Amour imaginaire » est mieux convenu. Chacun des textes d'impostures et séparations reprend en variante la même sensation, sans espoir de l'élucider mais au moins celui d'en débusquer les ombres : sensation que la passion s'inverse, qu'elle vit de leurrer, même si elle exulte les mentales, qu'elle survit aux écarts, qu'elle peut s'imposer après coup, quand tout est joué, ou déjoué.

Une femme doute d'avoir été aimée ; jusqu'à ce qu'elle voie les femmes qui lui succèdent dans le cœur de son amant, images de ce qui était attendu d'elle et qu'elle aurait peut-être donné, si elle avait su... Renouer ? Un amour tient à son erreur initiale. La vérité tardive ne lui vaut rien. Autant aller seule au cinéma.

Une autre fois : des amies de classes. Leurs liens tiendront à rien, à des trajets d'autobus. Comme on se trompe, sur les sentiments ! Ce travailleur marocain qui épia les gamins du square Daubert-Rochereau sur leur tas de sable, ne dirait-on pas un sale dégoutant, c'est du moins ce que murmurent les mains

cratines — alors qu'il ne fait que rêver à ses propres enfants restés au pays ?

RIEN n'évoque mieux les tâtonnements de l'amour qu'une liaison distendue, contrariée par les kilomètres, les langages différents, des barrières politiques. Félicité est mariée avec trois enfants. L'été 1981, elle rencontre à Varsovie un militant plus ou moins clandestin. Elle rate son avion du retour. Ils se reverront à la sauvette, à Berlin. Cet adultère trans-européen, c'est très exactement ce qu'elle imaginait et redoutait pour elle. Nous arrive-t-il ce que nous craignons le plus ? Cette crainte, est-ce une façon de rendre supportable un goût inavoué, l'envie d'une vie ?

La nouvelle et le souvenir d'enfance font souvent bon ménage. Le récit intitulé « l'Alise » a le charme des vacances adolescentes. La narratrice séjourne chez un oncle et une tante, près de Toulon puis dans un home d'enfants. Il ne se passe rien, mais chaque détail devient événement : les volets bleu lavive, l'écorce des platanes couleur d'huile, les Craven de l'oncle, les jupes russes de la tante Maroussia, les couverts d'argent dans leur lourd écrin, le mystère particulier que revêtent, pour les enfants, les maladies des grandes personnes, leur sens flou mais infallible de la parenté...

LA mort qui s'avance, c'est le temps des mensonges qui peuvent changer, sans démenti possible, le sens d'une vie et de son terme. Le dernier texte du recueil en donne un exemple de pur tragique.

Margot souffre d'un angoisse cérébrale ; une bombe qui peut exploser dans sa tête à tout instant, en tout cas avant peu de mois. Du jour au lendemain, l'annonce des médecins oblige cette ancienne danseuse à penser toutes choses à l'imparfait.

Charles, physicien et musicien, l'a aimée, l'a trompée, a imploré le pardon, l'a trompée à nouveau ; puis la paix est venue. Quitter la vie dans l'harmonie reconquise serait plus atroce que si Margot se savait trahie une fois encore. C'est du moins l'opinion de Charles. Il paie une « call-girl » pour venir révéler une fausse liaison à la mourante, laquelle se tuera de chagrin. A qui profite l'euthanasie ? Les falsifications terminales, telles qu'elles se multiplient de nos jours, altèrent-elles la vérité des existences, ou finissent-elles par leur ressembler ?

Natacha Michel écrit pour faire partager des questions, non pour assener des réponses. Toutes ces interrogations se ramènent à une seule : qu'est-ce que deux êtres qui s'aiment ont véritablement en commun ?

(Lire la suite page 23.)

Philippe Leprince

Journal de sa mort

présenté par CHRISTIAN CHABANIS

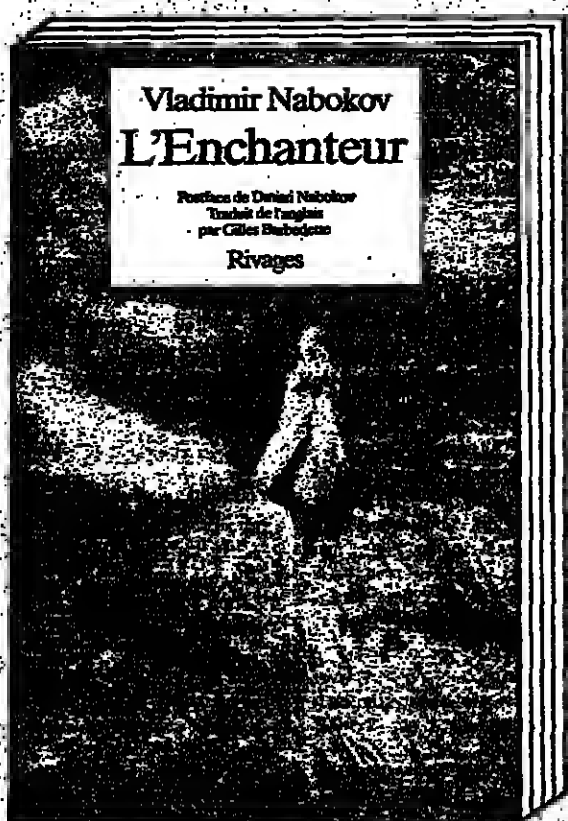
144 pages
80 F

nouvelle cité, paris

"Quand un livre est un vrai livre — et celui-ci en est un — il est toujours appelé à durer chez les autres ce qu'il n'a pas dénoué chez son auteur."

CHRISTIAN CHABANIS

UN ROMAN INEDIT DE NABOKOV



Quand seront épinglés, sur le liège du vocabulaire, une nymphe et un lépidoptère... chacun, d'une légère pression à la barre, entrainera le dernier Nabokov, revenu par magie du Royaume Perdu.

Alain Barre (LIBERATION)

« L'Enchanteur » est un terrible et admirable petit récit. Il nous rappelle que les vrais enchanteurs sont maîtres à la fois de la magie la plus noire et du merveilleux le plus blanc.

Claude Roy (LE NOUVEL OBSERVATEUR)

Il y a dans « L'Enchanteur » les qualités d'un maître infatigable dans le maniement du langage, de l'ambiguïté, de la métaphore, du cynisme, des aberrations visuelles et auditives et de l'auto-hallucination.

Nicole Zand (LE MONDE)

Nous sommes dans le théâtre irréel du désir — et de Vladimir Nabokov.

Georges Nivat (LE MAGAZINE LITTÉRAIRE)

Un morceau de choix pour les tenants de l'Enfer.

Claude-Michel Chiny (LE FIGARO)

Un conte de fées pour grandes personnes.

René Nida (LA QUINZAINÉ LITTÉRAIRE)

Il faut vite précipiter sur « L'Enchanteur ». C'est passionnant, bouleversant.

Françoise XÉNAKIS (LE MATIN)

Nabokov agit sa baguette magique.

Eric Neuhoft (LE FIGARO-MADAME)

Régalez-vous donc de ce texte de Vladi qui nous tombe dessus comme une grêle surajoutée.

Dominique Durand (LE CANARD ENCHAÎNÉ)

Le style, rien que le style, voilà la règle de cet orfèvre qui se méfiait beaucoup des idées et des théoriciens.

André Clavel (L'ÉVÉNEMENT DU JEU)

L'ENCHANTEUR DE VLADIMIR NABOKOV

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR GILLES BARBEDETTE
138 PAGES - PRIX : 55 F

EDITIONS RIVAGES

EN POCHÉ

● Dans la collection « Grand Format-Flammarion », sont réédités, en deux volumes, les Contes des frères Grimm dans la version française d'Armel Guerne, grand collectionneur et amateur du romantisme allemand.

● Chez Flammarion également, en « GF », paraît une nouvelle édition maniable du Code civil. « Les textes promulgués en 1804 et la totalité des modifications et des adjonctions apportées depuis cette date », figurent dans cet ouvrage, réalisé avec la collaboration de Jean Veil, avocat à la cour.

● Publié de 1875 à 1893, le grand ouvrage historique de Taine sur les Origines de la France contemporaine n'avait pas été réédité depuis de nombreuses années. Les quelques mille huit cents pages du monument, présentées par François Léger, sont à présent accessibles, en deux volumes, dans la collection « Bouquins », chez Laffont.

● Toujours en « Bouquins », paraissent les trois grandes œuvres politiques de Tocqueville : De la démocratie en Amérique, les Souvenirs et l'Ancien Régime et la Révolution.

● La collection « Biblio-Essais » du Livre de poche poursuit, avec un volume consacré à Martin Heidegger (n° 4048), la publication des numéros récents des Cahiers de l'Hermès. Cette initiative est excellente et répond parfaitement à la vocation économique d'une collection de poche. On ne peut tenir rigueur à l'éditeur d'opérer un choix dans les gros volumes de l'Hermès. Mais pourquoi, alors, indiquer sur la « quatrième », de couverture qu'il s'agit du « texte intégral » ?

● Sous le titre Questions de principe deux, Bernard-Henri Lévy a rassemblé, pour la même collection (n° 4052), quelques études, articles et textes de circonstance. Les avis et opinions de l'auteur du Testament de Dieu sur Derrida, le déclin de l'Occident, Georges Marchais, les femmes, Jean-Paul II ou Marek Haïter...

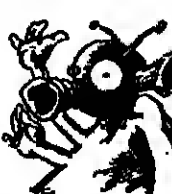
● La Vie quotidienne à Mignon au temps de l'union de la gauche, de Thierry Pfister, qui fut l'un des derniers grands succès de librairie, est repris chez Gallimard, dans la collection « Folio-Actuel » (n° 9).

● Présenté par Jean Dufournet une édition des Poèmes de l'Infortune, de Rutebeuf, est publiée dans la collection « Poésie-Gallimard ». Des notes et commentaires éclairent cette nouvelle traduction.

Dans le même domaine, la « Bibliothèque médiévale », en 10/18, publie des Chansons des XV^e et XVI^e siècles présentées par Françoise Ferrand.

SCIENCE-FICTION

Visions



Les bouleversements profonds qui affectent la société trouvent en littérature, et en particulier dans la science-fiction, une expression d'abord stérilisante ; mais des formes d'expression nouvelles surgissent aussi de ces périodes de remise en question esthétique. Et des auteurs singuliers, inattendus, mettent soudain en forme des visions qui « rendent compte » de l'univers en gestation.

Les Yeux géants de Michel Jeury, que les éditions Presses-Pocket rééditent, est l'un de ces livres. Paru en 1980 chez Robert Laffont, le roman avait surpris, tant par les capacités de renouvellement qu'il indiquait chez Jeury — on attendait plutôt qu'il suive la veine de sa trilogie, le Temps incertain — que par son thème — les OVN — considéré par les jeunes auteurs français de SF (grande admirateurs de Jeury) comme dépassé, voire suspect. Quelle mouche piquait donc le « père » de la SF politique hexagonale ? Des soupçons volants ? Et pourquoi pas des martiens verts ?

Or les Yeux géants évite avec brio tous les écueils. Le roman est la description et l'exploration d'un mythe dans toute son ambiguïté. Magnifique de retenue et d'audace mêlées, le récit dépeint, au sens fort du terme, et même le lecteur à tous allures vers sa conclusion désormais fameuse : « La suite de ce récit ne pourra jamais être écrite avec des mots humains. » Six ans plus tard, les Yeux géants reste une œuvre troublante, un des romans majeurs de Jeury, qui n'a rien perdu de sa force et de son pouvoir de fascination. (Michel Jeury, les Yeux géants, éditions Presses-Pocket, collection « Science-fiction », 360 p., 33 F.)

Dans un autre registre, William Gibson avait livré il y a quelques mois Neuromancien (recensé dans ces colonnes), qui tentait pour la première fois de décrire dans toute sa complexité et sa noirceur un monde non pas informatisé, comme on a pu l'écrire, mais de nature informatique. Avec Contre Zéro, Gibson prolonge ce travail : le lecteur abasourdi par Neuromancien éprouve en découvrant cette fausse de se retrouver de nouveau en terre étrangère, et de reconnaître les lieux. L'effort consenti la première

fois trouve sa récompense. Pourtant, si l'on est replongé dans l'univers dur et extraordinairement structuré imaginé par Gibson, le récit, s'appuyant sur des données supposées connues, développe son propos dans des directions pour le moins surprenantes : milieu du trafic d'œuvres d'art, intervention du culte vaudou, guerre des gangs, alimentent le roman en nouveautés, certes abracadabrantes, mais qui « accrochent » l'imagination ; puis un chapitre sans que Gibson propose un nouveau défi — relevé chaque fois avec succès, à la grande joie et au grand étonnement du lecteur. Pour une fois, on ne peut reprocher à un auteur d'avoir écrit une suite à l'un de ses romans. (William Gibson, Contre Zéro, traduit par J. Bonnefoy, éditions La Découverte, collection « Fictions », 306 p., 95 F.)

Autre membre des « Cyberpunk » — groupe de jeunes auteurs dont Gibson est souvent considéré comme le chef de file, — Bruce Sterling rompt, lui, avec sa production antérieure. Son nouveau roman, la Schismatice, n'a plus grand-chose à voir avec la Baleine des sables ou le Gamin artificiel, qui semblent désormais bien « sages ». La Schismatice, en effet, tend à la mesure. Soucieux, comme Gibson, de décrire un univers régi par un mode de communication de l'information beaucoup plus rapide, Sterling ne se satisfait pas de situer son action dans un lieu unique, même complexe ; la « schismatice », qui donne son titre au livre, est un assemblage parfois brillant de cultures, sous-cultures, mouvements politiques, factions économiques et autres, à l'échelle du cosmos. Le roman met en scène une bonne vingtaine de personnages baroques, intrigants, presque incompréhensibles, dont les destinées ne se croisent pas toujours, mais interfèrent de manière très intéressante. La Schismatice est une œuvre ambitieuse. A trente-deux ans, Bruce Sterling semble franchir le cap qui sépare l'auteur intrigué de l'écrivain de premier plan. Son roman, qui tranche sur la production américaine ordinaire, séduit. Gageons qu'on le relira dans quelques années avec le respect dû aux œuvres « en avance sur leur temps ». (Bruce Sterling, la Schismatice, traduit par W. Desmond, éditions Denoël, collection « Présence du futur », 416 p., 48 F.)

EMMANUEL JOUANNE

A LA VITRINE

ROMANS

Les lémures

de Michel Host

En littérature, bien souvent, le même est castrateur, le père mytique, l'enfant victime. Les personnages que Michel Host circonscrit dans un huis clos dont les échappées ouvrent sur le sordide — d'autant plus sensible que la description de Paris et de son fleuve sont la contraire de leur étouffement — restent à la frontière de ces conventions. Ginette, la mère, est possessive mais généreuse ; le Héros, ainsi nommé-t-on le père disparu à la Libération, est un Ulysse pour l'élégance quinquagenaire ; Philippe, le fils, d'un caractère velléitaire qui ne le prive pourtant pas d'une certaine lucidité, n'est victime que de lui-même. A ce trio, il faut ajouter Toni Soan — mentor qui fut beau, ne l'est plus et eut avec la mère une liaison « restée honteuse comme une maladie », — Paula dont Philippe est « amoureux ?... Oui. Non » et qui le guidera dans sa quête-enquête.

A l'exception de Toni Soan qui a remplacé le père au foyer et à la fabrique de cravates, ces héros de tragédie contemporaine ont la particularité d'avoir toujours ignoré le travail. Ils sont restés comme on pouvait l'être au dix-neuvième siècle. Cela facilite les échanges. Mais il y a peu d'amour entre eux et ils s'épient autant qu'ils se racontent, généralement la nuit. Ginette disant sa vie, Philippe ne sortant pas de son marais intérieur. Paula parviendra tout de même à décider son amant à commencer la seule grande entreprise de sa vie, retrouver le Héros... Ce sera, dans un bordel de luxe, la découverte d'une épreuve capocythine, d'un pitoyable voyeur.

On sort de ce roman comme d'une vieille pièce depuis longtemps inhabitée, où des fantômes n'auraient de consistance que celle que leur donnent les mémoires de la vie. Ce sont des lémures que Michel Host a mis en scène, des personnages qui ne font rien que tourner sur eux-mêmes en frôlant les autres. Et c'est, exemplairement, le roman du vide. Vide comme la nuit que la mère éclairait paternellement. Vide des existences. Vide des âmes. Vide d'un univers qui n'a même plus à se léguer, ou tout évoque la putréfaction. Mais pas vide du romancier. Michel Host a ce talent de créer, c'est-à-dire de faire à partir de rien. Peut-être sa réussite aurait été plus forte avec moins de complaisance dans ces scènes que l'on dirait hardies, mais il suit l'instinct du trouble en maintenant son lecteur en cet état de curiosité qui le contraint à poursuivre la quête, non seulement du Héros, mais mieux encore de tout ce que cachent de leurs vies ces personnages inséparables qu'il fait exister.

P.-R. L.

* VALET DE NUIT, de Michel Host, Grasset, 248 p., 89 F.

Max Gallo

de l'adret

à l'ubac

Le jour où sa sœur Julia quitta leur campagne provençale pour vivre à Paris dans la famille de Sallanches, où elle serait éduquée — « même les animaux sauvages se dressent », — Mathieu Devert se trouva comme « perdu en deux ». Dès lors, le frère et la sœur, nés en 1863 et 1865, auront deux destins aussi tragiques que différents, sans que rien les sépare tout à fait. L'un dira de sa vie : « Elle fut pleine de cahots mais jamais je n'ai présumé ou désiré le mal », et finira sur l'échafaud en proclamant son innocence avec un courage dont Barrès témoignera. L'autre acceptera le « dressage », et, avant de mourir en prison de façon mystérieuse, deviendra le romancier Julia Battelle, qui réunit dans son salon Millérand, Jaurès et autres grandes figures de la Belle Époque.

Cette Belle Époque qui le fascine et qui était déjà le décor de sa trilogie napoléon, Max Gallo a choisi de la présenter comme on décrit une montagne. Mathieu, c'est l'ubac, le marginal, « victime » moins de son tempérament que des injustices d'un temps où le profane n'est pas vraiment un être humain. Julia, c'est l'adret, voire parisienne dans un univers de luxe et d'insouciance où passent les « grands hommes » du moment.

Pour le romancier, ce jeu des ombres et des lumières, cette juxtaposition de deux mondes qui se méconnaissent et se craignent, sont une occasion de rappeler qu'il est historien et homme politique. Max Gallo invite à juger cette « pas belle époque », sans didactisme, par le récit de deux vies qui — gardons l'image — se rejoignent ainsi que les deux flancs d'une montagne à un sommet qu'on peut appeler « injustice ».

Est-ce sa passion pour ce temps où Bonaparte Castellan dispute la une à Bonnot, le syndrisme qu'on voit en lui pour ses personnages, l'astucieuse construction du récit avec le contrepoint d'une enquête, ou tout cela à la fois ? Toujours est-il que, à Julia et à Mathieu, fortes figures d'une époque « qui accepte une injustice et fait parade de ses fibres pour masquer ses âmes », Max Gallo doit le meilleur de ses romans.

P.-R. L.

* BELLE ÉPOQUE, de Max Gallo, Grasset, 288 p., 95 F.

Out collaboré aux pages 20, 21 et 22 : Pauline Chouy, Pierre Drachin, Patrick Kerchich, Pierre-Robert Lederer, Pierre Lepage et Alain Peyras.

PROMENADE CULTURELLE
ECS
ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE
pour occuper vos loisirs
apprendre et connaître...
Beaux-arts | Musique
Littérature | Cinéma
Histoire | Techniques
etc.
Documentation gratuite sur demande
1 rue Théard - 75005 Paris
Tél. (1) 46 34 21 99

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Librairie **Voyelle**
Automne de la littérature japonaise
du 15 au 31 octobre exposition - vente de livres
Rashomon et autres contes - Connaissance de l'Orient
Gallimard Unesco
98, rue des Entrepreneurs 75015 Paris 48 56 05 74
Ouvert tous les jours de 10 h à 20 h - Dimanche de 10 h à 18 h
(Métro Commerce)

DU LIBRAIRE

• DERNIÈRES LIVRAISONS

ART

• **Andrzej Turowski** : *Existe-t-il un art de l'Europe de l'Est ?* L'auteur, professeur associé à l'UER d'art contemporain de l'université Clermont-II, tente d'analyser dans cet ouvrage l'ambiguïté et les contradictions des utopies avant-gardistes et des idéologies dans l'art du XIX^e et du XX^e siècle en Europe de l'Est, situées entre le particularisme et l'universalisme. (Editions de La Vilette, 289 p., 180 F.)

MYTHOLOGIE

• **Ouvrage collectif** : *L'Androgynie*. Ce volume des Cahiers de l'Hermèsisme, collection dirigée par Antoine Faivre et Frédéric Tristen, fait le tour d'une question éminemment ambiguë et le débute par l'antiquité gréco-romaine, l'aldéisme, la théologie chrétienne, le roman français décadent... (Albin Michel, 277 p., 140 F.)

• **Antoine Faivre** : *Accès de l'ésotérisme occidental*. Dans ce recueil d'études, le titulaire de la chaire d'histoire des courants ésotériques et mystiques dans l'Europe moderne et contemporaine à l'École pratique des hautes études, livre quelques voies d'accès aux différentes formes d'ésotérisme qui ont fleuri dans l'Occident chrétien. (Gallimard, 406 p., 150 F.)

ENQUÊTES

• **Jacques Givet** : *Le Cas Vergès*. « Il ne s'agit pas ici d'attaquer un publiciste dont on ne partage pas les raisons ni même un simple adversaire politique. Mais de dénoncer les moyens de défense à la fois arrogants et subtils de deux causes meurtrières : le terrorisme aveugle et le nazisme » prévient l'auteur. Jacques Vergès, ancien avocat des militants du FLN, est notamment l'actuel défenseur de Klaus Barbie. (Lieu commun, 191 p., 79 F.)

HISTOIRE

• **Joannis Caton** : *Journal d'un déporté 1871-1879 de la Commune*. En 1872, Joannis Caton, ouvrier passementier devenu secrétaire de la Commune à Saint-Etienne, est arrêté et condamné à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Jusqu'à son retour en France, huit ans plus tard, Caton va consigner dans des cahiers ses impressions et des descriptions aujourd'hui précieuses par Clément Roussier. (Editions France-Empire, 486 p., 120 F.)

• **Stéphane Audoin-Rouzeau** : 14-18, les combattants de tranchées. L'auteur, assistant d'histoire contemporaine à l'université de Clermont-Ferrand, a eu pour la première fois l'idée de dépouiller la presse des tranchées pour analyser les conditions de vie et la mentalité du soldat français. (Ammand Colin, 223 p., 120 F.)

• **Alain Guillerin** : *Le Delfi celtique*. A la fois philosophe et historien, ce disciple de Fernand Braudel, actuellement chercheur au laboratoire d'histoire maritime associé à la Sorbonne et au CNRS, renouvelle dans cet ouvrage, les études celtiques ; il montre comment cette civilisation, qui fut selon lui l'une des plus brillantes de l'Antiquité, n'a pu survivre jusqu'à nos jours que grâce à une farouche résistance. (Jean Picollet, 185 p., 75 F.)

POLITIQUE

• **Henri Lefebvre, Patrick Tort** : *Lukács 1955*. Etre marxiste aujourd'hui. Deux textes de deux théoriciens du marxisme, écrits à trente ans de distance, et quelques pages de dialogue dans le présent. Conscience de classe, rôle des intellectuels, explication du marxisme. (Aubier, 152 p., 75 F.)

LITTÉRATURE

• **Fernand Crommelyck** : *Miroir de l'enfance*. Quelques belles proses de l'écrivain belge d'expression française, mort en 1970. « Un jour, dans mon miroir, j'ai vu ma propre image me mentir. » Illustration de Reinhold. (Fata Morgana, 87 p., 54 F.)

• **Michel Ragon** : *Histoire de la littérature protestante de langue française*. Une nouvelle édition remise à jour d'un livre paru en 1974 et qui, selon l'auteur, doit « être reçu comme l'histoire d'une littérature inconnue, (...), étrangement condamnée, aussi bien par les systèmes capitalistes que socialistes, à demeurer marginale ». (Albin Michel, 331 p., 150 F.)

SCIENCE

• **Albert Jacquard** : *L'Héritage de la liberté*. De l'animalité à l'humanité. Albert Jacquard, qui dirige le département de génétique de l'Institut national d'études démographiques, s'interroge dans cet ouvrage sur les fondements biologiques du comportement social et le poids du déterminisme génétique sur l'humanité. (Seuil, 210 p., 85 F.)

Sous le signe de Rimbaud

Le narrateur de *Chaque fête du sang* (premier roman de Jean-Louis Bastian) entretient avec le mort un rapport ambigu où la fascination l'emporte sur la peur. Il est prêt que ce jeune homme a décidé de voler son existence au libérateur. Et les deux libérateurs, n'est-ce point, justement, flirter avec le néant ?

La lyrique maltraitée de Jean-Louis Bastian s'accorde bien avec les thèmes de son récit. Et, sous les mots crus, on pressent une sensibilité exacerbée, qu'il met ici au service du Maroc, pays dans lequel, tout comme son personnage, il a vécu. Ce Maroc, célébré et aimé, n'est évidemment pas celui des touristes occidentaux, mais celui, plus secret, qui se dissimule dans le montagne barbare où chaque chène-fège promet une rencontre.

Le libérateur perdra toutes ses défenses lorsqu'il se prendra à aimer Djani, un jeune Berbère portant le même nom que le dernier serviteur qu'eut Rimbaud au Harrar. La présence du poète, déjà sous-jacente dans le récit, devient alors plus obsédante, car le narrateur croit entendre, en écho à ses amours, les dernières délires d'Arthur. Cette passion durera trois ans. Le temps pour le narrateur de découvrir que le Maroc est, aussi, un pays de grande misère, bien que chaque saison y ait « les yeux du printemps ». De retour en France, il cherchera à comprendre pourquoi, de fête en défilé, Rimbaud en vint à écrire : « Ma vie sera toujours trop immense pour être vouée à la force et à la beauté. » En vain.

P. Dra.

★ CHAQUE FÊTE DU SANG, de Jean-Louis Bastian, Denoël, 142 p., 68 F.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Reportages chinois.

La littérature de reportage occupe une place de choix dans les lettres chinoises. Les règles du genre, dont l'autonomie s'est affirmée il y a une cinquantaine d'années, imposent à l'auteur de mener des enquêtes pour fonder son récit sur des événements et des personnages réels. Le reportage doit aussi avoir un caractère littéraire affirmé afin qu'il soit plus attrayant qu'un simple écrit journalistique. Enfin, un commentaire politique doit être exprimé sur la portée des faits relatés. C'est là que le bêt blesse.

Si la littérature de reportage a été vivifiante et contestataire, à l'époque de l'administration du Guomindang, à l'instar du récit de Xia Yan, *Ouvrières de l'ouïe*, qui révélait, en 1936, les conditions de vie piteuses du sous-prolétariat de Shanghai, elle est devenue une littérature de circonstance, après l'instauration de la République populaire. Le texte de Wei Wei, *Qui sont les hommes les plus dignes d'amour ?*, rédigé en 1951, en est un exemple frappant : apologie éhémère et manichéenne à soumettre sur les volontaires chinois en Corée, type même de la littérature de propagande qui fait bang / bang / bang comme disent Li Xun. Il faudra attendre la fin des années 70 pour que soient publiées à nouveau, des œuvres dénonçant les abus de pouvoir, la corruption, le mépris voué aux intellectuels, comme l'attestent les écrits de Liu Binyan ou la chronique de Xu Chi sur le mathématicien Chen Jingrun (*Le Problème de Goldbach*).

Noël Dutrait a traduit huit de ces récents reportages, très connus du public chinois. Le choc, judiciaire, représente bien le genre littéraire et son évolution, de 1926 à 1982. La valeur documentaire des textes est évidente. Ce sont d'excellents témoignages sur les transformations de la réalité chinoise depuis les années 30. Leur valeur littéraire est plus sujette à caution, même lorsque ce sont des pièces d'écrivains célèbres comme Xia Yan ou Liu Binyan.

Al. Pey.

★ ICI LA VIE RESPIRE AUSSI ET AUTRES TEXTES DE LITTÉRATURE DE REPORTAGE (1926-1982), traduit de chinois par Noël Dutrait. Albin, 166 p., 75 F.

JEAN VAUTRIN LA VIE RIPOLIN

A l'unanimité

LE MONDE : "Un conteur ébouriffant". (Pierre Lepape)

LE FIGARO LITTÉRAIRE : "Un roman prodigieux". (Renaud Marignon)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : "Une sorte de chef-d'œuvre". (Nicole Casanova)

LIBÉRATION : "Un livre-exorcisme". (Antoine de Gaudemar)

LA CROIX : "Tendre et violent". (Laurent Lemire)

LES ÉCHOS : "Un livre formidablement vivant". (Annie Coppermann)

L'EST RÉPUBLICAIN : "Un tableau de maître". (Michel Caffier)

LE PROVENÇAL : "Des pages fulgurantes". (Jean Contrucci)

LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE : "Un vrai, grand et beau talent". (Danièle Brison)

LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ : "Une écriture splendide et chatoyante". (Michel Renaud)

LA TRIBUNE DE GENÈVE : "L'un des romans les plus surprenants de la rentrée". (Pascale Frey)

L'EXPRESS : "Des pages exceptionnelles". (Michel Grisolia)

LE POINT : "Une formidable rage d'écrire". (Pierre Billard)

LE FIGARO-MAGAZINE : "C'est épatant". (François Neurissier, de l'Académie Goncourt)

PARIS MATCH : "Un tour de force". (Claire Gallois)

ELLE : "Superbe et déchirant". (Pierrette Rosset)

TÉLÉRAMA : "Le bouleversant roman d'une vie". (Michèle Gasier)

INTERLIRE (FRANCE-INTER) : "Éblouissant". (Philippe Caloni)

GLOBE : "Le meilleur livre de cette rentrée". (Dan Franck)

MAZARINE

Francine de MARTINOIR



Arrêt sur image

roman

Une finesse exceptionnelle, un art de recueillir d'imperceptibles nuances, de créer une atmosphère délicate.

Dominique Fernandez Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *nyf*

LISA ALTHÉ



Autres femmes

Traduit de l'américain par
Gérard Mannoni
et
Marie-Françoise Desmeuzes

des femmes
1986

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

LE REGARD LITTÉRAIRE

Attention passion !
Ils aiment avec excès,
ils haïssent avec ferveur,
dans le regard littéraire,
les plus grands écrivains d'hier
et d'aujourd'hui sont pris sur le vif
à dévoiler ou à savourer d'autres écrivains.

Barbey guillotine Diderot,
Oscar Wilde pousse au mensonge,
Léon Bloy vitriole J.K. Huysmans,
Julien Gracq savoure Proust au coin du feu,
et Complexe est complice.



« Quelques fameuses surprises »
Pierre Assolène, LIRE

LE REGARD LITTÉRAIRE LE LANGAGE DE LA PASSION

EDITIONS COMPLEXE

PRIX MONDIAL CINO DEL DUCA 1986
pour l'ensemble de son œuvre

Thierry
MAULNIER
de l'Académie française

Le Dieu
masqué
essai

GALLIMARD nrf

Les sélections

du Renaudot

et de l'Académie

Voici la première sélection du jury Renaudot. L'attribution du prix aura lieu le 17 novembre.

Anne Bragance : *Bleu indigo* (Grasset) ; Nicolas Brühl : *L'enfant au souffle coupé* (Mercure de France) ; Daniel Depland : *Les Noce de la lune rouge* (Calmann-Lévy) ; Christian Giudicelli : *Station balnéaire* (Gallimard) ; Michel Host : *Val de nuit* (Grasset) ; France Huser : *Le Chêne ouvert* (Seuil) ; Versus Khoury-Gheta : *Mortemaison* (Flammarion).

En outre, deux nouveaux membres ont été élus pour remplacer Henri Amouroux, démissionnaire en novembre 1985, et Robert Maillet, qui a annoncé, le 13 octobre, sa démission « pour convenances personnelles » : rappelés que Robert Maillet est candidat à l'Académie française, au fauteuil de Marcel Arland ; José Cabanis, lauréat du prix en 1960 pour la *Bataille de Toulouse*, et Louis Gardel, l'auteur de *Fort-Sagarna*, qui entrent ainsi dans le jury Renaudot.

Quant aux académiciens, ils ont sélectionné pour le Grand Prix du roman, qui sera décerné le 6 novembre prochain : Jacques Almira : *La Fuite à Constantinople* (Mercure de France) ; Philippe de Balaine : *Le Bar des légendes* (Julliard) ; Pierre Conesnot : *Les Fureurs de la Vardine* (Grasset) ; Jean-Edern Hallier : *L'Évangile du fou* (Albin Michel) ; Sébastien Japrisot : *Le Pénitencier des femmes* (Denoël) ; Philippe Labro : *L'Étudiant étranger* (Gallimard) ; Gilles Lapouge : *La Bataille de Wagram* (Flammarion) ; Claude Mourthé : *L'Amour parfait* (La Table ronde) ; Pascal Quignard : *Le Salon du Wurtemberg* (Gallimard) ; Pierre-Jean Rémy : *La Ville éternelle* (Albin Michel) ; François Taillandier : *Benoît ou les contemporains obscurs* (Julliard) ; Michel Tauriac : *Jade* (La Table ronde).

Enfin, signalons que dans la dernière sélection pour le Goncourt,

EN BREF

• LE PEN CLUB FRANÇAIS vient de désigner comme candidat, pour 1986, Edouard, pour l'ensemble de son œuvre : « L'écrivain qui, par son œuvre, a le plus mérité des principes d'humanisme du Pen Club » et a « apporté une contribution capitale à la connaissance des cultures et à la défense de la langue française ».

• LE PRIX LITTÉRAIRE DE SEXOLOGIE 1986 a été attribué à Philippe Simonnet pour son livre *Le Sexe et l'Économie*, publié aux éditions L.C. Laites (Le Monde du 30 octobre 1985).

• DES IDÉES ET DES HOMMES, tel est le titre de la nouvelle collection lancée par les éditions Martineau (72, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris) et diffusée par courtage. Chacun des six volumes de cette série, illustrés et reliés, comprend une œuvre d'un auteur classique précédée d'une étude sur l'œuvre et son auteur. Le premier volume paraît ces jours-ci : *Rabelais* par François Favre-Auquier. Viendront ensuite, au rythme d'un volume toutes les six semaines, Villon, Descartes, Machiavel, Fontenelle...

• LA DEUXIÈME RENCONTRE NATIONALE DU ROMAN POPULAIRE se déroulera du 25 au 28 octobre, au centre de rencontres et d'échanges culturels du Fort Neapoléon, à La Seyne. Renseignements : 94.94.88-67.

• L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CRITIQUES LITTÉRAIRES tient son douzième colloque international à Marseille, du 16 au 20 octobre, avec la collaboration de la revue *Sig*, sur le thème *Poésie et critique de la poésie*. L'UNESCO sera représentée par Edouard Glissant.

• ERRATUM. — Nous avons omis de signaler que le roman de Robert Quatrepoint, *Le Geyron écorché*, dont Michel Tournier a rendu compte dans « le Monde des livres » du 10 octobre, est publié aux éditions Ramsay.

• RECTIFICATIF. — Trois erreurs se sont glissées dans l'article de Roger-Pol Droit sur Henri Atlan (« le Monde des livres » du 10 octobre) : H. Atlan est professeur à Jérusalem et à Paris-VI et non Paris-IV ; c'est dans le chapitre 4 et non 5 que le caractère « indéchiffrable », et non bien sûr « indéchiffrable », de la réalité fait l'objet d'une démonstration.

LA VIE LITTÉRAIRE

publiée dans « le Monde des livres » du 10 octobre, le nom de Pascal Quignard, auteur du *Salon du Wurtemberg* (Gallimard), avait été malencontreusement omis.

François Nourissier, secrétaire général de l'Académie Goncourt, a indiqué que le prix serait finalement décerné le 17 novembre, et non le 10. De la même façon, les prix Femina et Médicis seront proclamés le 24 novembre, et non le 17.

On se bouscule

pour commémorer

Malraux

André Malraux a trop d'admirateurs. Dix années après sa mort, l'organisation de cérémonies commémoratives donne lieu à une assez jolie foire d'empoigne entre les diverses associations qui veulent en prendre l'initiative.

A l'origine, il existait une Association pour la commémoration du dixième anniversaire de la mort d'André Malraux, créée l'an dernier à l'initiative de professeurs et d'étudiants. Cette association, qui dirige M. Daniel Pennier, et dont le président d'honneur est Mgr Pierre Bockel, ancien aumônier de la brigade Alsace-Lorraine, souhaite organiser des manifestations à Paris et en province. Parmi elles, une exposition à Fontainebleau du 10 au 20 octobre, un colloque universitaire international organisé à Strasbourg du 13 au 15 novembre sur le livre dans la vie et l'œuvre de Malraux ; enfin, la mise en place d'un institut Marcel Arland-André Malraux, destiné à devenir un centre d'études des écrivains francophones du vingtième siècle.

L'association de M. Pennier avait également décidé de soutenir l'organisation par le Comité national André Malraux qui présida M^{me} Colin d'une grande exposition et d'un colloque à Verrières-le-Buisson, lieu de la dernière résidence de l'écrivain. C'est alors qu'on apprit la création par le maire de Paris d'une nouvelle association

qui reprendrait à un mot près le descriptif « au lieu de la mort » l'indivisible de la première et qui annonçait l'organisation à Paris d'une « exposition de prestige » rénovant un grand nombre des éléments prévus à Verrières.

Du coup, l'expo de Verrières s'effondrait, par manque d'adhésions, le colloque qui y était prévu était transféré à Paris (les 5, 6 et 7 décembre, sous la présidence de Léopold Senghor). Mais Paris aura son prestige-Malraux sous le patronage hautement littéraire de MM. Chirac, Chaban-Delmas, Couve de Murville, Michel Debré, Pierre Messmer, Denis Baudouin, Pierre Poujade et Maurice Schumann. On peut être mort depuis dix ans et appartenir toujours, malgré soi, à un parti.



Les livres

du dimanche

A travers la France, les salons du livre se multiplient, attirant de plus

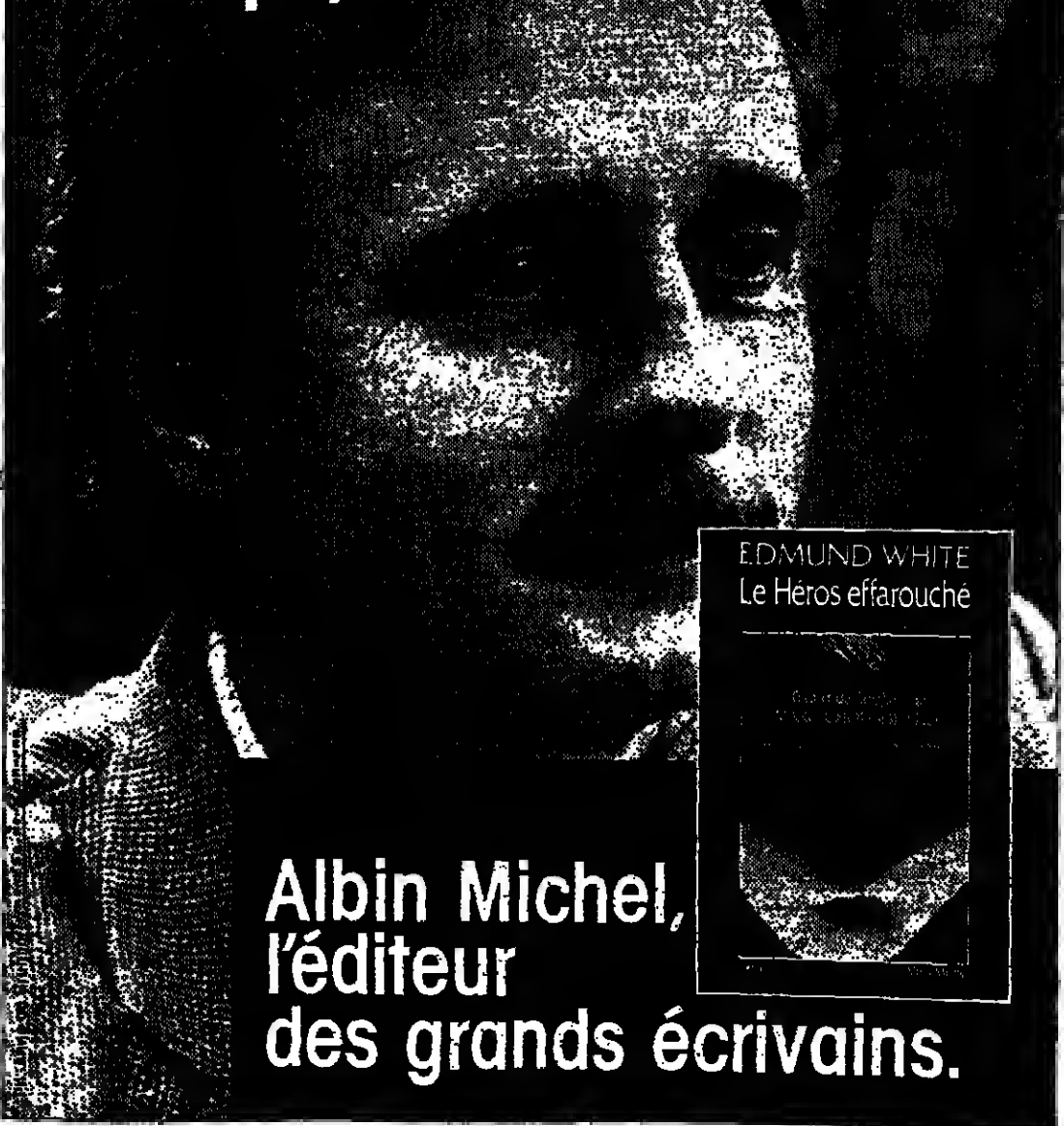
en plus de visiteurs friands de rencontrer des auteurs et d'arpenter des « librairies » aussi immenses qu'habituelles et éphémères. Pour le seul week-end des 11-12 octobre, Bordeaux, Le Mans et Moulins étaient à l'honneur.

• A Pessac (Gironde), le deuxième salon a confirmé le succès de l'an dernier, avec plus de douze mille visiteurs. Très bien organisée, cette manifestation a proposé de nombreux débats, notamment sur le « Magazine littéraire » — avec ses directrices, Nicky Fasquelle — sur l'édition en région — avec de nombreux éditeurs, parmi lesquels Le temps qu'il fait, Fata Morgana, Le Masque, Ombres. A passage, Le Castor astral, — sur le roman policier ou sur le vin, inviolable à Bordeaux (débat accompagné de dégustations très appréciées...). De l'avis général, les ventes ont été bonnes, tant pour les auteurs « descendus » de Paris que pour les « régionaux », comme le poète Denis Régane, qui vendait ses derniers recueils et exposait les livres étonnants (tous exemplaires uniques) qu'il fabrique depuis près de quarante ans, en collaboration avec des graphistes. Il vient de terminer le soixante-douzième volume avec des poèmes écrits à partir d'émaux de Françoise Berthomé.

• Au Mans (Sarthe), plus de trente mille visiteurs sont venus à la rencontre des dizaines d'écrivains participant aux Vingt-Quatre Heures du livre. Cette année, elles s'accompagnaient du premier festival de littérature francophone qui a rassemblé des auteurs d'une vingtaine de pays, mais dont les Français étaient curieusement absents.

• A Moulins (Allier), le premier Forum national du livre d'humour a réuni les plus importantes maisons d'édition françaises, quelques-uns de leurs auteurs et quinze mille ouvrages. Le premier prix du Forum est revenu à Michel Grangier, pour *L'état des lieux*, publié chez Glénat. Les éditions J'ai lu ont présenté, en préface, la première collection de BD au format de poche, qui sera en librairie le 25 octobre.

L'œuvre baroque d'un américain fasciné par l'Europe, Edmund White.



Albin Michel,
l'éditeur
des grands écrivains.

EDMUND WHITE
Le héros effarouché

هكنا من الكتب

● ROMANS

Au son d'une valse de Richard Strauss

Jack-Alain Léger raconte l'histoire d'une famille dans l'Allemagne nazie

NON, je ne ferai pas la petite bouche sur le gros roman de Jack-Alain Léger, *Wanderweg*, même s'il me semble inégal, surabondant, surchargé d'intentions et quelquefois prolixe jusqu'à donner l'impression de facilité. Quand un livre pose en son centre la redoutable question : comment le nazisme a-t-il pu s'installer et s'épanouir en Allemagne, quand il plante en son cœur la figure d'un musicien de génie qui, pour s'être accommodé du régime, en a reçu fonctions, titres, commandes, honneurs et que, derrière lui, se profile l'ombre de Richard Strauss, d'ailleurs suggérée par l'auteur, ne faut-il pas y aller voir d'un peu près, reconnaître la manière dont est traité un sujet d'une telle ampleur, découvrir comment le romanesque s'y loge, observer le portrait qui, sous un masque, nous est proposé, recueillir les éléments de réponse que le roman apporte, à travers son « chemin de randonnée » (*Wanderweg*) à l'interrogation qui nous lance toujours : comment cette barbarie a-t-elle pu surgir d'une Europe civilisée ? Comment des créateurs aussi raffinés qu'un Richard Strauss l'ont-ils si souvent soutenue, du moins supportée ?

Pour que personne n'hésite sur ce qui est, ici, mis en cause, le roman s'ouvre sur un « voyage autodidacte ». Le 10 mai 1933, devant l'opéra de Munich, les nazis, que les récentes élections viennent de mettre au pouvoir, brûlent les « mauvais livres » : « Des livres où les parallèles se rejoignent à l'infini, des livres où l'espace et le temps font question, des livres absurdes : l'être n'est pas, le ver est libre, les rêves sont des idées réalisées... On flotte ici dans l'instable, le douteux, l'incertain, l'incertain de ces livres en apparence gracieux, obscurs et tristes. Jusé en un mot. » Siegfried Arn-

heim, ami de Goebbels et SS appelé à un bel avenir, jette dans le brasier l'opéra le plus célèbre de son père, Bruno Arnheim, *la Contessina*, parce que le livret est dû à un juif, Egon von Rosenberg. Comme, dans l'ouverture d'un opéra, les principaux thèmes sont d'emblée esquissés et déjà surgissent les figures majeures. Lui, le musicien, avec cette œuvre dont la célèbre valse retentira à travers tout le livre ; lui, le fils, nazi plutôt sommaire, avec sa vengeance à tirer d'un père qui le fascine et l'étonne ; Egon von Rosenberg, le poète, si près et si loin de Hugo von Hofmannsthal, en qui l'esprit le plus fin de la civilisation occidentale se concentre, avec son ouverture, ses doutes, sa nostalgie et son goût du plaisir.

Aller-retour dans le siècle

A partir de là, le récit commence qui nous fait descendre ou remonter le temps. Nous voici en mai 1943, sur les bords du lac de Constance où la guerre peut s'oublier. Bruno Arnheim, qui marche sur ses soixante-quinze ans, est assigné à résidence dans sa villa de Lindau où il garde ses deux petits-enfants juifs. Hitler attend de lui un opéra à la gloire du nazisme et se sert des enfants comme d'une monnaie d'échange. Un écrivain suisse, Jean Schreiber, qui projette d'écrire une biographie romancée du compositeur, l'interroge : qu'a-t-il su des horreurs du régime ?

Quelques pages après, nous sommes à Vienne en 1895. Bruno, qui en est à ses premiers succès, rencontre Elisabeth, fine fleur de la noblesse viennoise. Il la séduit, l'enlève, l'épouse. Il formera avec elle un couple tendre et uni qui saura construire son bonheur.

A Venise, maintenant, dans les premières années du siècle, Egon von Rosenberg, faisant passer la vie au théâtre, tire de ce roman-que mariage le livret de *la Contessina* ; Egon que nous allons voir mourir en 1934, supplicié au camp de Dachau où il a été envoyé comme juif et comme homosexuel, après une longue traque dont Bruno n'a pas compris le danger. Si tôt après, Egon réapparaît dans le Berlin de 1923, où il initie Siegfried, le fils de son ami, aux plaisirs faisandés de la capitale, tandis que la grande inflation bat son plein. Est-ce le dégoût et l'humiliation que cette soirée lui a laissée qui ont poussé Siegfried vers l'ordre noir ?

De nouveau le temps saute, nous nous retrouvons en novembre 1943 sur les routes de l'Europe en guerre, traversant l'Italie en pleine décomposition, visitant les chambres à gaz que l'Allemagne perfectionne dans les territoires occupés pour réaliser sa « solution finale », faisant halte à Genève, ce havre grouillant d'espions. Les quatre enfants Arnheim, Friedrich, Siegfried, Dorabella, Pamina — ils ont tous maintenant dépassé la trentaine — se bécotent vers Lindau, où Bruno, qu'on croit à l'agonie, leur a demandé de venir, chargeant le tout-puissant Siegfried d'organiser leur invraisemblable rencontre.

Car il ne s'agit pas moins que de rapprocher un ancien militant des Brigades internationales, Friedrich, qui combat l'Allemagne dans la Résistance en France ; sa femme, Sarah, qui est juive et achève sa vie de tuberculeuse dans un sanatorium suisse ; Siegfried, haut dignitaire du parti nazi, sa femme, Ursula, qui se drogue ; Dorabella, épouse d'un comte italien, qui n'a cessé de promener sa névrose de femme riche à travers le monde ; Pamina enfin, cantatrice restée solitaire, qui, de

Genève, aide les enfants juifs à sortir d'Allemagne.

A travers les méandres du roman, on a appris à la connaître, la seconde génération des Arnheim : un écrivain raté qui fuit dans l'action son impuissance à écrire, un nazi, une malade mentale, une héroïque essouffée qui n'a pas trouvé le bonheur. De quoi s'interroger sur l'éducation, la culture, de fantasme créatrice, qu'ils ont reçue ! C'est pourtant cette enfance dorée qui les arrachera à leurs démons.

Le roman s'attarde un moment sur cette réunion de Lindau que Bruno Arnheim, guéri, anime de son génie. Comme dans un final où sont regroupés thèmes et acteurs, tout y explose : la haine, l'amour, la révélation des atrocités allemandes, la remontée des souvenirs lumineux de l'enfance, tandis que, peu à peu — coup de théâtre — la Gestapo cerne la villa. En haut lieu, la décision a été prise d'arrêter Siegfried. Et le frère mandé, repris par les siens, fuit avec eux, sur le lac, dans la barque que Friedrich et Pamina ont frétée pour enlever les enfants à l'Allemagne. Restés sur la rive, Bruno et Elisabeth seuls seront emmenés par la Gestapo.

Une symphonie humaine

Après ce déchaînement, le livre retombe. La guerre est terminée. D'une rencontre à l'autre, Pamina apprend sa romance suisse, qui s'interroge bien inutilement sur une biographie qu'il renoncera à écrire, le sort des uns et des autres : arrestations, tortures, suicides, lapidation, folie. Dans ce dernier va-et-vient, postérieur puis antérieur à la mort de Bruno Arnheim en 1951 (le seul, avec Pamina et les enfants qu'elle élève, à avoir survécu à la tourmente), nous ne serons plus sensibles qu'aux dernières apparitions de celui-ci : Bruno devant les journalistes alliés lors de son procès de dénazification ; Bruno, aux côtés d'Elisabeth, qui meurt, hébété, quelques mois après sa courte mais humiliante arrestation ; Bruno, enfin, faisant interpréter par Pamina et ses petits-enfants les derniers Lieder qu'aurait-il tirés de sa souffrance. Ils chantent l'homme, la femme, l'amour, à l'instar de ce *Wanderweg*, symphonie humaine, qu'un peu essouffés, écrasés, nous achevons de lire.

Jack-Alain Léger lui a prêté l'allure d'un opéra, baptisant « actes » ses trois parties, donnant à ses chapitres le nom d'un mouvement musical : andante, nocturne, canon... Plaquées, ces références ne déterminent en rien la forme du texte qu'elles annoncent. C'est dommage. Réelle en revanche est l'alternance entre arias et récitatifs sur laquelle l'auteur joue, comme en un opéra classique. *Wanderweg* abonde en conversations, en dialogues prosaïques où la vie est saisie à son niveau le plus simple. Puis, soudain, une scène, un spectacle, tantôt grandioses, tantôt terrifiants, tantôt comiques, défilent sous nos yeux en direct.

C'est pourtant le mouvement d'ensemble que l'on retient dans ce gros roman qui se lit d'une traite, et l'étrange discordance sur laquelle il repose : évoquer les pires crimes du nazisme aux accents d'une valse qui nous rappelle le Chevalier à la rose. *Wanderweg* est un livre rouge et or comme le rideau des théâtres, un livre où l'horreur côtoie l'amour, la tendresse, la beauté, où l'esprit de légèreté, le goût du jeu, la volonté de faire passer l'art devant la vie et la musique avant toute chose, pourant suspects de conduire à l'aveuglement devant la plus atroce réalité, sont magnifiés.

JACQUELINE PIATIER.

★ WANDERWEG, de Jack-Alain Léger. Gallimard, 540 p., 109 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Micro-ondes

(Suite de la page 19.)

Dans un lit, quand la nudité, cette « porte basse ménagée dans la grande », laisse passer les « questions sans permission », que peut-il se dire ? Montherlant résumait, en mec, cet embarras : « Après l'amour, affirme-t-il, le premier qui parle dit forcément une connerie. » Chaque ligne d'impostures et séparations semble tracée pour démentir ce triste constat.

HISTOIRES DE BOUCHES tournent autour d'une autre impossibilité de s'exprimer : celle qui combat le langage de la bouffe, sous ses formes toniques ou maladroites. Outre leur fonction vitale, recouverte par des siècles d'usages, de signes culturels, que veulent dire nos manières de manger, pas assez, trop, seulement ?

Noëlle Chatelet a déjà abordé le sujet dans un essai : *le Corps-à-corps culinaire* (Seuil, 1977). Les nouvelles que voici en offrent des illustrations volontairement contrastées. Le dessin de Topor qui orne la couverture donne le ton : un dos de femme ouvert au styliste comme pour une greffe de la moelle, et dont les vertèbres figurent d'adorables quenottes !

Les rapports de la littérature avec l'ingestion d'aliments et ses suites sont marqués par des intermittences que les mœurs n'expliquent pas à elles seules. Après Rabelais, la discrétion règne. Les menus, chez Balzac ou chez Proust, restent des indicateurs sociaux plus que des révélateurs d'intimités. Les vrais appétits se font rares. Les chants crépusculaires devenus à la mode trouvent plus d'aliments, si l'on peut dire, dans la déjection.

NOËLLE CHATELET n'impose aucun concept. Elle esquisse des rapports improbables en nous laissant exprimer sur... notre faim. Rapports entre une blague et une petite vieille qui va enjamber sa fenêtre ; entre des croûtons de pain et les rêves d'épopée sous-marine d'un élève de pensionnat ; entre une malade d'il y a plus d'un siècle et sa voisine d'hôpital, au « transit » étrangement inversé...

Ici, une mouche ouvre ses yeux à facettes sur le spectacle d'une guêpe dévorant un papillon de nuit, un jour de forte sécheresse. Là, une névrosée accumule des denrées, pile, engloutit, déglutit, régurgite, sans autre plaisir ni logique que le répétition lugubre des marées. Que se passe-t-il entre nos cinq sens si un scooter-ramasse-ordures débarque devant un salon de thé où l'odeur de chocolat se marie avec une musique de Pergolèse, un soir d'été ? Qu'en est-il de ce vieux fantôme, dont toutes les familles ont tiré une anecdote, du haricot sec germant dans un nez ? Un corps étranger fait pour fondre dans l'organisme, pour le nourrir, et qui s'y refuse, que de symboles là-dedans !

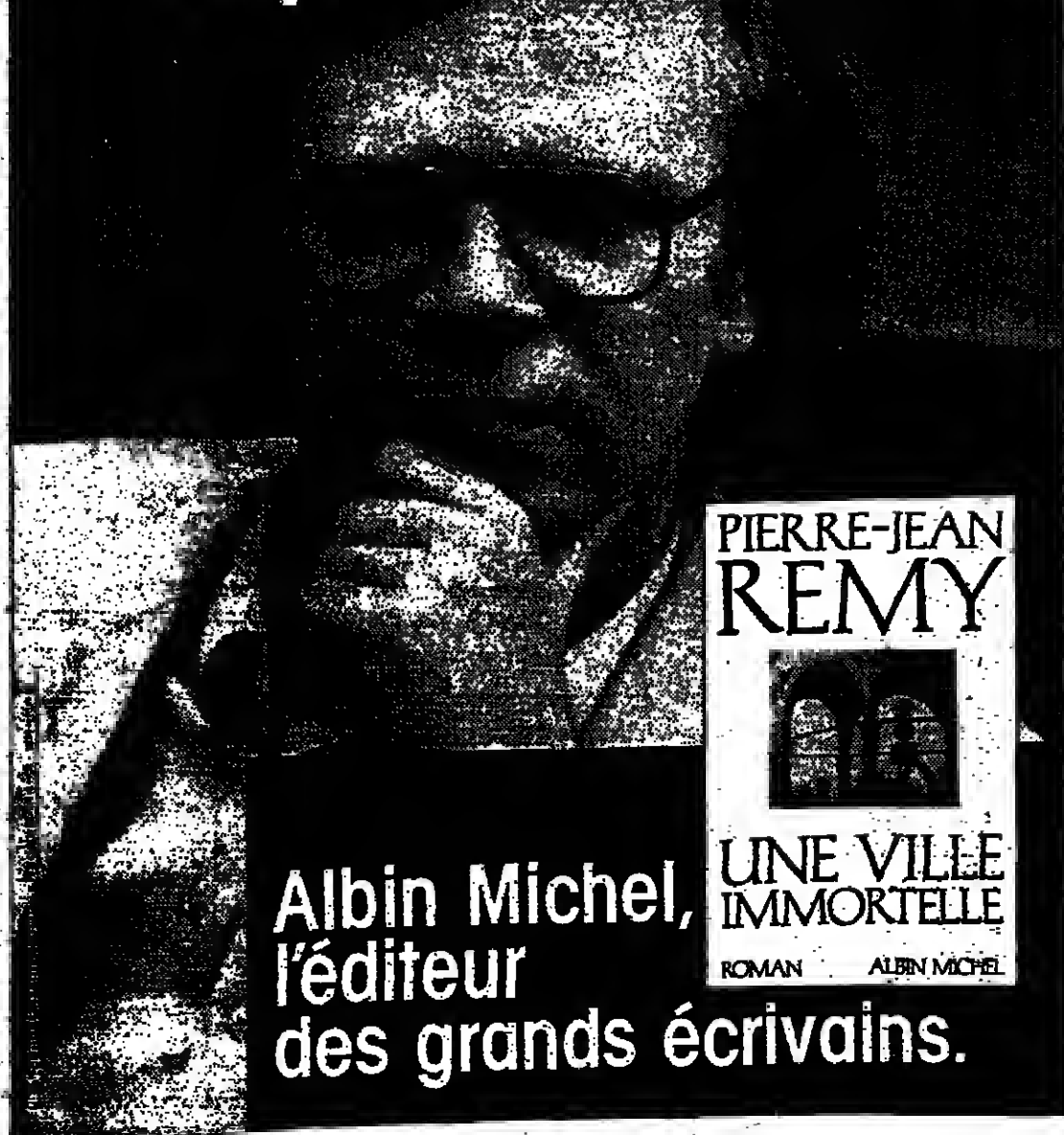
UNE institutrice alcoolique a-t-elle tué son mari ? Une mouette, à Deauville, gardera-t-elle pour elle seule la viande crue qu'elle a dérobée et que ses congénères lui disputent ? Telle bouillabaisse guérira-t-elle, après des années de remplissage et de vidange forcées, six ans de clandestinité à s'engorger et à dégorger ? Malgré ce qui est dit par les experts sur l'extrême difficulté de pareils cas, le miracle se produit.

Une même impression relie ces récits brefs, dépouillés, suggestifs : que la nutrition ne porte pas à l'échange, sinon avec soi, avec le moins dicible de soi. C'est une réussite d'écrivain de changer ces colloques ventriloques en musique de chambre, et en relents de jasmin.

★ IMPOSTURES ET SÉPARATIONS, de Natacha Michel, Seuil, 346 p., 89 F.

★ HISTOIRES DE BOUCHES, de Noëlle Chatelet, Mercure de France, 208 p., 85 F.

Un des meilleurs Pierre-Jean Rémy, le suspense en plus.



PIERRE-JEAN RÉMY

UNE VILLE IMMORTELE

ROMAN ALBIN MICHEL

Albin Michel, l'éditeur des grands écrivains.

Retrouver le monde, relancer le pêche, l'inculpabilité, le libre-échange, Dieu, l'homme, depuis des siècles. Chez Ramsay.

Ramsay, l'éditeur du libre-esprit.

Ramsay

Les grands écrivains de la littérature.

● ROMANS

A la recherche de l'ami perdu...

Après un premier roman en 1985, Je cherche un livre, Pierre Vilbreau revient avec Portrait de Frédéric.

PIERRE VILBREAU écrit depuis des années et il a publié son premier roman l'an dernier, à cinquante ans (1). Il est journaliste — sous un autre nom — dans la même publication (parisienne) depuis plus de trente ans. Il aime voyager, rêver, lire, écrire : il affectionne le style fluide et précis, les phrases souples, totalement dépourvues d'emphase. Raisonnable à la ville, il garde ses folies pour les histoires qu'il propose dans ses livres. Bref, Vilbreau met toutes les chances de son côté pour passer aux oubliettes de la rentrée littéraire, ce parcours du combattant médiatique où les qualités de camelot volent au secours des talents défaillants.

Après *Je cherche un livre* — la quête d'un texte oublié, d'une histoire enfouie, une fiction où, comme chez Calvino, la littérature se prend elle-même pour objet, — Vilbreau a publié un recueil de nouvelles (2), toujours dans sa singulière manière, mêlant la précision du style et le « flou » volontaire du récit. Cet automne, il invite à suivre — ou plutôt une fois encore à « ebercher » — Frédéric, celui qui, sans doute, aurait dû être le narrateur, mais qui, dit-on dès la première ligne, « fut obligé de fuir ».

Un de ses amis décide de le retrouver. On ne saurait dire s'il est son « meilleur ami », tant Frédéric est étrange, entretenant avec chacun des relations aussi

fortes qu'imprévisibles et épisodiques. Les traces de Frédéric vont de Hollande à Londres en passant par la Normandie (entre autres), de tavernes en villas ou scènes de

trait — est impossible (on ignore jusqu'à son âge) ? Et qui est-il ?

Finalement, Frédéric existe-t-il ? Sans doute pas plus que « le livre » du précédent



BERENICE CLEEVE.

théâtre, d'amis en amies ou amours de rencontre. Le voyage est passionnant, remarquablement décrit, mais le mystère grandit. Où est ce Frédéric, dont le « por-

roman de Vilbreau, qu'il écrivait en prétendant le rechercher. L'important est de suivre la piste de Frédéric, de le faire exister par cette enquête. La seule réalité est le livre, le seul but est d'écrire, de construire Frédéric, de devenir Frédéric, de proposer au lecteur d'être lui-même Frédéric.

Dernier message

Tout le propos de Vilbreau se développe entre ces deux phrases : « Je me suis fait mettre en disponibilité » (le narrateur est universitaire), « Je consacre mon temps, mes efforts et mon argent à un seul but : la recherche de Frédéric », et le dernier message de Frédéric, découvert presque à la fin du récit, une citation de Julien Gracq : « Je sens que je veux atteindre. — Je ne le saurai que quand les mots m'en auront ouvert le chemin. »

De ce qu'on peut s'amuser à jouer avec cette longue traque, à déjouer ses pièges ou à en rêver de nouveaux, il ne faudrait pas déduire que *Portrait de Frédéric* est un pur jeu de pistes, un roman-rébus où le seul plaisir est de retrouver la solution cachée (bien que le mot « retrouver » chez un auteur qu'on sait « fon » de Pronst ouvre d'insondables abîmes !). Le lecteur de Vilbreau est toujours libre de son imaginaire. Il peut croire à Frédéric, ne retenir que la description des villes, ou, au gré des bifurcations, s'attacher au discret universitaire, ebercheur littéraire et enquêteur policier.

Les romans de Pierre Vilbreau ne sont pas de ceux que l'on range après les avoir lus, avec l'impression de tout savoir. Avec eux on peut toujours inventer, se promener durablement et se dire, comme le narrateur qui n'a probablement pas quitté son bureau, qu'on va soudain tout lâcher pour partir « à la recherche de... ». Et voilà comment, chez Vilbreau, tout commence et finit dans la complicité de Marcel Proust.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ *Portrait de Frédéric*, de Pierre Vilbreau. Flammarion, 180 p., 79 F.

(1) *Je cherche un livre*, Flammarion (le Monde du 8 mars 1985).

(2) *Petites Nouvelles du monde entier*, Flammarion.

Le secret d'un poète anarchiste

Entre le polar et le roman d'initiation, Michèle Laforest mène l'enquête

DIEU que l'ennui menaçait Théo ! Universitaire, enfin détaché à la recherche, il avait d'abord connu un moment d'exaltation en songeant que ce travail l'éloignait pour un an, au moins, des cours et des copies à corriger. Bien vite, hélas, l'ennui du projet — dresser un catalogue — le saisit. Et comme ni un véritable amour ni le sentiment d'être n'impulsaient sa vie, on le devinait plus attiré par le vide et l'à-quoi-bon que fouetté par l'énergie.

Et puis, alphabet faisant, poursuivant sa corvée rétribuée et patronnée par le professeur Bulot, il tomba sur la lettre C. Il lut : « Jérôme Caze (1870-?) ». Ce point d'interrogation allait changer son existence. Bien sûr, la redoutable passion de l'inutilité de tout continua de l'amollir et de le diffamer, y compris à ses propres yeux, mais, vaillamment, il la surmonta. Il sentait là une énigme qu'il convenait de résoudre. D'autant que les rares poèmes laissés par Jérôme Caze le touchaient au plus intime de sa conscience. Argonaute de poussiéreuses archives, il lui fallait donner une destinée à cet homme qu'il devinait en proie au noble orgueil de n'être jamais satisfait de sa personne. Que cachait le : « 1870-? » : l'intervalle ?

L'art naît de l'émotion. Fort de ce sentiment, fût-ce à son insu, Théo brise alors avec le monde de l'ennui pour pénétrer dans celui de l'engouement — serait-ce de sa manière nonchalante. A talonner le fantôme de cet abrégé de pureté qu'est Caze, il forait aux règles édictées par son maître d'études qui invective contre lui et le chasse de son orbite sans égale, n'est-ce pas ?

Il n'y avait rien dans le dossier et le fichier Jérôme Caze, répertorié parmi les « petits décadents », sinon une plaquette grise, dont les pages n'avaient pas été coupées : les poèmes des *Jardins*. Petit à petit, Théo va dénicher des textes, des bribes de biographie, un portrait de son héros qu'il place sur son bureau face à lui, présence tutélaire qui le hante, le fait divaguer, le trompe, lui soutire des serments. Cela ressortit au roman policier et se lit comme tel.

Un pauvre noyé

D'autant que Jérôme Caze est mêlé à l'anarchie depuis ce jour de printemps où, du côté du pont de l'Archevêché à Paris, il vit, étendu sur le marbre, le cadavre d'un jeune homme mort de faim : ses dernières forces, le désespéré les avait employées à se jeter dans la Seine. Sorti de la morgue, qui alors se trouvait là, le poète Caze s'engage dans la révolte. « Comme pour *Blanc* le spectacle de l'exécution des quatre sergents de La Rochelle », la vision du pauvre noyé détermine sa vie.

Dans la *Perquisition*, de Michèle Laforest, passent des

lieux et des noms qui ont laissé leur empreinte dans l'histoire littéraire, dans celle des descendants de la Commune, dans l'histoire d'un dix-neuvième siècle effervescent quand le mouvement anarchiste se divisa : d'un côté, les idéalistes : Kropotkine, Elisée et Paul Reclus, Jean Grave ; de l'autre, les cambrioleurs et adeptes de la terreur : Ortiz, Viard, les Intransigeants. Caze, qui signait ses articles « le compagnon Vérité », faisait-il corps avec ces derniers ?

C'est un livre captivant que la *Perquisition*. L'amitié y est présente et aussi l'amour que Théo finit par rencontrer grâce à Caze, qui le transforme. Un dernier mot sur la sévère critique de l'Université qui s'en dégage. Est-elle exagérée ? Je ne suis pas placé pour en juger encore que quelque directeur de travaux de ma connaissance mérite éloges. Mais la description de certains chausseurs aux cheveux longs, de ceux qui se donnent raison en tout, qui courent au triomphe perpétuel de leur personne, est des plus savoureuses et, qui sait ? des plus vengeresses.

LOUIS NUCÉRA.

★ LA PERQUISITION, de Michèle Laforest. Belfond, 290 p., 95 F.

Christophe Colomb juif

Défense et illustrations

Sarah LEBOVICI

Une véritable enquête dans l'univers apparemment innocent des illustrations, à la découverte de signes et de symboles irrécusables, de foi mosaïque, d'espérances messianiques.

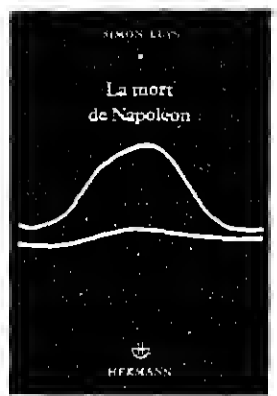
Un volume 14,5x21, 28 illustrations, 224 pages — 140 FF

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

«Voilà, sans doute, le livre le plus séduisant de cet automne.»

François Bott, *Le Monde*



128 pp., 48 F

Hermann, éditeurs des sciences et des arts, 233 rue Lecourbe, 75005 Paris.

LIBRAIRIE GALLIMARD

LITTÉRATURE, SCIENCES HUMAINES
BEAUX-ARTS, ÉDITIONS ORIGINALES



Ph. Jacques Sasselet

Au cœur du Paris littéraire, la librairie Gallimard, boulevard Raspail, ouvre à nouveau ses portes. Plus accueillante, plus fonctionnelle mais aussi plus vaste grâce à un sous-sol aménagé, elle va redevenir le lieu de rencontre privilégié de tous les amoureux de littérature.

15 BOULEVARD RASPAIL
75007 PARIS - TÉL.: 45.48.24.84

Le plus beau livret d'une virtuose de la passion, Muriel Cerf.

MURIEL CERF

DRAMMA PER MUSICA

Albin Michel, l'éditeur des grands écrivains.

هكنا من الأهل

● ESSAIS

La littérature d'emportement

Le sabre de Gabriel Matzneff : vingt ans de polémique

Le polémiste est de nos jours un oiseau qui se fait rare. Tout simplement, peut-être, parce qu'il juge les autres et que, pour ce faire, il manie le bien et le mal, la vertu et le péché, sans trop se soucier de nuances, alors que l'homme se connaît aujourd'hui tellement que ces notions perdent leur efficacité. Comment un contemporain pourrait-il avoir assez de fermeté dans ses idées pour donner des leçons ? Il sent d'une part qu'il ne peut s'arrêter aux découvertes de la science — l'une à peine naît qu'elle est rejetée par la suivante — et d'autre part il a trop présent à l'esprit que toute foi, fût-elle religieuse ou idéologique, consiste à s'interdire, dans un but intéressé, l'accomplissement des désirs les plus intimes.

Bien plus que par ses opinions, le polémiste dure pour nous dans quelques phrases bien affûtées qui ont trait à l'insondable bêtise humaine. S'adressant à ses contemporains, le pamphlétaire, dont le souci premier est de rester invulnérable, se doit de rendre ses formules sans appel, surtout si le jugement qu'elles contiennent risque de ne pas entraîner la conviction du lecteur. Autrement dit, le polémiste est condamné au style. Mû par la chose à dire — le contenu — il se doit à la forme. D'où le plaisir que cette littérature d'emportement peut procurer : pour ne citer qu'un exemple qui nous touche de près, on peut dire que Barbey d'Aurevilly a prouvé en vain les arguments contre le génie de Diderot, mais que ses perfides bien pesées, ses catalogues d'injures, nous touchent.

Gabriel Matzneff est de ceux-là, qu'on lit pour l'acuité du style, le piquant des flèches qu'il décoche, sans partager forcément ses avis. Oscillant entre le désabusement et la soif de justice, entre le divertissement et la sentence sombre, il n'a cessé et ne cesse de soustraire à l'actualité des indignations réjouissantes.

Tintin et Lao Tseu

Plus que l'auteur lui-même, le temps a composé l'ouvrage qu'il publie aujourd'hui, dont le titre — qu'il soit permis, en passant, de renseigner le lecteur cultivé — fait allusion à ce personnage d'Hergé qui, dans *Le Lotus bleu*, court après Tintin en brandissant un sabre, lui enjoignant de se laisser couper la tête afin de trouver la voie prônée par Lao Tseu... Les quatre-vingt-sept textes ici rassemblés furent publiés principalement dans *Combat* et dans *Le Monde*, et ils s'étendent sur plus de vingt ans. On peut aussi s'embourgeoiser dans la révolte.

Mais le jeune homme, « scandaleux » a bien fait de ne pas écouter son ami Montherlant qui lui conseillait de ne pas s'offrir le luxe d'être en mauvais termes avec la police, d'offrir plutôt des chocolats au commissaire de son quartier, ou bien : « puisque vous vous intéressez de si près à la jeunesse — de cotiser aux œuvres sociales de la police... »

Matzneff, qui n'hésite pas à utiliser l'épithète dédicée de son patronyme, gloire que d'habitude, on laisse à la postérité le soin de

distribuer — a, comme tout un chacun, une haute opinion de lui-même. Mais lui, il l'exprime, trouvant justes ses raisonnements, ses colères, et prophétiques ses analyses. C'est parfois le cas, et même souvent. Et lorsqu'il s'indigne des religions et des idéologies qui prétendent consoler les malheureux du malheur dont ils souffrent par l'accumulation d'illustres antécédents ; quand, à propos du suicide de Jean-Louis Bory, il rend hommage à l'« invisible cohorte de suicidés par désir d'intégrité, qui est le plus légitime de tous les désirs » ; quand il blâme les « émois sélectifs » de la société devant les massacres perpétrés par les grandes puissances, comme s'il y avait « des victimes dignes de compassion et des victimes indignes de pitié » ; ou bien quand, sur un air de blague et de feinte perplexité, il raconte ce rêve qu'il fit une nuit de juillet 1968 : « Siniavski et Daniel sortent de leur camp de concentration ; ils arrivent à Paris où leur premier mouvement est de décoller Mme Marguerite Duras sur la place de la Concorde et de lui donner une formidable fessée », oui, souvent, et surtout lorsqu'il s'exerce à l'art du por-

trait, on applaudirait Matzneff à quatre mains.

Par contre, on l'applaudirait volontiers sur les joues en lisant son éloge du terrorisme, si mal venu en ce moment, ou encore devant l'image romantique qu'il propose de Kadhafi — « ce moine-soldat », « barrésien qui aurait lu Massignon » et, au total, « les idées de Barrès dans un paysage de Julien Gracq : la colline inspi-

rée qu'un tapis volant magique aurait transporté au rivage des Syrtes »...

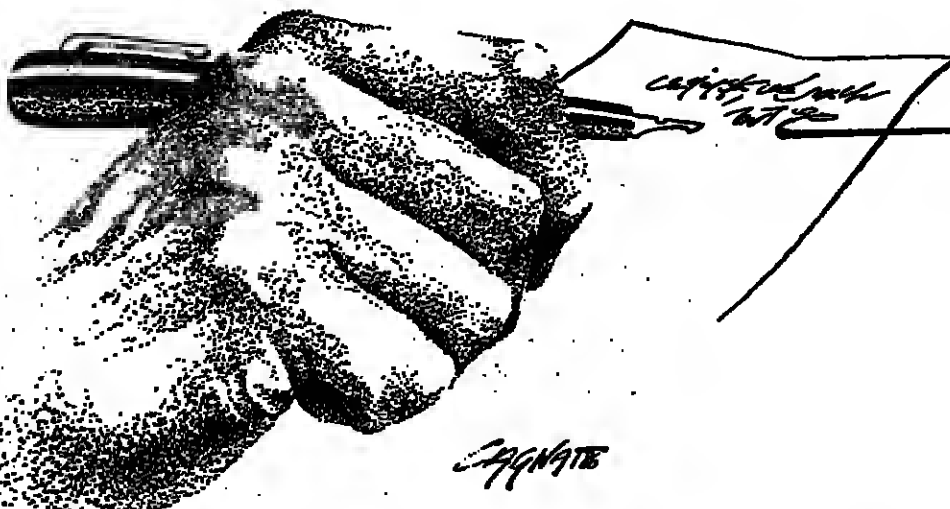
Enfin, las de prendre parti, las de sa propre fougue, ce replie dans l'amertume qui est d'un paisible habitant de l'enfer : « Tout ce que nous écrivons est inutile, surtout si c'est la vérité. Le monde va devenir chaque jour plus bête, plus laid et plus dur (...). Aussi aurons-nous plus que

jamais besoin de nos masques. L'avenir est à la clandestinité ».

C'est le repos du guerrier, la désillusion du polémiste qui, entre deux colères, a compris que — comme disait brutalement Ivy Compton-Burnett, la vieille dame indigne du roman anglais — « un mot n'a jamais cassé un os ».

HECTOR BIANCIOTTI

★ LE SABRE DE DIDI, de Gabriel Matzneff, La Table ronde, 270 p., 99 F.



CAGNAT.

Qu'est-ce qu'une « œuvre » ?

On se figure que les philosophes doivent répondre aux questions qu'on leur pose ou à celles, comme on dit, « qui se posent ». Mais ils n'ont fort qu'à leur tête, ils choisissent comme par hasard celles qui, justement, ne se posent pas. « Qu'est-ce qu'une œuvre ? » s'interroge Michel Guérin. Quelle question ! Aussi intempérative que celle qui demandait : « Qu'appelle-t-on penser ? » Question insolente en cette rentrée littéraire chargée, comme toutes les rentrées, de multiples « œuvres » nouvelles. Mais que les critiques soient déçus : ils ne trouveront pas chez Michel Guérin les secrets de la déduction de ces « vraies » œuvres qu'ils ont toujours pour de manquer ou de confondre avec les fausses.

C'est ici l'évidence qui fait question. Il y a des productions que nous appelons des œuvres, sans discussion possible ni hésitation. Et peu importe le travail fourni : on voit des laboureurs que ne récompense aucune œuvre. « L'œuvre dessine un monde », écrit Michel Guérin, tandis que « le travail qui nous hante, ne nous permet pas d'habiter le monde ». Dans l'œuvre se résolvent étrangement les contradictions : elle est nécessaire, mais vaine ; elle est mortelle comme le reste, mais elle échappe à l'immortalité.

Le Temps retrouvé, de Proust, « récit historique et mise en forme philosophique », montre comment l'urgence finit par

s'accorder avec la patience. Le début du Temps retrouvé est placé sous le signe de l'incapacité d'écrire, du désespoir, du temps perdu, puis intervient la mémoire « involontaire », au service de la volonté d'œuvre. Celle-ci réconcilie avec la mort, et le temps retrouvé rend finalement hommage au temps perdu. « Ce que contemple au fond toute œuvre, c'est que la vie est ce qui meurt. L'étrange, apparemment, est que semblable révélation engendre la joie. Un flot d'être nous saisit, nous porte. L'accord qui règne entre moi et le monde n'est ni un compromis ni une alliance : Je suis, comme volonté, le monde percé à jour. Je n'ai pas à en chercher le sens : il est en moi, je le suis. »

Une provocation

La connotation religieuse, on le voit, n'est pas exclue de ce que Michel Guérin appelle une œuvre. On y perçoit l'écho de l'interrogation métaphysique heideggerienne sur la poésie qui « dit l'être » à ceux qui savent l'écouter d'une manière quasi mystique.

Nulle trace en revanche de heideggerisme dans cet essai, si l'on entend par là ce penchant fâcheux d'une certaine pensée contemporaine pour l'obscurité jargonnière. C'est au contraire la simplicité du style qui trappe ici, et un sens exceptionnel de la formule. Certaines pages se

lisent comme une suite de maximes bien balancées portées par l'élan oratoire d'une inspiration philosophique enthousiaste.

Michel Guérin n'attaque aucun de ses contemporains, même si ses notes évitent de citer les auteurs à la mode et se limitent à quelques classiques essentiels. D'où vient que, pourtant, ce livre fait l'effet d'une provocation ? D'abord précisément de cette souveraine indépendance qui ne s'embarrasse d'aucune allégeance et s'affirme comme irréductiblement personnelle. Et surtout de cette foi dans l'œuvre — qui n'est au reste pas seulement l'œuvre d'art, mais peut s'inscrire aussi bien dans le champ des sciences ou de la politique.

Notre époque croit-elle encore aux œuvres ? Oui, si l'admiration reste historique : les volumes de « la Pléiade » s'achètent au mètre et les musées s'agrandissent. Mais non quand il s'agit du présent. Notre « ère du vide » préfère les coups médiatiques, la communication publicitaire, la séduction éphémère. L'essai de Michel Guérin jette un défi à une société qui ne distingue plus les idoles des dieux.

JACQUES LE RIDER

★ QU'EST-CE QU'UNE ŒUVRE ? de Michel Guérin, Actes Sud, 150 p., 85 F., premier volume de la collection « Le génie du philosophe », dirigée par Michel Guérin et Jacqueline Chambon.

Une belle œuvre insolente et généreuse de Jean-Edern Hallier.

Jean-Edern Hallier

✠

L'Évangile du fou

roman Albin Michel

Albin Michel, l'éditeur des grands écrivains.

La bourse et la vie (éternelle)

(Suite de la page 19.)

Dans cette course d'obstacles qu'est la naissance du capitalisme, les barrières se font moins hautes. L'usurier demeure condamné, mais non plus le simple prêteur ; c'est l'excès d'intérêt qui fait le péché, le taux abusif, et non plus le seul fait de faire travailler l'argent : le risque du capital prêt mérite une compensation raisonnable.

En fait, c'est l'Eglise elle-même qui devient raisonnable, modérée. Elle était la loi extérieure qui pesait sur les hommes comme l'expression absolue de la volonté divine. Elle devient la loi intérieure à chaque individu, moins terrible, moins manichéenne, mais désormais ressentie comme la loi de sa propre conscience. Signe de ce temps de compromis : entre le paradis et l'enfer, s'invente le purgatoire. L'heure est venue de la contrition. Grâce au purgatoire et à la prière des siens, l'usurier va pouvoir désormais conserver tout à la fois la bourse et la vie éternelle.

PIERRE LEPAPE

★ LA BOURSE ET LA VIE, de Jacques Le Goff, Hachette, textes de XX^e siècle, 112 p., 52 F.

Alexandre JARDIN

Bille en tête

roman

« Le sens du mot, de l'image est là, l'auteur sait d'instinct cerner un personnage. Ses dialogues insolents fusent. »

Françoise Xenakis/Le Matin

GALLIMARD *rf*

● BIOGRAPHIES

Trois miroirs
pour Pauline

Avec les livres de Georges Blond, Antonio Spinosa et Geneviève Chastenet, composez vous-même le portrait de la sœur de Napoléon, cette enfant gâtée mégalomane.



Pauline Bonaparte par Canova

PAULINE BONAPARTE, sur laquelle on a déjà écrit, continue à susciter des admirateurs. Trois biographies de la sœur de Napoléon paraissent simultanément — une chance pour elle, une déveine pour leurs auteurs (1). Comment les départager ?

Le ton et le style de Georges Blond, maître conteur, ne sont plus à louer, ni sa prudence, concernant les documents auxquels il se réfère (2). L'ouvrage d'Antonio Spinosa, qui a été publié en Italie en 1983 et qu'on a agréablement traduit, est, lui aussi, d'un historien scrupuleux qui ne laisse dans l'ombre aucune des petites de son héroïne. Geneviève Chastenet a, parfois, d'heureuses trouvailles : lorsqu'elle parle du « nomadisme de l'île » de Pauline ou la montre, à l'île d'Elbe, « papillon sur un champ de cactus » ; mais l'historien laisse trop souvent courir sa plume à la va-vite. Des retrouvailles finales de Pauline avec son prince Borghèse de mari, qu'elle venait, avec l'aide du Vatican et par ruse, de contraindre à reprendre la vie commune, Geneviève Chastenet donne une version digne de la collection Harlequin. « On ne sait rien sur le renouveau et la réconciliation », écrit Georges Blond, et Spinosa : « Camillo fut aimable et patient avec celle qui n'était plus qu'une ombre. Pourquoi broder ? »

Amours incestueuses ?

Sur les prétendues relations incestueuses du frère et de la sœur, les trois biographes sont d'accord : calomnie. Plus fin psychologue, Georges Blond avance l'idée qu'il y eut peut-être tentation, de part et d'autre ; Pauline, dénuée de tout principe, très portée sur le sexe, aurait probablement cédé à une sollicitation de cette nature, venant d'un frère idolâtré. L'attitude de celui-ci, face aux amants de Pauline, qu'il envoyait régulièrement en missions dangereuses, l'autoritarisme possessif qu'il exerce sur elle, alternant avec de surprenantes indulgences et des cadeaux inattendus, laissent supposer un amour et une jalousie dont l'autocrate n'avait probablement pas conscience qu'ils étaient ambigus. Rien de plus.

Fut-elle cette hystérique nymphomane, avec « des fureurs utérines », que décrit, en 1807, le docteur Hallé ? Ce cas, depuis, a intéressé de nombreux médecins. Geneviève Chastenet trouve que deux maris et quelque vingt-cinq amants, dans une vie, ce n'est jamais que « sublimer le commandement de Dieu : « Aime ton prochain comme toi-même ». Plus sérieux, Georges Blond, comme Spinosa, conclut à une névrose qu'aurait pu freiner une éducation morale dont la jeune fille avait été dépourvue. La syphilis, cadeau à Pauline de son premier amant, le sinistre Fréron, n'est pas en cause. Il est certain que ses excès sexuels fatiguent cette nerveuse, souvent à bout de souffle et toujours renaissante, languissante encore plus que son état ne l'aurait commandé. « Elle était belle comme un ongle, mais il ne fallait pas le lui dire parce qu'elle voulait être malade et souhaitait qu'on la plaigât ».

note Laure Permon, duchesse d'Abrantès, son amie.

Instable par tempérament, Pauline promène ses malaises de ville d'eau en ville d'eau (aujourd'hui, à elle seule, elle ruinerait la Sécurité sociale), dans un grand arroi de meubles, bijoux, vêtements et domestiques. Ne pas oublier qu'à Aix-les-Bains, Gréoux, Hyères ou Aix-la-Chapelle, elle a les coudées plus franches pour ses frasques, souvent à la hussarde.

Fidèle
au dieu de son enfance

Enfant gâtée, capricieuse, à la fois mégalomane pour ce qui la concerne et d'une pointilleuse avarice concernant certains détails, cette napoléonide, vouée au culte d'elle-même, a été la moins égoïste de la terrible gens, où elle était née en 1780. Elle seule séjournera vraiment à l'île d'Elbe (Madame Mère également, mais peu de temps et parce que Pauline avait insisté), et elle y était dans le secret de l'embarquement clandestin de février 1815. Elle seule se préoccupera d'adoucir l'exil à Sainte-Hélène, faisant des démarches auprès de Lord Liverpool pour se rendre dans l'île. Elle seule, en 1813, avait vendu des bijoux pour en offrir le produit à l'Empereur en vue de prochaines campagnes, et elle avait récidivé, au moment des adieux, en confiant un collier de diamants à Marchand : « L'Empereur peut en avoir besoin. » Cette épouse, cette amante infidèle fut donc, au milieu d'une ingratitude quasi générale, fidèle au dieu de son enfance, à celui qui avait projeté tous ses parents de la pauvreté dans les bonheurs, la gloire, de fabuleuses richesses. Est-ce pour cette raison, ou parce que sa beauté, immortalisée par Canova, fait encore rêver, qu'elle traverse le temps avec la grâce qu'elle mettait à vivre ? Trois phrases de Léon Daudet la résument tout entière, dans sa légende et dans sa vérité : « Elle était belle et faible. Elle n'a fait tuer personne. Elle savait recevoir, et surtout dans l'intimité. »

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ **PAULINE BORGHÈSE NÉE BONAPARTE**, d'Antonio Spinosa, traduit de l'italien, Tallandier, 294 p., 98 F.

★ **PAULINE BONAPARTE, LA NYMPHOMANE AU COEUR FIDÈLE**, de Georges Blond, Librairie académique Perrin, 291 p.

★ **PAULINE BONAPARTE, LA FIDÈLE INFIDÈLE**, de Geneviève Chastenet, Lattès, 260 p., 95 F.

(1) Décidément Pauline est, cette saison, la coqueluche des historiens, puisqu'une quatrième biographie est annoncée pour novembre, aux éditions Franco-Empire : *Pauline Bonaparte, princesse Borghèse*, de Gilbert Martin.

(2) La collection Presses Pocket vient de rééditer les *Cent-Jours*, de Georges Blond. Signalez aussi la biographie du *Maréchal Suchet*, par Bernard Bergevin (préface de Jean Tulard, Tallandier, 268 p., 110 F.). Et, chez le même éditeur, *Napoléon, empereur franc-maçon*, de François Collaéri (préface de Jean Tulard, 216 p., 105 F.). Tallandier, toujours, annonce pour le 15 octobre la réédition augmentée de *Napoléon et la noblesse d'Empire*, par Jean Tulard (320 p., 118 F.).

La violence noire
de Bernanos

Quand le fils fait le portrait du père

ET ONNANTE œuvre que celle de Bernanos qu'il serait si commode de réduire à une expression catholique militante mais qui, en fait, ne souffre aucune orthodoxie : dévouante personnalité que celle de cet homme engagé dans le combat réactionnaire mais foncièrement idéaliste et anticonformiste. Au vœu exprimé dans son Journal 1939-1940 : « Puisse-t-on toujours ensemble, moi et mes livres, être à la merci des passants ! » (1), répond aujourd'hui l'exhaustif travail biographique du dernier de ses six enfants, Jean-Loup (2). L'entreprise était certes risquée, dangereuse même : Jean-Loup Bernanos a pourtant su atteindre la distance et l'objectivité requises par le genre sans verser — malgré ses réserves envers Henri Massis, le Père Bruckberger et Albert Béguin — dans le règlement de compte ou le plaisir *pro domo*.

« Toute sa vie, sur tous les tons, mon père a proclamé qu'il n'était ni républicain ni démocrate, pas plus homme de gauche qu'homme de droite, et s'est toujours situé comme chrétien et royaliste... ». Il n'empêche, le parcours politique de Bernanos — l'impulsion idéologique et littéraire reçue de Drumont (qui s'épanouira en hommage dans la *Grande Peur des bien-pensants* (3)), le rejet de la mystique du Sillon de Marc Sangnier au profit de la « discipline mentale » des Camelots du roi dès 1906, l'engagement concret — dans les rangs de l'Action française, les déceptions de l'engagement volontaire de la Grande Guerre, l'éloignement et la démission, en 1919, du journal de Maurras, puis le retour tonitruant en 1926 dans les rangs de la Ligue menacée par le Vatican de Pie XI, jusqu'à la rupture finale, six ans plus tard, avec tout militantisme de parti, — ce parcours reste délicat et problématique...

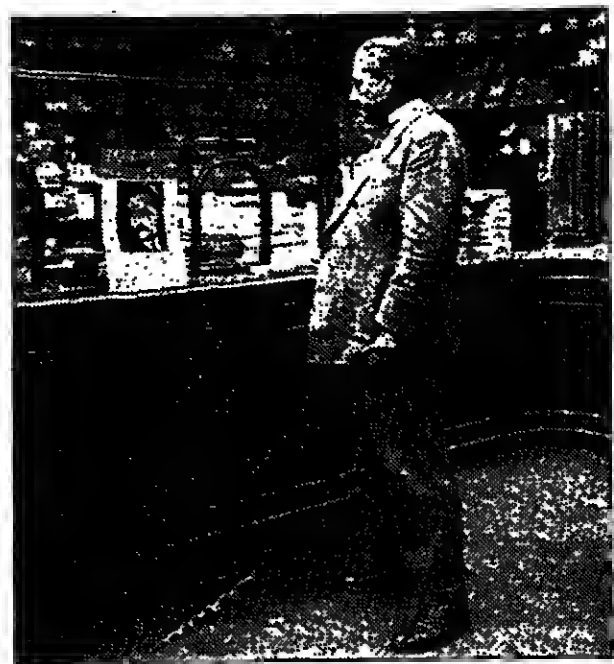
Héritier de Léon Bloy

Mais c'est paradoxalement le même homme qui, en 1937, à Majorque, choisira, non sans avoir sympathisé dans un premier temps avec les forces franquistes, de témoigner pour les républicains espagnols dans les *Grands Cimetières sous la lune* (4). C'est le même homme qui, émigré au Brésil peu après Munich, s'engagea dans la Résistance dès le 18 juin 1940, « ce jour où un homme prédestiné (...) a, d'un mot, d'un mot qui annulait la déroute, maintenu la France dans la guerre » : ses articles, ses prises de position eurent alors un retentissement considérable. C'est le même homme qui, au lendemain de la Libération, pressé par de Gaulle de revenir en France, refusa un ministère, une ambassade, la quatrième Légion d'honneur qu'on lui offrait, l'Académie française, où Mauriac le voulait à toute force, et se mit à fermement dénoncer dans *Français, si vous sachiez* (5) les compromissions des résistants, les luttes pour le pouvoir politique et exécutif.

L'abbé Pérezil voyait plutôt en Bernanos « un laïc tenu par la prière » (6) : l'œuvre hagiographique de cet ancien élève des jésuites le rapproche ainsi d'un Péguy dont il partageait la vénération pour Jeanne d'Arc et l'évidente vocation d'essayiste, vocation qu'il exerça dès les premiers jours de la seconde guerre mondiale. Bernanos mena alors, dans ses « écrits de combat », une lutte inquiète et parfois prophétique contre le conformisme bourgeois, l'opportunisme intellectuel, le pouvoir politique. La matière du polémiste n'était rien d'autre que la société française contemporaine... C'est aussi dans cette même matière qu'avait puisé, de 1926 à 1939, le romancier : héritier direct de Léon Bloy, le très croyant Bernanos s'éleva contre

l'hypocrisie morale et la misère sociale, en bâtissant une œuvre romanesque d'une violence noire, toute secouée de suicides et de drames spirituels. En 1947, quelques mois avant sa mort, il revient à la littérature : ce seront les *Diálogos des carmelites* (7), une adaptation pour le cinéma de Ger-

effet un mal fou à rédiger : il lui fallait se réfugier dans le brouhaha des cafés et attendre, continuellement interrompu par les conversations, l'heure où son écriture large, un peu molle, s'accrocherait enfin à la vigueur de son inspiration : « Jamais, il ne put écrire tranquillement un livre... »



1929 : Bernanos vient d'obtenir le prix Femina.

trud von Lefort que lui a demandé le Père Bruckberger.

Mais ce polémiste au verbe haut, à la rhétorique imposante, ce puissant romancier, a doublement souffert — ses détracteurs y voyaient une faiblesse — de sa tardive vocation littéraire. Malgré des articles réguliers dans l'*Hebdomadaire monarchiste*, l'*Avant-garde de Normandie*, qu'il dirigea de 1913 à 1914, l'inspecteur de compagnie d'assurances qu'il fut ensuite jusqu'en 1926 avait en

Pourtant, son premier roman, *Sous le soleil de Satan* (8) — qu'il commença en 1919 en pensant à Paul-Jean Toulet et qui parut en 1926 grâce à son grand ami Robert Valléry-Radot... — se vendit, dès les premières semaines, à plus de cinquante mille exemplaires : Léon Daudet en avait fait une critique diatribant. En 1929, la Joie (9), obtint le prix Femina, et, en 1939, le Grand Prix du roman de l'Académie française distinguant le Journal d'un curé de campagne (10).

Le succès fut donc immédiat et se maintint tout au long de sa carrière éditoriale. Malgré cela, Bernanos vécut très modestement, démenageant sans cesse à la cloche de bois, réclamant instamment son dû aux éditeurs et aux directeurs de journaux et revues de tous bords auxquels il collaborait : il se voulait libre de ses mouvements, de ses paroles, et rien ni personne ne le détournait de ce pèché d'orgueil dont il paya, avec sa famille, le prix fort.

Aussi peu théoricien, philosophe, sociologue ou historien que possible, mais doté d'une intuition et d'une sensibilité sans pareilles, Bernanos avait, selon Michel Dard, qui fut l'un de ses proches disciples, un extraordinaire besoin de concret. Ce sens du réel contribua à stigmatiser efficacement l'indigne et peureuse France des « bien-pensants » qu'en directeur de conscience il voulait toujours redresser et moraliser.

CLAIRE PAULHAN.

★ **GEORGES BERNANOS A LA MERCI DES PASSANTS**, de Jean-Loup Bernanos, Plon, 505 p., 160 F.

- (1) *Les Enfants humiliés*, Gallimard, 1949.
- (2) Les éditions de la Table ronde ont publié, en 1982, *L'Envers de l'épée*, roman inédit d'un autre des fils de Bernanos, Michel, mort il y a une vingtaine d'années.
- (3) Grasset, 1931.
- (4) Plon, 1938.
- (5) Gallimard, 1961.
- (6) In *Georges Bernanos*, essais et témoignages recueillis par Albert Béguin. Collection des « Cahiers du Rhône », éditions du Seuil, 1949.
- (7) *Diálogos des carmelites*, le Seuil, 1949. Réalisé au cinéma en 1960 par R.L. Bruckberger et Philippe Agostini.
- (8) Plon, 1926.
- (9) Plon, 1929.
- (10) Plon, 1936.

L'œuvre singulière d'un
grand romancier méconnu,
Hubert Haddad.

Hubert Haddad
Perdus dans
un profond sommeil

Albin Michel,
l'éditeur
des grands écrivains.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

L'utopie portugaise

Almeida Faria, la romancier désenchanté

CCHEVALIER errant, le roman épistolaire d'Almeida Faria qui paraît aujourd'hui, développe tous les grands thèmes appartenant au fonds propre, inaliénable, de l'esprit portugais : la mémoire, l'exil, la tristesse et la nostalgie — surtout la nostalgie — l'attente quasi mystique d'une ère enfin nouvelle, l'écart géographique autant que temporel, déploré autant que cultivé.

Ce roman achève une *Tétralogie lusitanienne* dont le premier volet, *La Passion*, avait été traduit chez Gallimard en 1969. Distribué en lettres, pages de journal intimes, confessions... *Chevalier errant* conte les destins croisés des membres ou des proches d'une famille de propriétaires terriens. Le roman se déroule entre juin et novembre 1975, c'est-à-dire au cours des mois les plus anarchoïques de la révolution portugaise, sorte de mai 68 où l'extrême gauche tenait la rue et tentait de s'imposer à la tête de l'État.

Né en 1943, professeur de philosophie à Lisbonne, Almeida Faria appartient à cette génération de Portugais qui ont grandi sous la dictature, ont fait l'expérience de la résistance politique et intellectuelle, avant de vivre la révolution d'avril et ses suites, avec son cortège d'espérance, de promesses plus ou moins tenues... De cette histoire récente et encore vive, Almeida Faria ne retient pas le prosaïsme des situations concrètes ou des enjeux politiques : « J'attendais la révolution qui serait comme une résurrection, dit-il, dans un français irréprochable ; malheureusement, les temps ne sont pas faits pour les héros. La venue de la démocratie n'a pas été ce lendemain utopique qu'on espérait. Mais c'est tout de même quelque chose de mieux que les ténèbres. »

Ce « dialogue entre la lumière et les ténèbres », Faria l'a illustré dans sa *Tétralogie* en transposant le symbolisme chrétien de l'événement pascal. Par ce détour, il retrouve la dimension spirituelle et mystique de l'histoire portugaise.

Malgré l'ironie parfois féroce, dirigée contre certains travers de la société portugaise actuelle, contre « l'esprit étié de ce pays où la culture est presque un crime », la tonalité générale du roman est celle du désenchantement.

Quant à la forme de son livre, Almeida Faria se reconnaît une dette à l'égard des romanciers français du siècle des Lumières : « J'aime chez Diderot, Laclos ou même Sade la tentative de mettre un certain ordre dans le désordre, de traiter dans un langage clair même les choses les plus sombres. C'est cela que j'aime aussi chez Beckett. »

Figure emblématique, le *Chevalier errant* est un symbole de l'homme lusitanien, toujours en partance, toujours « hors de la maison », image de « ce peuple tout entier qui s'est perdu lui-même, confusément en quête d'il ne sait quelle issue ». Parce qu'il parvient à dire l'identité d'une nation — identité qui est le contraire d'un quelconque particularisme — le beau roman de Faria renverse les limites régionales dans lesquelles, par paresse, il pourrait être regardé.

Anne-Marie Quint a su, autant que faire se pouvait, restituer dans notre langue les riches variations de l'original portugais.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ CHEVALIER ERRANT, d'Almeida Faria. Traduit du portugais par Anne-Marie Quint, Belfond, 236 p., 95 F.

Henry Miller le frénétique

(Suite de la page 19.)

Peut-être la rédaction de cet essai, souvent différée et reprise, a-t-elle fini par noier à l'ouvrage. On peut tirer des dizaines de citations paradoxales de ces pages, des formules à l'emporte-pièce, des glans amphigouriques, guère de démonstrations convaincantes. L'hommage rendu à Rimbaud dans *Le Temps des assassins* faisait meilleure justice au talent de Miller essayiste.

L'ami d'Anaïs Nin

Il est plaisant de revoir aujourd'hui, grâce au tome III de son *Journal*, le visage d'Anaïs Nin entre 1923 et 1927, alors qu'elle ne connaissait pas encore Miller. Jeune épouse, elle se révèle sensible et fort pudique, narcissique et amoureuse, mais déjà incapable de résister aux développements les plus fados, aux banalités sur le temps pluvieux de Paris ou le mauvais caractère des chauffeurs de taxi, aux notations superfétatoires où l'on doit fouiller patiemment pour dégager la perle.

De la rencontre avec Miller en 1931 on sait beaucoup, mais de leurs relations par la suite peut-être pas tout (il écrira plus tard à Brenda : « Ah ! à propos, toutes ces histoires que je vous ai racontées sur Anaïs Nin, j'espère que vous ne me trahirez pas, que vous ne les répéterez pas. J'en aurais le cœur brisé. Surtout en ce moment, où elle est en train de mourir. ») Ce fut pour l'un et l'autre une grande et belle affaire. Anaïs aide généreusement Henry, qui de son côté l'encouragea de son mieux et lui fournit l'occasion d'écrire quelques jolis contes libertins (*Venus Erotica*, les *Petits oiseaux*), dont elle n'avait pas appris la recette dans sa très catholique jeunesse.

De cette forte amitié, le recueil des *Lettres de Henry à Anaïs*, déjà traduit en 1967, donne une image chaleureuse, drôle, libre, celle d'un Miller plutôt gai dans son écriture, même dans les moments les plus gris. Ainsi commence-t-on en 1931 par le séjour qu'il fit comme répétiteur au lycée Carnot de Dijon (« Pas un endroit pour un homme blanc. Cela entre nous »). Il détaille le triste état des lieux, le censeur ridicule, les problèmes que posent les chiottes gelés (« comme dans les tranchées ») avec bonne humeur, prône Rabelais contre Goethe, esquisse en passant des croquis délectables du veilleur de nuit du lycée, d'une femme aperçue dans un café ; se demande si Proust était vraiment « un inverti », tout en le dévorant avec une gourmandise sans mélange et en notant avec pertinence : « Il n'est pas de fin à la manière qu'il utilise. »

« Écrire engendre la solitude »

C'est l'époque où il rédige *Tropique du Cancer*, non sans mal, à Chichy, où il habite avec son ami Alfred Perles. Une période joyeuse et prolifique qu'il traverse en proclamant : « Je suis aussi sain d'esprit que le Diable », et en demandant plus discrètement à Anaïs : « J'ai d'étranges rêves homosexuels. Des femmes avec des poitrains sortant de leur organe. Est-ce grave ? » En janvier 1940, quand Miller rentre aux États-Unis, il est mondialement célèbre. Ses lettres à Anaïs continuent sur le même ton aimable et coloré (pas tout à fait naïf, bien sûr, comme l'indique dès le début un post-scriptum de 1932 : « Cette lettre est une de celles qui vaudront de l'argent si je devais crever après que mon livre fut sorti. Entourez-la d'un ruban rouge »). Il découvre les États-Unis et trouve à Charleston un air de Nîmes ou d'Arles, fait de superbes descriptions de La Nouvelle-Orléans, du Grand Canyon, de son arrivée périlleuse en Californie à bord d'une guimbarde. (« Mes vieux ennemis ont disparu avec la sueur et l'angoisse véritable. Pour guérir une névrose, mettez le patient en grand danger, cela guérit tout. »)

En un peu moins de dix ans l'écrivain s'est formé, accompli. Celui qui se levait à Chichy en 1932 « éclatant de l'envie d'écrire » constate à Hollywood en 1941 : « Écrire engendre la solitude. On écrit dans un cabanon. Et cela n'apporte pas l'ultime joie. » Certes, ce que cet auteur prolifique, épistolaire frénétique, devait poursuivre ou fuir sur le papier encore près de quarante ans n'était sans doute pas la joie.

MICHEL BRAUDEAU.

★ LETTRES D'AMOUR A BRENDA VENUS, de Henry Miller. Traduction de Denis Authier, préface de Lawrence Durrell, Presses de la Renaissance, 269 p., 85 F.

★ LE MONDE DE D. H. LAWRENCE, UNE APPRÉCIATION PASSIONNÉE, de Henry Miller. Traduction d'Agathe Catinon, Bachelier Chastel, 298 p., 110 F.

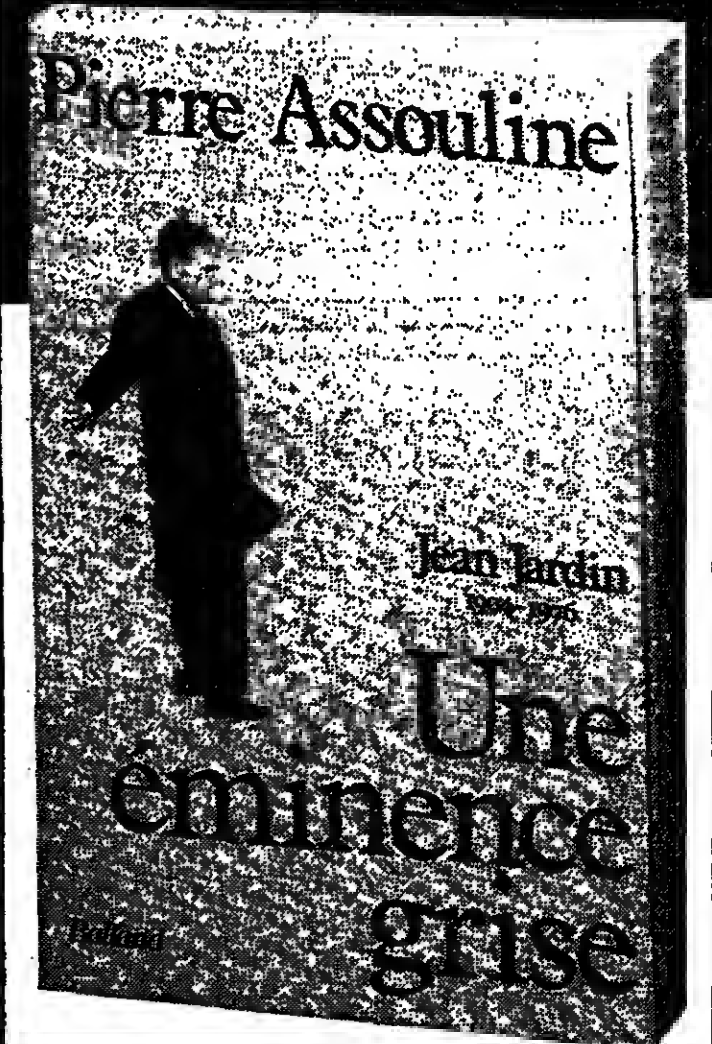
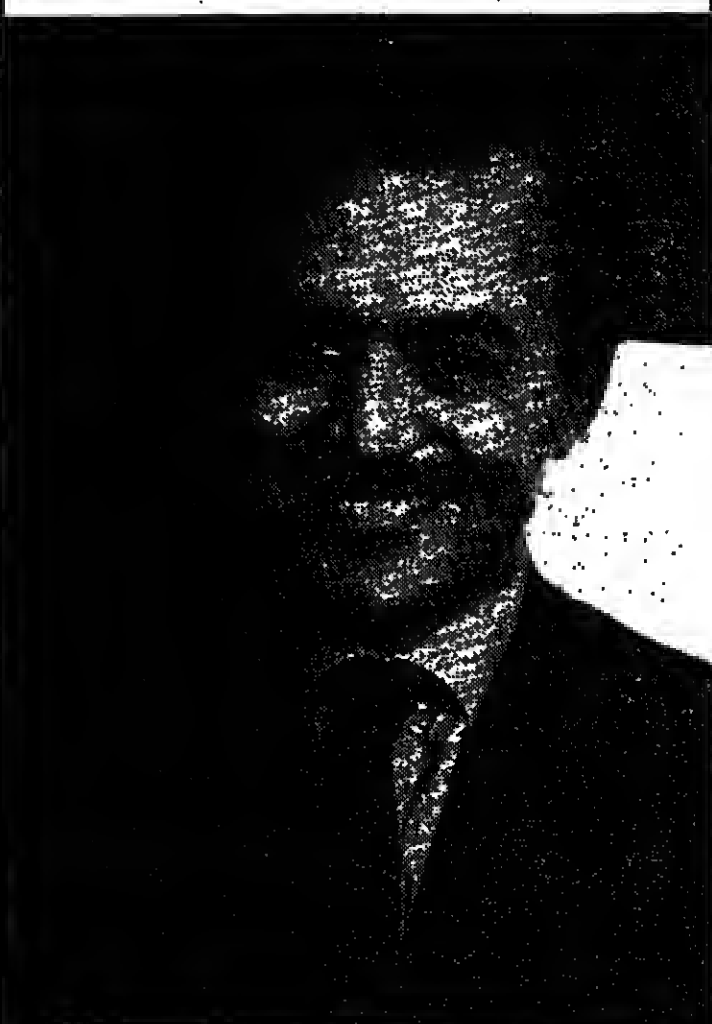
★ JOURNAL D'UNE JEUNE MARIÉE 1923-1927, d'Anaïs Nin. Traduction de Béatrice Commengé, Stock, 376 p., 160 F.

★ LETTRES A ANAÏS NIN, de Henry Miller. Traduction de Pierre Allen, Christian Bourgois, 435 p., 80 F.

Et aussi : ★ FRÉDÉRIC-JACQUES TEMPLE, de Henry Miller. Collection « Qui suis-je ? », La Manufacture, 190 p., 48 F.

★ NOUVELLES COMPLÈTES de D. H. Lawrence. Tome I, présentation, traductions nouvelles, bibliographie et notes de Pierre Narbonne. Classiques Garnier, 744 p., 120 F (le premier volume comprend trente-trois nouvelles datant de « la période anglaise » de D. H. Lawrence : 1907-1919. Le deuxième volume, annoncé pour le printemps 1987, réunira les textes qu'écrivit D. H. Lawrence à la fin de sa vie).

PIERRE ASSOULINE



Une passionnante mise en scène d'un personnage hors du commun...

DANIEL RONDEAU LIBÉRATION

La description du milieu Vichyssois est tout à fait remarquable...

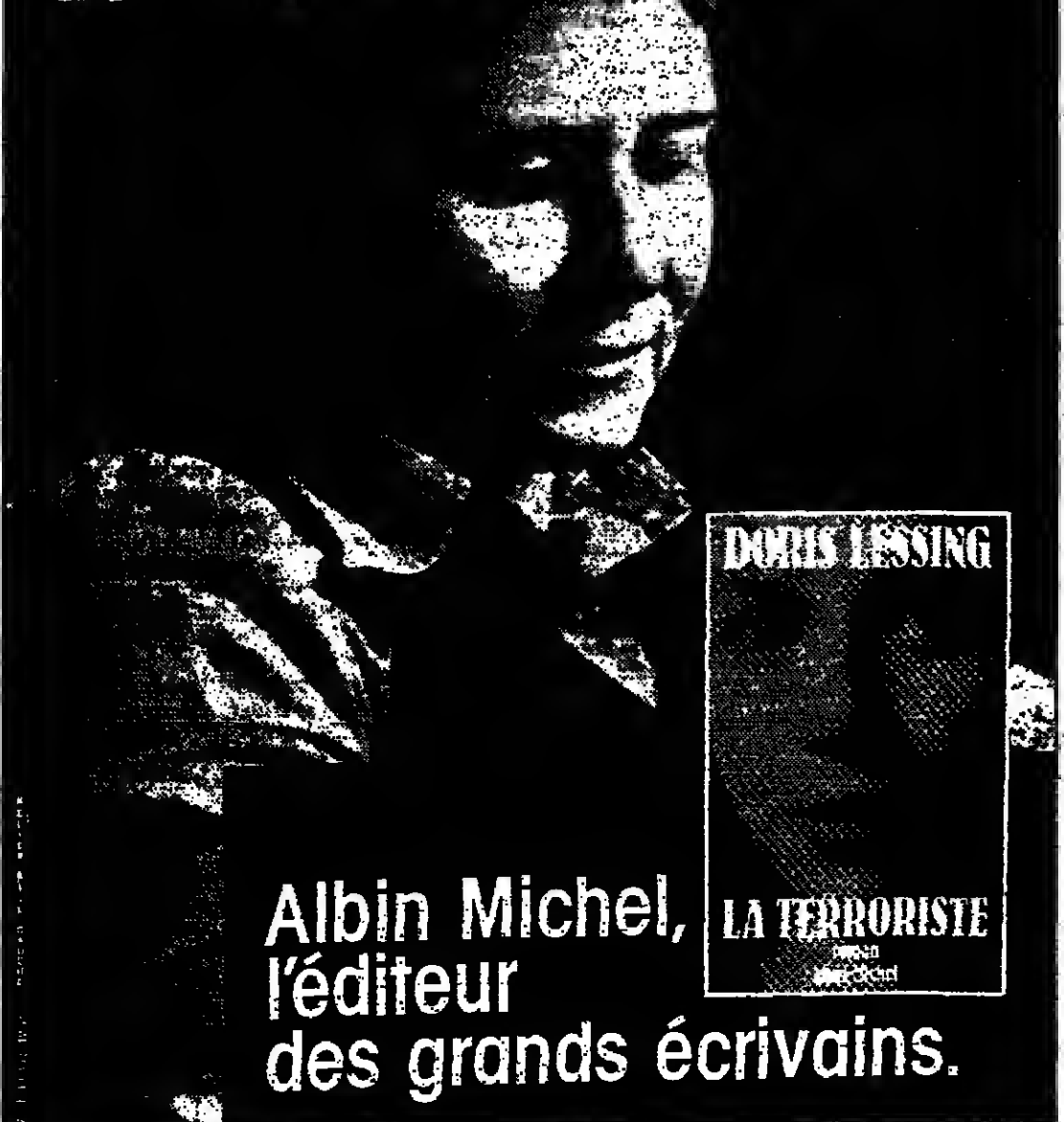
PIERRE LEPAPE LE MONDE

PHOTO: RHELI JUNG

Publiscopie

Balland

Le regard de Doris Lessing sur une jeunesse déboussolée.



Albin Michel, l'éditeur des grands écrivains.

D'AUTRES MONDES

Ramasse-Vioques de Santa-Maria

TROIS femmes arrivent à la gare, trois vieilles prostituées qui viennent jouer les pionnières — Maria Bonita, la patronne, l'irène la grosse et Nelly la blonde — et leur venue est l'aboutissement de longs et fructueux pourparlers pour fonder une maison close à Santa-Maria, la ville qui vient de naître.

C'est la genèse d'une ville. Mais, avant la genèse, Maria Bonita a été jeune, quelque part à l'intérieur du pays. Santa-Maria, cité mythique — « un petit pays pour de rire depuis la côte jusqu'aux rails limitant la Colonia, où chacun croit en son rôle et le joue sans grâce », explique un des narrateurs du roman, alter ego de l'auteur. « Ainsi moi, quand je me distrais, quand je cesse d'être sur mes gardes et participe, je suis le docteur Diaz Grey, le fils le médecin, l'homme de science aux connaissances moins discutables que celles des vieillards qui assistent les femmes en couches, soignent les entorses gesticulent et le merveilleux œil au harnais du littoral. » Ainsi se présente cet observateur sarcastique des débuts d'un monde auquel il semble croire si peu, un monde nouveau déjà entaché des traits et des mesquineries qui pré-existaient ailleurs dans l'esprit de ses habitants. L'homme donc ne vit pas seulement de pain, et le pionnier — comme le cow-boy des westerns — ne peut survivre sans les femmes. A la municipalité, la droite est opposée à l'installation d'une maison close, et le pharmacien, Euclides Barthe, progressiste mais véniel, obtiendra, moyennant des magouilles compliquées, l'installation de la maison aux pensionnaires blanches.

La chronique
de NICOLE ZAND

cantes ou perresseuses, les obscurités voulues ou imposées.

Dans *Ramasse-Vioques* (pourquoi ne pas avoir traduit plus prosaïquement *Juntacaderas* par « Ramasse-Cadavres » ?), on retrouve les personnages de la *Vie brève*, écrit dix ans auparavant, et du *Chantier* (1) : certains resuscitent, d'autres changent de nom. C'est la vie ! Les « vioques », les « cadavres » importés dans ce trou perdu, sont pitoyables, pathétiques dans leur décrépitude : Maria Bonita qui s'enferme dans sa chambre pour passer en revue la déchéance d'un corps qui, même avachi, est amour. « Parle-moi de ce que nous étions auparavant, toi et moi, murmure Maria » Bonita sans espoir. Et Ramasse, dans son observation insistante de ce qui meurt, croit trouver le passage vers la mort. « Déjà son corps se fait lourd comme si elle-même se suspendait, à l'inverse de la Maria Bonita que j'ai connue quand elle était une jeune fille. Tout en elle s'animait vers le haut, elle voulait grandir. Elle regardait vers le haut et se redressait en levant les bras. Maintenant, c'est le contraire, tout s'effondre, elle part en bas ; le ventre, la poitrine, le visage, ses grandes mains. »

Le sarcasme fait place à la compassion envers ces femmes comme envers Larsen, elles Ramasse-Vioques, misérable proximité — ou artiste inspiré ? — qui voit s'effondrer son rêve du « bordel idéal », tandis que Jorge ne cesse d'être troublé par Julita, la veuve de son frère que la douleur a fait sombrer dans une douce folie. Jorge qui songe avec désolation que l'adolescence « n'est pas une étape de la vie, mais une maladie, un vice de constitution, une tare incurable ».

Le livre se déroule en spirale, comme un escargot qui tournerait autour des différents plans de la vie et du péché. La nouvelle traduction de la *Vie brève* (parue en 1987 chez Stock et épuisée depuis longtemps) permettra d'explorer toute la « saga de Santa-Maria ». Mais celle-ci ne pourra pas faire oublier la perfection des œuvres courtes, et notamment du chef-d'œuvre d'Onetti : les *Adieux* (2).

★ RAMASSE-VIOQUES, de Juan Carlos Onetti, traduit de l'espagnol par Albert Besançon. Gallimard, 266 p., 92 F.

(1) *La Vie brève*, (nouvelle traduction à paraître chez Gallimard) et *Le Chantier* (Folio).
(2) Christian Bourgois, 1985.

Concours
La Pléiade,
levez
l'ancre.

GALLIMARD

Gagnez une croisière en mer Méditerranée pour 2 personnes en participant au concours organisé par Gallimard et Télérama du 1^{er} octobre au 11 novembre 1986. Ce concours doté de 300 prix est ouvert à tous. Pour jouer, allez vite chez votre libraire, demandez un bulletin de participation, consultez Télérama. Découvrez La Pléiade, et votre libraire vous offrira, pour un achat de 2 volumes de la collection, le somptueux agenda Pléiade 1987.

CONCOURS DE
LA PLÉIADE

Télérama

JEAN RASPAIL

Qui se souvient des Hommes...

"Le meilleur roman de Jean Raspail."

Bernard Pivot/APOSTROPHES

"Jean Raspail a écrit un livre passionnant et déchirant, un livre généreux et peut-être désespéré."

Michel Déon de l'Académie française

"A peine ouvert, les mots vous sautent à la tête, au cœur et au ventre, vous pénètrent, vous possèdent."

Françoise Xenakis/LE MATIN

ROBERT LAFFONT

RENCONTRE AVEC JUAN CARLOS ONETTI

Un « Sudaca » au pays des « Gallegos »

Considéré comme un des plus grands romanciers de langue espagnole, l'Uruguayen Juan Carlos Onetti — né en 1909 — n'a pas encore la célébrité qu'il mérite. Pourtant, en 1980, le prestigieux prix Cervantès a couronné son œuvre. A Madrid, où il s'est exilé, il évoque sa vie, mélange de scepticisme et de passion.

DEPUIS 1975, l'Uruguayen Juan Carlos Onetti vit à Madrid, au dernier étage d'un immeuble moderne, qui se décrip et domine l'une de ces avenues bruyantes où ne cessent de se faire entendre les klaxons, les sirènes et le grondement ininterrompu d'une circulation plutôt assourdissante. Une immense terrasse tourne autour de l'appartement. Une chienne accoulee avec des aboiements stridents le vitteur inconnu qui arrive là, après l'heure de la sieste. Des amis sonnent, joyeusement accueillis par Dolly, sa femme, une Argentine violoniste à l'Orchestre de Madrid, et par Raquel, la sœur de l'écrivain.

Dans la bibliothèque, outre les œuvres du maître de la maison, des dizaines d'ouvrages de critique littéraire et de thèses universitaires qui lui sont consacrées, donnant la mesure de l'importance d'un écrivain à l'œuvre exigeante et vivante qui ne saurait manquer d'avoir bientôt la célébrité qu'elle mérite. De cet appartement, de sa chambre boudée de livres, Onetti ne sort à peu près jamais, sauf l'été, qu'il passe dans un chalet près de l'Escorial.

« Cela me fatigue beaucoup de me réveiller », dit cet homme de soixante-dix-sept ans, l'air et la lourde silhouette de dévot de livres, surtout de romans policiers, visage rond, sensuel, aux lèvres épaisses, un regard sarcastique dédaigneusement triste.

« Je suis un sceptique », prévient-il d'entrée. « Tout est vanité, article-t-il en français (qu'il ne parle pas). Comme chez Cioran, par exemple. J'aime sa façon d'écrire. Mais que dit-il au fond ? Que la vie n'a pas de sens, que rien n'a de sens. Je sais que tout est vanité (il l'a dit en espagnol, cette fois), la pompe, le luxe, les triomphes. Puisque nous devons mourir. »

Il jette un regard vers un Boudha posé sur une table basse. « C'est mon grand ami. J'aime son sourire. Je l'ai apporté de Montevideo. »

Comment se fait-il que, malgré plusieurs livres traduits en France (six depuis 1967), vous soyez resté inconnu pour le public français, alors que vous avez reçu de nombreux prix : le prix national de littérature d'Uruguay en 1962, et en 1980 le prix Cervantès ?

Gallimard a publié le *Chantier* et un recueil de mes nouvelles : les *Bas-Fonds* du rêve. Quand j'étais très jeune, j'avais une grande ambition : qu'un jour on publie un livre de moi chez Gallimard, avec la couverture aux lettres rouges de la *Nouvelle Revue française* !

Mon père était employé des douanes. Je ne me vois aucune origine littéraire. J'ai quitté l'école dès la première année du secondaire. Je suis un autodidacte. J'ai travaillé très jeune : garçon de courses, vendeur de billets au stade, marchand de machines à calculer. Surtout, je me suis mis à lire. Avec enthousiasme. Le premier roman que j'ai écrit s'intitulait *Tiempo de abrazar* (« le Temps d'embrasser »), un roman d'amour. J'avais vingt-deux ans. Il y avait de nouveaux éditeurs en Argentine qui m'ont édité. J'ai vécu longtemps à Buenos-Aires et longtemps à Montevideo. Ma vie a été un peu comme un pas de danse. (Il rythme comme un tango). Montevideo — Buenos-Aires. Buenos-Aires — Montevideo. Au gré des circonstances, au gré des crises, au gré des dictatures.

On disait que l'Uruguay était la Suisse de l'Amérique du Sud.

Il l'était. Mais c'est foutu. Tout est foutu (en français, en détachant bien les syllabes : rires, silences longs, lourds).

Pourquoi n'avez-vous jamais écrit un de vos écrits en Espagnol ?

Un livre espagnol, il faut l'écrire dans un espagnol châtié. Vous comprenez le mot « châtié » (castizo) : la langue propre aux académiciens — prosopopée, grandiloquence, des mots qui meurent, des phrases mortes. Cela, je ne peux pas.



Je n'ai jamais relu mes livres. Même les *Adieux*, qui est mon préféré. Chaque fois que j'ai essayé de relire une page, je me suis dit : « Quel idiot, cet Onetti, de ne pas avoir assez travaillé ! ». Ou alors je me suis dit : « Comme c'est bon ; jamais je n'écirai aussi bien... ». De toute façon, on est découragé, et il vaut mieux ne pas se relire. Cet « autre » que Borges avait inventé et avec lequel il n'avait rien à voir, c'était la solution.

Evidemment, chaque fois que je relis Faulkner, je ne peux m'empêcher d'être saisi par l'admiration et l'envie. C'est un génie. Par exemple, dans *Abasco* ! Absalon ! La femme qui ne supporte plus sa vie, les fenêtres fermées à cause du soleil, etc., cela tient du prodige.

Vous pensez-vous du boom latino-américain des années 60 ?

Le boom, c'est une légende. Certains ont dit qu'il a été fabriqué par les éditeurs de Buenos-Aires et d'Espagne. Mais, la réalité, c'est que grâce au boom il a paru des écrivains vraiment bons. Et très supérieurs à ce qu'il y avait ici (en Espagne). C'est une chose que les Espagnols n'aiment pas : ils nous appellent des « Sudacas », un terme très péjoratif qui désigne ceux qui viennent d'Amérique du Sud. Nous, là-bas, nous les qualifions de « Gallegos » (Galiciens). Qu'ils soient nés dans n'importe quelle province d'Espagne, ils sont tous pour nous des Galiciens. Mais ce n'est pas péjoratif. Cela vient peut-être du fait qu'il y a une grande quantité de bars à Montevideo et que les patrons sont galiciens.

Vos personnages sont le plus souvent des malades, des fous, des ivrognes ou des ratés. Mais toujours des rêveurs.

Je sens que l'homme ne peut pas vivre sans entretenir des rêves. Je me dis qu'en général ceux-ci restent inaccomplis. Tout est échec. Par exemple, Larsen, le personnage de *Ramasse-vioques* qui est un maquereau (il dit « maquereau » en français). Pour moi, c'est un artiste raté et, au risque de choquer, je dois dire que j'ai pour lui de la tendresse. Il a rêvé du bordel parfait qu'il ne pourra jamais réaliser. Je l'ai déjà fait ressusciter une fois, et il est possible que je le ressuscite encore. Je ne sais pas quand.

Je voudrais parler de la discipline du travail. Parce que, pendant la partie de la vie la plus douce, la plus riche — la jeunesse, — j'ai préféré l'amour. L'amour de la femme, pas l'amour des personnages, pas l'amour des livres. Si j'avais été impuissant, j'aurais écrit vingt livres, ou plus. J'aurais consacré ma vie à des choses que je ne faisais pas. J'ai préféré vivre les choses que j'écrivais.

Mais, chez vous, l'amour est toujours un échec.

Oui. Certainement. Tout passe. Tout blesse. Tout casse (il le dit en français, et rit).

Comment vit-on quand on vit loin de son pays, même si l'on parle la même langue ?

Comment on vit ? Je ne sais pas. Mais c'est ici que je mourrai.

مكتبة الشهدا

Sports

JO : le casse-tête de M. Samaranch

(Suite de la première page)

De capitale en capitale, de continent en continent, il prêche la bonne parole aux chefs d'Etat et de gouvernement. C'est ainsi qu'il suggère successivement à deux présidents de la République française, MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, une candidature de Paris à l'organisation des Jeux d'été.

Soupons

Ses prédécesseurs, Avery Brundage et lord Killanin, qui avait laissé la direction du CIO à une dame de fer, M^{me} Monique Berlioux, étaient surtout connus l'un pour ses collections d'art asiatique et l'autre pour la production de films à grand spectacle. M. Samaranch réorganise complètement l'administration du comité, fait construire une vaste annexe au château de Vidy, qui n'est qu'une grosse bâtisse bourgeoise en bordure du Léman.

En moins de quatre ans l'olympisme qui avait beaucoup de plomb dans l'aile a repris son envol. Péniblement toutefois. M. Samaranch ne réussit pas à convaincre les Soviétiques et leurs alliés de faire le voyage de Los



Angeles en 1984. C'est un nouvel échec à l'universalité du mouvement, la preuve que les politiques parlent plus fort que les sportifs. C'était l'arrêt de mort de l'olympisme sans l'émergence d'un événement considérable : les Jeux sont rentables. Sur des bases purement capitalistes, le Comité d'organisation de Los Angeles a fait des bénéfices vertigineux. Les Jeux ne condamnent donc

plus irrémédiablement les contribuables à payer pour un spectacle éphémère. Aussitôt c'est l'afflux de candidatures. Six pour les Jeux d'été de 1992 alors qu'il y en avait en une seule pour ceux de 1984 et deux pour ceux de 1988.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'épine politique. Les problèmes nés du choix de Séoul pour célébrer la vingt-quatrième Olympiade sont là pour le rappeler : la mort dans l'âme, le CIO doit accepter de négocier la répartition des épreuves entre le Nord et le Sud afin de ménager la susceptibilité de Pyongyang qui, en cas de mécontentement pourrait entraîner un nouveau boycottage.

Si bien que, à Lansanne, en ce moment, les membres du CIO ne sont pas seulement en train d'exa-

miner des candidatures. Ils subissent eux-mêmes un examen de repêchage. Sans droit à l'erreur. Ils ont pourtant à résoudre la quadrature du cercle. Quelle ville pourra assurer en 1992, non seulement l'universalité mais aussi la rentabilité des Jeux ? Epineux problème qui en révèle d'autres sous-jacents.

Cette assemblée de personnalités cooptées - le dernier étant le prince Albert de Monaco - est-elle vraiment qualifiée pour diriger la plus grande manifestation sportive mondiale ? Le principe d'indépendance des membres du CIO se vérifie-t-il en dépit des sollicitations de toutes natures auxquelles ils peuvent être soumis ?

Toutefois, si Barcelone était choisi, on ne pourrait éviter de soupçonner les membres du CIO d'avoir favorisé une ville à laquelle M. Samaranch est très attaché ou de s'être laissé influencer par l'agent commercial du CIO (ISL, Adidas) également favorable à la cité catalane. Dans ce cas, ce serait la faillite du Comité international.

M. Samaranch sait qu'il est en équilibre précaire. Il a su donner au CIO une image moderne. Mais cette restauration reste fragile. Le Comité doit prouver qu'il sait faire les bons choix, qu'à bon droit il gère cet olympisme bientôt centenaire.

ALAIN GIRAUDO.

* Voir le Monde du 9 et du 15 octobre pour les dossiers consacrés aux candidatures d'Alberville et de Paris.

● **AUTOMOBILISME** : rallye de San-Remo. - L'Italien Massimo Biasion (Lancia Delta S4) est passé en tête du rallye de San-Remo, mercredi 15 octobre, à l'issue de la troisième étape. Il précédait de 11 secondes le Finlandais Juha Karikainen (Peugeot 205 turbo 16) et de 64 secondes l'italien Dario Cerrito (Lancia Delta S4).

● **TENNIS** : tournoi de Bâle. - Pour son retour à la compétition après une tendinite au pied gauche, Yannick Noah a passé, mercredi 15 octobre, le premier tour du tournoi de Bâle, doté de 210 000 dol-

lars, en battant le Suédois Jonas Svensson 6-3, 6-4.

● **VOILE** : coupe de l'America. - Challenge France, la bateau d'Yves Pajot, a remporté, mercredi 15 octobre à Fremantle (Australie occidentale), sa deuxième victoire dans les régates éliminatoires de la coupe de l'America, par abandon d'Azzura, sur avarie de gouvernail. En revanche, French-Kiss, de Marc Pajot a été devancé de 33 secondes par America-II de John Kolius. Jeudi, la onzième manche a été reportée en raison d'un vent trop violent (30 à 40 nœuds).

Religion

L'islam est perçu comme « facteur de guerre » par plus d'un Français sur deux

Les religions sont-elles facteur de paix ou facteur de guerre ? La question est posée à quelques jours de la rencontre de prières pour la paix qui, le 27 octobre prochain, à Assise, réunira autour du pape quatre-vingt-huit personnalités catholiques, protestantes, orthodoxes et soixante et onze représentants des religions non-chrétiennes (islam, judaïsme, bouddhisme, hindouisme, shintoïsme, etc.).

Dans un sondage Louis Harris-France, publié le 15 octobre par le mensuel *l'Actualité religieuse dans le monde* et par l'hebdomadaire *la Vie*(1), il apparaît que les religions sont « facteur de guerre » pour une majorité de Français (47 %), contre 31 % qui estiment qu'au contraire elles favorisent la paix.

Le catholicisme est une religion pacifique pour 63 % des Français (15 % pensent le contraire), de même que le protestantisme (49 % contre 16 %) et le bouddhisme (35 % contre 12 %). L'opinion est plus partagée sur le judaïsme : 31 % pensent que la religion juive est « facteur de guerre » et 29 % « facteur de paix ». Mais c'est l'islam qui fait pencher la balance : pour 55 % des Français, l'islam est « facteur de guerre », contre 11 % qui estiment la religion musulmane « facteur de paix ».

Le questionnaire analogue mené à l'étranger montre que la France est assez isolée dans cette appréciation globalement négative des religions. Celles-ci apparaissent très majoritairement comme des facteurs de paix en Allemagne fédérale (62 %), aux Etats-Unis (67 %), au Chili (75 %), en Suisse (43 %). Pour les Israéliens, en revanche, elles sont à 48 % responsables de guerres et à 31 % de paix.

Invitant les Français à s'associer « par la prière personnelle et par le jeûne » à la journée d'Assise pour la paix, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, écrit dans *Paris Notre-Dame* du 15 octobre : « Des religions sont impliquées dans les affrontements sanglants entre peuples et nations. En sont-elles responsables ? Faut-il conclure que la dimension religieuse constitutive de l'homme est contraire au progrès de la civilisation ? »

« Il est nécessaire de montrer que le sens religieux est à l'opposé du fanatisme », répond le cardinal Lustiger. La religion dans ce qu'elle a de plus fondamental conduit les hommes non au pire, mais au meilleur. Elle peut et doit être le facteur décisif pour la paix dans la justice et la vérité. Elle doit sauver les hommes des folies totalitaires ».

(1) Louis Harris-France a réalisé ce sondage auprès de 1 000 personnes les 27, 28, 29 août, et coordonné des enquêtes identiques dans cinq autres pays, les Etats-Unis, la République fédérale allemande, la Suisse, Israël et le Chili.

DÉFENSE

Deuxième conseil restreint en une semaine

M. François Mitterrand a présidé, le mercredi 15 octobre, à l'Elysée, un conseil restreint de défense, qui a duré une heure et auquel assistaient, outre M. Jacques Chirac, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et le ministre de la défense, M. André Giraud. C'est, en une semaine, le deuxième conseil restreint de défense que préside le chef de l'Etat.

Cette réunion était destinée à préparer le prochain conseil de défense qui aura lieu au début de novembre et qui, avec la participation des chefs militaires, doit mettre au point la loi de programmation militaire 1987-1991. Ce texte de loi, qui sera ensuite examiné en conseil des ministres et soumis à l'approbation du Parlement, fixera l'essentiel des dépenses d'équipement des armées dans le domaine nucléaire, spatial et classique. Il comportera aussi un préambule qui rappellera les menaces et déterminera les missions et l'organisation des armées.

Actuellement, le ministère de la défense a évalué ses besoins d'équipement, sur cinq ans, à 490 ou 500 milliards de francs. Cependant, le ministère de l'économie et des finances lui propose de consacrer une somme inférieure (de l'ordre de 460 milliards de francs), ce qui nécessite des arbitrages, du chef de l'Etat et du premier ministre, sur le choix des programmes retenus.

Première en deltaplane à l'Everest

Steve McKinney, qui dirige l'expédition Everest Over Air, a réussi en deltaplane la première « traversée » aérienne le long de la face nord de l'arête ouest du mont Everest jusqu'au Changtze (7 700 mètres), puis à un point d'atterrissage situé à 5 700 mètres. Le télégramme envoyé de Lhasa, le 14 octobre, par « l'officier de liaison chinois » précise que cet exploit a eu lieu le 5 octobre. Il ne donne pas d'autres précisions. On ne sait pas si Steve McKinney est monté au sommet de l'Everest en deltaplane comme il en avait l'intention (*le Monde* du 4 octobre). On ignore également de quelle altitude l'« homme volant » est parti. Quel qu'il en soit, ce vol en deltaplane est une « première » pour la face nord de l'Everest.

Y. R.

La procédure du vote

Après avoir entendu une dernière fois, mercredi, les sept candidatures d'hiver, et jeudi les six candidatures d'été, les 86 membres du CIO présents à Lansanne passeront au vote vendredi 17 octobre. Ils désigneront d'abord la ville d'hiver puis, sans que le résultat soit proclamé, la ville d'été. Le vote aura lieu à bulletin secret. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, la ville ayant eu le moins de voix est éliminée à chaque tour jusqu'à ce qu'il n'en reste que deux en compétition. Trois scrutateurs, le Chinois He, le Sénégalais Mbaye et le Suisse Hodler collecteront les résultats de chaque tour et les remettront au président du CIO qui en fera la proclamation à 13 h 30.

RENAULT 25 BIENVENUE AU CLUB

RENAULT 25 V6

411 NC 35

Parce qu'elle a la douceur feutrée des greens, parce qu'elle a le drive puissant du V6 Turbo, parce qu'elle a un swing d'une élégance rare, la Renault 25 est la voiture officielle du Trophée Lancôme. Renault 25, pour des parcours sans fautes. Bienvenue au club. Modèle présente Renault 25 V6 injection : 151 500 F Prix au 01/09/86. Millesime 87. Chaine stereo 4x20W, 6 haut-parleurs. Peinture métallisée en option. Garantie anti-corrosion 5 ans sur tous les véhicules de tourisme millesime 87. DIAC: votre financement. RENAULT propose elf

RENAULT 25 VOITURE OFFICIELLE DU TROPHÉE LANCÔME

Le Monde EDUCATION

Des remèdes pour la dyslexie

La souffrance d'Adrien

« **T**ROIS ans d'enfer. » C'est ainsi que Gisèle Plantier, une mère de famille, auteur du livre *Les Malheurs d'un enfant dyslexique*, invitée au colloque sur la dyslexie organisé récemment par l'UNFD, décrit les premières années d'école de son second fils, Adrien. « Ce furent pour lui trois années d'angoisse et, pour nous, trois années d'interrogation et d'ignorance qui ont empoisonné notre vie familiale. » L'enfant, d'intelligence vive dans la vie quotidienne, « se transformait, expliquait sa mère, en cancre dès qu'il prenait un livre entre les mains ». Il se montrait obstinément incapable de retenir une leçon, d'apprendre une table de multiplication et d'exécuter les devoirs les plus simples. Pour les maîtres, Adrien était paresseux et limité intellectuellement. « Je savais que ce n'était pas vrai », raconte sa mère, qui le voyait tous les soirs peiner sur ses livres et ses cahiers. « Alors j'ai cherché à comprendre. »

Les enseignants n'étant d'aucun secours, M^{me} Plantier s'est tournée vers son entourage et un jour « le miracle » s'est produit. Quelqu'un lui a parlé de la dyslexie. Un trouble que les spécialistes définissent ainsi : « Difficulté durable d'apprentissage de la lecture et d'acquisition de son automatisme chez les enfants intelligents, normalement scolarisés et indemnes de troubles sensoriels. »

Après une série de tests, le neuropsychiatre infantile consulté a confirmé la dyslexie d'Adrien. Il a aussi diagnostiqué une dysorthographe (maîtrise difficile du langage écrit très fréquente chez les dyslexiques) et, ce qui est plus rare, une dyscalculie (difficulté de calcul). Il a aussi pu constater que l'enfant, qui avait vécu une situation d'échec pendant plu-

La dyslexie peut bouleverser complètement la vie des enfants et de leur famille. Pourtant des possibilités existent de la combattre, pourvu qu'elle soit dépistée assez tôt.

sieurs années, était moralement atteint.

Il a donc décidé de retirer temporairement Adrien de l'école et de lui faire suivre des cours spécialisés et une rééducation orthophonique. Cette parenthèse scolaire a duré trois mois. Pendant celle-ci,

ils insistent sur le soulagement qu'ils éprouvent quand, après des années d'interrogation, on leur explique l'origine des maux : un traumatisme au cerveau, héréditaire, touchant le plus souvent les gauchers, et trois garçons pour une fille. Soulagement aussi quand ils apprennent que, avec



l'enfant, sa mère et l'orthophoniste ont dû travailler en étroite liaison, car il fallait répéter à la maison ce qui avait été appris avec le spécialiste. A la fin du trimestre, Adrien a pu retourner dans son école et rentrer en CM1. Il a continué à voir l'orthophoniste après la classe, quatre fois par semaine pendant cinq ans. « En troisième, son niveau était tout à fait honorable, raconte sa mère. Elève dans un lycée hôtelier, il a terminé ses études à une bonne place. Certes, il avait deux années de retard, mais qu'est-ce que ces deux ans sur une vie ? »

L'ignorance des enseignants

Exceptionnelle, cette histoire ? Non. Tous les parents d'enfants dyslexiques font des récits semblables. Ils parlent d'angoisse, de cauchemars chez les enfants qui ne comprennent pas pourquoi ils lisent tout de travers et ne parviennent pas à écrire une ligne sans faute. De l'ignorance des enseignants qui souvent accablent les parents et harcèlent l'enfant au lieu de les aider. Mais surtout,

une rééducation appropriée, une pédagogie adaptée, il est possible de contourner le handicap. Il y a des médecins dyslexiques, des enseignants... On en compte même parmi les grands hommes : Churchill, Rodin, Einstein... pour ne citer qu'eux !

Bien que l'on ne comprenne pas encore le mécanisme exact du cerveau, l'expérience montre que ce dernier présente une remarquable capacité d'adaptation et de compensation, lorsque certaines zones sont altérées. L'âge, bien sûr, est déterminant. Il sera toujours plus facile de travailler avec un sujet jeune qu'avec un adulte. D'où la nécessité d'un dépistage précoce. Ce qui est loin d'être possible en France où, contrairement aux pays voisins, on commence seulement à découvrir qu'il y a d'autres explications que celles d'ordre psychologique aux difficultés d'apprentissage du langage écrit ou parlé.

Les spécialistes observent que, « à la fin du CP, sur cent élèves, vingt ne savent pas lire. Sur ces vingt, douze liront normalement l'année suivante, mais huit auront des difficultés persistantes, car ils sont dyslexiques. »

Sur ces huit, seule une petite partie verra l'origine de ses difficultés diagnostiquée avant la sixième et certains atteindront l'âge adulte dans l'ignorance. Regroupés en union pour se donner plus de poids, les associations de parents d'enfants dyslexiques ont décidé d'interpeller les pouvoirs publics. Elles souhaitent que l'éducation nationale reconnaisse enfin la dyslexie et la dysorthographe, et que les maîtres soient sensibilisés à ce problème.

« Tests de présomption »

Elles demandent un dépistage systématique. Selon le professeur Willem de Looze (Belgique), il existe des « tests de présomption » adaptés aux tout-petits, qui pour-

raient être utilisés par les enseignants ou par les médecins scolaires et permettraient d'attirer très tôt l'attention sur des enfants à risque. Mais, comme le souligne le professeur Pierre Debray-Ritzen, médecin à l'hôpital des Enfants malades à Paris, il n'est pas possible de diagnostiquer la dyslexie avec précision avant sept ans, âge où les notions d'apprentissage de la lecture et de l'écriture devraient être acquises. Et seuls, bien sûr, les spécialistes sont habilités à prononcer ce diagnostic.

Une fois la dyslexie décelée, que faire ? Les parents proposent différentes solutions suivant la gravité du cas. Celles-ci vont du retrait momentané du cursus scolaire traditionnel, avec pour objectif une rééducation rapide, aux séances de soutien avec un orthophoniste, si possible dans l'établissement scolaire. Cela, expliquent-ils, éviterait des fatigues supplémentaires à des enfants déjà épuisés par un effort scolaire intense.

Il demandent aussi une formation pour les maîtres et une évaluation différente du travail fourni par les élèves dyslexiques. S'il est en effet possible de donner à ces enfants des moyens mnémotechniques et différents « trucs » pour contourner leur handicap, celui-ci subsiste. Un enfant dyslexique sera toujours plus lent qu'un autre et un dysorthographe qui fera toujours des fautes. Alors ne pourrait-on, pour eux, raccourcir les dictées ? Et autoriser la calculatrice aux dyscalculiques ?

CHRISTIANE CHOMBEAU.

La Permanence téléphonique. — La Fédération nationale des orthophonistes organise, le jeudi 18 octobre, une permanence téléphonique afin de répondre aux questions des enfants handicapés par des troubles de langage ou des parents inquiets des retards de parole ou des difficultés d'expression chez leurs enfants. A Paris, le numéro d'ARL-Longue est le 45-26-84-84.

Anomalie du cerveau

Les recherches sur les causes de la dyslexie s'orientent vers une lésion du cortex gauche, au niveau de la zone du langage

La dyslexie est-elle une maladie héréditaire ? Assurément provocatrice, cette question illustre la voie que prennent actuellement, aux Etats-Unis surtout, les recherches sur cette affection. Véritable initiateur de cette théorie, le professeur Norman Geschwind avait, il y a quelques années, montré que la dyslexie était — sinon due — du moins liée à une asymétrie particulière entre les deux hémisphères du cerveau (le Monde du 20 octobre 1984).

Une anomalie du cortex gauche, toujours la même, située au niveau de la zone du langage découverte par Broca il y a plus d'un siècle, était retrouvée sur les cerveaux d'enfants dyslexiques décédés accidentellement. En outre, Norman Geschwind avait été intrigué par la fréquence relativement élevée d'allergies et de problèmes somatiques de maladies auto-immunes (affections thyroïdiennes, diabète, myasthénie, polyarthrite rhumatoïde) dans la famille des enfants dyslexiques. Il se demandait si un trouble de la production fœtale de la testostérone pourrait être responsable d'un trouble du développement des deux hémisphères.

Aujourd'hui, les recherches menées par Geschwind ont été reprises par le professeur Albert Galaburda (Harvard Medical School, Boston). « Ce serait une erreur d'avoir une approche purement médicale et biologique de la dyslexie, explique-t-il. Un trouble d'origine cérébrale est certainement en cause, mais il ne faut pas croire que prédisposent la survenue d'un véritable syndrome dyslexique. C'est de la qualité de l'environnement et de l'éducation de l'enfant que dépendra, en grande partie, l'apparition ou non de ce syndrome. » Autre erreur dénoncée par le professeur Galaburda : croire qu'il existe « un cerveau standard ».

« Au contraire, dit-il, à mesure que nous apprenons à connaître le fonctionnement du cerveau, nous sommes de plus en plus frappés par son extrême variabilité. La dyslexie est une forme extrême de cette variabilité. »

De même, il serait faux de croire, dit-il, que les enfants dyslexiques « des enfants intelligents, mais qui n'ont pas la capacité d'utiliser le langage écrit pour communiquer leur connaissance » — sont malades. « Leur maladie, si tant est qu'elle ait existé, n'existe plus, explique le professeur Galaburda. Il semble qu'il se soit produit pendant la grossesse, à un moment critique du développement de ces enfants, un trouble qui a provoqué une réorganisation de l'architecture de leur cerveau. »

D'ailleurs la dyslexie, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne serait pas due à une insuffisance du développement de la zone du langage, mais plutôt à un excès de développement de cette zone. Comme s'il existait trop de cellules nerveuses (ou neurones) et que ce surplus, en définitive, nuisait au fonctionnement — orthophoniquement efficace — de « la machine à langage ». Il a été possible grâce à des examens extrêmement fins du cerveau d'observer dans cette zone la présence de neurones qui

n'auraient jamais dû y être. Cette ectopie cellulaire pourrait avoir un lien de cause à effet avec le trouble du développement de la région temporelle du cerveau constaté chez les dyslexiques. Ce double phénomène d'ectopie et de dysplasie cellulaire, responsable de la symétrie temporelle, s'accompagnerait d'une prolifération de vaisseaux sanguins (bien visible à l'angiographie).

Reste à expliquer l'ensemble de ces phénomènes. « On en est réduit aux hypothèses », convient le professeur Galaburda. Il semble qu'un moment du développement fœtal du cerveau se produise une petite lésion responsable d'une réorganisation de l'architecture du cerveau. Il se pourrait que cette lésion minuscule soit le fait d'une interaction entre le cerveau du fœtus et le système immunitaire de la mère. Des preuves directes de cette interaction ont été observées, comme la présence d'anticorps anormaux, d'origine maternelle, présents chez le fœtus après avoir traversé le placenta. Cette interaction n'est qu'hypothétique. Elle pourrait cependant expliquer pourquoi il y a trois fois plus de dyslexiques parmi les garçons que parmi les filles.

Plusieurs points restent à élucider, explique A. Galaburda : « Quel est le rôle de la testostérone (ou hormone mâle) ? A-t-elle un effet sur les maladies auto-immunes et sur la migration cellulaire ? »

« La période pendant laquelle le cerveau — durant la grossesse — est particulièrement vulnérable ne serait-elle pas plus courte chez les fœtus de sexe féminin ? »

« Mais il se pourrait aussi que les lésions touchant les fœtus femelles soient plus graves à tel point que ceux-ci ne pourraient pas survivre. Cela expliquerait pourquoi il y a beaucoup plus de garçons dyslexiques. »

En résumé, l'hypothèse de Galaburda consiste à supposer que dans la dyslexie, le facteur héréditaire prédispose à la survenue de signes d'auto-immunité, eux-mêmes susceptibles d'aggraver le risque de lésions cérébrales prénatales.

« Ces hypothèses », insiste A. Galaburda, ne remettent pas en cause le rôle capital de l'éducation dans la prise en charge des enfants dyslexiques. Leur assurer un environnement culturel adapté, c'est aujourd'hui encore le seul moyen de leur venir en aide. »

FRANCK NOUËL.

Cinq associations

L'Union nationale France dyslexie (UNFD, 3, rue Franklin, 75016 Paris, tél. 45-24-68-73) a été créée en 1986. Elle regroupe cinq associations de parents d'enfants dyslexiques qui souhaitent ainsi harmoniser leurs actions :

— L'APAE (Association de parents et amis d'enfants dyslexiques), BP 34, 95150 Taverny.

— L'APEDA-France (Association française de parents d'enfants en difficulté d'apprentissage du langage écrit), 3 bis avenue des Solitaires, 78320 Le Mesnil-Saint-Denis. Tél. : 34-61-96-43.

— L'APTL (Association nationale de parents pour l'adaptation scolaire et professionnelle des enfants et adolescents atteints de troubles du langage), 182, rue Nationale, 98400 La Châtre.

— CAED (Comprendre et aider les enfants dyslexiques), 4, rue Pierre-Guilbert, 91330 Yerres. Tél. : 69-48-08-98.

— SOS Dyslexie (association de parents, professionnels, jeunes et adultes concernés par les troubles du langage écrit), 36, rue de la Pompe, 75116 Paris.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DELA BBC
cours avec applications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BECH
8, rue de Belfort - 75008 Paris

Le Monde
dossiers et documents
NUMERO SPECIAL - 16 PAGES

VIVRE AVEC LA CRISE
Les différentes analyses de la crise. Vivre avec le chômage. Nouvelles politiques économiques, nouvelles stratégies industrielles. Dénationalisation et déréglementation. Les réactions syndicales. Evolution des valeurs et des mentalités. La société duale.

LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

Les articles-clés du Monde pour comprendre les grands problèmes de notre temps

NUMERO D'OCTOBRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VENDEZ * TOUTE L'ANNÉE LIVRES - DISQUES **

SACELP (Société d'achat de la librairie)

JOSEPH GIBERT

2, rue de l'École-de-Médecine, 75006 PARIS

angle : 26, BOULEVARD Saint-Michel

Métro : ODEON - RER : LUXEMBOURG

Filiale 34, avenue de Saint-Cloud, VERSAILLES

* Autorisation écrite des parents pour tout client de moins de 16 ans.

** 33 jours en parfait état.

JOSEPH GIBERT

LE LIBRAIRE DES UNIVERSITAIRES AU CENTRE DU QUARTIER LATIN

Toutes spécialités sur trois niveaux

LIVRES NEUFS ET D'OCCASION

26, BOULEVARD Saint-Michel

Métro : ODEON - RER : LUXEMBOURG

Filiale 34, avenue de Saint-Cloud, VERSAILLES

مكتبة العالم

VILLES AU FUTUR

Le quartier d'Antigone — qu'on aime ou qu'on n'aime pas l'architecture de Ricardo Bofill — illustre au mieux l'ambition de Montpellier pour l'an 2000.

Cette ville de nouveaux venus ne craint plus les audaces ; elle les recherche plutôt. Cité paisible et bourgeoise, elle s'est réveillée depuis quelques années avec les appétits d'une métropole moderne, avec le souci de devenir la capitale d'une région elle-même en plein mouvement.

Paradoxalement, mais en apparence seulement, ses principaux atouts dans cette course au progrès, ce sont ses traditions universitaires, médicales, agricoles ; sa situation géographique et son climat. Du plus ancien au plus neuf, c'est aussi le secret de son charme.



Dans ce numéro

PAGE 33

Les bâtisseurs de l'an 2000

PAGE 34

Une vitrine pour l'agronomie Médecins ou chercheurs ?

PAGE 35

Les enfants d'IBM Les « vendeurs » du district

PAGE 36

Des universitaires rencontrent des chefs d'entreprise

PAGE 37

Théâtre et danse : deux saltimbanques de choc Des éditeurs portes ouvertes

MONTPELLIER

Une capitale en marche

Cela pourrait être une de ces histoires méridionales, pleines d'accent et de couleurs, où le verbe, soutenu par l'ampleur du geste qui le ponctue, tient lieu d'action. Une de ces histoires qui font sourire au Nord, parce qu'elles renvoient au soleil et à la chaleur de la Méditerranée, aux vacances et au far niente, mais qui agacent vite les gens d'ici.

Les Languedociens ne retrouvent pas, dans cette imagerie de comédie, la part de passion, de dignité et de violence qu'ils gardent au cœur, celle que, du Rhône aux Pyrénées, du temps de leur splendeur à celui de l'assistanat, ils ont mise dans leur foi, jusqu'au schisme en passant par l'hérésie, dans la résistance à l'oppression, au prix du sang, dans leurs flambées de colère, voire dans certains de leurs jeux et de leurs fêtes, tels le rugby et le culte taurin. Cette part réservée d'eux-mêmes, qui n'exclut ni la sérénité de la pétanque, ni l'art du discours, ni l'attachement pour le savoir et la culture depuis si longtemps présents sur cet itinéraire des civilisations méditerranéennes.

Cela pourrait être, aussi, une de ces querelles de notables locaux, qui masquent d'ordinaire l'immobilisme politique, mais dont les échos débordent les frontières régionales et parviennent jusqu'à Paris par les circuits amplificatifs d'Air Inter, du TGV, de la publicité et des autres médias.

Des éclats de voix et des ambitions qui se heurtent, il y a bien de cela dans le bouillonnement qui paraît avoir saisi cette ville et cette région, mais, à l'évi-

dence, pas que cela. Il en faut davantage pour alimenter une rumeur si forte et si présente. Seul le mouvement de la vie peut produire tant de bruit : serait-ce lui qui nous parvient de Montpellier et de la région Languedoc-Roussillon ?

Sur place, la réalité confirme la rumeur et dépasse le folklore : on s'engoue, sans avoir peur des mots, on s'empoigne, mais on bâtit, on voit grand, on se dispute l'avenir et, tandis que les responsables politiques courent après des pouvoirs devenus véritables, une masse d'étudiants, de chercheurs, de techniciens, de cadres et d'employés, peuple les immeubles de verre et de béton du centre-ville et des zones d'aménagement, et les villas, style néo-languedocien, des quartiers résidentiels, qui gagnent la garrique et les bords de mer.

Montpellier, la surdouée, l'entrepreneuse, ainsi qu'elle s'affirme dans les campagnes de promotion, c'est d'abord une explosion démographique exceptionnelle en France et, même, en Europe.

En 1936, Montpellier avait 90 000 habitants, un peu moins que Nîmes, sa voisine à l'est, à peine plus que Béziers et Perpignan, à l'ouest ; actuellement, elle en revendique 220 000, soit nettement plus que ses concurrentes dans la région.

1962 est une année de référence, car c'est celle de l'afflux massif des rapatriés

d'Afrique du Nord. Le mouvement s'était amorcé depuis plusieurs années, en provenance des trois pays du Maghreb. Avec les accords d'Evian consacrant l'indépendance de l'Algérie, il prit un tour brutal et dramatique qui, en quelques jours, fit augmenter la population locale de 10 % (13 000 personnes). Il se prolonge encore, à un rythme lent, avec la venue, sur leurs vieux jours, de rapatriés qui s'étaient implantés ailleurs. Ils rejoignent une communauté estimée à 40 000 personnes, à laquelle la ville doit beaucoup.

Le deuxième facteur de croissance fut l'avènement de Montpellier comme capitale d'une région qui ne possédait pas d'ensemble urbain jouant véritablement ce rôle. Cela explique que cette fonction lui soit, encore, très contestée. Toujours est-il que, depuis le début des années 60, Montpellier, dont l'aura se limitait, alors, à la réputation de son université et au rayonnement du journal régional, le *Midi libre*, qu'elle abritait, a cumulé les avantages de sa prééminence administrative.

Le troisième facteur de développement intervient pendant la même période et procède de ce que l'on pourrait qualifier d'appel du Sud ou de migration vers le soleil. Il ne fait pas que remplir les nouvelles stations de la côte

mais favorise, aussi, une implantation plus durable, de type californien. L'installation d'une usine IBM, en 1965 — qui a globalement transféré 5 000 personnes ainsi que leur mode de vie — en est la plus spectaculaire illustration.

Ainsi, en peu de temps, l'arrivée des rapatriés et des fonctionnaires régionaux, la multiplication des chercheurs et des cols blancs, l'explosion universitaire — 46 000 étudiants, — l'exil des ruraux vers la ville en raison de la crise agricole, ont complètement remodelé la population montpelliéraine et installé une mobilité structurelle. La composition sociologique de l'agglomération change, ce qui ne saurait rester sans conséquences politiques.

Le niveau des revenus de cette population, supérieur à la moyenne départementale, ou à celui de la ville de Nîmes, ses aspirations en matière de services, de loisirs, de culture, transforment la nature de la société locale qui devient un lieu de brassage où un Montpelliérain sur cinq seulement est né dans la cité.

De ce point de vue, qui n'est certes pas le plus important, l'actuel maire, natif du Tarn (le 9 juillet 1938 à Puy-lanrens), ne serait pas moins représentatif de la ville que son prédécesseur, pur produit du terroir, puisqu'il est né le 24 août

1913 à Montpellier. La réussite de Georges Frêche tient à d'autres considérations. Sa chance et son talent furent d'incarner, par sa jeunesse, son style, ses ambitions, une modernité, des besoins et des aspirations qui n'étaient pas — ou pas encore — pris en compte à l'époque.

Réussite toute personnelle, car le socialisme héraultais, où cet enseignant en quête d'un destin faisait ses premiers pas en 1970, ne brillait pas par son modernisme. Georges Frêche entra au Parti socialiste d'Alain Savary, qui allait devenir celui de François Mitterrand, en jeune homme pressé de faire carrière et peu disposé à patienter pendant des années de militantisme obscur, ou à se plier aux règles patriarcales des clans.

Aux élections municipales de 1971, le voici, non sans mal et grâce au concours des communistes et des radicaux, chef de file de la liste d'union de la gauche. Cette bête à concours (HEC, doctorat ès lettres, agrégé d'histoire du droit et de droit romain) aurait bien visé la mairie de Toulouse s'il avait pu faire la carrière universitaire de son choix dans cette ville. L'enseignement lui ayant offert des perspectives meilleures à Montpellier, ville qu'il connaissait pour y avoir préparé HEC, c'est là qu'il répondra à sa vocation politique.

Voilà pour Montpellier, mais le socialisme ? Fils d'un officier sorti du rang, après une Résistance brillante, et d'une directrice d'école, il est, dit-il, « issu d'un milieu populaire ».

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 32.)

Une capitale en marche

(Suite de la page X.)

Historien, par goût et par formation, ce qui l'intéresse, c'est l'histoire en marche. Il se reconnaît dans le socialisme concret de Jaurès : « Je me méfie des idéologies, ce que j'aime c'est bâtir », déclare-t-il.

En 1971, il se contente de se battre sur le terrain électoral, où, plus que ses titres et sa haute taille, c'est sa présence physique, sa capacité à occuper tout l'espace, du geste et de la voix, son engagement, jusqu'à l'exos, qui le font remarquer.

Puisqu'il commence à être connu, puisque c'est un battant, on lui permet de figurer dans la première circonscription, réputée imprenable, aux élections législatives de 1973. Il enlève de justesse le siège au député sortant RPR, René Couvignes, et, sur la lancée de ce succès, prend la mairie en 1977, mettant fin au règne de

publicité, confie-t-il, cela m'est étranger, cette personnalisation du pouvoir m'agace.

Pour répondre à la croissance, explique-t-il, il fallait faire face aux impératifs qui étaient les RLM, les écoles, l'eau, car il y avait des coupures d'eau à Montpellier. Le culturel, c'était moins urgent, alors.

L'ancien maire, giscardien et libéral, reproche à son successeur socialiste d'avoir concédé un service public, celui des eaux, au secteur privé. S'il lui reconnaît de l'intelligence, du courage, du savoir-faire en matière de relations publiques, il lui reproche de manipuler l'information, de transférer sur le district une grande partie des charges de la ville, d'accroître le personnel municipal, d'endetter la commune — ce qui se traduira, assure-t-il, par un alourdissement des impôts, — de faire, certes, beaucoup pour la culture, mais de laisser en l'état certains problèmes aigus, tel celui de la décharge des ordures près des champs de Palavas. « On sert le dessert avant la soupe et, conclut-il, à long terme, ce n'est pas une bonne politique pour la ville. »

M. Delmas n'instruit pas qu'un réquisitoire empreint de nostalgie : comme rapporteur de la commission économique au conseil régional, il mène la vie dure au maire de Montpellier dans la répartition des crédits.

Après le changement municipal de 1977 et les élections législatives de 1973, François Delmas est l'occasion de prendre une revanche, en 1978, en enlevant à Georges Frêche le siège de député de la première circonscription.

François Delmas, conseiller municipal depuis 1947, premier magistrat depuis 1959.

Puis qu'une péripétie politique, c'est une situation dans la manière de gérer et de penser Montpellier. Non que le maire précédent ait refusé la modernisation de sa ville : au contraire, il en a, à bien des égards, jeté les bases, mais il n'est pas allé assez loin, pas assez vite, ou n'a pas vu assez large. Il a mécontenté les uns — les commerçants du centre marchand du Polygone, — mécontenté les aspirations des autres. « On a pris la ville en plein bouleversement », explique Georges Frêche. François Delmas la gère en père de famille, il a raté le boom des trente glorieuses en s'interdisant d'emprunter, malgré les conditions de l'époque. La ville était une page blanche avec des finances excellentes.

Le dessert avant la soupe

François Delmas confirme : « J'avais un impératif dit "archaïque", la rigueur financière la plus absolue, pour les grandes et les petites choses. Je m'efforçais de ne faire supporter aux contribuables que ce qui pouvait l'être. J'ai fait le Polygone et cela ne leur a pas coûté un sou. » Il y a du Pinay — jusqu'au chapeau bien connu des Montpelliérains — dans le style de ce notable, fin connaisseur de la cité qui l'a vu naître et qu'il a vu grandir, mais qui a tellement changé.

C'est peu dire qu'il ne se reconnaît pas dans les manières et les projets de son successeur. « La

chelle Rocard, Georges Frêche a retrouvé son siège de député en 1981, avec la proportionnelle, et s'est fait confirmer comme maire en 1983, avec 53 % des voix, à l'encontre d'un courant national défavorable à la gauche et qui s'est traduit dans la région par la perte de Nîmes, de Sète, de Béziers et de Carcassonne.

Sa situation locale s'en trouve confortée, au moins auprès des socialistes. Et ces derniers seront encore plus portés à taire leurs petits et grands démentis lorsqu'ils auront perdu la présidence du conseil régional, en 1986.

Il ne désespère pas de la reprendre mais, en attendant, cela ne marche pas très fort entre la région et sa capitale ; le nouveau président du conseil régional, Jacques Blanc, député UDF-PR de la Lozère, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture, élit grâce à l'appoint négocié des conseillers du Front

national, a fait voter, en juillet dernier, un projet de budget supplémentaire remettant en cause plusieurs options de la précédente majorité et de son président socialiste, Robert Capdeville.

Montpellier fait principalement les frais de ces coupes avec, par exemple, la suppression des crédits affectés à la construction de l'Opéra-palais des congrès, baptisé « Corum ». La guerre est déclarée, et elle continue. Elle entremêle les rivalités naturelles de la région et de sa récente et ambitieuse capitale et celles des hommes politiques dans la course aux positions de pouvoir.

Longtemps, le Languedoc-Roussillon n'a eu ni centre fédérateur ni leader de stature régionale ou nationale. A gauche comme à droite, on s'entendait entre grands et petits fédéraux, on on s'ignoraient. La régionalisation les bouleversements politiques, la disparition des caïdats, ont changé les règles du jeu plus rapidement qu'elles n'ont renoué les hommes. La trajectoire fulgurante de Georges Frêche, l'arrivée de Jacques Blanc, l'émergence d'Yves Marchand, le nouveau maire UDF-CDS de Sète, s'éclaircissent dans ce contexte : il y a un vide à remplir.

Pour s'en tenir au seul cas de Montpellier, il est significatif que Willy Dimeglio, député UDF-PR, longtemps dauphin de François Delmas, soit aujourd'hui en froid avec son mentor et que l'on se demande, côté UDF, si Jacques Blanc sera candidat aux prochaines élections municipales à Montpellier et, côté RPR, si l'ancien député appellera à une personnalité de stature nationale (on a cité le nom de Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, qui a fait ici ses études de médecine). Bref, il y a en Languedoc une présidence de région à conforter ou à reprendre, une grande ville encore détenue par la gauche, un leadership à saisir et, pour cela, il faut soit subvertir Georges Frêche, soit l'éliminer (ces préoccupations n'ont pas été

absentes du redécoupage des circonscriptions législatives).

Chacun se défend de voir aussi crûment les choses et, sauf mouvement d'humeur, s'interdit d'en parler publiquement. Au reste, cela ne servirait à rien. Pour être à la hauteur des enjeux, il faut mieux s'illustrer, outre l'ambition, par des idées fortes. Le principal mérite de Georges Frêche — il n'est pas sûr que ses adversaires ne le lui reconnaissent pas — est d'avoir mis la barre très haute et d'obliger les concurrents à voir plus grand et plus loin que l'horizon cantonal.

Voilà pourquoi ce qui se passe à Montpellier n'est pas seulement du folklore régional ou de la combine politicienne locale. Ce pays s'est réveillé, et quelquefois, l'ayant compris avant les autres, a voulu le tirer plus vite que son sommeil. Il suffit de suivre Georges Frêche pas-

on fait partie des quatre ou cinq villes culturelles de France.

Jacques Blanc met déjà en cause l'égoïsme foncier de la capitale. Il énumère les exemples qui montrent, à ses yeux, que Montpellier a, sous la gestion socialiste, « pillé la région ». « Frêche, dit-il, ignore la réalité de la région et croit qu'il suffit d'avoir une capitale brillante pour maintenir une région vivante. Montpellier ne peut être en position de se voir rejetée par les autres villes. Nîmes ne saurait être sa banlieue, Béziers, Narbonne, Carcassonne, Sète, Alès, sont aussi des pôles de développement. »

Le président de la région a redistribué les crédits en conséquence. « Si Frêche estime qu'il peut se passer de la région, dit-il, qu'il s'en passe. Je ne me couche pas, les méthodes d'extorsion ne m'ont jamais impressionné, et on ne gouverne pas une région en semant la terreur. J'entends être le patron et montrer que les solutions libérales sont meilleures. Mon problème n'est pas de savoir qui sera candidat à la mairie de Montpellier, je ne crois pas qu'on le connaîtra avant 1988 et je refuse de me polariser là-dessus. »

Selon lui, le Languedoc-Roussillon doit approfondir sa vocation touristique en aménageant l'accueil des familles, en devenant la première région pour le golf en France, en se spécialisant dans l'entraînement aux sports de haut niveau. « Ce qu'il faut, ajoute-t-il, c'est moins innover une technologie que bâtir un ensemble multiples. »

Le conflit entre Montpellier et la région embarrasse les responsables impliqués dans la vie de la capitale. Ils essaient de muter leurs appréciations. Ainsi Bernard Serron, conseiller général, leader du RPR sur la ville. S'il a des mots très durs pour le maire dont il met surtout en cause le comportement personnel, « tout de suite porté à l'infirmité », il approuve quelques-unes de ses initiatives, la construction du Zénith, par exemple, mais pointe celle de l'Opéra, « un gouffre », assure-t-il.

Ce cancérologue est plus à l'aise sur son terrain, la médecine. Il œuvre personnellement à un programme de développement du CHR (avec une nouvelle maternité qui deviendrait un véritable hôpital de la femme et de l'enfant) et pense que Montpellier devrait être « l'une des capitales européennes en matière de prévention sanitaire », non seulement dans la lutte contre les maladies, les plus meurtrières mais dans les techniques nutritionnelles et la médecine sportive.

Bernard Serron a installé sa permanence dans le Montpellier médical, Willy Dimeglio a ses bureaux en haut du Triangle, le bureau dominant du Polygone. Ce choix n'est pas neutre pour ce juriste issu de la communauté pied-noir, qui a fait ses études à Montpellier, « en est tombé amoureux » au point de se préparer personnellement à l'après-Delmas, qui a peut-être trop tardé à venir.

Il parle en homme de mesure, plus à l'aise dans les briefings que sur les estrades, et sa vision de la ville le rapproche de son rival de maire plus qu'il ne le souhaite.

« C'est, dit-il, une ville de moyenne importance qui a de belles cartes à jouer. Face à Barcelone, Toulouse, Marseille, Lyon, elle est dans la position d'un club de deuxième division qui jouerait en Coupe d'Europe. François Delmas a creusé les fondations, planté le décor, mais on continue à vivre sur les acquis. Il faut trouver d'autres réacteurs. »

Son idée à lui s'appelle Euphrosine, nom emprunté à la fois à un architecte grec de l'Antiquité et à Paul Valéry (culture méditerranéenne oblige, surtout dans ce cas) et consiste à faire de la région un vaste lieu de rencontre des sciences, des techniques, des cultures, sous leur jour le plus attrayant. Un récent voyage aux Etats-Unis l'a convaincu de l'intérêt, en raison des retombées locales, des parcs de distractions, qui, à son sens, peuvent avoir, tout en restant ludiques, des vocations pédagogiques ou démonstratives.

Dans cet esprit, il imagine un parc consacré aux productions scientifiques et techniques du Midi, un autre qui présenterait, en raccourci, toutes les civilisations du pourtour méditerranéen. Il verrait bien un parc aquatique à Agde et un autre axé sur l'histoire des pays d'Oc, du côté de Béziers et de Narbonne.

Il a déjà saisi le président de région, le président du conseil général Gilbert Saumade (PS), qui a ses propres idées sur l'avenir d'une région qu'il a vu naître et dont il parle en expert.

Les promesses du réveil et de la publicité

Il estime que l'envol de Montpellier a été très positif pour la région, car « une capitale unifie et freine les forces centrifuges, si présentes encore ». Il faut donc, dit-il, aider, Montpellier, surtout dans les investissements qui renforcent sa vocation de centre intellectuel. En retour, la capitale régionale doit diffuser le développement. « Si Montpellier veut que les autres villes acceptent sa prééminence, il convient qu'elle reconnaisse au conseil régional et au conseil général de l'Hérault la faculté de favoriser le développement d'autres secteurs », explique-t-il, ce qui signifie, dans son esprit, qu'il serait vain de s'en tenir aux blocages actuels.

C'est qu'il voudrait, Gilbert Saumade, faire avancer son propre projet qui consiste à aménager « le fabuleux réseau de navigation intérieure » que représentent, entre le Roussillon et le Rhône, les étangs, les fleuves côtiers, les canaux ; outre l'intérêt touristique, en particulier dans la basse plaine de l'Aude, ce serait un moyen de joindre le littoral à l'arrière-pays.

Les idées, on le constate, ne manquent pas et elles témoignent d'une réelle vitalité. La volonté des responsables locaux, les pouvoirs et les moyens donnés par la décentralisation aident, elles peuvent dépasser le stade du discours. Elles laissent espérer que « Montpellier l'entrepreneur », ville sur-médiatisée, tiendra les promesses de son réveil et de sa publicité, grâce à tous ceux qui, sur place, ont désormais le goût d'entreprendre.

ANDRÉ LAURENS.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER I

5, boulevard Henri-IV, MONTPELLIER - 67-41-20-90 - BP 1017

DROIT

A côté des filières classiques — droit, sciences économiques, administration économique et sociale, — auxquelles se sont ajoutées une maîtrise des sciences de gestion, une maîtrise des sciences et techniques comptables et financières, un DEUST finances-administration-comptabilité, la Faculté ouvre en cette rentrée universitaire 1986-1987 une

ÉCOLE DU DROIT DE L'ENTREPRISE la première grande école française du droit des affaires. Voie courte : DESS, diplôme de juriste conseil d'entreprise (accès : maîtrise ; études : 1 an). Voie longue : magistère, diplôme de juriste conseil d'entreprise (accès : DEUG ; études : 3 ans).

MÉDECINE

Le troisième cycle d'études médicales se caractérise par la grande diversification des enseignements. Toutes les étapes du cursus universitaire existent, depuis l'internat de médecine générale jusqu'à la formation des spécialités et des chercheurs de haut niveau. Les spécialités préparées sont variées et extrêmement étendues.

Outre les certificats d'études spéciales, en voie d'extinction, celles régies sur le plan national sont au nombre de 26 DES, dont 10 de médecine et 16 de chirurgie, qui seront bientôt suivies de 12 DES. Certaines sont organisées sur le plan régional : ce sont les 68 certificats d'université. Pour la recherche, trois niveaux d'études sont proposés : celui qui conduit au DERSH d'anatomie, de microbiologie et de physiologie ; celui qui est sanctionné par le doctorat dans les disciplines identiques, ainsi que la biologie de la santé ; celui qui habilite à la direction des recherches. La Faculté de médecine de Montpellier reste fidèle à sa tradition d'accueil des étudiants étrangers de tous continents, qu'ils soient médecins, pharmaciens, vétérinaires ou scientifiques venus parfaire leur spécialisation grâce au DES, DISC et aux certificats d'université.

PHARMACIE

- Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie
- Diplôme national d'écologie
- Diplôme d'Etat d'audioprothèse.

Troisième cycle : Certificats d'études spéciales : de bactériologie et virologie, de biochimie clinique, de diagnostic biologique parasitaire, d'immunologie générale.

Attestation d'études relatives aux applications à la pharmacie des radioéléments artificiels.

Diplômes d'études spécialisées : de biologie médicale, d'innovation pharmaceutique, évaluation et production des médicaments, de pharmacie hospitalière, de pharmacie et santé publique.

Diplôme d'université :

- Diplôme de l'institut européen des sciences pharmaceutiques industrielles
- Diplôme de pharmacie homéopathique
- Certificat d'études pharmaceutiques spécialisées de santé publique
- Diplôme de gestion et économie de l'officine
- Diplôme d'immunologie générale et immunotechnologie
- Diplôme de phytothérapie et plantes médicinales

DESS : pharmacie industrielle

DEA et doctorats (en association avec d'autres universités)

- Biologie santé
- Reproduction, développement
- Sciences des aliments, nutrition, fermentations
- Hydrologie (sciences de l'eau et de l'aménagement).

ODONTOLOGIE

Deuxième cycle : • Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire.

Troisième cycle :

- Certificats d'études supérieures
- Groupe A : - Biologie de la bouche, option histologie-embryologie, génétique, biochimie, microbiologie, immunologie et biophysique.

Groupe B :

- Odontologie conservatrice
- Orthopédie dentofaciale
- Parodontologie
- Prothèse dentaire (option prothèse maxillo-faciale)
- Prothèse dentaire (option prothèse scellée).

Certificat d'études cliniques spécialisées, mention orthodontie

Doctorat

Diplôme d'université

DU orthodontie (étudiants étrangers).

SCIENCES ET TECHNIQUES DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Les formations dispensées par l'unité de formation et de recherche en sciences des activités physiques et sportives visent des débouchés professionnels allant de l'enseignement de l'éducation physique et sportive aux interventions dans le cadre de : la réadaptation par le mouvement, l'animation et la gestion des activités physiques et sportives de loisir, l'entraînement sportif.

A cet effet, deux DEUST et deux maîtrises (« Réadaptation » et « Loisir sportif ») viennent compléter les premier et deuxième cycles d'études.

Un troisième cycle, DEA et doctorat : « Activités physiques et sportives et développement psychologique moteur » est proposé en collaboration avec l'Université Montpellier-II et accueille de jeunes chercheurs en STAPS, en physiologie de l'exercice physique et en psychiatrie. Les préparations au concours du CAPES et de l'agrégation d'EPS complètent cet ensemble.

مكتبة الجامعة

Les bâtisseurs de l'an 2000

Un nouvel hôtel de région, un nouvel hôtel du département, un palais des congrès, un métro léger... la capitale future est déjà largement sortie des cartons.

TOUT ce que nous faisons, dit Raymond Dugrand, adjoint au maire, est une évolution linéaire très nettement marquée par le projet de la première décennie de l'an 2000 du transport Aramis, traversant la ville de la Paillade aux rives du Lez.

D'ici là, par étapes, toujours en sens inverse de la marche du soleil, la ville prendra des traits nouveaux. François Delmas, alors maire de Montpellier, avait commencé la Paillade, à l'ouest, avant le Polygone, à l'est, poursuivi aujourd'hui par le bloc d'Antigone, conquête néo-romaine, qui, en glissant vers les rives du Lez, approche de son terme.

Ao-delà, toujours dans un même prolongement, suivra l'aménagement d'un vaste flot, délimité par l'actuel pont Juvénal, la route de Carnon - La Grande-Motte - Le Grand-Roi, l'antenne - la Languedocienne - et la rive gauche du Lez.

C'est le Montpellier de l'an 2000 avec des constructions à usage d'habitation et de loisirs bâties sur les deux rives, des surfaces commerciales le long de la route de Carnon et, proche du pont, un port de plaisance, aux abords du port Juvénal disparu, où accostaient jadis les navires de Jacques Cœur.

Antigone, qui arrive à ses dernières tranches, permet à peine de souffler. Déjà un chantier nouveau s'ouvre, le palais des congrès, qui, dès sa présentation, avait soulevé de nombreuses protestations, notamment chez les habitants et propriétaires expulsés. « Tous les locaux, sauf un, et les propriétaires, sauf

deux, ont accepté un accord amiable », dit Georges Frêche, le maire.

Pour lui, ce palais des congrès était indispensable, et son emplacement, au bout de l'Esplanade, le seul à donner vie au centre-ville.

Il estime qu'il y a place, après Nice, sur la façade méditerranéenne à un deuxième grand rendez-vous des congrès, offrant une salle pouvant accueillir 2 200 personnes, une seconde de 800 places, une troisième de 400 places et trois salles modulables de 50 à 300 places, pour des travaux de commissions. Ambivalent, il pourra servir d'auditorium de musique, « pour assurer toute l'année une saison musicale à Montpellier ».

Le plafond de la grande salle pourra s'abaisser ou se lever selon les besoins. Les congrès représenteront environ 70 % des activités, la musique 25 % et le lyrisme symphonique, sans décor, 5 %. Le lyrisme de type classique, à l'italienne, primitivement prévu dans ce cadre, restera à l'Opéra actuel, place de la Comédie.

Cette rectification pourrait déboucher une part des réticences de l'assemblée régionale sur le financement, lourd de 320 millions de francs, à répartir entre l'Etat, la ville, le district, le département, la chambre de commerce et d'industrie et la région.

Cette dernière participera-t-elle ou non ? « Nous représenterons le dossier, dit Georges Frêche, mais nous ne pleurnicherons pas auprès de la région. Si elle continue à nous ignorer, elle nous pousse à un égoïsme splendide qui n'arrêtera pas notre développement ».

Dans cette éventualité, les surfaces d'exposition sont prévues en

agrandissement, passant de 2 000 à 4 000 mètres carrés, avec possibilité d'extension à 8 000. Les surfaces commerciales, prévues à 800 mètres carrés, ne sont pas modifiées.

De toute manière, le palais des congrès existe. Il a reçu son nom : le Forum, le cœur, le quorum, le cœur de ville, et dont la prononciation, tout en évitant l'anglomanie, est facilement assimilable par les langues étrangères.

Il lui reste à recevoir son directeur. Ce sera pour le 1^{er} janvier 1987. On connaît l'En, probablement Michel Gillet, d'Angers, qui prendra ses fonctions, pour les premiers mois, à mi-temps.

Mais, dans la perspective des dix à quinze premières années du vingt et unième siècle, le grand projet qui marquera de son sceau l'axe prioritaire ouest-est, du nord collinaire de la Paillade, où vit une population à peu près équivalente à celle d'une ville comme Sète, à l'aéroport de Fréjorgues, puis plus tard, au-delà, vers Palavas-les-Flots, Carcassonne et même La Grande-Motte, c'est la mise en place d'un système de transport Aramis.

Prévu pour l'horizon 90, (le Monde du 12 janvier 1983), le projet attendra vraisemblablement 2000 à 2010 pour voir le jour. La ville, précise le maire, doit souffler une bonne dizaine d'années.

Pendant cette période, cette transversale sera assurée en surface, en site propre, au prix d'un aménagement des sens de circulation, d'un agrandissement de voies, de la couverture d'une partie de la voie ferrée.

Parlant de la Paillade, le trajet des autobus traversera la ville jusqu'au Polygone, la place des États-du-Languedoc, franchira en viaduc, Antigone, pour aboutir à l'hôtel de la région.

Pour Aramis, les essais et études en cours devraient aboutir prochainement à la décision de

fabriquer le matériel. La ligne partirait du même point de la Paillade, la vieille ville en souterrain, par la rue Foch, la Loge, la Comédie, où son emplacement est déjà retenu, la rue Maguelone, la gare. Elle débouche en plein air à Antigone, reliant le Polygone, la nouvelle préfecture, prévue juste à côté sur des terrains libérés par les pépinières Richter, sur l'avenue du Pont-Juvénal et l'hôtel de la région.

« Pour le métro, explique Raymond Dugrand, il faut franchir

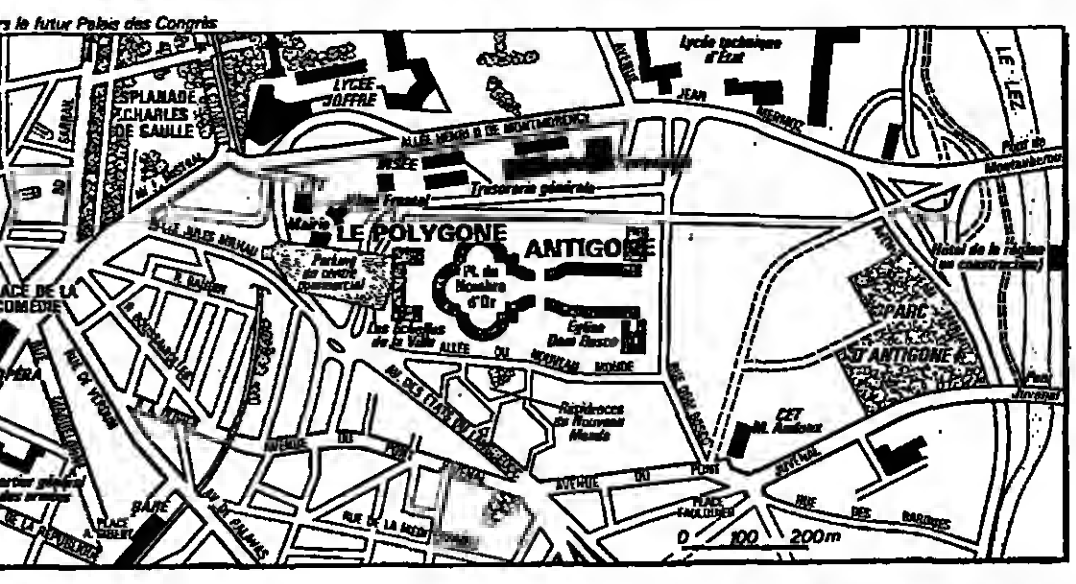
« Montpellier aura sa part, rien que sa part », dit M. Jacques Blanc, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon.

Ces critiques se datent pas d'hier. Elles ont commencé lorsque M. François Delmas, alors maire, amorçait la nouvelle urbanisation et situait les centres de développement. Elles ne se sont jamais éteintes.

Georges Frêche se veut prudent pour le proche avenir. Il pense que la ville ne comptera pas plus de 300 000 habitants à la fin du siècle (220 000 actuellement),

aides diverses, « en saupoudrage », dit-il, sur l'ensemble régional, son choix est clair et net.

« La croissance de Montpellier, répond le maire, provoque des inquiétudes dans tous les partis, y compris au Parti socialiste. Il ne s'agit donc pas d'une querelle Blanc-Frêche, mais d'une conception différente pour assurer le développement du Languedoc-Roussillon. On ne peut envisager de développer une région sans technopole. C'est-à-dire sans une



des seuls de l'ordre de six millions de voyageurs par an pour une ligne. Nous sommes, avec nos moyens actuels, toutes lignes confondues, à vingt-huit millions par an, c'est-à-dire au niveau de la SNCF pour toute la région. On pourrait nous considérer comme le premier transporteur du Languedoc-Roussillon. Nous espérons atteindre trente-cinq millions par an dans une dizaine d'années ».

Cette expansion inquiète. Régulièrement, des critiques s'élèvent : il faut limiter la « boulimie » de la capitale régionale.

soit 350 000 avec le district (actuellement, 270 000). Elle peut en accueillir davantage. « La ville, dit-il, est loin d'arriver à saturation. Les espaces verts représentent encore 40 % de la surface communale. Montpellier a les atouts et les moyens de se développer pour le siècle à venir ».

Face à l'alternative : s'appuyer sur ses forces présentes, sa matière grise, notamment pour la recherche médicale et agronomique, son enseignement, ses laboratoires, son tertiaire supérieur, ses secteurs de pointe, ou diffuser des

véritable capitale régionale qui cristallise tous les atouts et les efforts en matière industrielle. L'heure n'est plus au développement multipolaire. Ce n'est pas dans le monde rural qu'on créera des emplois pour la région. Une guerre ne servirait à rien. On est obligé de travailler ensemble. Sans s'opposer aux autres villes, c'est de la capitale régionale et de ses potentiels qu'on peut tirer la région vers une autre image, vers un meilleur essor. On verra d'ici dix ans qu'il a raison ».

ROGER BECRAUX.

L'HERAULT

NOUVELLE VAGUE DU TOURISME

1. **NOUVELLES FRONTIERES**
SERVICE RECEPTIF FRANCE SUD-MONTPELLIER

2. **clifer**
Montpellier : 67.65.85.24
Aéroport : 67.64.17.71

3. **PIERRE & VACANCES**
Grande Motte - Cap d'Agde

4. **AIR LITTORAL**
Aéroport de Montpellier
Fréjorgues 67.64.72.72

5. **LA RESERVE RIMBAUD**
Sur les bords du Lez
MONTPELLIER
Tél. : (07) 72.52.53

6. **grotte de clamouse**
MONTPELLIER

7. **chaine campotel**
Initiative du Conseil Général de l'Hérault

8. **La Cave de Rabelais MIREVAL**
67.78.15.79

9. **Agences**
BARBATE & MARTHE
MONTPELLIER
Tél. : 67.52.05.83

10. **BLB immobilier**
Location - gestion
CARNON PLAGE - TEL. 67.58.27.18

11. **Blanc de Bichmarche**
MONTPELLIER
Tél. : 67.63.30.28

12. **Grand Jeu Gratuit**
Vos vacances gratuites dans l'Hérault et de nombreux autres (vins, repas...) vous attendent par tirage au sort de vos nom et adresse. Informations complémentaires sur les établissements en services proposés ci-dessous (indiquer le n° choisi) :
- par téléphone 3615 code l'Hérault, place
- par courrier 3615 code l'Hérault, place
- par télécopie 67.54.30.66, et vous
serez peut-être l'un de nos heureux gagnants !

13. **TELETOUR 34**
LA RESERVATION-LIBRE
(3615 - TELETOUR34)

14. **Vacances en Confiance**
67.58.09.90

15. **Montpellier l'Accueil**
un hôtel de 300 chambres
67.65.04.20

16. **Pays d'Accueil**
gorges et vallées de l'Hérault
Syndicat d'Initiative GIGNAC
67.57.58.83
- Les Vignobles de MONTPEYROUX
(AOC) 67.96.61.06
- Grotte de Clamouse

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME

Un outil du Conseil Général de l'Hérault

Place Marcel Godechot (Rond Point École Normale) 34000 MONTPELLIER Tél. 67.54.20.66

Une vitrine pour l'agronomie

L'ambition d'Agropolis est de faire travailler ensemble mille chercheurs ou enseignants et mille étudiants.

CRÉATION à Montpellier, en 1993, du premier jardin botanique de France à l'initiative de l'Ecole de médecine, 1986 : création, à Montpellier toujours, d'Agropolis, la cité de l'agronomie, première entité nationale, et même européenne, regroupant 1 000 chercheurs et enseignants et 1 000 étudiants.

Cette cité, à vocation internationale, qui entend rivaliser avec les grands centres concurrents comme Wageningen aux Pays-Bas ou Davis en Californie, est née parce que les collectivités territoriales, et singulièrement M. Georges Frêche, maire de Montpellier et député, l'ont voulu ainsi.

Ainsi la vitrine de l'agronomie française est-elle le fruit de la décentralisation, vitrine dont l'agencement progressif n'a pas, semble-t-il, obéi à un choix politique conscient, mais qui s'est révélé, au final, comme une divine surprise.

Ne cherchez pas Agropolis : c'est, pour l'heure, physiquement un bureau qu'occupe son président Louis Malassis, professeur d'économie rurale. C'est, juridiquement, une convention passée en janvier 1986 entre les dix-huit établissements fondateurs (universités, grandes écoles, instituts de recherche) concernés par l'agronomie, l'agro-alimentaire et l'ingénierie. C'est aussi une rupture dans l'histoire des institutions françaises, avec l'irruption d'une coopération horizontale entre divers éléments aux statuts variés, relevant de plusieurs centres.

La justification d'Agropolis se résume par la reconnaissance d'une idée simple : la juxtaposition des parties ne forme pas un tout. En gros, il s'agit de savoir et de faire savoir qui fait quoi et où, de présenter au plan international une vitrine et non un kaléidoscope.

« Les plus » apportés par Agropolis sont de trois ordres, explique M. Louis Malassis : des services collectifs que chaque établissement ne pourrait s'offrir, une promotion scientifique et le transfert des technologies.

Côté services collectifs, il cite la cité internationale qui sort de terre et qui pourra loger plus de 200 étudiants étrangers et français ainsi que des professeurs, et qui sera équipée d'un hôtel pour accueillir les visiteurs. « Nous ne voulons pas créer un ghetto d'étudiants, mais un ensemble ouvert », précise Louis Malassis.

Il cite encore le centre linguistique, un musée de l'agriculture méditerranéenne et tropicale, une cellule de communication.

Pour promouvoir Montpellier auprès des étudiants étrangers, il faut aussi rendre lisible la carte des formations et des diplômes. Un premier recensement a montré qu'il existait quarante « appellations » sanctionnant un troisième cycle. Agropolis a entrepris un travail de simplification qui aboutit à créer des relations entre les établissements (diplômes communs) et un travail de réflexion sur la validité de ces formations et leur insertion dans une échelle de valeur internationale.

Enfin, comme le dit Louis Malassis, « mille chercheurs, cela doit générer de l'innovation ». D'où le rapprochement opéré avec l'industrie et la création d'un parc scientifique où viendront s'installer des laboratoires d'entreprises, des filiales de production des instituts de recherche comme le Centre international de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ou l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM), des PMI innovantes, ou des sociétés d'ingénierie.

Si la réalité d'Agropolis a su quelque difficulté pour être reconnue, cela tient au fait qu'elle n'est pas une superstructure, avec le pouvoir que conférerait un budget propre, mais plutôt une sorte de collégialité où les décisions sont prises par consensus. Cela vient également du fait qu'elle n'a pas cherché à intervenir là où on l'attendait, dans le domaine des rapprochements entre chercheurs ou entre programmes de recherche. Pour la simple raison que ces rapprochements, par la loi de proximité, existent déjà. Cependant, peu à peu sont mis en place des secteurs scientifiques regroupant les chercheurs d'une même discipline, lieux de contacts et de réflexion qui ne seront efficaces que dans la mesure où, comme dit l'un d'eux, « ils seront pris en charge par quelques hommes phares ».

Dernière initiative, la création prochaine d'une association des amis d'Agropolis, qui aura pour objet de recevoir les étudiants étrangers et de leur faciliter les contacts, aujourd'hui inexistant, avec des familles de la région.

Quel est maintenant le contenu de cet ensemble ?

Nous nous bornerons à présenter quelques exemples pour illustrer l'originalité du complexe montpellierain.

Il peut se définir par cinq critères : une forte liaison entre la recherche et l'enseignement, une présence conjointe de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, une vocation régionale, méditerranéenne puis tropicale. L'installation de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) en 1946 sur le même site que l'Ecole nationale d'agriculture (créée en 1872) a facilité le lien entre recherche et enseignement. Si la présence d'une école d'agronomie donne à la station de l'INRA un caractère pluridisciplinaire, il n'en reste pas moins que la vigne et le vin restent le fleuron de l'agronomie montpellieraine.

■ Zones difficiles

Pour mieux coller à l'économie régionale, on travaille aujourd'hui sur l'ensemble des produits de la vigne (avec la création d'un institut particulier en juin 1983) avec l'élaboration de boissons différentes du vin traditionnel. Après avoir participé à la révolution du maïs en France, créé de nombreuses variétés de céréales, de fourrage et de soja aussi pour le sud de la France, l'INRA se préoccupe aujourd'hui plus volontiers de l'agriculture des zones difficiles, celles de l'arrière-pays, une agriculture qui sera plus économe en moyens de production et par conséquent plus savante.

Ce souci est naturellement commun au sud de la France et aux pays du pourtour méditerranéen, dans le cadre du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), créé lui-même sous l'égide du Conseil de l'Europe et de l'OCDE, et auquel participent l'ensemble des Etats riverains de

la Méditerranée à l'exception de la Libye, de Chypre, de Malte, d'Israël, de l'Algérie et de la Syrie.

Dispensant une formation post-universitaire consacrée aux politiques agricoles et agro-alimentaires, l'Institut d'agronomie méditerranéenne tend à devenir une école de formation, un centre de ressources pédagogiques pour l'ensemble des pays en voie de développement.

Le développement des cultures dans les pays tropicaux, c'est la vocation de CIRAD, installé à Montpellier depuis 1974. Le champ des investigations est immense, embrassant autant les cultures d'exportation, héritage de la période coloniale, que les cultures vivrières.

C'est par exemple à Montpellier qu'est installé le PRIFAS (Programme de recherches interdisciplinaires français sur les arides du Sahel), qui fait autorité dans l'étude comme pour l'intervention sur les terrains de la lutte contre les ravageurs des cultures. Autre exemple : une équipe de l'INRA et du CIRAD a mis au point un appareil, une sorte de gros autocoureur, qui multiplie des bactéries. Ajoutées aux semences, ces bactéries, qui ont été préalablement identifiées, favorisent une faculté particulière des légumineuses : elles absorbent et fixent l'azote de l'air. On imagine l'intérêt pour les pays du tiers-monde d'un accroissement de la productivité sans qu'il soit besoin de payer l'engrais naturel qui est l'azote contenu dans l'air.

Cet appareil, appelé URIL, unité de production d'inoculum pour légumineuses, est en service dans une dizaine de pays.

Lorsque les entomologistes de l'IRAT, l'Institut qui, au sein du CIRAD, se consacre aux cultures vivrières, essaient d'allier lutte chimique et lutte biologique

(attaque des insectes prédateurs par des champignons ou d'autres insectes), ils contribuent également à l'émergence d'une agriculture moins coûteuse et plus savante.

Savante, la mise au point d'un étonnant logiciel par l'atelier pour la modification de l'architecture des plantes l'est assurément. Botanistes, agronomes, mathématiciens et informaticiens se sont réunis pour proposer un programme capable de calculer et de représenter sur écran des plantes en trois dimensions.

A partir d'une théorie donnant la possibilité de mesurer les probabilités de ramification, de mort ou de croissance des bourgeons d'une plante, ce logiciel permet par exemple de connaître l'accroissement et l'état d'une plantation dans le temps, ou de savoir, comme le dit le créateur du logiciel, M. Philippe de Ruffe, « si la branche du cèdre planté dans votre jardin traversera un jour la salle de bains ». Les applications agronomiques de ce produit, bientôt diffusées par le SESA (Société d'études des systèmes d'alimentation filiale de la CGE), semblent immenses.

Mais le plus attendu, c'est l'utilisation graphique et artistique de cette recherche agronomique. L'Institut national de l'audiovisuel (INA) va utiliser pour la fabrication d'images de synthèse, marché dont le développement est considérable (6 milliards de dollars), les plantes nées du calcul, fouettées par un vent tout aussi modélisé, avec des ombres portées par des équations, vont nourrir notre imagination.

Tout comme les Montpelliérains du seizième siècle devaient rêver en contemplant les simples exotiques rapportés par de hardis navigateurs botanistes.

JACQUES GRALL

Une grande banque à vocation régionale au service d'une métropole en pleine expansion

SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CIC

Direction régionale :

815, avenue Louis Ravas - 34100 MONTPELLIER
Tél. : 67 52 00 52 - Téléc. : 480 436

Agences de Montpellier :

"Comédie" - 9, place de la Comédie
34000 MONTPELLIER
Tél. 67 66 03 66 - Téléc. 480 363

"Celleneuve" - 8, route de Lodève
34000 MONTPELLIER
Tél. 67 75 45 34

"Cévennes" - 801, avenue Louis Ravas
34000 MONTPELLIER
Tél. 67 63 02 67

"Jeu de Paume" - 43, boulevard du Jeu-de-Paume
34000 MONTPELLIER - Tél. 67 66 30 60



groupe cic

Médecins ou chercheurs ?

Un risque : que l'hôpital se coupe de la faculté.

« **A** MONTPELLIER, on se tourne vers l'avenir en pensant au passé ». Le regard du professeur Solassol, doyen de la faculté de médecine, se perd dans les milliers d'ouvrages qui tapissent les bibliothèques de son splendide bureau. Nous sommes dans la plus vieille faculté de médecine du monde. Son ambition : ouvrir davantage encore sa faculté et faire en sorte que Montpellier redevenne la capitale européenne de la médecine, un pôle d'attraction où convergeraient des chercheurs venus du monde entier.

Mais cette ambition, affichée à l'envi par le maire, Georges Frêche - qui renouvellera dans quelques jours, pour la deuxième année consécutive, l'expérience d'Euro-médecine - expose au risque de voir la recherche fondamentale prendre le pas sur la recherche appliquée, l'hôpital se

couper progressivement de la faculté.

Cité recherche fondamentale, la liste des unités de recherche de l'INSERM ou du CNRS implantées à Montpellier est effectivement impressionnante. « C'est la Californie de la France ! », s'exclame ce chercheur canadien bien décidé à tout faire pour s'installer définitivement à Montpellier. Un exemple ? Le laboratoire du professeur Jacques Denaille, par ailleurs directeur des sciences de la vie au CNRS. C'est ici, dans cette unité mixte, INSERM (numéro 249) - CNRS, que sous la direction du professeur Alain Privat fut réalisée chez le rat la première greffe de moelle épinière (le Monde du 19 septembre 1986). Promesse technique qui autorise les plus grands espoirs dans le traitement des paralysies et tétanisations occidentales. A tel point que, dans le but d'accélérer les recherches, le CNRS a passé une convention avec une fondation privée et a créé l'Institut de recherches sur la moelle épinière.

Implanté à Montpellier, cet institut accueillera en son sein les meilleurs spécialistes mondiaux en cette matière. Bientôt, si tout se passe bien, et si le comité d'éthique nous en donne l'autorisation », précise Alain Privat, les premières greffes de moelle épinière à vides curatives seront tentées sur l'homme. D'ores et déjà, cette expérimentation est en cours sur des singes, trois babouins fournis gracieusement à l'institut par la SANOFI.

Cette dernière - une filiale d'ELF-Aquitaine - est installée depuis plusieurs années à Montpellier, son centre de recherche y employant près de six cent cinquante chercheurs. Principales spécialités : montpelliéraines de ce grand laboratoire pharmaceutique, la neurobiologie et le vaste domaine du cardiovasculaire.

« Ce qui n'exclut pas qu'à l'avenir nous mettions davantage l'accent sur d'autres secteurs de la recherche pharmaceutique, comme par exemple les maladies mentales, la dépression et l'anxiété », indique le professeur P. Simon, nouveau directeur de la recherche et du développement.

Mais la recherche fondamentale n'est pas tout. Pour réellement devenir un grand centre médical européen, Montpellier se doit d'avoir une infrastructure hospitalière et une faculté de médecine à la hauteur de cette ambition. « Oh ! les promesses n'ont pas manqué, raconte ce grand patron. Mais elles sont res-

tes lettres mortes. Le maire avait promis de construire une nouvelle maternité, un hôpital cardiopulmonaire et une nouvelle faculté de médecine. Aujourd'hui, c'est tout juste si la première pierre a été posée. » Réplique de la mairie : c'est avant tout pour des « querelles entre patrons » et des problèmes de disponibilité de terrain que la maternité n'a pas encore été construite.

Le ton monte encore davantage lorsque l'on évoque l'autre « affaire » qui, dernièrement, a agité le Landerneau médical montpelliérain : la nomination du directeur du centre hospitalier régional (le Monde du 7 juin 1986). Un conflit avait opposé Georges Frêche au ministre de la Santé. Finalement, M. Barzach, ministre chargé de la Santé, contournant la tradition qui veut que les propositions de la commission nationale ad hoc soient acceptées, avait opté pour M. Julian, précédemment directeur du CHR de Poitiers. « Un homme extrêmement compétent et efficace, estime le professeur Jacques Roux, député (communiste) de l'Hérault, ancien directeur général de la Santé. Pourtant, le maire en a fait une affaire personnelle, refusant d'admettre sa nomination. » Selon plusieurs témoins, l'accueil réservé à M. Julian par M. Frêche lors du dernier conseil d'administration du centre hospitalier fut pour le moins frais. « C'est d'autant plus regrettable, continue le professeur, que M. Julian n'est pas marqué politiquement et que son expérience de CHU devrait favoriser un rapprochement entre l'hôpital et la recherche clinique d'une part, l'université et la recherche fondamentale d'autre part. » Explication de la mairie : le candidat proposé par Georges Frêche, et actuellement directeur du CHR de Nice, faisait l'unanimité. Pourquoi l'avoir refusé ?

Eternel parent pauvre de la recherche médicale française, la recherche clinique a du mal - à Montpellier - à se faire une petite place au soleil. Dans son hôpital de l'Alelongue, au milieu d'un joli parc boisé, le professeur François Bernard Michel, chef du service de pneumologie, le regrette : « Pensez donc que, pour certains dosages compliqués, je dois envoyer les prélèvements à Baltimore, aux Etats-Unis. » Résultat : faute de disposer d'un véritable laboratoire de recherche, il « bricole ». « Silicone Valley ou Clochemerle ? », dit un médecin.

FRANCK NOUCHÉ

2001 L'ODYSSÉE DE L'ENTREPRISE

67.40.42.43

Carrefour de la Création, de la Transmission d'Entreprise et du Transfert de technologie

Des Ateliers Formateurs des Témoignages Intéressants des Consultations Personnalisées une Bourse d'Echanges Droit d'entrée 150 F.

Organisé par : La Banque d'Alès, Caisse d'Allocations Familiales, Caisse d'Allocations Familiales, Caisse d'Allocations Familiales.

Place sous le patronage de M. Alain PADELIS, Maire de Montpellier.

30 ET 31 OCTOBRE

هكمان الأول

Un district « vendeur »

Ancien élève d'HEC et de l'ENA, né à Bordeaux, ancien juge au tribunal administratif de Marseille, trente-quatre ans et toutes ses dents, Jean-François Carenco est le type même de ces « immigrés » de l'intérieur qui se sont vus au ranon et à la fortune de Montpellier. Il y a un côté western dans cette ville du Sud.

Il est depuis deux ans et demi directeur du district, rassemblement de quinze communes, présidé et animé par le maire. Le district est une machine administrative classique. Il gère les services de sécurité et d'assainissement, les transports urbains. C'est aussi une machine politique qui connaît des soutiens divers. Le plus original, c'est son action économique, celle à laquelle Jean-François Carenco, « chapeauté » par un élu, Patrick Genest, directeur de l'Ecole de chimie, maire adjoint MRG, s'applique en priorité.

L'objectif, Georges Frêche l'a fixé au plus haut : « Ensemble nous allons changer Montpellier, en faire une technopole moderne et, pourquoi pas, la capitale de l'Europe du Sud. La stratégie : agir dans quatre directions : le développement des activités de santé, l'agrobiosphère, l'informatique, les nouveaux moyens de communication. La méthode : une équipe réduite de spécialistes de haut niveau, toujours disponibles, travaillant en parfaite harmonie, résolvant au plus vite en France et à l'étranger, pour attirer dans l'agglomération tous les investisseurs possibles. »

Dans cette « concurrence féroce » que se livrent « avec des atouts souvent comparables » les métropoles françaises et européennes, Montpellier doit être présente et d'abord connue. Il y a deux ans, la ville décide donc de « se vendre » par les moyens les plus modernes, sans négliger les auparavant. « Montpellier l'entrepreneuse, Montpellier la soudoise », les slogans, plus ou moins réalistes, ont été et les « dédicatoires » autour de chacun des atouts de la cité. En outre, brochant, cette campagne (5 millions de francs par an) : les responsables du district peuvent en dresser aujourd'hui un premier bilan. « Elle avait trois objectifs, explique Jean-François Carenco. Il s'agissait d'abord de mobiliser la population. Avant de servir

la charge, on soigne le rassemblement. Réussite complète : les Montpelliérains aujourd'hui croient à Montpellier. Nous voulons ensuite aider les entreprises locales à s'affirmer sur les marchés extérieurs. Réussite à 70 %. Il fallait enfin attirer de nouveaux investisseurs. Plein succès pour les petites et moyennes entreprises : nos zones industrielles se remplissent très bien. Dents-succès du demi-échec pour les grandes entreprises : nous n'avons pas encore atteint notre seul objectif de développement, la masse critique, c'est-à-dire le moment où plusieurs affaires d'entreprise convergent, par exemple IBM, installée sur place, en attirant d'autres par leur seul nom, leur seule réussite. »

Montpellier survend-elle ? Entraîné par le fonceur Frêche, le peloton a parfois un peu de mal à suivre. Patrick Genest, Jean-François Carenco et l'ensemble de l'administration sont chargés de « sucer » la roue, de suivre « à la poutre ». Résultats concrets : Montpellier conserve un taux de chômage élevé mais, paradoxe de l'agglomération, un très fort taux de création d'emplois. « Et l'important c'est de créer de l'activité, commente Jean-François Carenco. Nous le faisons. A preuve : depuis trois ans le volume de la machine imposée dans le district a augmenté de 5 % à 5,9 % par an. Depuis l'année dernière, cinq des dix points français ou étrangers sont venus s'installer autour de la ville : les Laboratoires Boiron, les sociétés Elint, Fonac, Héra, ABX. Cela aussi c'est un résultat. »

Montpellier au futur ? Pour Jean-François Carenco, cette ville est exactement « une ville du futur ». « La population se renouvelle beaucoup, elle attire beaucoup d'étudiants et de chercheurs, elle s'étend largement à l'extérieur autour d'un grand centre historique, elle est admirablement prévisible, c'est-à-dire d'une telle partitance humaine, elle est et restera au sud. » Dans dix ans, ajoute-t-il en conclusion, nous aurons disparu, c'est notre vocation, parce que Montpellier n'aura plus besoin de bâillages pour marcher. Ce sera le modèle même de la ville de l'an 2000. »

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

Les enfants d'IBM

IBM à Montpellier, c'est trois mille salariés, c'est aussi des fournisseurs, des sous-traitants et... des émules.

« EXCELLENCE » « Qualité ». « Zéro défaut ». Pour les trois mille salariés de l'usine IBM de Montpellier, il n'y a qu'un slogan : être les meilleurs. Et pas seulement dans la fabrication des ordinateurs, mais dans tous les secteurs de la vie et de l'économie régionale où il importe de marquer sa présence, pour s'intégrer et pour qu'on ne puisse pas s'étonner : « IBM n'est pas représenté, c'est curieux... »

C'est pourquoi ce lundi, à l'usine, en lisant les résultats sportifs du week-end dans le journal, la satisfaction se lit dans la déception par les amateurs de foot. Dans la catégorie « promotion, 1^{re} division, groupe D », l'équipe première a été battue 2-1 par Teyran, et elle n'est que troisième au classement. Hors-sujet, en 2^e division, groupe A, IBM II a dominé Universal Montpellier 5 à 2 et conserve la première place.

« Quelles que soient les demandes qui nous arrivent, pour participer à la vie scolaire, universitaire, municipale, associative, sportive, économique, IBM répond », présente. C'est bon pour l'image de marque, confie Jean Tavernier, directeur de l'usine de Montpellier. Une usine construite en 1965 déjà, mais dont la propriété et le silence — sans parler des produits qu'elle fabrique, le super-ordinateur 3090 modèle 400 et des équipements qui constituent son patrimoine — lui confèrent une allure de laboratoire moderne plus que de manufacture traditionnelle.

Pourquoi avoir choisi de s'installer à Montpellier ? Il fallait un aéroport, un réseau de communications, des terrains, une université, une ville dans le vent. Les dirigeants de l'usine ajoutent : « La DATAR nous a facilité la tâche en nous « dissuadant » de choisir toute la moitié est de la France derrière une ligne Cherbourg-Marseille. L'important était une implantation, c'est-à-dire les premiers verbes que la confiance que nous avons cru pouvoir placer dans tous les gens qui nous ont fait des promesses. Elles ont toutes été tenues par nos interlocuteurs, quels qu'ils soient. »

Aujourd'hui, bien malin celui qui trouverait à Montpellier quelque chose qui dérange IBM. Et même si l'on veut résister à tout prix à la tentation de faire de la

publicité gratuite à la gigantesque multinationale, l'évidence s'impose : IBM est une chance inappréciable pour la ville, le département, la région.

Moyenne des rémunérations mensuelles ? 13 600 F (en décembre 1985) et 21 300 F pour les cadres. Les fournisseurs de tous ordres et sous-traitants qui travaillent pour l'usine emploient près de trois mille personnes, soit l'équivalent d'une seconde usine IBM. Quant au maire de Montpellier, il reçoit 34 millions de francs de taxe professionnelle. « Chaque année, j'en discute avec Georges Frêche, remarque Jean Tavernier, et je lui dis que c'est beaucoup par rapport à ce que je paierais dans d'autres villes voisines... » Autre impact économique significatif : chaque année IBM réserve pour ses cadres ou ses visiteurs vingt mille unités dans les hôtels de la région. Sans compter les dizaines d'ingénieurs et dirigeants qui remplissent les avions d'Air Inter ou les TGV.

Mais, au-delà des références quantitatives qui font immédiatement comprendre le rôle moteur de l'entreprise sur son environnement, il faut apprécier les influences en profondeur qu'elle imprime aux structures économiques locales. Le niveau des investissements dépasse celui des salaires, les relations avec les lycées et l'université sont constantes et complémentaires. Cercles de qualité, projet d'entreprise, organisation rigoureuse, utilisation de l'usine du lundi 5 heures au samedi minuit, effort méthodique pour créer et entretenir un « esprit maison » (le principal syndicat est aussi un syndicat maison), élaboration d'une politique structurelle, voire scientifique, de la sous-traitance, alors qu'en général les entreprises qui y ont recours cherchent d'abord, de la sorte, à

« écrier les pointes » de leurs carnets de commandes...

« Attention ! réplique Georges Frêche, on ne peut ramener tous les atouts industriels et technologiques de Montpellier à IBM. La technopole — dont IBM évidemment constitue un noyau de choix — a acquis son propre autodynamisme. D'autres entreprises ont pris le relais d'IBM et inervent le reste de la région. »

Quoi qu'en disent les jaloux ou les grincheux, « ce n'est pas un mais trois IBM qu'il faudrait en Languedoc-Roussillon. C'est notre chance avec un grand C », s'enthousiasme Jean-Claude Lortal de la chambre régionale de commerce. Il est vrai que l'entreprise règle ses sous-traitants à trente jours, voire plus vite lorsque l'état de leur trésorerie l'exige. Mais, en contrepartie, « ce sont des gens rigoureux et sérieux, qui nous demandent des efforts, qui surveillent nos fabrications jusqu'à la fin du détail. Ils nous apprennent à travailler », note M. Beltran, directeur de Valrex, qui fabrique pour IBM des portes d'ordinateurs. « Les sous-traitants ne sont pas de simples exécutants, ils font partie de la famille. »

Bref, parlons plutôt de co-traitants que de sous-traitants. D'ailleurs, tant chez les salariés que parmi les fournisseurs, l'expression « on travaille pour IBM » tend à remplacer « je travaille chez IBM. »

Parce que l'idée courait et parce que les grandes entreprises doivent « donner le la », la direction locale de l'usine a mis au point, à la fin de 1983, une « charte d'essaimage ».

A ce jour, six salariés ont fait le pari. IBM les soutient de trois manières. Par une « dot » de 100 000 F, par une assistance technique, enfin en offrant au créateur une sorte d'assurance-échéance pendant trois ans, puisque si l'affaire capote il pourra revenir à l'usine de Montpellier à son poste et au niveau de salaire qui était le sien.

Mais l'appui à coup sûr le plus efficace consiste à assurer pendant un an l'écoulement garanti de la production de ce sous-traitant particulier.

Gabriel Müller, qui fut autrefois délégué du personnel CGT à IBM, en a bénéficié et a créé fin 1984 MG Electronique. Il emploie vingt-sept salariés, dont sa femme, tout à la fois standardiste, secrétaire, hôtesse d'accueil. « Au départ, j'ai travaillé à cent pour cent pour IBM, raconte-t-il, mais il faut que d'ici à deux ans je ne fasse pas plus de 25 % de mon chiffre d'affaires pour eux. A moi de trouver d'autres clients. »

Guy Paillet est lui aussi un ancien d'IBM, et le voici à la tête de Data Sud System. « Passer chez IBM, pour un cadre, c'est trouver une application pratique de ce qu'on lit généralement dans les bouquins de management. Et on s'en sert ensuite. On y partage une culture d'entreprise — ce qui n'est pas fréquent — certains diront un conditionnement, un endoctrinement... »

Un rêve, IBM, un eldorado (1) ? « Ça classe quelqu'un d'appartenir à cette usine, concède M. Anger, secrétaire de l'union départementale CFDT. Mais la répression antisindicaliste, ça existe aussi. Et la garantie du pouvoir d'achat et de l'emploi, je crois que, maintenant, ce n'est plus aussi sûr qu'avant... » Cent quatre embauches en 1985, une quinzaine en 1986. Et en 1987 ? Chut, c'est secret, tout comme le nombre d'ordinateurs que livre chaque mois l'usine-phare de Montpellier.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Pour le troisième trimestre de 1986, le bénéfice dégagé par l'ensemble du groupe a baissé de 27 %, a-t-on appris à New-York. Le marché mondial des ordinateurs, notamment des petits ordinateurs, est « asséché », selon les analystes américains. La rentabilité d'IBM a chuté de 12,3 % dans les neuf premiers mois de 1986, et son chiffre d'affaires a progressé de 4,3 % seulement par rapport à la même période de 1985.

Université des SCIENCES ET TECHNIQUES du Languedoc

Montpellier II

L'UNIVERSITÉ ENTREPRENANTE

C'est chaque année, 8 500 étudiants, 24 filières (licences et maîtrises) 200 thèses de Doctorat en 4 ans, 4 000 publications scientifiques, 152 ouvrages de référence.

et aussi des ingénieurs (ISIM) des gestionnaires d'entreprises à double compétence (IAE) des techniciens supérieurs (IUT) une École Nationale Supérieure de Chimie

des relations Université-Entreprises dynamiques et performantes : 30 MF de contrats en 1986, plus de 100 brevets déposés en 4 ans.

des formations pour un nouvel emploi : Centre régional universitaire de formation permanente (CREUFOP)

51 accords interuniversitaires répartis dans le monde entier.

★★★★★★★★★★

Informez-vous par minitel : 36-14 + USTL ou 67-54-09-20 (Service Vidéotex UNISTEL - MONTPELLIER)

par télex : USTMONT 490944 F

Pistes d'avenir

Une des priorités de la chambre de commerce : la création d'un aéroport international

ACTUELLEMENT. Réceptif de Montpellier. Fréquenté par les passagers de tous les aéroports de la région, les principaux étant Nîmes et Perpignan, tous deux desservis par Air Inter, et se situe en neuvième position en France, juste après Lille et avant Ajaccio.

En prenant pour l'avenir l'hypothèse, d'une baisse, d'une croissance de 6 %, on arrive à un trafic annuel de un million cinq cent trente mille passagers en 2000, le cap du million étant franchi au début des années 90. Déjà, avec six cent quarante mille passagers par an, l'aéroport, conçu pour des avions moyens de cent cinquante places, est saturé avec l'arrivée des Airbus à trois cent cinquante places.

Le président de la chambre de commerce et d'industrie, René Constant, qui, comme son prédécesseur, Paul-Gabriel Cristol, considère l'aéroport comme le fer de lance du développement économique, est d'autant plus préoccupé par cette situation que la compagnie Air Inter, prévoyant une forte augmentation du trafic sur la ligne Paris-Montpellier, annonce la mise en service d'un B-747 de six cents places.

« Des liaisons régulières, directes, fonctionnant avec Londres (Air France et Dan Air), Manchester (Dan Air, P&O), Barcelone (Air Littoral, dont le siège est à Montpellier), Nice (avec correspondance vers Milan), Lyon, Bordeaux, Perpignan (Air Littoral). Des contacts ont été pris en direction d'Amsterdam et de Francfort afin d'assurer des ouvertures vers l'Europe du Nord ; d'autres sont engagés avec les pays d'Afrique du

Nord. Des trafics de charters, déjà en augmentation, s'y ajouteraient, si les conditions d'accueil le permettaient. »

René Constant veut engager le plus vite possible les travaux indispensables qui entraîneront le triplement des surfaces, passant de 4 350 mètres carrés à 14 000 mètres carrés. Le coût de ces travaux est de l'ordre de 80 millions de francs hors taxes. Ils comportent notamment la mise en service de satellites donnant accès aux avions. Il veut aussi créer à proximité des pistes une zone économique recouvrant toute la surface de la concession, où, déjà depuis 1984, TAT (Transport aérien transrégional) a construit par le biais de sa filiale TAT-Express son entrepôt de fret. « Préférables des avions », dit René Constant, l'aéroport international dans la région à besoin. »

La gestion de l'aéroport, malgré son aspect prioritaire, n'est pas la

seule activité de la Chambre de commerce et d'industrie. Elle a en charge une école supérieure de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE), classée parmi les cinq premières en France, un centre international d'aménagements touristiques, nouvellement créé, un centre de formation des métiers de « bouche », qui recouvre à partir de novembre trois cents jeunes par an se destinant aux métiers de la boulangerie, de la charcuterie, de la cuisine, de la pâtisserie, de la restauration, etc. Elle a aussi lancé des formations permanentes pour jeunes et pour commerçants (micro-informatique, monétique...), un service d'aide téléphonique à la gestion, expérience pilote en France pour aider le petit commerce de détail aux nouvelles techniques, un centre serveur inter-régional, créé il y a un peu plus d'un an, ouvert aux entreprises et aux particuliers, qui tend à s'étendre sur le plan national, et, pour l'information à la source, un centre de promotion et de recherches économiques pour le commerce, l'industrie et les services, autrement dit PRÉCIS. On ne saurait mieux dire !

R. B.

Hôtels sur Minitel

La 2 janvier de cette année, sur l'initiative du conseil général, un GIE (Groupement d'intérêt économique) était créé dans l'Hérault : GIE TELTOUR 34.

Sa mission consiste notamment à gérer le premier logiciel télématique français d'informations sur les disponibilités et réservations touristiques multi-produits, accessible par minitel à partir de n'importe quel point du territoire.

Le comité départemental du tourisme a en outre établi une

carte familiale multiloisirs, vendue 60 francs, qui permet de bénéficier jusqu'à 30 % et plus de réductions et avantages toute l'année sur l'hébergement, les séjours, les restaurants, les sites, les monuments, les vins, l'artisanat, les loisirs sportifs et culturels (festivals, cinémas, théâtres, musées, grottes, aquariums...), le commerce local (cadeaux, pâtisseries, fleurs, optique, sports...) sur l'ensemble du département.

Deux saltimbanques de choc

Jacques Nichet pour le théâtre,
Dominique Bagouet pour la danse,
ont fait de la province leur capitale.

L A danse et le théâtre appartiennent au paysage artistique de Montpellier. Le centre dramatique national du Languedoc-Roussillon a quitté sa base de Béziers pour s'installer en 1983. Les élections municipales, et le changement politique qui s'en est suivi, ont favorisé un transfert allant dans le sens de la logique et dans l'air depuis bien des années.

A cette date, Jérôme Savary dirigeait le centre. Il y amenait le Magic Circus, son esprit, son public. Georges Frêche faisait aménager pour lui la salle Gramont, dans un quartier excentré, mais Savary fait partie de ces gens qui déplacent les spectacles.

L'ennui, justement, c'est la masse des spectateurs, et l'ampleur des spectacles pour une salle de dimensions relativement modestes.

En janvier 1986, Jérôme Savary prend la direction, à Lyon, du théâtre du VIII^e et il est remplacé à Montpellier par Jacques Nichet, son contraire absolu. Jacques Nichet vient du secteur universitaire, où il fonde une troupe, l'Aquarium, qui dans les années 70 devient professionnelle et prend possession d'une Cartoucherie, à côté du Théâtre du Soleil. Jacques Nichet, comme Ariane Mnouchkine, croit à la noblesse d'un théâtre de traditions populaires, qui traite du temps présent. Écriture collective à

propos de la spéculation immobilière, de la presse, des lycées, de la condition féminine, des hôpitaux... Mises en scène de pièces à tendances brechtiennes, adaptations de textes... Le travail de l'Aquarium évolue vers une recherche plus littéraire, Jacques Nichet s'en éloigne.

A Montpellier, cet homme obstiné, rigoureux, aux passions reconnues, à l'humour fêlé, mûr, obéit au frénétique Savary. Il ne s'agit pas, à proprement parler, de le remplacer. Encore moins de le faire oublier. C'est en restant lui-même, en maintenant sa ligne de conduite — y compris dans son utopisme affirmé — que Jacques Nichet (il vient de créer son premier spectacle, la *Savetière prodigieuse*, de Garcia Lorca) s'imposera. Les conditions sont réunies pour, et le voisinage de Dominique Bagouet peut l'y aider.

Liberté totale

Ce chorégraphe qui ne veut pas être catalogué « jeune » — il a obtenu son premier prix au concours de Bagnolet en 1976 — est à Montpellier depuis six ans. Il était alors pratiquement inconnu du public, bien que suivi par la profession. Encore qu'il ait dû se démermer pendant pas mal de temps avant qu'on aille jusqu'à Montpellier voir ses créations.

Mais Georges Frêche lui a fait confiance. Sur sa bonne mine ? Par intuition ? En tout cas, il a misé juste : la réputation de Dominique Bagouet a désormais largement dépassé les frontières de l'Hexagone. Il lui a laissé une liberté totale de travail, a mis à sa disposition les studios de répétition du Théâtre municipal — grande espace très bien aménagée, un vrai pactole, d'autant que, si les subventions nationales du centre dramatique ne sont pas énormes, celles des compagnies de danse, même avec un statut de centre chorégraphique, sont franchement miteuses.

Dominique Bagouet se reconnaît un modèle : Rosella Hightower. Mais il a travaillé avec Carolyn Carlson, Peter Gross, Félix Blaska et, bien entendu, en stage chez Merce Cunningham. Il a une tête de lutin, un humour acerbé, le sens du déséquilibre et des lignes sinueuses, des gestes cassés, et sa curiosité est insatiable. Envers la musique, car il ne travaille pas ses chorégraphies à partir des idées, mais des sons et des rythmes. Envers le théâtre aussi, qui le fascine. Il a mis en scène au TNP Gérard Philibat dans *Mes amis*, d'après Emmanuel Bove et ne détesterait pas recommencer. S'enfermer dans sa

spécialité est ce qu'il redoute le plus.

Dominique Bagouet regarde du côté du théâtre pour construire l'avenir de la danse. Il dit : « C'est le même métier, au fond. Ce sont deux formes de spectacle vivant, immédiates, éphémères. » La nomination de Jean-Claude Gallota à la direction de la maison de la culture de Grenoble lui donne de l'espoir. Il ne souhaite pas la multiplication des centres chorégraphiques. Il préférerait un vaste réseau de maisons de la danse, susceptibles de produire des spectacles, d'en accueillir, d'offrir des salles de travail. Une même troupe peut rarement donner un grand nombre de représentations dans une ville, mais elle peut tourner, si elle en a les moyens, si elle trouve des théâtres, si elle rencontre des publics sensibilisés.

Dominique Bagouet prépare longuement ses spectacles, et la formule « festival » ne lui semble pas une panacée. Il reconnaît pourtant que celui de Montpellier l'a bien aidé. Le côté événement facilite les mouvements de public et de presse, les rencontres avec d'autres troupes... Mais l'essentiel reste de ne pas se bloquer, d'ouvrir les portes à ceux qui vont nous remplacer. »

COLETTE GODARD.

Tête de câble

Montpellier a été l'une des premières villes françaises à poser sa candidature pour un réseau câblé. Comme beaucoup d'autres, elle a subi les incertitudes, les retards du plan gouvernemental décidé en 1982.

Mais, bon gré, mal gré, la construction de l'autoroute électronique a fini par avancer. En juin dernier, c'était l'inauguration en pleine ville d'un étrange monument dessiné par Ricardo Bofill : la tête du réseau. De là part un labyrinthe de 20 000 kilomètres de fibres optiques destinés à relier en trois ans les 80 000 foyers de la cité.

L'ouverture commerciale est prévue pour mai 1987. D'ici là, quelque deux cents privilégiés vont pouvoir tester les avantages de cette nouvelle forme de distribution de l'image.

Sur ces quinze canaux, le réseau de Montpellier, exploité par la Compagnie générale des eaux, diffusera une chaîne locale et des télé-

visions hertziennes extérieures, françaises et étrangères, comme à Paris, à Rennes ou à Cergy-Pontoise.

Mais Montpellier ne s'arrêtera pas là. Le choix technologique de la fibre optique lui permet en effet de lancer sur des canaux supplémentaires des services inédits : télévidéothèque, programmes payants à la consommation, achat à distance, petites annonces, etc.

Une convention passée avec le Centre national d'études en télécommunication fait de la capitale du Languedoc la ville-pilote de l'interactivité.

Un choix qui va fixer sur Montpellier dans les années qui viennent le regard des professionnels de la communication, qui savent que le développement de ces nouveaux services va bouleverser à terme l'équilibre économique de l'audiovisuel.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Editeurs portes ouvertes

L'activité littéraire de Montpellier s'inscrit dans une tradition : celle de son université d'abord, dont les travaux ont engendré, dès les premiers développements de l'imprimerie, un nombre considérable de publications dont la richesse des bibliothèques universitaires porte témoignage. C'est évidemment le domaine de l'édition médicale qui a été et qui demeure le plus florissant, des maisons d'édition comme Arson ou comme Sauramps-Médical diffusant chaque année dans le monde entier des ouvrages dont la qualité continue à servir de référence.

Mais depuis une quinzaine d'années, Montpellier est aussi devenue l'une des capitales de l'édition française en province. L'annuaire des éditeurs de 1985 ne recense pas moins de seize entreprises d'édition montpelliéraines, ce qui place le chef-lieu de l'Hérault à la hauteur de villes comme Lyon, Marseille ou Toulouse, dont la population est beaucoup plus importante.

Pour parvenir à cette situation, il semble que l'édition à Montpellier a développé une stratégie implicite. Dans la rivalité de fait qui l'opposait à l'autre métropole occitane, Toulouse, Montpellier paraît avoir en effet délibérément joué la carte nationale, abandonnant peu ou prou à Toulouse l'escalation de la fibre occitane. Non que Montpellier néglige ou ignore ses contours et ses poèmes en langue d'oc, mais elle leur désire un destin national. De la même manière, elle se

vaut accueillante à la création venue d'ailleurs. Bref, malgré les excellentes travaux publiés par les Presses du Languedoc, cette édition de province répugne au provincialisme.

C'est vrai, bien sûr, pour Fata Morgana, établi à Saint-Clement-la-Rivière, à quelques encablures de Montpellier, et qui édite depuis quarante ans la fine fleur de la littérature, nationale et internationale, avec un soin et un goût qui lui ont attiré l'amitié et la fidélité des plus grands ; mais vrai aussi de G. Benet, une toute jeune maison qui publie, elle aussi, des textes d'écriture rares et de grande qualité, vrai encore de Qu'elle est belle Company, dont la curieuse raison sociale dissimule le sérieux éditorial, sinon le fantasme et le goût de surprendre.

Il y a aussi des vocations éditoriales plus surprenantes qui manifestent également ce désir d'ouverture : les publications de l'Institut d'études anglo-américaines, les livres de cuisine de Cams, les publications mathématiques d'Alain Seabon, les études littéraires de Delta.

Il convient d'ajouter à cet éventail déjà largement ouvert un nombre appréciable de revues en tout genre, des activités d'impression qui se développent de manière spectaculaire depuis quelques années, notamment dans l'imprimerie d'art. Quand les livres mettent si longtemps à « descendre » de Paris, mieux vaut pouvoir sur place à ses besoins.

PIERRE LEPAPE.

- Coordination : Jacques-François Simon.
- Réalisation : Christian Masol.
- Chef de publicité : Jacques Taillan.

EUROMEDECINE

Montpellier - Parc des Expositions

3-8 Novembre 1986

II^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE RECHERCHES ET DE TECHNOLOGIES MEDICALES ET PHARMACEUTIQUES

Plus de 380 intervenants venus du monde entier feront d'Euromédecine 86 l'événement médical de l'année.

INSCRIPTION PAR TÉLÉPHONE 16 (1) 45.74.63.06

Les Thèmes d'Euromédecine

LUNDI 3 NOVEMBRE

- 310 ORL - La surdité.
- 320 Psycho-neuro endocrinologie.
- 330 Neuro-psychiatrie de l'adulte : l'anxiété.
- 340 Bases moléculaires de l'athérosclérose et implications thérapeutiques.
- 350 Hépatologie.
- 360 Hépatogastro-entérologie - La lithose biliaire cholestérolique et l'ulcère gastro-duodénal (suite et fin le 4 novembre sous le n° 410).

MARDI 4 NOVEMBRE

- 410 Hépatogastro-entérologie (suite du n° 360).
- 420 Pédiatrie.
- 430 Digitaliques endogènes et facteurs nutritionnels aigus.

440 La douleur en cancérologie.

- 450 Le vieillissement cérébral.
- 460 Traitement chirurgical des cancers colo-rectaux.

MERCREDI 5 NOVEMBRE

- 500 Conférences.
- 510 Anesthésie loco-régionale (suite et fin le 6 novembre sous le n° 610).

JEUDI 6 NOVEMBRE

- 610 Anesthésie loco-régionale (suite du n° 510).
- 620 Induction et stimulation de l'ovulation.
- 630 Urologie.
- 640 Hypertension artérielle.
- 650 Maladies infectieuses en Europe.
- 660 Avenir de la chirurgie orthopédique.

- 520 Informatique médicale (suite et fin le 7 novembre sous le n° 770).

VENDREDI 7 NOVEMBRE

- 710 Le traitement des arythmies ventriculaires.
- 720 Imagerie non invasive des vaisseaux et du cœur.
- 730 Dermatologie et M.S.T.
- 740 Table ronde sur les grands brûlés.
- 750 L'arthrose : perspectives et réalités.
- 760 Adolescence et sport.
- 770 Informatique médicale (suite du n° 520).

SAMEDI 8 NOVEMBRE

- JOURNÉE RÉSERVÉE AU GRAND PUBLIC.

Vous pourrez également vous inscrire sur place, à l'accueil d'Euromédecine 86.



AUTOMOBILES PEUGEOT



AIR FRANCE



LE MONITEUR DES PHARMACIENS ET DES LABORATOIRES

Antenne 2



Languedoc-Roussillon

Organisation Générale et Service de Presse : EDITEL/EDIMAV 80, Avenue de la Grande Armée 75017 Paris - Tél. : (1) 45.74.63.06

ABONNEMENT D'ESSAI

1 MOIS : 100 F SEULEMENT

(Offre exceptionnelle réservée aux lecteurs de « MONTPELLIER AU FUTUR »)

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et recevoir le Monde pendant un mois.

Période choisie : du au

Nom

Prénom

Adresse

..... Code postal

Localité

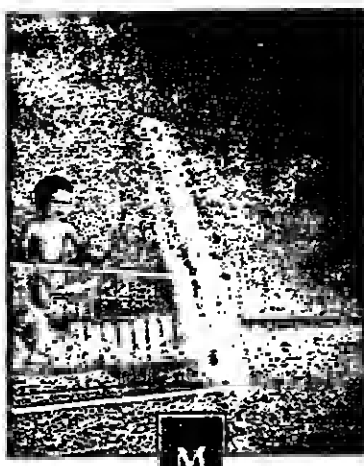
Ci-joint, en règlement, un chèque de 100 F à l'ordre du Monde.

Le Monde chez vous, dans votre boîte aux lettres, tous les jours.

La certitude de pouvoir suivre toute l'actualité. L'assurance de ne manquer aucun numéro et de recevoir le Monde et tous ses suppléments (« le Monde de l'économie », « le Monde des sciences et de la médecine », « le Monde des arts et des spectacles », « le Monde des livres », « le Monde sans visa », « le Monde radio-télévision »).

Choisissez vous-même votre période d'abonnement et faites l'essai pendant un mois pour 100 F seulement. Remplissez le bulletin ci-contre et renvoyez-le nous en y joignant votre paiement. A l'issue de cet essai, vous resterez totalement libre de prolonger ou non votre abonnement.

Montpellier la surdouée berceau du futur.



“Entreprise en plein développement recherche métropole en pleine croissance...”

Si cette annonce peut être la vôtre, n'hésitez pas à venir, Montpellier la surdouée sera le berceau de vos ambitions ; technopole en formation elle est déjà le berceau du futur.

Berceau de l'informatique.

En quelques années, la matière grise de Montpellier a attiré plus de 3000 chercheurs.

Les plus grands de l'informatique et leurs nombreux sous-traitants affirment ici leur ambition, avec la force que procure le succès.

Le salon de la Communication, les nouvelles zones industrielles, les équipements spécifiques confirment que Montpellier entend bien être l'un des détonateurs de cette jeune science en pleine expansion.

Berceau de
l'agronomie.

Le tiers monde a faim ; les équilibres économiques mondiaux sont précaires ; Montpellier aujourd'hui, premier centre mondial pour l'agronomie Méditerranéenne et tropicale lutte de toutes ses forces sur ce terrain déterminant pour l'avenir des hommes.

En créant Agropolis avec le District Urbain elle implante un surgénérateur de savoir à l'usage de l'agronomie, la biologie, l'agriculture.

C'est ici, autour de l'INRA et l'INSERM, sur le site d'Agropolis, que germent pour partie les technologies qui représentent aujourd'hui l'espoir pour deux tiers de l'humanité.

Berceau de la recherche
médicale et pharmaceutique

Rabelais fut le premier médecin à choisir Montpellier. Aujourd'hui, plus de 15 000 praticiens sont présents aux journées d'Euromédecine, rendez-vous européen de la connaissance médicale et pharmaceutique.

Beauce d'une recherche qui fait naître chaque jour de nouveaux espoirs, Montpellier rassemble dans une zone d'activité spécialisée les plus grands noms parmi les grands laboratoires pharmaceutiques.

Berceau des nouveaux moyens de communication.

220 000 Montpelliérains plongeront
des 87 dans le troisième millénaire... avec
plus de dix ans d'avance ! Montpellier
la Surdouée sait partager son talent.
220 000 Montpelliérains, grâce

à la fibre optique, à la télédistribution,
à la vidéocommunication seront les premiers
à inventer la nouvelle communication.
Et, Montpellier toute entière deviendra une
formidable école de formation au XXI^e
siècle !

LE CORUM

Le COEUM, futur Palais des Congrès ne sera-t-il pas au Centre Ville le cœur qui fera palpiter Montpellier au rythme du progrès ?

La S.M.T.U. qui s'emploie quotidiennement à fluidifier nos déplacements prépare activement les transports de demain : ARAMIS, véhicule rapide et non polluant fera-t-il à encore bientôt de Montpellier une ville pilote ?

Une ville avec un cœur d'athlète, c'est une ville qui va plus loin. Une ville où l'on circule bien, c'est un athlète qui va plus vite.

Montpellier la Surdouée va au devant de l'avenir.

**Chefs d'entreprises,
chercheurs, créateurs, venez réussir avec
elle. Venez profiter de l'essor d'une grande
technopole, venez rencontrer Montpellier
L.R. Technopole.**



Pour tout contact, District de Montpellier - 14, rue Marcel-de-Serres - 34000-MONTPELLIER
..... Tél : 67.52.18.19 - Télex : 490581 F

Tel : 67.52.18.19 - Telex : 490531 F

[illegible]OFFRES
D'EMPLOIS[illegible]

DEMANDES D'EMPLOIS

121 and 122 were the same
same angles of 121 and 122
at the same time, 121 and 122
in the same. 121 and 122

propositions
diverses

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés
à ses Français avec
un système Derridier
d'indemnisation sur la base
du salaire français moyen.

capitaux
propositions

PLACEMENTS

**véhicules
utilitaires**

Vende MERCEDES AOB
lond 1283. 120 000 €
Casse 20 mètres cubes
Parten éral. Prix . 80 00
+ éventuel

deux-roue

43-32,000 km. 2-
4,300 F. T41 GALL
43-68-17-24.

هكذا من الأهل

Les résultats contrastés du mois de septembre

Légère baisse du chômage Les premiers effets du plan pour les jeunes

Le chômage — en données corrigées des variations saisonnières — a légèrement régressé au mois de septembre, selon les statistiques fournies, le mercredi 15 octobre, par le ministère des affaires sociales et de l'emploi. Avec 2 473 600 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, le recul est de 0,5 % en un mois.

Manifestement meilleurs que ceux des mois précédents, les résultats de septembre s'expliquent en grande partie par les premiers effets des exonérations de charges sociales accordées pour l'embauche des moins de vingt-six ans : les pouvoirs publics et le patronat se sont mobilisés. Au total, 168 430 exonérations ont été enregistrées au cours du mois. Ce sont surtout les jeunes de moins de vingt ans qui ont bénéficié de ces exonérations. En effet, 94 537 exonérations à 25 % des charges sociales sont allées soutenir des embauches directes (qui se seraient peut-être produites malgré tout) et 18 577 exonérations à 50 % des embauches après stage.

Les trois formules de l'alternance qui bénéficient d'exonérations à 100 % ont accueilli ensemble 55 136 jeunes, soit le double du mois de juin et 23 000 de mieux que le mois de juillet. Pour la première fois, même, les contrats d'adaptation (18 134), plus favorables pour la formation des jeunes, s'élevaient au niveau des stages d'initiation à la vie professionnelle (18 672) qui avaient jusqu'à présent et abusivement servi de « produits d'appel ». Dans le même temps, les travaux d'utilité collective (TUC) semblent trouver un second souffle, après un passage à vide.

Toutefois, les incertitudes demeurent. Traditionnellement, l'évolution du mois de septembre est marquée par une forte arrivée de jeunes, et par la capacité du marché du travail à l'absorber. Chaque année également, la rentrée scolaire coïncide

avec un moment où l'orientation annuelle se profile. En 1977, 1982 et 1985, exceptionnellement, la courbe du chômage en données brutes s'était infléchie au cours du dernier trimestre, une fois digérée la rentrée de l'automne. En 1984, et surtout en 1985, la même courbe s'était alors envolée vers des sommets.

De ce point de vue, 1986 apparaît comme une année moyenne, malgré le plan jeunes. Tandis que l'on comptait 145 700 chômeurs de plus en un mois en données brutes, 126 300 demandeurs d'emploi supplémentaires avaient été comptés en septembre 1985, et 174 500 en septembre 1984.

Des effets perturbants

La suite dépend de la faculté de tous à améliorer, au cours des prochaines semaines, le rendement des divers dispositifs mis en place pour lesquels 4,5 milliards de francs ont été prévus au second semestre. Mais ces dispositifs vont aussi avoir des effets perturbants : si le chômage des moins de vingt-cinq ans baisse (-2,9 % en un an en données corrigées), celui du « noyau dur » des salariés âgés de vingt-cinq à quarante-neuf ans augmente dangereusement (+13,6 % en un an en données corrigées). Les emplois « caméras » risquent de se substituer à des emplois normaux.

Parallèlement, deux grandes tendances contradictoires se manifestent. Le nombre d'inscriptions nouvelles à l'ANPE continue de

progresser fortement par rapport à l'an passé (+13,4 % en données brutes et +8,7 % en données corrigées). La précarisation du marché du travail s'accroît, puisque 49,5 % de ces demandes d'emploi proviennent de l'intérim (5 %) et surtout des titulaires d'un contrat à durée déterminée, tandis que les licenciements augmentent (+14,8 % en un an). A l'inverse, le flux de sortie de l'ANPE progresse toujours (+15,6 % en données brutes et +10,6 % en données corrigées) par rapport à septembre 1985 : effet des stages et de la reprise des actions en faveur des chômeurs de longue durée ? Avant tout d'un fort mouvement de retour dans un emploi (+11,7 % en un an), peut-être accentué par un volume anormal de radiations pour absence aux contrôles ou non-réponse à convocation (+13,6 % en un an).

Seule note d'espoir véritable dans ce tableau contrasté : il semble bien que le marché de l'emploi ait trouvé un équilibre précaire. Ayant à sa disposition d'autres moyens d'ajustement, il a moins besoin du chômage partiel que par le passé. Avec 611 000 journées indemnisées à ce titre en données corrigées, soit 32,7 % de moins qu'en septembre 1985, un plancher rarement atteint apparaît. Cela pourrait justifier l'optimisme de M. Edouard Balladur, qui, à l'Assemblée nationale, soulignait, mardi, que l'emploi se portait mieux, à défaut de pouvoir dire que le chômage régressait.

ALAIN LEBEAUCHE.

Retour au déficit commercial Un chiffre inquiétant

La balance commerciale française a été en septembre déficitaire de 4,1 milliards de francs en données brutes et de 2,9 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières. Ce mauvais résultat est dû à une forte poussée des importations, qui augmentent de 10,7 % en données corrigées par rapport au mois d'août, s'élevant à 76,1 milliards de francs. Les exportations, qui ont été de 73,2 milliards, sont en hausse de 1,7 %.

Pour les neuf premiers mois de l'année, la balance commerciale est déficitaire de 1,8 milliard de francs, contre 20,8 milliards de francs au cours de la même période de 1985.

En septembre, la facture énergétique s'élève à 7,5 milliards de francs, contre 6 milliards le mois précédent ; le solde agro-alimentaire dégage un excédent de 2,5 milliards, contre 2 milliards, et le solde industriel un surplus de 0,8 milliard, contre 1,6 milliard en août. En moyenne mensuelle, le solde des produits manufacturés s'élevait à 7,4 milliards de francs en 1985.

Les importations de produits manufacturés ont progressé le mois dernier de 10,7 % et les exportations de 5 %. Les premiers résultats laissent prévoir une assez forte progression d'achats de biens d'équipement professionnel. Mais le résultat d'ensemble n'en reste pas moins particulièrement médiocre.

Quand les firmes ouest-allemandes prennent l'initiative

BONN
de notre correspondant

La coopération entre entreprises françaises et ouest-allemandes est davantage orientée vers le marché français, avec pour principale conséquence un effet positif sur les exportations de la RFA en direction de la France, constate l'institut de recherche Prognos AG, de Bielefeld, dans une étude réalisée à la demande du gouvernement ouest-allemand. D'une manière générale, souligne l'institut suisse, les entreprises françaises sont plus actives sur l'Hemisphere dans leur stratégie et se font moins sur le plan international que les entreprises ouest-allemandes.

Publiée au mois de septembre à Bonn, cette étude a été réalisée entre l'automne 1985 et le printemps 1986 auprès d'un échantillon de 121 entreprises exportatrices (30 % françaises et 70 % ouest-allemandes), représentatives des divers secteurs industriels et incluant un nombre important de petites et moyennes entreprises. 87 d'entre elles ont des accords avec des firmes dans l'autre pays, 34 exportent directement ou ont une représentation commerciale dans l'autre pays.

Dans 75 % des cas, note Prognos, l'initiative d'une coopération vient des entreprises ouest-allemandes. Cela peut s'expliquer en partie par la relative faiblesse en France, en comparaison avec la RFA, du secteur des moyennes entreprises, qui jouent outre-Rhin un rôle capital dans les exportations. Les entreprises ouest-allemandes ont tendance à une coopération dans tous les domaines, alors que, du côté français, cette coopération est surtout recherchée dans le secteur de la transformation des matières premières, de l'industrie

électrotechnique et, dans un moindre degré, dans le secteur de la construction mécanique. Enfin, les firmes allemandes sont davantage prêtes à investir en France que le contraire, ce qui pourrait être lié au problème des contrôles de sorties de capitaux en France. Dans 75 % des cas de coopération, initiés par des firmes allemandes, il y a prise de participation, contre 40 % à l'inverse.

On recherche un partenaire en priorité pour faciliter l'accès au marché du pays voisin (utilisation des réseaux de vente et des relations commerciales du partenaire). Autres raisons importantes citées : la possibilité de proposer des gammes de produits plus complètes ou d'éviter les obstacles commerciaux non tarifaires d'un pays à l'autre. La recherche d'une rationalisation de la production n'intervient que secondairement dans la réflexion. Dans le domaine de la recherche et du développement, les entreprises se montrent de part et d'autre, peu enclines à partager, sauf dans le cas d'une répartition des tâches au sein d'un même groupe, et lorsque cela peut permettre de profiter d'incitations publiques.

Une mentalité colbertiste

Malgré l'importance des échanges entre les deux pays, les obstacles à une telle coopération sont de taille. En dehors de la persistance de nombreuses entraves administratives, Prognos note tout d'abord un manque de partenaires disponibles en France, à la fois en raison de la faiblesse du secteur des entreprises moyennes, mais aussi parce que les Français ont longtemps préféré des accords d'entreprises ou des fusions au niveau national.

A l'inverse, les entrepreneurs ouest-allemands se méfient de la

mentalité colbertiste française, qui leur paraît limiter la liberté des entreprises en France. De nombreux clichés demeurent profondément enracinés en RFA, bien qu'ils doivent, selon Prognos, être considérablement relativisés : le rôle des syndicats en France ; la difficulté de rationaliser en raison de l'impossibilité de licencier ; le moindre intérêt de l'appareil de production française.

A cela s'ajoutent des raisons d'ordre plus psychologiques. Sont souvent citées la problématique linguistique et la différence de mentalité. « Bien qu'il soit souvent remarqué, écrit Prognos, que la créativité des techniciens français se complète bien avec la capacité d'organisation prônée par les entreprises allemandes pour mettre en œuvre des projets, les différences de style dans le management semblent poser certains problèmes. Les entreprises françaises sont dirigées d'une manière plutôt hiérarchique et paternaliste, alors que les entreprises allemandes préfèrent apparemment un style de direction plus ouvert. » « Cela pose de gros problèmes, ajoute l'institut, aux entreprises moyennes allemandes, spécialement à celles qui n'ont pas beaucoup d'expérience internationale. »

Si l'on en croit Prognos, le bilan de cette coopération, là où elle existe, est pourtant encourageant. Non seulement elle est bénéfique sur le plan commercial, mais elle permet une accélération du développement technologique des entreprises, à la fois au niveau des produits et des structures de production. L'échange de technologie et de « management know how », spécialement dans le cadre d'investissements directs, augmente, selon Prognos, la capacité d'innovation et accélère l'adaptation des structures.

HENRI DE BRESSON.

Le gouvernement donne la priorité à l'Europe

(Suite de la première page.)

La France, quant à elle, semble disperser ses efforts sur quantité de secteurs et n'en obtient que de faibles avantages (2). En second lieu, nos voisins d'outre-Rhin dominent largement la situation en Europe de l'Ouest, c'est-à-dire à l'égard de pays industrialisés et « bons payeurs », étant le premier fournisseur pour treize d'entre eux et le second pour trois autres sur un total de dix-sept pays concernés. La France n'est première que dans une seule position, mais c'est, curieusement, avec des pays limitrophes (la RFA, l'Italie et la Suisse). Franchir une frontière serait-il déjà un trop gros effort ?

Tout se passe comme si, dans leur majorité — il y a heureusement des exceptions — les exportateurs français cherchaient la facilité et le gain immédiat plutôt que le combat de longue haleine. C'est sans doute ce qui les a conduits à vouloir développer leurs échanges avec les pays de l'OPEP et ceux en voie de développement. Ces deux zones représentent maintenant 23,1 % de leurs débouchés contre 14 % pour les exportateurs ouest-allemands.

Le retournement de conjoncture — baisse des prix du pétrole, endettement des pays en voie de développement — a raréfié la demande en provenance de ces zones géographiques, ce qui a, en proportion, beaucoup plus pénalisé la France que l'Allemagne occidentale. Facilités encore, celle qui a consisté à tenter de profiter d'un dollar fort pour vendre aux Etats-Unis n'importe quelle marchandise, souvent dans l'import

quelles conditions. S'implanter requiert plus d'effort (3).

En engageant les industriels à se tourner vers le marché européen, M. Michel Noir prend une initiative plus courageuse et certainement plus satisfaisante pour l'avenir. La France n'est certes pas absente de ce marché puisqu'elle y réalise 50 % de ses échanges. Mais c'est de cette zone aussi que proviennent 80 % de son déficit. L'Allemagne fédérale, entre pour moitié dans ce résultat négatif, en raison principalement des produits manufacturés dont le déficit pourrait atteindre 46 milliards de francs en 1986.

Une conjoncture favorable

Il n'en a pas toujours été ainsi. Jusqu'en 1965, les échanges industriels entre les deux pays sont restés équilibrés. Ils n'ont commencé à se dégrader qu'à partir de ce moment, la situation s'aggravant particulièrement dès le premier choc pétrolier de 1973. « La situation de la France par rapport à la RFA ne fait que refléter la mauvaise répartition de l'effort entre entreprises et ménages à la suite de deux chocs pétroliers, souligne-t-on au ministère du commerce extérieur. Les entreprises ont vu leurs comptes se dégrader pendant dix ans, faisant ainsi les frais du maintien du pouvoir d'achat des ménages. »

Analyse cent fois répétée dont il convient maintenant de tirer les conclusions. D'autant que, depuis 1983, le gouvernement s'est employé à rétablir ce déséquilibre

et que les entreprises ont retrouvé, fin 1985, une situation comparable à celle qu'elles connaissaient avant le second choc pétrolier. Le moment paraît d'autant plus opportun que l'Allemagne connaît actuellement une conjoncture particulièrement favorable à la France : la demande intérieure se redresse fortement (+5,5 % au deuxième trimestre 1986 par rapport au deuxième trimestre 1985), la croissance reste soutenue et le mark se tient au plus haut dans le système monétaire européen. Trois facteurs qui conditionnent d'ordinaire le développement de nos exportations outre-Rhin. Ces facteurs jouent-ils encore ? Les résultats du mois de septembre semblent montrer que l'industrie française n'est plus du tout en mesure de résister à la moindre relance de la demande intérieure, ce que l'Allemagne, au contraire, réalise parfaitement.

FRANÇOIS SIMON.

(2) Economie et statistique, janvier 1986 (Le Monde du 6 février).
(3) Le Monde du 29 juillet.

Le Monde
ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

URGENT
Association de la Seine
Ville nouvelle
Bouche-du-Rhône 132
cherche CHARGÉ PRODIGE
ET COMMUNICATION
42-06-06-23/42-06-25-23.
Ses clients laboratoires tech.
J.M. ou J.P., poste technique
social, connaissances anglaises
Ecr. au n° 17/1282 BLVD
17 rue Labat 94307 Vincennes
Cedex, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 21 ans titulaire de droit
comptable, anglais et italien cour-
rent, ch. emploi stable
Libre de suite, 38-08-58-36.
F. 38 ans, lic. art et archéol.,
exp. d'art ch. emploi stable
temps complet, anglais, italien,
compt., presq. STEPHAN
4, rue de Tolbiac, 75007 PARIS.

J.P. 38 ans, titulaire des publ.
éco. 7 ans dans la presse, ser-
vice pub. + 4 ans secteur
auto-école, nat. pol. sém.
lett. (immersion) ou journal.
Tél. 45-56-81-82, p. 4378.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés, à
tous les Français avec ou
sans diplôme. Demandez une
documentation sur la revue
spécialisée FRANCE 50 000 F
10 rue de la République 92000 PARIS CEDEX 02.

capitaux propositions commerciales

INTERETS 18 % garantis
sur immobilisations. 43-77-53.

PLACEMENTS

Reconstruction d'un immeuble
achat d'entreprises en
difficulté. Tél. 12 à 13 h.
14 à 17 h. 43-58-25-08.

véhicules utilitaires

Vende MERCEDES 400 D,
année 1982, 130 000 km.
Casse 2000 cc. cabot.
Parfait état. Prix : 80 000 F
+ décaissement, crédit assuré.
Tél. : 48-82-78-82.
Hors de but, 48-82-27-18.

deux-roues

Vends VERPA 125 PX,
18000 - 32 000 km. 2^e main
+ 300 F. Tél. 43-66-17-94.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
LA PLUS BELLE VUE
8 pièces sur Seine Sud
Téléphone : 42-08-09-09.

7^{er} arrdt
BUREAU
beau 2^e ét., cul., bain
châss. sol. 3^e étage
GARAGE 42-57-22-83.

11^{er} arrdt
BASTILLE
Maison particulière
sur 3 niveaux, 185 m², belles
proportions, 2.780.000 F
LERNES 43-55-58-88.

PIERRE MARAIS
Superbe appartement 70 m²
Style MAISON ET JARDIN
2^e étage, 20 pièces,
vue, armoire, escalier, plein
sol. 42-72-40-18.

12^{er} arrdt
DAUMESNIL
doux imm. pierre de t. 2, 3 ou
4 p., à rénover. 42-57-37-37.

SUR AVENUE DAUMESNIL
MAISON, 600.000 F, 8 p., 11 confort
1.500.000 F - 43-43-32-30.

6 PIÈCES GÉNIE MAISON
Boulevard, 47-09-32-44, imp.

DENfert ch. 47-09-32-44.

MAISONNETTE 6 P.
DENfert ch. 47-09-32-44.

15^{er} arrdt
CONVENTION récent gd
cortil 600 m², 478.000 F -
Téléphone : 43-28-57-16.

16^{er} arrdt
XVI^e 5 p., imm. récent
vue dégagée. 2.000.000 F
Boulevard, 45-75-73-94.

18^{er} arrdt
10^e Prieur. 170 m², 400.000 F.
Boulevard, 45-75-73-94.

19^{er} arrdt
FRES AV. FOCH 80 m², 80 m²
TRES BON ETAT
BOUSSAY - 49-24-82-33.

bureaux

Locations
Votre adresse commerciale ou
SIEGE SOCIAL
Bureaux, secrétariat, typé
300 m², 400 m², 500 m², 600 m², 700 m², 800 m², 900 m², 1000 m², 1200 m², 1500 m², 2000 m², 2500 m², 3000 m², 4000 m², 5000 m², 6000 m², 7000 m², 8000 m², 9000 m², 10000 m², 12000 m², 15000 m², 20000 m², 25000 m², 30000 m², 40000 m², 50000 m², 60000 m², 70000 m², 80000 m², 90000 m², 100000 m², 120000 m², 150000 m², 200000 m², 250000 m², 300000 m², 400000 m², 500000 m², 600000 m², 700000 m², 800000 m², 900000 m², 1000000 m², 1200000 m², 1500000 m², 2000000 m², 2500000 m², 3000000 m², 4000000 m², 5000000 m², 6000000 m², 7000000 m², 8000000 m², 9000000 m², 10000000 m², 12000000 m², 15000000 m², 20000000 m², 25000000 m², 30000000 m², 40000000 m², 50000000 m², 60000000 m², 70000000 m², 80000000 m², 90000000 m², 100000000 m², 120000000 m², 150000000 m², 200000000 m², 250000000 m², 300000000 m², 400000000 m², 500000000 m², 600000000 m², 700000000 m², 800000000 m², 900000000 m², 1000000000 m², 1200000000 m², 1500000000 m², 2000000000 m², 2500000000 m², 3000000000 m², 4000000000 m², 5000000000 m², 6000000000 m², 7000000000 m², 8000000000 m², 9000000000 m², 10000000000 m², 12000000000 m², 15000000000 m², 20000000000 m², 25000000000 m², 30000000000 m², 40000000000 m², 50000000000 m², 60000000000 m², 70000000000 m², 80000000000 m², 90000000000 m², 100000000000 m², 120000000000 m², 150000000000 m², 200000000000 m², 250000000000 m², 300000000000 m², 400000000000 m², 500000000000 m², 600000000000 m², 700000000000 m², 800000000000 m², 900000000000 m², 1000000000000 m², 1200000000000 m², 1500000000000 m², 2000000000000 m², 2500000000000 m², 3000000000000 m², 4000000000000 m², 5000000000000 m², 6000000000000 m², 7000000000000 m², 8000000000000 m², 9000000000000 m², 10000000000000 m², 12000000000000 m², 15000000000000 m², 20000000000000 m², 25000000000000 m², 30000000000000 m², 40000000000000 m², 50000000000000 m², 60000000000000 m², 70000000000000 m², 80000000000000 m², 90000000000000 m², 100000000000000 m², 120000000000000 m², 150000000000000 m², 200000000000000 m², 250000000000000 m², 300000000000000 m², 400000000000000 m², 500000000000000 m², 600000000000000 m², 700000000000000 m², 800000000000000 m², 900000000000000 m², 1000000000000000 m², 1200000000000000 m², 1500000000000000 m², 2000000000000000 m², 2500000000000000 m², 3000000000000000 m², 4000000000000000 m², 5000000000000000 m², 6000000000000000 m², 7000000000000000 m², 8000000000000000 m², 9000000000000000 m², 10000000000000000 m², 12000000000000000 m², 15000000000000000 m², 20000000000000000 m², 25000000000000000 m², 30000000000000000 m², 40000000000000000 m², 50000000000000000 m², 60000000000000000 m², 70000000000000000 m², 80000000000000000 m², 90000000000000000 m², 100000000000000000 m², 120000000000000000 m², 150000000000000000 m², 200000000000000000 m², 250000000000000000 m², 300000000000000000 m², 400000000000000000 m², 500000000000000000 m², 600000000000000000 m², 700000000000000000 m², 800000000000000000 m², 900000000000000000 m², 1000000000000000000 m², 1200000000000000000 m², 1500000000000000000 m², 2000000000000000000 m², 2500000000000000000 m², 3000000000000000000 m², 4000000000000000000 m², 5000000000000000000 m², 6000000000000000000 m², 7000000000000000000 m², 8000000000000000000 m², 9000000000000000000 m², 10000000000000000000 m², 12000000000000000000 m², 15000000000000000000 m², 20000000000000000000 m², 25000000000000000000 m², 30000000000000000000 m², 40000000000000000000 m², 50000000000000000000 m^{2</}

Affaires

Les élections au CNPF.

Le poids des petits patrons

Les lumières du bureau de M. Zervudacki, secrétaire général du CNPF, sont restées allumées tard dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 octobre. Celui-ci devait attendre que d'éventuels candidats à la succession de M. Yvon Gattaz à la tête de l'organisation patronale — contre MM. Yvon Chotard et François Périgot — fassent connaître leurs intentions. En vain. Seuls l'ancien vice-président et l'actuel président de l'Institut de l'entreprise entreront dans l'arène. C'est le comité statutaire, composé de sept membres (sorte de conseil des sages du CNPF) qui entérinera les candidatures.

Le 17 novembre, le conseil exécutif, qui, avec ses trente-cinq membres, joue le rôle d'un conseil des ministres du patronat, émettra un avis sur les candidatures qui lui seront soumises. Selon la tradition, par un vote à bulletin secret, il transmettra à l'assemblée générale (cinq cent soixante-cinq personnes) cet avis et sa préférence, mais ce sera à elle d'élire le président en toute souveraineté.

Le 17 décembre, l'assemblée générale doit désigner le président à la majorité absolue et le nombre de tours de scrutin n'est pas limité. Si l'élection n'est pas acquise au premier tour, les candidatures pour les votes suivants sont déposées sans conditions de délai, c'est-à-dire qu'il est possible qu'un homme de dernière minute apparaisse et soumette son nom aux suffrages des patrons.

Le futur président sera élu pour cinq ans, son mandat pouvant être renouvelé pour trois années à l'issue d'une procédure exceptionnelle (majorité des deux tiers). S'il est élu, il réunit le conseil exécutif et désigne ses vice-présidents.

Le temps du suspense commence donc. Périgot ? Chotard ? Selon des sources dignes de foi, M. Périgot, qui apparaît comme un conciliateur, un pacificateur, et un rassembleur,

disposerait aujourd'hui au conseil exécutif d'une large majorité (au moins vingt membres). En revanche, parmi les cinq cent soixante-cinq membres de l'assemblée générale, qui représentent le patronat de la « France profonde », les sondages apparaissent plus aléatoires.

Une incertitude réside dans l'attitude qu'adopteront M. René Bernasconi, membre du conseil exécutif et président de la Confédération générale des PME. Il n'a écrit aux deux prétendants en leur demandant comment ils concevaient les relations entre le CNPF et la CG-PME, celle-ci revendiquant sa part de représentativité du monde patronal dans sa diversité. Il leur a demandé aussi de remettre en place le comité de liaison et de coordination entre le CNPF et la CG-PME qui existait jusqu'en 1981.

M. Chotard, tuteur M. Bernasconi et le qualifiant de « cher ami », lui a répondu dans une lettre chaleureuse qu'il était d'accord pour créer « structurellement les conditions d'une coordination destinée à unir la CG-PME et le CNPF dans les combats communs que nous avons à mener ».

M. François Périgot, lui, a fait savoir le 15 octobre à M. Bernasconi, au moment même où la CG-PME réunissait son comité directeur, qu'il lui « donnait son assentiment pour réanimer le comité informel entre le CNPF et la CG-PME, dont le président Ceyrac [prédéceseur de M. Gattaz] m'a dit le rôle constructif ».

« Au-delà de l'affirmation de la personnalité propre à chaque organisation, il y a une solidarité forte et durable qu'il me plairait de conforter si mes pairs m'appelaient à présider aux destinées du CNPF », conclut M. Périgot. Nombreux, les petits patrons feront-ils pencher la balance ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,60 % (ex-6,25 %) novembre 1967

Les intérêts courus du 10 novembre 1985 au 9 novembre 1986 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 10,60 % (ex-6,25 %) novembre 1967 seront payables, à partir du 10 novembre 1986, à raison de 38,16 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,24 F (montant global : 42,40 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,35 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi des finances pour 1984, soit 0,42 F faisant ressortir un net de 31,39 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ci-après sont rappelés les séries antérieures aux tirages antérieurs : Amortissement 1972 — série « D » — Amortissement 1982 — série « B » et « E ».

Amortissement 1977 — série « C ».

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8 % octobre 1972

Les intérêts courus du 10 novembre 1985 au 9 novembre 1986 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 8 % octobre 1972 seront payables, à partir du 10 novembre 1986, à raison de 72 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8 F (montant global : 80 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 11,99 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi des finances pour 1984, soit 0,80 F faisant ressortir un net de 59,21 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 11,30 % novembre 1974

Les intérêts courus du 24 novembre 1985 au 23 novembre 1986 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 11,30 % novembre 1974 seront payables, à partir du 24 novembre 1986, à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F (montant global : 113 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 16,94 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi des finances pour 1984, soit 1,13 F faisant ressortir un net de 83,63 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 16,30 % octobre 1982

Les intérêts courus du 8 novembre 1985 au 7 novembre 1986 sur les obligations ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 16,30 % octobre 1982 seront payables, à partir du 8 novembre 1986, à raison de 733,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 81,50 F (montant global : 815 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 122,20 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi des finances pour 1984, soit 8,15 F, faisant ressortir un net de 603,15 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 12,50 % octobre 1984

Les intérêts courus du 5 novembre 1985 au 4 novembre 1986 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 12,50 % octobre 1984 seront payables, à partir du 5 novembre 1986, à raison de 562,50 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 62,50 F (montant global : 625 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 93,71 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi des finances pour 1984, soit 6,25 F faisant ressortir un net de 462,54 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Taux variable, soit 8,5815 % pour 1986.

Les intérêts courus du 5 novembre 1985 au 4 novembre 1986 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE à taux variable octobre 1984 seront payables, à partir du 5 novembre 1986, à raison de 386,17 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 42,91 F (montant global : 429,08 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 64,33 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi des finances pour 1984, soit 4,29 F faisant ressortir un net de 317,55 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé qu'en application de l'article 94-2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les deux emprunts ci-dessus mentionnés ne sont pas matérialisés par la création de titres ; en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

SIEMENS

AUTOMATISATION :

Siemens participe au confort et à la sécurité des passagers du RER.

Les roues de tous les trains, tramways, métros qui parcourent des milliers de kilomètres au contact des rails s'usent. Celles du RER n'échappent pas à cette fatalité.

Les phénomènes d'écrouissage, de formation de criques, altèrent progressivement la qualité du profil et de la bande de roulement qui est déterminante pour le confort et la sécurité des passagers.

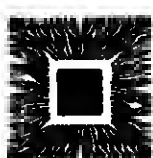
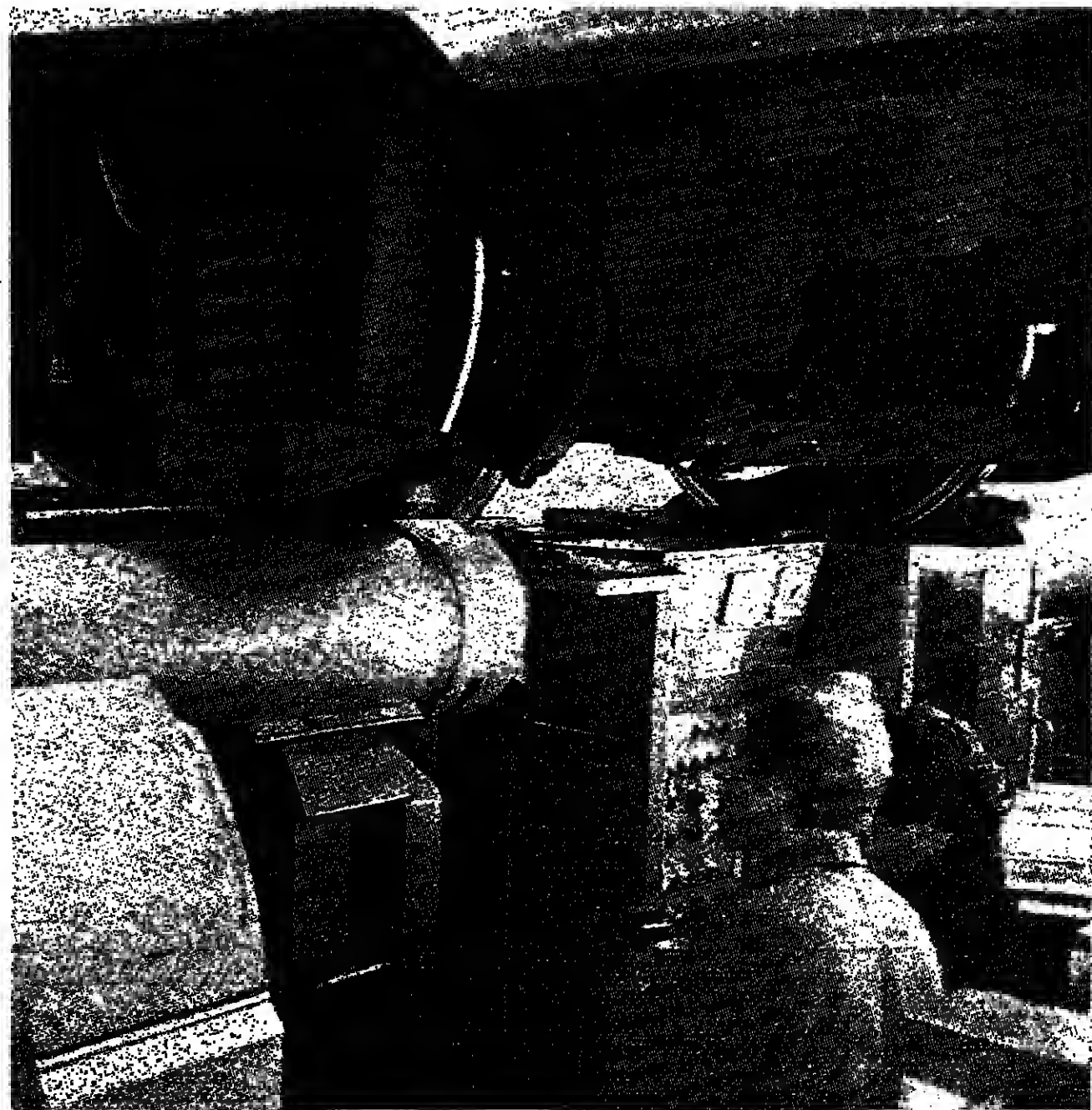
Pour reprofiler les roues du RER, dans les meilleures conditions, la RATP a réalisé à Massy-Palaiseau une importante installation qui réalise ce travail sans démontage des essieux. Le train arrive sur une voie équipée d'un tour en fosse de la Société

SCULFORT, chaque boggie repose sur des galets mis en rotation et les deux roues d'un essieu sont reprofilées en même temps.

Cette installation est pilotée par une commande numérique SINUMERIK System 3 et par un automate programmable SIMATIC S5 fournis par Siemens SA.

Siemens, 2^e constructeur mondial de commandes numériques, a déjà livré plus de 13.000 SINUMERIK System 3 dans le monde entier.

Siemens en France : 3.000 personnes 20 agences - 3 usines - 2,2 milliards de F de CA dont 16 % à l'export - 1,3 milliard de F d'achats à des firmes françaises.



Siemens,
l'électronique au quotidien.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉATION DE BRED INTERNATIONAL

La BRED enrichit sa gamme de produits de placement par la création d'une nouvelle SICAV en valeurs internationales.

BRED International, au capital initial de 50 millions de francs, sera investie essentiellement en valeurs étrangères de toute nature, les investissements étant effectués en fonction des opportunités des marchés.

La gestion, orientée vers la valorisation du capital, utilisera les techniques modernes d'évaluation et notamment celle du délai de recouvrement (DR).

Le DR permet d'appréhender de manière synthétique les facteurs fondamentaux conditionnant l'évolution des cours d'une action (PER, taux de croissance attendu des bénéfices, degré de risque propre à la valeur, taux d'intérêt sur le marché obligataire), ce qui rend les comparaisons internationales plus significatives.

Droit d'entrée par tranches en fonction du montant de la souscription, de 2 % jusqu'à 200 000 francs inclus, à 1 % au-delà de 200 000 francs.

Pas de droit d'entrée du 7 octobre (date d'ouverture au public) au 5 novembre.



Division du titre et attributions gratuites

Compte tenu du niveau des cours de Bourse des actions Darty, le directeur de l'investissement, pour faciliter les négociations, a décidé de procéder à deux opérations aboutissant à réduire la valeur unitaire des titres. A cet effet :

- Il proposera à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, convoquée le 18 novembre 1986, la division des actions par la réduction du nominal de 20 F à 10 F.

- Il a décidé, sous réserve de l'approbation de la résolution proposée, l'attribution gratuite sur la base de quatre actions nouvelles pour une action ancienne.

A la suite de ces deux opérations, les actionnaires détiendront, pour chaque action actuelle possédée, dix actions nouvelles, ordinaires ou à dividende prioritaire selon le cas.

Dividende prioritaire

De par les règles de fixation du dividende prioritaire, le propriétaire d'une action actuelle de valeur nominale de 20 F jouira de droit à un dividende prioritaire de 7 F par action à la suite des deux opérations décrites ci-dessus, dix titres dont le dividende prioritaire sera de 70 F par action.

Pour illustrer l'incidence des opérations sur la rémunération totale des actions à dividende prioritaire, et dans l'hypothèse que l'on peut juger très conservatrice dans l'état actuel des choses, d'une mise en réserve de 10 % du bénéfice net de l'exercice 1986-1987, le propriétaire d'une action ancienne à dividende prioritaire détenant alors dix actions nouvelles percevrait un dividende, avant avoir fiscal, de 70 F au lieu de 51 F, soit une augmentation de 37 %.

Droit de vote double

Le directeur proposera également à l'assemblée générale extraordinaire une résolution qui vise à porter de deux à cinq ans le délai de détention des actions sous la forme nominative pour bénéficier du droit de vote double. Ce nouveau délai ne serait applicable qu'aux inscriptions nominatives postérieures à la décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Collection

Mondes en devenir

LE SYSTÈME

COMMUNAUTAIRE

EUROPÉEN

M. F. LABOUZ

14 x 20 cm - 344 p. - 127 F

Des réponses aux questions

touchant le devenir de la CEE

Editions Berger-Levrault

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 14,20 % octobre 1983

Les intérêts courus du 16 novembre 1985 au 15 novembre 1986 sur les obligations Électricité de France 14,20 % octobre 1983 seront payables, à partir du 16 novembre 1986, à raison de 639 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 71 F (montant global : 710 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 106,45 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,10 F faisant ressortir un net de 224,45 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

- Taux révisable, soit 11,83 % pour 1986.

Les intérêts courus du 16 novembre 1985 au 15 novembre 1986 sur les obligations Électricité de France à taux révisable octobre 1983 seront payables, à partir du 16 novembre 1986, à raison de 532,35 F par titre de 5 000 F nominal, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 59,15 F (montant global : 591,50 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 84,69 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 5,91 F faisant ressortir un net de 437,75 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé que, en application de l'article 94-2 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les deux emprunts ci-dessus mentionnés ne sont pas matérialisés par la création de titres et en conséquence, le montant des intérêts sera porté au crédit de compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 16,50 % octobre 1982

Les intérêts courus du 8 novembre 1985 au 7 novembre 1986 sur les obligations Électricité de France 16,50 % octobre 1982 seront payables, à partir du 8 novembre 1986, à raison de 742,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 82,50 F (montant global : 825 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 123,70 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 8,25 F faisant ressortir un net de 610,55 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

COMPTES EXERCICE 1985-1986

COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT EN AUGMENTATION DE 55 %

Le conseil d'administration s'est réuni le 8 octobre 1986, sous la présidence de M. Philippe Dargent, pour procéder à l'examen des comptes de l'exercice 1985-1986.

Le résultat des opérations courantes, calculé conformément aux dispositions du plan comptable, s'élève, avant impôt, à 88 138 000 francs, en augmentation de 55 % par rapport au chiffre correspondant de l'exercice précédent (56 912 000 francs).

Les opérations exceptionnelles ont dégagé, avant impôt, un résultat de 63 761 000 francs.

Après un impôt de 21 206 000 francs (dont 8 443 000 francs d'impôt sur les plus-values à long terme), le bénéfice net de l'exercice ressort à 130 693 000 francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale après dotation de 749 000 francs à la réserve légale, ainsi portée à 88 138 000 francs, et affectation de 41 870 000 francs à la réserve spéciale de plus-values long terme, de répartir aux actions une somme globale de 63 992 000 francs, contre 44 749 000 francs au titre de l'exercice 1984-1985.

Le dividende correspondant serait de 32,50 francs par action, contre 31,50 francs pour l'exercice précédent. Il s'y ajouterait un avoir fiscal de 16,25 francs. Le revenu global serait ainsi de 48,75 francs.

En application des articles 351 et 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, il sera proposé aux actionnaires qui le souhaiteraient d'opter pour le paiement du dividende en actions de la compagnie.

Le délai d'option serait de trois semaines à compter de la date de l'assemblée, convoquée pour le 26 novembre prochain.

Le conseil a enfin constaté que l'augmentation de capital en espèces réalisée en fin d'exercice s'est effectuée dans des conditions qui témoignent à nouveau de la fidélité de ses actionnaires.



Titres gérés ou en dépôts : 11 milliards de F.

La Banque du Marais est une banque d'affaires privée spécialisée dans l'ingénierie financière et la gestion de patrimoine. Elle offre à sa clientèle une gamme complète de produits financiers performants. Par exemple :

- Pyramides Sicav (court terme) : + 19 %
- Pyramides Gestion (F.C.P. diversifié) : + 33 %

L'ensemble des Sicav et F.C.P. de la Banque du Marais dépasse aujourd'hui 3 milliards de francs.

* Progression annualisée depuis la création.



Banque du Marais

Redécouvrez la banque privée.

BICM

La Bourse c'est ma vie

La Bourse sur Minitel.
L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

QUE CHOISIR ?

OCTOBRE 86

TEST AUTO :
9 petites
qui défient
les grosses.

Marchés financiers

PARIS, 15 octobre

Sévère correction - 1,7 %

La Bourse de Paris a connu le 15 octobre une sévère correction, que beaucoup attendaient. Il est vrai qu'après plusieurs jours de hausse, le marché avait atteint un niveau de 1,7 %. En séance du matin, une nouvelle panne du système informatique interdisait de mesurer le réel.

Autour de la Corbeille, on attribuait cette baisse à la très mauvaise orientation du marché obligataire. Les signes d'un redressement de l'inflation en France (+ 0,4 % en septembre), le redressement des prix pétroliers, ont convaincu les investisseurs que la période de baisse des taux avait pris fin. L'augmentation de 0,2 % des prix en Allemagne et en Suisse, comme la hausse du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre, ont conforté ce sentiment.

Par ailleurs, les valeurs qui perdaient du terrain, on notait le CNI Roussel-Uclaf (- 8,8 %), Bongrain, VIC et Thomson, de même que Mats et Lafarge. En hausse figuraient Franchère, Baf, Tait, Parnet et Parvot. La cotation du titre Fives-Lille reprendra le 17 octobre.

De l'avis des observateurs, le spéculateur amplifie le mouvement de recul, ainsi que les ventes de professionnels, responsables de la baisse. Les investisseurs étrangers restent dans la neutralité.

Sur le marché obligataire, on ne croyait décidément plus en rien et surtout pas en une baisse des taux. Le MATIF, sur la cotation à échéance juin 1987, perdait 0,64 %, à 107,45. Certains craignent même que les taux continuent à baisser.

Napoleon : 536 F (- 1 F).

Lingot : 88 350 F (- 1 850 F).

NEW-YORK, 15 octobre

Net raffermissement

La tendance s'est nettement raffermie le 15 octobre à New-York, pendant la dernière demi-heure de cotation, après avoir évolué modestement à la hausse et enregistré des écarts étroits. Le marché était actif, avec 145,01 millions de titres échangés, contre 116,82 millions la veille. En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles gagnait 31,49 points, à 1 831,69. Une telle progression n'avait plus été enregistrée depuis le 4 septembre. On notait 1 165 valeurs en hausse, 430 en repli et 378 inchangées.

Autour du Big Board, les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'un prochain relèvement du crédit par la Réserve fédérale. L'augmentation de 4,5 % des ventes au détail en septembre, une amélioration du secteur automobile, a redonné l'espoir d'un relèvement du taux d'escompte d'ici à la fin de l'année. Il convient, en effet, de noter qu'une fois retiré l'impact des ventes d'automobiles, favorisées par des conditions de crédit exceptionnelles, les ventes au détail n'ont augmenté que de 0,1 %.

Parallèlement, les secteurs bien orientés, on notait une certaine reprise des pétroliers et des valeurs de technologie. Les titres les plus gagnants étaient Amstar (3,3 millions de transactions), American Telephone (2,942 millions) et Blair John (2,015 millions).

VALEURS	Cours de 14 oct.	Cours de 15 oct.
Alcan	35 7/8	36 3/8
AT&T	23 1/4	23 3/4
Bell	33 1/4	33 1/2
Chrysler	39 1/4	39 1/2
Chrysler	39 1/4	39 1/2
Eastman Kodak	58 1/2	57
Exxon	68 1/8	67
Ford	25 1/8	25 3/8
General Electric	75 7/8	75 1/2
General Motors	67 1/2	67 1/2
IBM	120 1/8	122 1/2
ITT	51 1/2	52 1/8
Johnson & Johnson	57 3/8	58 1/4
Pfizer	33 3/4	33 1/2
Schering	33 3/4	33 1/2
U.S. Steel	38 1/4	38 1/2
Wendell	35	34 7/8
Westinghouse	34 1/8	35

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
14 oct. 15 oct.
Valeur française : 1472 34,9
Valeur étrangère : 105,5 107,8
C* des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1985)
Indice général : 286,1 286,7

NEW-YORK

(indice Dow Jones)
14 oct. 15 oct.
Industrielles : 1 800,28 1 831,69

LONDRES

(indice Financial Times)
14 oct. 15 oct.
Industrielles : 1 262,3 1 276,4
Mines d'or : 321,5 309,9
Fonds d'Etat : 89,14 82,75

TOKYO

15 oct. 16 oct.
Nikkei : 14 781 14 781,4
Indice général : 1 425,40 1 409,40

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 octobre
Nombre de contrats : 19 847

COURS	Oct. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Derrière	106,80	107,90	107,75	107,50
Précédent	107,65	106,60	106,40	106,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DARTY : DIVISION DU TITRE ET ATTRIBUTION GRATUITE. - Compte tenu du niveau des cours atteints par l'action Darty (4 030 F le 15 octobre), le directeur a l'intention de réduire la valeur unitaire du titre, afin de faciliter les négociations, par deux opérations. Il proposera aux actionnaires la division des actions par la réduction du nominal de 20 F à 10 F. Il a en outre décidé, sous réserve de l'approbation de la résolution proposée, l'attribution gratuite sur la base de quatre actions nouvelles pour une action ancienne.

LABO. INDUSTRIE : HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES. - Le chiffre d'affaires consolidé de Labo Industrie a progressé de 7,5 % sur la période correspondante de 1985. Le résultat avant impôt et participation au 30 juin 1986 atteignait 7 356 346,82 F, en nette progression par rapport au chiffre correspondant de 1985, lequel était anormalement bas (en baisse de 50 % sur celui de 1984).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR					
	+ bas. - + haut	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS
		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.
6.000	6.400	+ 75	+ 87	+ 160	+ 185	+ 475
6.400	6.625	+ 43	+ 28	+ 96	+ 69	+ 334
6.625	6.875	+ 90	+ 705	+ 130	+ 288	+ 526
6.875	7.125	+ 74	+ 89	+ 139	+ 189	+ 441
7.125	7.375	+ 45	+ 83	+ 111	+ 111	+ 238
7.375	7.625	+ 85	+ 1	+ 146	+ 146	+ 320
7.625	7.875	+ 128	+ 145	+ 245	+ 291	+ 609
7.875	8.125	+ 137	+ 128	+ 235	+ 235	+ 778
8.125	8.375	+ 127	+ 290	+ 612		
8.375	8.625					

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8
SE-IL	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/8

Ces cours précisés sur le marché interbancaire des devises sont sous indiqués en fin de matinee par une grande banque de la place.

هكمان الشمس

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

15 OCTOBRE Cours relevé à 17 h 37

[illegible]

Comptant (collection)

Second marché

[illegible]

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours
AEP S.A.	1300	1300	Dowdell	1570	1580	Mohr	280	285
Air France	850	855	Dowle	825	825	Monsieur-Duchet	770	785
ALP	260	260	Dunlop	800	800	Our. Parc. Fr.	425	425
AMF	750	725	Edison	800	800	Pavane	3300	3300
ANJ	1200	1205	Eds. S. Dumont	855	850	Pavane	242,50	237,50
Antal Technologique	1111	1092	Egypte	400	385	Pavane	400	400
Asahi	820	820	Falgauf	761	770	Rena	815	805
Asahi de Japon	118	814	Garnier	365	365	St-Henri Schilling	1371	1371
Calumet	810	685	Gaz	265	265	St-Henri Schilling	230	230
Carr	2850	2810	L.C.C.	285	280	S.E.P.A.	123	123,50
Central Steel	2250	2250	St-Henri Schilling	345	330	Soma-Metals	1125	1090
CEB	285	270	St-Henri Schilling	350	330	S.E.P.	1250	1250
C.E.P. S.A.	265	245	Loire-Industrie	355	355,50	S.E.P.A. (S.E.P.)	1600	1600
C.E.S.A.	1452	1445	Martin	423	424	S.E.P. (S.E.P.)	320	320
Chem. Industriels	800	800	Martin	147	147	Sofina	330	330,50
C.I.F.	222	222	M.B.B.	147	147	Sofina	800	815
C.O.S.	205	205	M.B.B.	737	737	Valep	345	345
Daplan S.A.	1570	1580				Valep de France		

SICAV

15/10

[illegible]

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible][illegible]

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 L'attentat à Jérusalem. 4 La prochaine visite à Paris du chef de l'UNITA soulève de vives protestations. 5 RFA : renforcement de la lutte contre le terrorisme. 6 Philippines : le projet de constitution sera soumis à référendum en janvier 1987.	8 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. — La préparation du congrès du CDS. 9 Le voyage du premier ministre dans l'océan Indien. DÉBATS 2 Le tête-à-tête Mitterrand-Chirac.	11 Condamnation du directeur du Nouvel Observateur et de M. Terquem. — L'affaire du Carrefour du développement. 29 Sports : le choix des villes olympiques. 30 Éducation : des remèdes pour la dyslexie.	14 Une œuvre de Betsy Jolas sauvée par le Festival d'Angers. — Xenakis, Chopin et Scriabine à l'Orchestre de Paris. — Le Festival bon esprit à la Maison de la culture de Bobigny. 15 Communication : l'avenir de la chaîne musicale TV6.	39 En septembre, légère baisse du chômage mais retour au déficit commercial. 40-41 Affaires. 42-43 Marchés financiers.	Radio-télévision 17 Petites annonces 39 Cartes 18 Météorologie 17 Mots croisés 17 Loterie nationale, Loto 18 Programmes des spectacles 15

Jambon-frites dans les écoles parisiennes

Champignons en salade, jambon-frites, moutarde. Tel est le « menu parisien » unique qui devait être servi ce jeudi 16 octobre aux onze mille élèves et étudiants qui fréquentent les cantines scolaires et universitaires parisiennes.

Ce repas minimum a été établi par les syndicats de personnel non enseignants de la FEN et de l'ENSEM qui protestent contre la suppression de deux mille postes d'agents de service, personnels d'intendance et de santé prévue par le projet de budget 1987 de l'éducation nationale. Les personnels de cantine syndiqués à la FEN, qui refusent de faire la vaisselle, ont demandé aux parents de leur enfants d'une assiette, d'un verre et de couverts.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 octobre

Redressement : + 0,87 %

La Bourse de Paris s'est redressée le 16 octobre en séance du matin, l'indice gagnant 0,87 %. Parmi les valeurs en hausse, on notait Navigation mixte (+ 2,3 %), Moteurs Leroy-Somer (+ 2 %), Valeo (+ 2 %), Midi (+ 1,9 %), et Michelin (+ 1,8 %). En repli figuraient Schneider (- 3,2 %), Crozet (- 3 %) et Haehette (- 1,2 %).

Valeurs françaises

	Cours précédent	Cours actuel	Différence
Accor	435	432	-3
Agenc Hertz	1900	1910	+10
Air France	741	741	0
Alcatel	330	332	+2
Banque Paribas	1117	1123	+6
Bouygues	2227	2255	+28
BSA	1227	1237	+10
Carrefour	1443	1470	+27
Chaparral	3500	3520	+20
Club Méditerranée	508	512	+4
Danone	1285	1290	+5
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso	1340	1350	+10
Elf-Paris	3080	3110	+30
Elf-Total	1283	1300	+17
Esso	1340	1350	+10
Elf-Aquitaine	314	317	+3
Esso</			